



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LIV^e Année

Tome II N^{os} 1-2 - Juillet-Août 1979

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Le Système Monétaire Européen.**
- 42 **Mesure de politique monétaire. Communiqué du 29 juin 1979.**
- 43 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale de Belgique. Résultats des mois de juin et juillet 1979.**
- 1 **Statistiques.**
- 159 **Législation économique.**
- 169 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LE SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

I. LES ETAPES DE LA COOPERATION MONETAIRE EUROPEENNE.

Le Traité de Rome qui a institué en 1958 la Communauté Economique Européenne se montre d'une grande discrétion en ce qui concerne la politique d'intégration monétaire. Même la coordination des politiques monétaires nationales, requise par l'article 105, n'apparaît que comme une exigence timide du Traité. Cette lacune, assez étonnante à première vue, s'explique par le contexte de l'époque. L'union monétaire semblait nécessairement impliquer l'union politique, ce qui justifiait la réserve du Traité de Rome en ce domaine. Au surplus, au temps de l'élaboration de ce Traité, l'Union Européenne de Paiements servait encore de cadre à la coopération monétaire européenne.

En fait, il faut attendre l'année 1969 pour voir se concrétiser la volonté de faire progresser réellement l'unification monétaire de l'Europe. Les événements de novembre 1968 avaient mis en lumière les lacunes de la coordination monétaire. C'est pourquoi, le 12 février 1969, la Commission des Communautés européennes présenta au Conseil un « Mémoire sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté », mieux connu sous le nom de « Plan Barre ». Ce document préconisait notamment des mesures d'entraide monétaire et soulignait la nécessité de promouvoir la solidarité monétaire des Etats membres.

C'est à ce document que firent référence expressément les chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, réunis à La Haye les 1^{er} et 2 décembre 1969, lorsqu'ils convinrent qu'un plan par étapes serait élaboré, au cours de l'année 1970, en vue de la création d'une union économique et monétaire. L'étude des options fondamentales d'une telle réalisation fut confiée, le 6 mars 1970, par le Conseil de Ministres, à un groupe placé sous la présidence de M. P. Werner, Président du Gouvernement luxembourgeois. Le rapport final de ce groupe, dit « Rapport Werner » fut présenté au Conseil et à la Commission le 8 octobre 1970. Il mettait clairement en lumière les traits essentiels et les conditions indispensables à la réussite d'une unification monétaire. Celle-ci devait consister

notamment pour les Etats membres à harmoniser leurs instruments de politique monétaire, à réduire, dès la première étape, puis à supprimer les marges de fluctuation des cours de change entre leurs unités monétaires et, au stade final, à assurer la liberté complète des mouvements de capitaux ainsi que la convertibilité totale et irréversible de leurs monnaies entre elles à des parités fixées de manière irrévocable. Le processus d'unification devait se traduire par la constitution au cours de la première étape ou, en tout cas, au cours de la deuxième, d'un Fonds européen de coopération monétaire préfigurant le système communautaire des banques centrales de l'étape finale. Ce Fonds faciliterait l'utilisation des monnaies communautaires pour le règlement des soldes entre Etats membres; il permettrait de compenser les excédents de certains de ceux-ci sur les pays tiers avec les déficits des autres; il gérerait les réserves au niveau communautaire et administrerait un mécanisme de crédit réciproque.

S'inspirant du Rapport Werner précité, le Conseil de Ministres des Communautés européennes et les Représentants des gouvernements des Etats membres résolurent, le 22 mars 1971, d'entreprendre immédiatement la réalisation par étapes, en dix ans, de l'union économique et monétaire dans la Communauté et précisèrent les principes d'action pour une première étape de trois ans. Parmi ces principes figurait le rétrécissement progressif des marges de fluctuation entre monnaies communautaires. Mais, dès le mois de mai et plus encore à partir d'août, la crise monétaire internationale allait empêcher toute tentative d'appliquer ce principe.

En cette année 1971, la longue série de déficits continus de la balance des paiements des Etats-Unis et les tensions croissantes auxquelles le système monétaire international était soumis, avaient amené la situation au point de rupture. Après plusieurs mois de vive agitation sur les marchés des changes, les Etats-Unis décidèrent de suspendre officiellement, le 15 août, la convertibilité du dollar en or. Les autres pays se trouvèrent dégagés de l'obligation de maintenir le cours du dollar par rapport à leurs monnaies dans les marges conventionnelles et la quasi-totalité des pays développés choisirent de ne plus respecter ces marges.

A la réunion du Conseil de Ministres de la Communauté Economique Européenne, le 19 août, la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg proposèrent de maintenir dans les anciennes limites, les fluctuations des cours entre monnaies communautaires. Le Conseil n'ayant pas réussi à définir une attitude communautaire, les trois pays précités décidèrent, le 21 août, de réaliser leur projet à l'intérieur du Benelux. Cette décision impliquait que la Nederlandsche Bank et la Banque Nationale de Belgique interviennent dans la mesure nécessaire pour empêcher le cours du change entre le florin et le franc belge de s'écarter, à la hausse ou à la baisse, de plus de 1,5 p.c. du taux-pivot de un florin pour 13,81 francs belges, résultant des parités respectives des deux monnaies par rapport à l'or.

Pour tenter de restaurer la stabilité dans les relations de change, une nouvelle structure de taux de change fixes fut adoptée le 18 décembre à Washington, lors de la réunion des ministres des pays membres du Groupe des Dix. Cet accord prévoyait une dévaluation du dollar et la réévaluation de plusieurs autres monnaies du Groupe des Dix, de même qu'un élargissement à 2,25 p.c. de part et d'autre des nouveaux taux, des marges de fluctuation des cours des monnaies de tous les autres pays membres par rapport au dollar.

Si les pays de la C.E.E. en étaient restés là, l'écart entre les cours de deux monnaies de la Communauté (excepté la relation entre le franc belge et le florin) aurait pu atteindre jusqu'à 9 p.c. dans le temps, l'écart instantané maximum pouvant être de 4,5 p.c. De nouvelles négociations durent être entreprises en vue de réduire cet écart et de réaliser ainsi un premier pas vers l'intégration monétaire. Elles ont mené aux décisions du Conseil de Ministres des Communautés européennes, à sa réunion des 21 et 22 mars 1972, en conséquence desquelles les banques centrales des pays membres ont conclu, le 10 avril, un accord dit « de Bâle » ⁽¹⁾. Aux termes de cet accord mis en œuvre le 24 avril, les fluctuations dans le temps et l'écart instantané des cours de deux monnaies quelconques de la C.E.E. (à l'exception du franc belge et du florin), ne pouvaient dépasser respectivement 4,5 et 2,25 p.c., soit la marge autorisée entre l'une quelconque de ces monnaies et le dollar. Le dispositif prévoyait d'assurer le respect de ces limites par des interventions sur le marché en monnaies communautaires ou en dollar, selon la monnaie par rapport à laquelle les limites d'intervention étaient atteintes. Les interventions en monnaies de la C.E.E. revêtaient la forme soit d'achats des monnaies faibles par les banques centrales des pays membres dont la monnaie était forte, soit de ventes de monnaies fortes par les banques centrales de pays dont la monnaie était faible. Le règlement des engagements découlant de ces interventions devait s'effectuer, en règle générale, à la fin du mois suivant, dans les différents éléments de réserve, proportionnellement à leur importance dans les avoirs officiels du débiteur.

L'application de ce système, dénommé souvent, ultérieurement, « le serpent dans le tunnel » s'est heurtée à des difficultés par suite des divergences dans l'évolution économique des pays participant à l'accord et des mouvements spéculatifs de capitaux provoqués par les anticipations de changements de cours-pivots de certaines monnaies, tels le mark ou la livre, et le refus de détenir de nouvelles encaisses en dollars inconvertibles, engendrées par le maintien du déficit des paiements des Etats-Unis.

Après la nouvelle dévaluation du dollar, le 13 février 1973, les pays dont les monnaies continuaient à participer au « serpent » cessèrent d'observer des marges de fluctuation pour le dollar à partir du 19 mars; ils laissaient ainsi

⁽¹⁾ Pour une analyse détaillée de ce régime de change, voir « Les marges de fluctuation entre monnaies communautaires », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1972, pp. XI-XLI.

le marché déterminer la position, vis-à-vis du dollar, de leurs monnaies considérées dans leur ensemble. Cette décision signifiait la disparition du « tunnel » et la possibilité pour le « serpent » de serpenter sans limites par rapport au dollar ⁽¹⁾. Entre eux, les pays continuèrent à appliquer l'accord d'avril 1972 sur le rétrécissement à 2,25 p.c. (1,5 p.c. pour la relation entre le franc belge et le florin) des marges de fluctuation entre leurs monnaies.

L'objectif de l'intégration monétaire fut poursuivi par l'institution d'un Fonds européen de coopération monétaire, entré en activité en juin. A ce Fonds fut confiée la tâche d'organiser la concertation entre les banques centrales en matière de politique de change, ainsi que la multilatéralisation des soldes résultant des interventions en monnaies communautaires et le règlement de ceux-ci; il fut de plus chargé de la gestion du financement à très court terme et du soutien monétaire à court terme que peuvent s'accorder les banques centrales.

Les vicissitudes de leur situation économique et de leurs comptes extérieurs, accentuées par le renchérissement du pétrole, devaient amener successivement plusieurs pays à suspendre leur participation à l'accord de Bâle. Il ne resta plus finalement dans le « serpent » que la République Fédérale d'Allemagne, le Danemark et les pays du Benelux. Au sein de ce dernier groupe de pays, l'accord particulier d'août 1971 avait été suspendu, en mars 1976, à la suite de vives tensions sur les marchés des changes.

La relance de l'idée de l'union monétaire prit un nouveau départ en 1977 avec le discours retentissant prononcé le 27 octobre à Florence par le Président actuel de la Commission, M. Roy Jenkins ⁽²⁾. Celui-ci déclarait notamment que la plus grande stabilité monétaire, qui découlerait d'une telle union, favoriserait une reprise de la croissance économique ainsi que les efforts entrepris pour lutter contre le chômage et l'inflation.

Cette idée d'union monétaire fut reprise lors des débats du Conseil européen réuni à Brème les 6 et 7 juillet 1978. Celui-ci a estimé que les redressements opérés dans la situation extérieure de plusieurs pays créaient les conditions favorables à un effort d'élargissement et de renforcement de la zone de taux de change fixes constituée par les monnaies du « serpent ». Il a prévu la création d'un Système Monétaire Européen (S.M.E.), durable et efficace, visant à établir une coopération monétaire plus étroite aboutissant à une zone de stabilité en Europe.

(1) Pour une analyse détaillée des modifications intervenues, voir « Analyse du régime de change actuel ou le serpent sans tunnel », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, n^o 4, octobre 1973, pp. III-XXIII.

(2) Dans son discours, M. Jenkins développait sept arguments en faveur d'une nouvelle approche de l'union monétaire, axés sur les thèmes suivants : la rationalisation de l'industrie et du commerce; la réforme monétaire internationale; l'inflation; l'emploi; la répartition régionale de l'emploi et du bien-être économique; l'union monétaire dans une Communauté décentralisée; l'union monétaire et l'intégration politique.

A Bruxelles, les 4 et 5 décembre 1978, le Conseil a pris les décisions de principe nécessaires à la création d'un tel Système Monétaire Européen. Celui-ci devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1979. Toutefois, en raison d'un désaccord sur les conséquences de l'application du Système à la politique agricole commune, son instauration fut retardée jusqu'au 13 mars. Huit des neuf membres de la Communauté ont adhéré au S.M.E., le neuvième, en l'occurrence la Grande-Bretagne, a réservé sa participation au vu de l'évolution ultérieure du Système.

Les objectifs du S.M.E., ses caractéristiques — en particulier, les nouveautés qu'il présente par rapport au « serpent » —, ses implications internationales et les conditions fondamentales nécessaires pour son bon fonctionnement, sont analysés en détail dans les chapitres qui suivent.

II. L'OBJECTIF : UNE ZONE DE STABILITE.

La résolution du Conseil Européen du 5 décembre 1978, qui constitue la charte fondamentale du Système Monétaire Européen, s'ouvre en précisant que ce Système vise à « établir une coopération monétaire plus étroite aboutissant à une zone de stabilité en Europe ».

L'expression « zone de stabilité » est issue du Conseil Européen de Brême, les 6 et 7 juillet, qui avait tracé les grandes options du Système. Elle recèle, dans son imprécision, la diversité des préoccupations qui ont conduit à franchir une nouvelle étape dans la voie de la coopération monétaire européenne.

La recherche de stabilité s'applique, en premier lieu, au fonctionnement même du marché commun et à la cohérence nécessaire de l'espace économique communautaire. Le Système Monétaire Européen met fin à la division des monnaies communautaires en deux groupes, l'un rassemblant les monnaies du « serpent », l'autre comprenant les monnaies flottantes. Même si l'une des monnaies communautaires, la livre sterling, ne participe pas encore au mécanisme de change que le Système comporte, la Communauté retrouve une vocation plus crédible, en complétant son unité commerciale par une certaine personnalité monétaire. Le rôle attribué à l'Ecu et l'intention proclamée de renforcer le Système, notamment par la création d'un Fonds Monétaire Européen, s'inscrivent nettement dans cette perspective. Par ailleurs, le lien établi entre l'instauration du Système Monétaire Européen et les autres aspects de l'intégration économique de la Communauté a été illustré abondamment par les négociations qui ont accompagné son entrée en vigueur : ainsi en est-il des efforts accomplis en vue de coupler ce Système avec un retour programmé vers un marché commun agricole plus authentiquement commun; ainsi en est-il des décisions prises en vue d'assurer un transfert de ressources financières de nature à accroître les effets redistributeurs du budget communautaire.

La recherche de stabilité répond à un deuxième ordre de préoccupation concernant le mode de gestion des rapports de change. Le mouvement pendulaire qui, au début des années 1970, avait commencé à entraîner un nombre croissant de pays vers la pratique du flottement, semble à présent avoir entamé sa phase de retour. Le Système Monétaire Européen marque l'extension de la zone des pays qui jugent à nouveau préférable de gérer leurs relations de change dans le contexte de parités stables, mais ajustables. Il apparaît dès à présent que cette zone pourrait s'étendre en Europe, au-delà des limites de la Communauté.

Cette évolution était perceptible dans les leçons souvent décevantes que plusieurs pays avaient tirées de l'expérience du flottement. Elle s'est trouvée favorisée par la réduction de la fourchette des taux d'inflation, dans la Communauté, ainsi que par le redressement de la balance des paiements courants dans les pays qui avaient enregistré de substantiels déficits au lendemain de la crise pétrolière.

La formation d'une zone de stabilité en Europe ne préjuge pas du succès des efforts qui seront entrepris pour poursuivre la réforme du système monétaire international. De même, comme on le soulignera plus explicitement après avoir décrit le Système Monétaire Européen, l'instrument de réserve que celui-ci crée à l'usage des banques centrales des pays participants n'est pas destiné à se substituer à d'autres instruments de réserve, comme le dollar ou le droit de tirage spécial. Le rôle du Système Monétaire Européen est et est uniquement de stabiliser les relations de change intra-européennes.

III. LES CARACTERISTIQUES DU SYSTEME.

Le Système Monétaire Européen est la combinaison de quatre composantes :

- le mécanisme de change, fondé sur une grille de cours-pivots et de cours d'intervention obligatoire;
- le mécanisme de l'indicateur de divergence, destiné à alléger les tensions ou menaces de tensions, dans le Système, par l'adoption de mesures appropriées;
- les mécanismes de crédit intracommunautaires, permettant d'assurer le financement des interventions en monnaies du Système, et le relais éventuel de ce financement, à certaines conditions;
- le mécanisme de règlement, fondé, au moins en partie, sur l'utilisation d'Ecus, c'est-à-dire d'actifs de réserve constitués en contrepartie du dépôt d'une fraction des réserves d'or et de dollars.

Chacun de ces mécanismes fait appel, d'une façon ou d'une autre, à l'Ecu. C'est pourquoi une description de la nature et des propriétés de l'Ecu est utile avant de procéder à l'examen de chacune des composantes du Système.

1. L'Ecu.

Le nom « Ecu » désigne, dans le Système Monétaire Européen, deux éléments distincts, exerçant des fonctions différentes. D'une part, l'Ecu est un élément abstrait : une unité monétaire, dont la fonction est de servir de référence commune à divers usages. D'autre part, l'Ecu est un élément concret : un actif libellé dans l'unité monétaire « Ecu », dont la fonction est de servir d'instrument de réserve pour les banques centrales participant au Système et qui, comme tel, jouera un rôle important dans les règlements entre ces banques centrales.

Tableau I.

Ecu : composition, cours-pivot en francs belges et poids relatifs lors de la mise en application du S.M.E.

Monnaies	Paquets ¹ de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges le 13-3-1979	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ¹ de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4) = $\frac{(3)}{39,4582} \times 100$
Deutsche Mark	0,828	15,7164	13,0129	32,98
Franc français	1,15	6,8051	7,8259	19,83
Livre sterling	0,0885	59,4925 ²	5,2650	13,35
Lire italienne	109	0,03437	3,7463	9,49
Florin des Pays-Bas	0,286	14,5026	4,1477	10,51
Franc belge et franc luxembourg.	3,80	1	3,8000	9,63
Couronne danoise	0,217	5,5685	1,2084	3,06
Punt irlandais	0,00759	59,5471	0,4520	1,15
Total ...			39,4582	100,00

¹ Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

² Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en £ sterling et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

L'Ecu-instrument de réserve sera examiné, en même temps que le mécanisme de règlement. A ce stade, on décrira donc les caractéristiques de l'Ecu en tant qu'unité monétaire; ces caractéristiques interviennent d'ailleurs dans la détermination de la valeur en monnaies nationales de l'Ecu-instrument de réserve.

L'unité monétaire « Ecu » peut se définir comme un ensemble de paquets de monnaies des Etats membres de la Communauté, chacun de ces paquets comprenant un certain nombre d'unités ou de fractions d'unité d'une même monnaie. L'addition de ces paquets de monnaies, qui doit permettre d'obtenir la valeur totale du panier ou Ecu dans une quelconque de ces monnaies — par exemple le franc belge —, ne peut évidemment s'effectuer qu'à la condition de calculer au préalable la contre-valeur, dans cette monnaie, dans l'exemple

le franc belge, de chaque paquet de monnaies qui compose le panier. Pour calculer cette contre-valeur, on peut prendre les cours en vigueur sur les marchés de change : on obtient alors le cours de change ou cours du marché, ou cours variable de l'Ecu dans la monnaie — ici le franc belge — dans laquelle les conversions ont été opérées ⁽¹⁾. On peut, au contraire, calculer cette contre-valeur sur la base des cours-pivots bilatéraux dont il sera question à la section 2 de ce chapitre : on obtient alors le cours-pivot de l'Ecu, toujours bien entendu dans la monnaie dans laquelle les conversions ont été opérées (cf. tableau I).

Les paquets de monnaies — c'est-à-dire le nombre d'unités de chaque monnaie — qui composent le panier ou Ecu, sont les mêmes que ceux qui composent l'Unité de Compte Européenne (U.C.E.) déjà introduite dans divers secteurs d'activité des Communautés européennes ⁽²⁾.

Dans l'U.C.E., ces paquets avaient été attribués en fonction, d'une part, de la valeur que l'on voulait conférer, à l'origine, à cette U.C.E. dans une quelconque des monnaies et, d'autre part, des poids relatifs ou parts proportionnelles que l'on entendait donner, au départ, aux différentes monnaies qui la composaient. En ce qui concerne la valeur de l'U.C.E., on avait voulu que celle-ci soit la même dans chacune des monnaies que celle du droit de tirage spécial à la date du 28 juin 1974. Quant aux poids relatifs, ils avaient été conférés sur la base de trois critères : la part des pays des différentes monnaies dans le commerce intracommunautaire, le produit national brut de ces pays et leur quote-part dans le soutien monétaire à court terme. Les paquets ou nombre d'unités de chaque monnaie avaient été obtenus en multipliant les poids relatifs ainsi fixés par la valeur prédéterminée de l'U.C.E. dans chacune de ces monnaies (cf. tableau II).

L'Ecu, comme l'U.C.E., est fondé sur un panier dit « standard », c'est-à-dire que les paquets de monnaies qui composent le panier sont fixes; cela signifie que si les cours de change ou les cours-pivots de ces monnaies se modifient, ce sont les poids relatifs et non les paquets de monnaies qui s'ajustent en conséquence. D'ailleurs, c'était déjà le cas dans l'U.C.E. : depuis la création de celle-ci, les cours de change et dès lors les poids relatifs de certaines monnaies avaient fluctué considérablement. Ainsi, lors de la mise en application du S.M.E., le 13 mars 1979, le poids relatif du Deutsche Mark dans l'U.C.E. était de 20 p.c.

⁽¹⁾ Il importe que les conversions, en une monnaie quelconque, de chaque paquet de monnaies, s'effectuent sur la base de cours relevés au même moment. C'est la raison pour laquelle les cours officiels publiés sur les différentes places, qui sont relevés à différents moments de la journée selon le pays, n'ont pu être retenus comme base de calcul. Les cours de change de l'Ecu, exprimés dans les diverses monnaies, qui sont publiés quotidiennement et qui servent de base aux opérations du FECOM, sont calculés sur la base des cours relevés uniformément à 14.30 heures (heure de Bruxelles).

⁽²⁾ L'U.C.E. est utilisée depuis 1975 pour établir le bilan de la Banque Européenne d'Investissement, pour libeller les engagements du Fonds Européen de Développement, dans le cadre de la Convention de Lomé, pour servir d'unité de compte dans les actes relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ainsi que, depuis 1978, pour établir le budget général des Communautés Européennes.

supérieur à ce qu'il était le 28 juin 1974 : il y avait toujours 0,828 DM dans le paquet DM de l'U.C.E. (col. 3, tableau II), mais l'appréciation du DM avait modifié le poids relatif, passé de 27,3 (colonne 1, tableaux II et III) à 33,0

Tableau II.

Détermination des paquets de monnaies, ou nombre d'unités de monnaie nationale, contenus dans l'unité de compte européenne (U.C.E.)

Monnaies	Poids adoptés en avril 1975	Valeur de l'U.C.E. dans chaque monnaie au 28-6-1974 (1 U.C.E. = 1 DTS)	Paquets de monnaie (nombre d'unités de monnaie nationale)
	(1)	(2)	(3) = $\frac{(1) \times (2)}{100}$ 1
Dentsche Mark	27,3	3,08222	0,828
Franc français	19,5	5,81762	1,15
Livre sterling	17,5	0,505066	0,885
Lire italienne	14,0	781,262	109,0
Florin des Pays-Bas	9,0	3,19864	0,286
Franc belge et franc luxembourg.	8,2	45,8564	3,80
Couronne danoise	3,0	7,23810	0,217
Punt irlandais	1,5	0,505066	0,0759
Total ...	100,0		

1 Chiffres arrondis.

(colonne 2, tableau III); dans le même laps de temps, le poids relatif de la lire italienne s'était réduit de plus de 30 p.c. (cf. également tableau III). Ce concept de panier standard s'oppose à celui de panier ajustable, dans lequel les poids

Tableau III.

Evolution des parts proportionnelles ou poids relatifs des différentes monnaies comprises dans l'U.C.E.

Monnaies	Poids négociés lors de l'introduction de l'U.C.E. en avril 1975	Poids existants lors de la mise en application du S.M.E. le 13-3-1979
Dentsche Mark	27,3	33,0
Franc français	19,5	19,8
Livre sterling	17,5	13,3
Lire italienne	14,0	9,5
Florin des Pays-Bas	9,0	10,5
Franc belge et franc luxembourgeois	8,2	9,6
Couronne danoise	3,0	3,1
Punt irlandais	1,5	1,2

relatifs resteraient fixes, mais les paquets de monnaies se modifieraient lorsque les cours fluctuent.

Certaines propriétés de l'Ecu qui découlent à la fois de sa nature d'unité basée sur un panier standard, des poids inégaux attribués aux monnaies qui le composent et du caractère conventionnel de la répartition de ces poids, méritent de retenir une attention particulière.

a) La caractéristique essentielle du panier standard réside, on l'a vu, dans la fixité des paquets de monnaie nationale qui le composent. Si l'on convertit ces paquets dans une même monnaie, on obtient, rappelons-le, soit le cours-pivot, soit le cours de change de l'Ecu dans cette monnaie selon que la conversion des différentes monnaies dans la monnaie dans laquelle on exprime l'Ecu se fait aux cours-pivots bilatéraux ou aux cours du marché. Le cours de change de l'Ecu dans une monnaie quelconque fluctue dès lors en fonction des variations de cours de change de cette monnaie. Par exemple, une monnaie qui s'apprécierait vis-à-vis de toutes les autres monnaies qui composent l'Ecu s'apprécierait aussi vis-à-vis de l'Ecu. De façon générale, si l'on compare deux périodes, il y aura toujours un certain nombre de monnaies qui se seront appréciées et d'autres qui se seront dépréciées vis-à-vis de l'Ecu. Celui-ci aura diminué de valeur, exprimé dans les premières et augmenté, exprimé dans les secondes. Si l'on pondère ces mouvements par la part proportionnelle des monnaies concernées dans le panier ou Ecu, on constatera qu'ils se partagent par moitiés, entre augmentations et diminutions. En d'autres termes, le comportement de l'Ecu reflète le comportement moyen pondéré des monnaies qui le composent.

b) Lorsqu'on calcule le cours de change de l'Ecu dans une des monnaies communautaires, l'un des paquets de monnaies qui le composent est déjà constitué par cette monnaie et ne doit donc pas faire l'objet d'une conversion : c'est ce qu'on appellera, par commodité, la fraction constante — dans la monnaie envisagée — de l'Ecu. Seule l'autre fraction — certes plus importante — de l'Ecu, représentée par les paquets d'autres monnaies, doit être convertie dans la monnaie considérée et subit donc l'influence des cours de change. Le rapport entre la fraction constante et la fraction variable de l'Ecu n'est pas le même pour chaque monnaie du panier, puisqu'il dépend du poids relatif ou part proportionnelle de cette monnaie dans le panier, part qui diffère d'une monnaie à l'autre. Plus cette part est élevée pour une monnaie, plus grande est la fraction constante de l'Ecu pour cette monnaie-là, et moins grande est celle qui varie, c'est-à-dire qui subit l'influence des cours de change. Une même fluctuation de ceux-ci — par exemple du DM et du franc belge — entraînera donc une plus grande variation du cours de change de l'Ecu dans les monnaies à faible poids relatif — dans ce cas le franc belge —, c'est-à-dire à part proportionnelle peu élevée, que dans les monnaies à poids relatif important — dans ce cas le DM. En termes simples, on peut dire que plus le poids attribué à une monnaie de l'Ecu est élevé, plus

l'Ecu suit les mouvements de change de cette monnaie ou, ce qui revient au même, moins ces mouvements se reflètent dans une modification du cours de change de l'Ecu dans cette monnaie ⁽¹⁾.

c) Les poids relatifs des monnaies qui composent l'Ecu sont, on l'a vu, susceptibles de varier dans le temps puisqu'ils sont le produit de paquets fixes de monnaies par des cours qui peuvent se modifier. Il va de soi que les poids qui interviennent dans le calcul du cours-pivot de l'Ecu dans une monnaie quelconque ne peuvent varier que si les cours-pivots sont modifiés. Au contraire, les poids qui interviennent dans le cours de change de l'Ecu exprimé à chaque instant dans cette même monnaie peuvent varier constamment puisqu'ils sont affectés par les cours en vigueur sur les marchés de change; mais comme les cours de change entre monnaies du système ne peuvent, à l'exception de ceux de la lire italienne et de la livre sterling, évoluer que dans des marges étroites ⁽²⁾, ces poids relatifs ne peuvent cependant varier considérablement; cependant si les cours-pivots eux-mêmes étaient modifiés, entraînant des changements plus substantiels dans les cours de change, les poids relatifs pourraient alors varier dans une certaine mesure.

On a rappelé ci-avant que, entre le moment où les poids relatifs avaient été négociés pour la mise en vigueur de l'U.C.E. et celui où le S.M.E. est entré lui-même en application, des variations importantes de ces poids s'étaient produites ensuite des larges fluctuations des cours de certaines monnaies pendant les années 1975 à 1978, variations qui pourraient avoir comme conséquence que les poids relatifs repris dans le S.M.E. ne satisfont plus aux critères économiques en fonction desquels ils avaient été déterminés à l'origine. C'est pourquoi il a été prévu que ces poids seraient réexaminés dans les six mois de l'entrée en vigueur du S.M.E. de manière à procéder, s'il y a lieu, à leur rééquilibrage. Par la suite, ce réexamen aura lieu automatiquement tous les cinq ans et, dans l'intervalle, à la demande d'un pays, si le poids relatif d'une monnaie s'est modifié de plus de 25 p.c.

En fait, si elles avaient lieu, ces révisions de poids relatifs entraîneraient une modification du panier standard puisque les paquets de monnaies seraient modifiés en même temps que les poids relatifs. En outre, pour éviter que les révisions éventuelles de la composition de l'Ecu amènent une discontinuité dans le cours de change de l'Ecu exprimé dans une monnaie quelconque, il conviendrait de procéder comme on l'a fait lors de l'introduction de l'U.C.E. lorsqu'on a veillé à ce que la valeur de celle-ci, exprimée dans une quelconque des monnaies, soit la même que celle du D.T.S., dans cette monnaie, à la même date; c'est-à-dire qu'on partirait d'une valeur donnée de l'Ecu dans chaque monnaie

(1) Le poids initial de 33 p.c. attribué au dollar des Etats-Unis dans le panier du Droit de Tirage Spécial, joint à l'inclusion, dans ce panier, de monnaies dont le comportement est étroitement lié à celui du dollar des Etats-Unis, contribuent à expliquer que l'évolution de la valeur du D.T.S. ait souvent présenté une allure voisine de celle du dollar des Etats-Unis.

(2) Voir chapitre III, section 2, page 16 ci-après.

— qui est celle qui résulte des derniers cours relevés sur les marchés de change — et en multipliant cette valeur par les nouveaux poids négociés, on obtiendrait les nouveaux paquets de monnaies ou nombre d'unités de chaque monnaie nationale. En d'autres termes, un changement des poids relatifs ou parts proportionnelles des différentes monnaies qui composent l'Ecu ne pourrait entraîner ni dévaluation ni réévaluation de celui-ci vis-à-vis d'aucune des monnaies qui le composent.

L'Ecu, unité monétaire, apparaît ainsi comme un mélange complexe de construction conventionnelle et de contrainte mathématique. Il ne fait pas de doute, cependant, que son rôle dans le système monétaire européen ne saurait être analysé en termes exclusivement techniques. Il constitue en même temps un symbole de solidarité communautaire.

2. Le mécanisme de change.

Le mécanisme de stabilisation des cours du change du Système Monétaire Européen est très largement hérité de celui du « serpent ». Comme dans tout système de parités stables, mais ajustables, il comporte des éléments de fixité — cours-pivots et interventions obligatoires dans le marché des changes — et des éléments de flexibilité — marges de fluctuation et possibilité de modifier les cours-pivots.

a) *Fixation des cours-pivots.*

Il y a deux types de cours-pivots :

— les cours-pivots bilatéraux qui existent entre monnaies rapportées deux à deux et autour desquels fluctuent les cours de marché bilatéraux enregistrés chaque jour;

— le cours-pivot de l'Ecu dans chaque monnaie, c'est-à-dire le nombre d'unités monétaires nationales correspondant à un Ecu : ce nombre est égal, pour chaque monnaie, au paquet de cette monnaie contenu dans l'Ecu plus la somme des contrevaleurs — calculées aux cours-pivots bilatéraux — en cette monnaie, des paquets de chacune des autres monnaies qui composent l'Ecu. Le cours de change de l'Ecu dans une monnaie, qui est calculé chaque jour à partir des cours de marché, fluctue autour de ce cours-pivot.

Les cours-pivots bilatéraux qui ont été retenus sont, pour les monnaies qui étaient encore incluses dans le mécanisme de change du « serpent » (Deutsche Mark, florin des Pays-Bas, franc belge, couronne danoise et franc luxembourgeois), les cours-pivots bilatéraux en vigueur dans ce « serpent »; pour les pays qui ne participaient pas ou plus aux accords du « serpent », les cours-pivots de leur monnaie ont été établis sur la base des cours de marché du 12 mars 1979. La Grande-Bretagne ayant provisoirement renoncé à participer au mécanisme de change du Système Monétaire Européen, les participants à ce système sont

Tableau IV.

Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire dans le Système Monétaire Européen

(Cours en vigueur à partir du 13 mars 1979)

	BRUXELLES en FB et FLX	AMSTERDAM en FL	COPENHAGUE en KRD	FRANCFORT en DM	ROME/MILAN en LIT	PARIS en FF	DUBLIN en punt IRL
Cours-pivot de l'ECU	39,4582	2,72077	7,08592	2,51064	1148,15	5,79831	0,662638
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
FB et FLX 100	—	7,052 6,89531 6,742	18,3665 17,9581 17,5585	6,508 6,36277 6,221	3089,61 2909,79 2740,44	15,029 14,6948 14,368	1,71755 1,67934 1,64198
FL 100	1483,25 1450,26 1418,—	—	266,365 260,439 254,645	94,375 92,2767 90,225	44807,4 42199,5 39743,4	217,96 213,113 208,38	24,9089 24,3548 23,813
KRD 100	569,5 556,852 544,45	39,27 38,3967 37,5425	—	36,235 35,4313 34,645	17204,5 16203,3 15260,5	83,69 81,8286 80,01	9,56424 9,35147 9,14843
DM 100	1607,4 1571,64 1536,65	110,835 108,37 105,96	288,66 282,237 275,96	—	48557,6 45731,4 43069,8	236,21 230,95 225,81	26,9937 26,3932 25,806
LIT 100	3,649 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,6553 0,61716 0,5813	0,2322 0,218668 0,2059	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
FF 100	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	124,985 122,207 119,49	44,285 43,2995 42,335	21025,2 19801,5 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1739
Punt IRL 100	6090,2 5954,71 5822,25	419,95 410,597 401,45	1093,65 1069,35 1045,55	387,5 378,886 370,5	183978,— 173270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

convenus que des cours-pivots bilatéraux fictifs seraient calculés entre la livre sterling et les monnaies des pays participant au mécanisme de change, sur la base des cours de marché du 12 mars.

Au départ de tous les cours-pivots bilatéraux qui avaient été ainsi fixés et du nombre d'unités de chaque monnaie comprises dans l'Ecu, on a calculé les cours-pivots de l'Ecu dans ces différentes monnaies. Les relations qui existent entre cours-pivots bilatéraux et cours-pivots de l'Ecu jouent évidemment dans les deux sens, c'est-à-dire que si l'on part des cours-pivots de l'Ecu dans les différentes monnaies et que l'on rapporte ces cours deux à deux, la division de l'un par l'autre dans chaque paire donne nécessairement le cours-pivot bilatéral entre les deux monnaies considérées.

b) *Marges de fluctuation.*

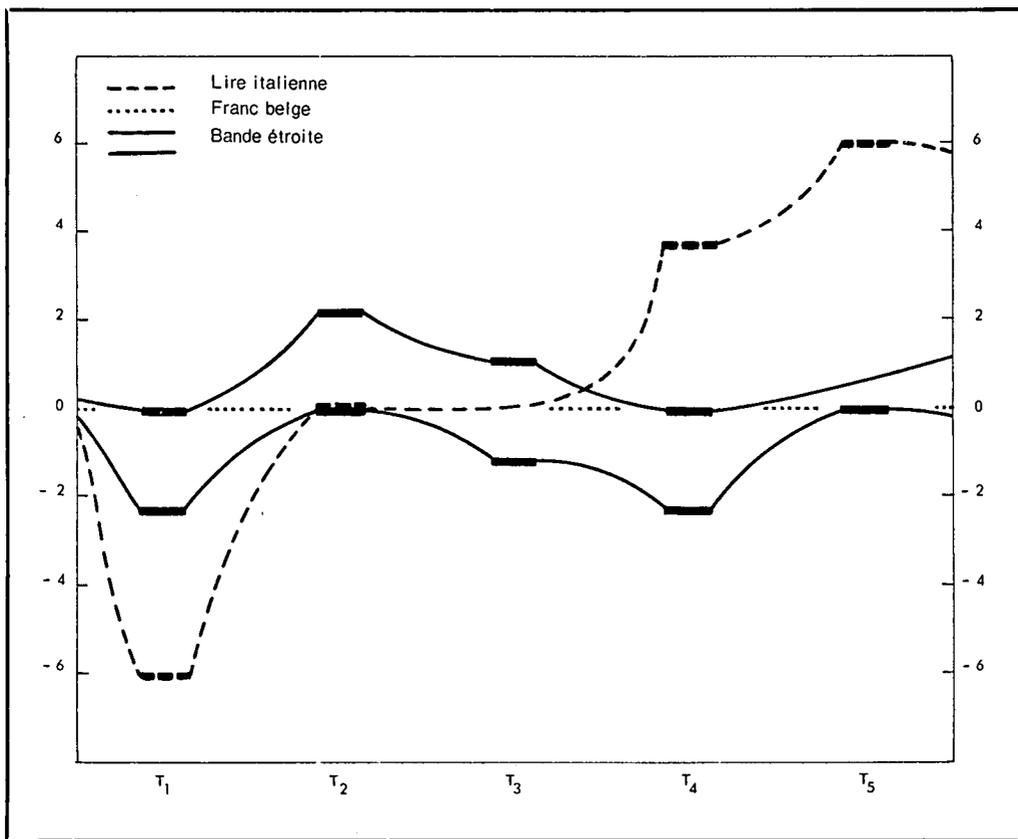
Les cours-pivots bilatéraux des monnaies qui participent au mécanisme de change, c'est-à-dire toutes les monnaies des pays de la Communauté Economique Européenne, sauf la livre sterling, forment ce que l'on appelle la « grille des parités », c'est-à-dire le réseau des cours de change convenus autour desquels les cours de change du marché doivent être stabilisés par le fonctionnement du système, dont c'est la vocation. Les cours de change journaliers entre monnaies du système peuvent osciller autour de ces cours-pivots bilatéraux dans une marge d'environ 2,25 p.c., sauf pour la lire italienne dont les cours, dans chaque autre monnaie du système, peuvent fluctuer jusqu'à environ 6 p.c. de part et d'autre des cours-pivots bilatéraux. Cette marge élargie sera progressivement réduite dans la mesure où les conditions économiques le permettront. Les marges de fluctuation autorisées indiquent à chaque banque centrale les cours d'intervention obligatoire, familièrement désignés par les expressions cours-plafond et cours-plancher. Le tableau IV montre les cours-pivots de l'Ecu dans les différentes monnaies, les cours-pivots bilatéraux ainsi que les cours d'intervention obligatoire en vigueur depuis le 13 mars 1979.

Le comportement des monnaies dans le « serpent » était autrefois illustré par une bande dont les flancs étaient occupés respectivement par la monnaie la plus appréciée et la plus dépréciée, parmi les monnaies participantes, étant entendu que la distance maximale entre les flancs inférieur et supérieur ne pouvait dépasser 2,25 p.c. Cette représentation demeure applicable aux monnaies du Système Monétaire Européen, dans la mesure où ces monnaies participent au mécanisme de change, sauf à la lire italienne, susceptible d'évoluer au sein d'une deuxième bande extérieure à la première, dans la limite de 6 p.c. par rapport à la monnaie participante qui en est la plus éloignée (cf. graphique ci-contre).

c) *Règles d'intervention.*

Les règles d'intervention ne diffèrent guère de celles qui étaient appliquées dans le « serpent » : au cours d'intervention obligatoire, la banque centrale dont

**Fluctuations potentielles des cours du franc belge et des autres monnaies
du Système Monétaire Européen**



- T_1 : Écart maximal de 2,25 p.c. entre le FB et la monnaie X qui est la plus faible de celles appartenant à la bande étroite de 2,25 p.c.; écart maximal de 6 p.c. entre le FB et la lire italienne. Interventions obligatoires FB/X et FB/Lit.
- T_2 : Écart maximal de 2,25 p.c. entre le FB et la monnaie Y qui est la plus forte du système. Le cours FB-Lit coïncide avec le cours-pivot bilatéral des deux monnaies. Interventions obligatoires Y/FB.
- T_3 : Le FB se trouve à 1,125 p.c. des monnaies X et Y. Interventions obligatoires Y/X.
- T_4 : Écart maximal de 2,25 p.c. entre le FB et la monnaie X qui est la monnaie la plus faible de celles appartenant à la bande étroite de 2,25 p.c. Écart de 3,75 p.c. entre le FB et la Lit. Interventions obligatoires FB/X et Lit/X.
- T_5 : Écart maximal de 6 p.c. entre le FB et la Lit. Interventions obligatoires Lit/FB.

la monnaie, en s'appréciant, a atteint la limite supérieure vend cette monnaie sur demande du marché, contre la monnaie qui, en se dépréciant, a atteint la limite inférieure, tandis que la banque centrale dont la monnaie atteint la limite inférieure vend la monnaie qui en s'appréciant a atteint, sur le marché de la première, la limite supérieure. En plus, des interventions peuvent s'effectuer à l'intérieur des marges, soit en monnaies communautaires, soit en dollars, en concertation avec l'ensemble des partenaires.

d) *Modification des cours-pivots.*

Les cours-pivots bilatéraux et en conséquence les cours-pivots de l'Ecu dans les différentes monnaies peuvent être modifiés.

D'un point de vue technique, les modifications de cours-pivots présenteront une particularité nouvelle. Autrefois, sous le régime de Bretton Woods, la modi-

fication de parité se présentait généralement comme un changement unilatéral du rapport précédemment déclaré entre la monnaie nationale et le commun dénominateur international — or ou dollar de 1944 —; de cette modification, l'on pouvait déduire le changement intervenu dans les parités réciproques entre cette monnaie et chacune de toutes les autres. Dans le Système Monétaire Européen, les modifications, d'ailleurs négociées, procéderaient par un changement direct des cours-pivots bilatéraux eux-mêmes; on en déduirait ensuite les nouveaux cours-pivots de l'Ecu dans chaque monnaie. Cette pratique consistant à fixer d'abord des cours-pivots bilatéraux n'est certes pas une innovation du Système : elle a été suivie, au niveau international, après l'effondrement du système de Bretton Woods, à l'occasion de certains réalignements multilatéraux, c'est-à-dire impliquant simultanément plusieurs monnaies; elle a aussi été suivie lors de certains réajustements intervenus entre monnaies du « serpent ». Mais, lors de ces réalignements — au niveau international ou à celui des pays du « serpent » — une fois les nouveaux cours bilatéraux négociés, encore fallait-il s'entendre sur l'appellation — dévaluation ou réévaluation — quelque peu arbitraire de ces modifications, à l'égard du point de référence adopté, par exemple, dans le « serpent », l'Unité de Compte Monétaire Européenne. L'adoption de l'Ecu supprime cet arbitraire en imposant la condition que toute modification ou tout réalignement général des cours-pivots bilatéraux se traduise, en termes de cours-pivots de l'Ecu, par un partage entre réévaluations et dévaluations qui respecte le caractère de « centre de gravité » de l'Ecu. En d'autres termes, une fois les nouveaux cours-pivots bilatéraux définis, on obtient automatiquement le nouveau cours-pivot de l'Ecu dans chaque monnaie et aucun pays ne peut prétendre, a priori, vouloir conserver l'ancien cours-pivot de l'Ecu vis-à-vis de sa monnaie. A titre d'exemple, supposons qu'il soit convenu que le franc français devra être réévalué de 5 p.c. par rapport à toutes les autres monnaies du Système : le poids relatif du franc français dans l'Ecu est, calculé sur base des cours-pivots, de 19,83 p.c.; à concurrence de ce poids, le franc français entraîne, en se réévaluant, le cours-pivot de l'Ecu vis-à-vis de lui; par conséquent, sa réévaluation en termes d'Ecu ne sera que de 4 p.c.; toutes les autres monnaies représentant 80,17 p.c. du panier ou Ecu, seront uniformément dévaluées de 1 p.c. en termes d'Ecu.

Les modifications de cours-pivots doivent évidemment se faire par accord mutuel : celui-ci est expressément prévu dans la résolution du Conseil Européen du 5 décembre 1978. Les dernières modifications de cours-pivots, dans le « serpent », confirmaient déjà la tendance à procéder par réalignement concerté plutôt que par initiative individuelle.

3. Le mécanisme de l'indicateur de divergence.

Le Système Monétaire Européen comporte pour principale originalité un dispositif de détection des divergences de chaque monnaie, fondé sur l'Ecu, et auquel s'attache une présomption d'action, de la part des autorités du pays dont

la monnaie a franchi le « seuil de divergence ». Ces notions seront explicitées ci-après.

Dans le « serpent », aucun mécanisme n'était prévu pour déclencher une action de freinage de l'évolution du cours d'une monnaie, avant que celui-ci n'ait atteint son niveau d'intervention obligatoire. En outre, une fois ce niveau atteint, vis-à-vis d'une autre monnaie, aucun mécanisme ne visait à identifier si le déséquilibre ainsi observé pouvait être imputé a priori au comportement de la monnaie « forte » ou à celui de la monnaie « faible ». En fait, le principal de l'effort de rééquilibrage de la position incombait au pays débiteur.

L'indicateur de divergence tend à remédier à ces deux types de lacunes. D'une part, il ajoute à l'obligation, pour les autorités, d'intervenir mécaniquement sur les marchés des changes, une fois atteints les cours limites bilatéraux, une présomption d'action — qui peut revêtir des formes diverses — de ces autorités, lorsque la monnaie de leur pays se singularise, par son comportement sur le marché des changes, vis-à-vis de la plupart des autres monnaies communautaires. D'autre part, il permet d'évaluer la fermeté ou la faiblesse d'une monnaie par rapport à l'ensemble des monnaies communautaires, et non sur la base de sa position bilatérale vis-à-vis d'une seule de ces monnaies; les signaux qu'il donne pourront désigner aussi bien des pays en situation excédentaire que des pays en situation déficitaire, et la présomption d'action liée au franchissement du seuil de divergence s'applique indistinctement aux deux catégories de pays.

a) *Principe.*

L'indicateur de divergence est basé sur l'écart observé entre le cours de change de l'Ecu dans une monnaie et son cours-pivot fixe dans cette même monnaie. Lorsque cet écart est nul, on peut en déduire que le comportement de cette monnaie, par rapport à la situation qui prévalait au moment où le cours de l'Ecu a été fixé, est conforme à celui de la moyenne pondérée des monnaies communautaires. Lorsqu'un écart apparaît, il peut être négatif ou positif. S'il est négatif, cela signifie que le cours de change de l'Ecu dans cette monnaie a diminué par rapport au cours-pivot et, par conséquent, que la monnaie en cause s'est raffermie par rapport à la moyenne des monnaies communautaires; s'il est positif, cela signifie que le cours de change de l'Ecu dans cette monnaie a augmenté par rapport au cours-pivot et, par conséquent, que l'unité monétaire en cause s'est affaiblie par rapport à la moyenne pondérée des monnaies communautaires. Plus cet écart — négatif ou positif — s'agrandit, plus grande est la probabilité que le comportement de cette monnaie — en hausse ou en baisse relative — engendre des tensions dans le Système. D'où l'idée de soumettre cet écart à une surveillance particulière et de fixer un seuil à partir duquel il appartiendrait aux autorités, en principe, de prendre certaines mesures.

b) *Mode de calcul.*

Pour déterminer cet indicateur de divergence, on calcule pour chaque unité monétaire le cours de change le plus défavorable et réciproquement le

cours le plus favorable qu'elle puisse atteindre dans le Système Monétaire Européen. Par exemple, le cours le plus défavorable du franc belge serait atteint si le franc belge s'était déprécié de 2,25 p.c. — qui est l'écart maximal toléré — vis-à-vis de chacune des autres monnaies : la différence entre le cours de change de l'Ecu correspondant à ce cours le plus défavorable ou le plus favorable ainsi calculé et le cours-pivot de l'Ecu donne la divergence maximale qui puisse être atteinte par le franc belge. Exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu en franc belge, elle s'appelle *écart maximal de divergence*. Celui-ci n'est pas, évidemment, de 2,25 p.c. de part et d'autre du cours-pivot de l'Ecu exprimé en franc belge, puisqu'il faut tenir compte de ce que la monnaie en question — dans cet exemple, le franc belge — fait elle-même partie de l'Ecu pour un certain paquet; il n'y a donc que les paquets des autres unités monétaires constituant l'Ecu qui sont portés à des cours maxima ou minima; si le franc belge pèse environ 10 p.c. dans l'Ecu, il n'y a que quelque 90 p.c. des parties constituantes de celui-ci qui sont portés à 2,25 p.c. au-dessus — ou en dessous — du franc belge, dans notre exemple, pour calculer la divergence maximale de celui-ci : dès lors, 10 p.c. étant fixes et 90 p.c. variant, cet écart maximal ne peut atteindre 2,25 p.c. Comme la part proportionnelle ou poids relatif de chaque paquet de monnaie, dans la composition de l'Ecu, est différente, la fraction de l'Ecu qui restera inchangée lorsqu'on calcule le cours de change de l'Ecu dans une monnaie, différera d'une monnaie à l'autre. C'est pourquoi l'écart maximal de divergence n'est pas le même pour toutes les monnaies; il est d'autant plus élevé que le poids relatif de la monnaie dans le panier ou Ecu est faible : ainsi, il est de 2,03 pour le franc belge et de 1,51 seulement pour le Deutsche Mark.

Une fois l'écart maximal de divergence établi pour une unité monétaire, on fixe à 75 p.c. de cet écart le *seuil de divergence* de cette unité.

Quant à l'*indicateur de divergence* d'une monnaie, il doit être calculé tous les jours : en effet, il est égal au rapport, en pour cent, de la différence entre le cours de change de l'Ecu exprimé dans cette monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, d'une part, et l'écart maximal de divergence de cette monnaie dont il vient d'être question, d'autre part.

Mais le calcul de l'écart de divergence est plus sophistiqué encore. En effet, dans la pratique, il faut tenir compte de ce que les possibilités de fluctuation des monnaies comprises dans l'Ecu ne sont pas les mêmes pour toutes les monnaies. La livre sterling, comprise dans le panier ou Ecu — puisque la composition de celui-ci devait être la même que celle de l'U.C.E., déjà introduite dans divers secteurs d'activités des Communautés européennes —, ne participe pas au mécanisme de stabilisation des cours de change : il ne peut donc exister pour cette monnaie d'écart maximal de divergence. La lire, qui participe au mécanisme de change, bénéficie de marges de fluctuation potentielles plus larges que les autres monnaies : si l'on avait incorporé la marge de 6 p.c. entre la lire et les autres monnaies dans le calcul, pour chaque monnaie, de l'écart maximal et du seuil de divergence, ceux-ci auraient été, pour chacune d'elles, plus élevés qu'ils ne le sont si les marges étaient uniformes à 2,25 p.c.; le rôle

opérationnel de l'indicateur de divergence aurait pu être compromis. Ainsi, par exemple, si l'on avait tenu compte de la marge de 6 p.c. entre la lire et le franc belge dans le calcul de l'écart maximal et du seuil de divergence du franc belge, l'écart aurait dû être fixé à 2,39 p.c. du cours-pivot de l'Ecu en franc belge, au lieu de 2,03 p.c. et le seuil de divergence se serait trouvé à 1,79 p.c. et non pas à 1,52 p.c.

Le calcul de l'indicateur de divergence est conçu de manière à exclure les fluctuations des cours de change de la lire et de la livre sterling au-delà d'une marge de 2,25 p.c. Le lecteur intéressé trouvera à l'annexe 1 l'exposé de la méthode de correction adoptée.

L'indicateur de divergence constitue un cadran d'analyse de la position d'une monnaie, sur le marché des changes, qui va au-delà de la simple observation de la position bilatérale d'une monnaie vis-à-vis de chaque autre et de la distance qui sépare cette monnaie de ses cours d'intervention obligatoire. En effet, il convient de souligner que les deux points critiques que sont le niveau d'intervention obligatoire et le seuil de divergence sont indépendants l'un de l'autre. En d'autres termes, une monnaie peut atteindre un cours d'intervention obligatoire sans avoir franchi son seuil de divergence, et vice versa; il se peut aussi qu'une monnaie atteigne ces deux points critiques à la fois. Ainsi, ces trois situations se sont successivement produites dans le cas du franc belge en avril-mai. En avril, le franc belge a atteint à diverses reprises son cours d'intervention obligatoire vis-à-vis de la couronne danoise sans avoir dépassé le seuil de divergence; après le dépassement de ce seuil, le 3 mai, le franc belge n'a atteint aucun cours d'intervention obligatoire jusqu'au 18 mai, date à laquelle le franc belge a atteint cette position vis-à-vis du Deutsche Mark.

A la différence des cours d'intervention obligatoire qui, par définition, déclenchent une action immédiate des banques centrales, sur le marché des changes, aucune action *automatique* n'est liée au franchissement du seuil de divergence. La réaction des autorités concernées n'est guère que « présumée » et peut prendre diverses formes, entre lesquelles aucune priorité logique ni chronologique n'est établie. Dans la mesure où les autorités concernées estimeraient devoir s'abstenir de toute action, elles seraient néanmoins tenues d'en informer les autres autorités, de donner les raisons de leur inaction et de participer à d'éventuelles consultations, dans les instances communautaires appropriées, en vue d'examiner les moyens de résorber la tension.

L'action présumée de la part des autorités dont la monnaie franchit le seuil de divergence peut prendre l'une ou plusieurs des formes suivantes :

- des interventions diversifiées, c'est-à-dire, comme on le verra ci-après, des achats ou ventes de monnaies diverses,
- des mesures de politique monétaire intérieure,
- la modification des cours-pivots,
- d'autres mesures de politique économique.

Le choix des mesures appropriées dépendra d'une appréciation des circonstances dépassant la simple lecture de l'indicateur de divergence. Le premier type de mesures attachées au franchissement du seuil de divergence consiste dans les interventions diversifiées; cette diversification vise en particulier le choix des monnaies d'intervention utilisées par la banque centrale dont la monnaie diverge et qui estime que l'intervention sur le marché des changes est bien l'action appropriée. Pour éviter de concentrer le fardeau de ces interventions sur la seule monnaie la plus opposée, dans la grille de parités, la banque centrale dont la monnaie diverge devrait envisager d'intervenir dans un éventail de monnaies, y compris le dollar, pour autant que l'usage de cette monnaie ne soit pas contre-indiqué par ailleurs. Cette diversification du choix des monnaies peut être particulièrement utile dans le cadre de la coordination des politiques de change vis-à-vis des monnaies tierces, dont il sera question au chapitre IV.

Si l'intervention dans le marché est chronologiquement la mesure la plus rapide susceptible d'être mise en œuvre, elle n'est pas nécessairement ni la plus opportune, ni la plus efficace, ni suffisante; elle n'est donc pas une étape qui doit obligatoirement précéder le recours à des mesures de politique monétaire interne.

Les interventions sur les marchés des changes et les mesures de politique monétaire interne relèvent normalement de la compétence technique des banques centrales. Elles ont été mises en œuvre par la Banque Nationale de Belgique lorsque le franc belge a franchi son seuil de divergence au début du mois de mai.

Le redressement de la position d'une monnaie qui a dépassé son seuil de divergence ne peut être assuré en toutes circonstances par la seule action des banques centrales. Surtout si le caractère persistant de la divergence d'une monnaie traduit des causes fondamentales de déséquilibre, il conviendra de compléter et de renforcer les actions monétaires par des mesures de politique économique générale, voire, si l'on a des raisons de penser qu'elle puisse contribuer à éliminer le déséquilibre, par la modification du cours-pivot.

L'indicateur de divergence est un nouvel outil à la disposition des autorités, qui peut les aider à interpréter les évolutions des cours de change. Il constitue aussi un signal d'alarme qui peut favoriser les ajustements requis tant par les pays excédentaires que par les pays déficitaires. En raison du caractère novateur du mécanisme, son efficacité devra être démontrée à l'expérience, en ce qui concerne tant la pertinence des informations qu'il aura fournies, que la réaction des marchés au franchissement du seuil de divergence et que les actions qu'il aura suscitées de la part des autorités.

4. Les mécanismes de crédit.

Pour effectuer les interventions requises ou recommandées, par le mécanisme de change et celui de l'indicateur de divergence, les banques centrales dis-

posent non seulement de leurs réserves de change, mais aussi de diverses facilités de crédit, parmi lesquelles plusieurs facilités spécifiques à la Communauté.

L'instauration du Système a entraîné certains aménagements aux facilités de crédit communautaires existantes, et en particulier un accroissement de leur format. Si leurs principales modalités de fonctionnement restent inchangées pour la durée de la période transitoire, fixée à 2 ans, il est dès à présent prévu que le Fonds Monétaire Européen est appelé à consolider les mécanismes existants « en un fonds unique » lors de la phase finale.

Les facilités de crédit dont il s'agit sont au nombre de quatre.

Le *financement à très court terme* constitue une facilité technique, directement liée aux interventions effectuées en monnaies communautaires. Il offre à la banque centrale amenée à soutenir le cours de sa monnaie la faculté de se procurer auprès de la banque centrale émettrice les monnaies dont elle a besoin pour ses interventions, sans limitation de montant, et d'effectuer des règlements groupés à date fixe. L'usage de cette facilité donne donc normalement naissance à une relation de créance limitée à deux banques centrales, mais fait l'objet d'un enregistrement comptable auprès du Fonds Européen de Coopération Monétaire.

Le recours au mécanisme du financement à très court terme est facultatif; il est évidemment loisible à la banque centrale amenée à vendre une monnaie communautaire sur le marché, de l'acheter contre avoirs de réserve aux conditions prévues pour les règlements et de racheter de la même manière les avoirs dans sa propre monnaie que d'autres banques centrales auraient accumulés lors d'interventions sur leur propre marché.

Le *soutien monétaire à court terme* et le *concours financier à moyen terme* constituent des mécanismes d'assistance mutuelle par lesquels une banque centrale ou un pays peut mobiliser l'assistance collective de tous ou de la plupart de ses partenaires. Ces mécanismes peuvent jouer le rôle de relais du financement à très court terme; ils peuvent aussi être directement activés comme tels.

La quatrième facilité de crédit est constituée par le *mécanisme des emprunts communautaires*, organisé lors de la crise pétrolière, et qui permet le financement du déficit de la balance des paiements d'un pays membre par la mise à sa disposition du produit d'emprunts contractés par la Communauté, avec une garantie des Etats membres.

Si cette dernière facilité n'a pas été affectée par l'instauration du Système Monétaire Européen, il en va autrement des trois autres.

a) Les modalités du *financement à très court terme* ont subi plusieurs modifications par rapport au régime en vigueur dans le « serpent ».

Tout d'abord, les dettes et les créances sont désormais libellées en Ecus — Ecus dont la valeur en chaque monnaie est calculée sur la base des cours

de marché — et non plus en Unités de Compte Monétaires Européennes (U.C.M.E.). Le libellé en U.C.M.E. protégeait le créancier contre la dévaluation de la monnaie du débiteur, et le débiteur contre la réévaluation de la monnaie du créancier, et comportait donc une forme de garantie de change.

Le libellé en Ecus a pour conséquence que la valeur en monnaies nationales des créances et des dettes est influencée par le comportement de toutes les monnaies du panier, c'est-à-dire non seulement les monnaies qui sont liées entre elles par des marges de fluctuation de 2,25 p.c. mais aussi la lire italienne, qui bénéficie de marges élargies et la livre sterling, qui ne participe pas au mécanisme de change.

Le choix de l'Ecu comme unité de compte des crédits consentis dans le financement à très court terme présentait une certaine logique dès lors qu'était créé un instrument de règlement lui-même libellé en Ecus. A cette préoccupation d'affirmer l'unicité de l'instrument de base du Système Monétaire Européen s'est ajoutée la volonté de préserver la solidarité communautaire que la composition de l'Ecu symbolise; ces deux impératifs ensemble ont prévalu sur le souci de maintenir une garantie de change qui, de toute façon, n'était que temporaire dans la mesure où les moyens de règlement — dollar et D.T.S. — à l'échéance restaient évidemment soumis au risque de change propre à ces deux actifs.

Une seconde modification apportée au financement à très court terme concerne l'échéance initiale, c'est-à-dire celle à partir de laquelle ce financement cesse d'être illimité en volume; cette échéance a été portée de 30 à 45 jours fin de mois. La durée moyenne de la période de crédit illimité est ainsi étendue à 2 mois au lieu d'un mois et demi.

Enfin, puisque à l'échéance initiale le financement à très court terme peut être automatiquement renouvelé pour une période de trois mois dans la mesure où l'endettement ainsi renouvelé d'une banque centrale ne dépasse pas sa quote-part débitrice dans le soutien monétaire à court terme, la faculté de renouvellement automatique bénéficie de l'accroissement, de l'ordre de 140 p.c., de ces quotes-parts débitrices. Ainsi, lorsqu'une banque centrale doit faire face à des mouvements de fonds qu'elle juge réversibles, elle dispose automatiquement, dans la mesure où les interventions n'ont pas dépassé le plafond du crédit renouvelable, d'un délai de cinq mois, en moyenne, pour se désendetter en rachetant, si ses prévisions se confirment, la monnaie du créancier dans le marché.

Ces dispositions ne portent pas préjudice aux autres possibilités de prorogation du financement à très court terme, assujetties à l'accord du créancier. Avec le consentement de ce dernier, le plafond mentionné ci-dessus peut être dépassé, pendant les trois premiers mois de renouvellement. D'autre part, un deuxième renouvellement pour trois mois peut être consenti à la même condition, portant ainsi à huit mois environ la durée potentielle maximum du financement à très court terme.

b) A l'expiration de cette facilité, le *soutien monétaire à court terme* pourrait être sollicité. Les dispositions en vigueur pendant la phase transitoire du Système Monétaire Européen apportent à nouveau trois modifications à l'accord du soutien. En premier lieu, les quotes-parts et rallonges ⁽¹⁾ sont désormais exprimées en Ecu, et non plus en U.C.M.E., ce qui n'exclut pas, cependant, que lors de l'activation du soutien, les crédits soient éventuellement libellés différemment ⁽²⁾. Ensuite, la durée maximum du soutien est portée à neuf

Tableau V.

Soutien monétaire à court terme

A. Montants des quotes-parts :	Quotes-parts		Répartition en pourcentage du total
	débitrices (en millions d'Ecus)	créditrices	
Deutsche Bundesbank	1.740	3.480	22,03
Banque de France	1.740	3.480	22,03
Bank of England	1.740	3.480	22,03
Banca d'Italia	1.160	2.320	14,67
Nederlandsche Bank	580	1.160	7,34
Banque Nationale de Belgique	580	1.160	7,34
Danmarks Nationalbank	260	520	3,29
Central Bank of Ireland	100	200	1,27
Total C.E.E.	7.900	15.800	100,00

B. Montants des rallonges :

Le total des rallonges créditrices, de même que le total des rallonges débitrices, pourra atteindre au maximum 8.800 millions d'Ecus.

mois au lieu de six, un deuxième renouvellement pour une durée de trois mois étant désormais autorisé. Enfin, le format du système est augmenté de l'ordre de 140 p.c., de sorte que le total des quotes-parts créditrices et débitrices s'élève respectivement à 7,9 et 15,8 milliards d'Ecus (cf. tableau V) et celui des crédits effectivement disponibles ⁽³⁾ à 14 milliards d'Ecus. Ce montant provient de

⁽¹⁾ Les termes « rallonges débitrices et créditrices » désignent des facilités de crédit reçues ou accordées au-delà des quotes-parts débitrices et créditrices. L'octroi de ces crédits est subordonné à une décision spéciale du Comité des Gouverneurs, étant entendu qu'une banque centrale ne peut, en règle générale, obtenir plus de la moitié du total des rallonges débitrices.

⁽²⁾ L'accord prévoit que les crédits de soutien peuvent être libellés dans la monnaie effectivement livrée.

⁽³⁾ On entend par crédits effectivement disponibles le montant maximum du crédit qu'il est possible d'obtenir dans le système moyennant la constellation optimale d'emprunteurs et de prêteurs, c'est-à-dire celle qui utilise pleinement les potentialités du système. Ce montant est nécessairement inférieur à la somme des quotes-parts et des rallonges débitrices puisque toutes les banques centrales ne peuvent être simultanément débitrices.

la répartition entre le soutien monétaire à court terme et le concours financier à moyen terme d'une enveloppe globale de 25 milliards d'Ecus. En effet, les décisions prises par le Conseil européen de Brême en juillet 1978, contenaient, implicitement, un parallélisme entre le montant des Ecus créés en contrepartie du dépôt d'instruments de réserve estimé à 25 milliards d'Ecus et le volume en Ecus du soutien monétaire à court terme et du concours financier à moyen terme réunis.

c) Le *concours financier à moyen terme* n'a pas subi de modification de durée et peut donc être sollicité pour une période inchangée de 2 à 5 ans. Comme, depuis 1977, les plafonds d'engagements et des crédits octroyés étaient déjà libellés en Unités de Compte Européennes (U.C.E.) équivalant à l'Écu, la seule modification introduite par l'entrée en vigueur du Système Monétaire

Tableau VI.

Concours financier à moyen terme

	Plafonds d'engagements	
	En millions d'Ecus	En pourcentage du total
Allemagne	3.105	22,02
France	3.105	22,02
Royaume-Uni	3.105	22,02
Italie	2.070	14,68
Pays-Bas	1.035	7,34
Belgique	1.000	7,09
Danemark	465	3,30
Irlande	180	1,28
Luxembourg	35	0,25
Total ...	14.100	100,00

Européen réside dans l'accroissement du format de cette facilité, à concurrence d'environ 160 p.c. Le total des plafonds d'engagements s'élève ainsi à 14,1 milliards d'Ecus (cf. tableau VI) et celui des crédits effectivement disponibles à ce titre à 11 milliards d'Ecus (¹).

(¹) Le concours financier à moyen terme ne comportant pas de quotas débiteurs, la pleine utilisation des potentialités du système se présenterait dans l'hypothèse absurde où le pays disposant du plus petit plafond d'engagement obtiendrait un crédit équivalant à la somme de tous les autres. Dès lors, on a arbitrairement choisi d'entendre par crédit effectivement disponible, dans ce contexte, celui auquel un pays parmi ceux dont les plafonds d'engagement sont le plus élevés pourrait recourir en épuisant les plafonds d'engagements de tous les autres.

En cas de besoin, la Banque Nationale de Belgique pourrait ainsi recourir au soutien monétaire à court terme, de façon quasi automatique, pour un montant équivalant (au cours approximatif de 1 Ecu = 40 FB) à plus de 23 milliards de FB au lieu de 9 milliards de FB auparavant. A cette somme pourrait s'ajouter, moyennant décision appropriée des Gouverneurs, un prélèvement complémentaire équivalant au maximum à la moitié de la rallonge, ce qui représente un montant de plus de 175 milliards de FB, dépassant de loin les besoins que l'on peut présentement envisager.

Le crédit auquel la Belgique pourrait faire appel dans le cadre du concours financier à moyen terme équivaut théoriquement à la somme des plafonds d'engagements des autres pays, diminuée des concours déjà octroyés et non encore remboursés. En pratique, cette somme dépassera le plus souvent les besoins concevables.

L'augmentation substantielle des possibilités de crédit est destinée à faciliter le respect des engagements pris dans le cadre du mécanisme de stabilisation des cours du change, et donc à renforcer la crédibilité du Système. C'est pourquoi il est d'ailleurs convenu que l'augmentation du format du soutien monétaire à court terme ne sort ses effets qu'à l'égard des banques centrales qui participent au mécanisme de change.

Cependant, si l'exploitation de ces facilités de crédit doit permettre aux autorités de mieux résister à des déséquilibres de paiement de caractère temporaire, accidentel et réversible, elle ne doit en aucune manière conduire à retarder les ajustements nécessaires ou à poursuivre avec moins de vigueur les politiques destinées à les réaliser.

5. L'Ecu instrument de réserve et le mécanisme des règlements.

La création d'un nouvel instrument de réserve, l'Ecu (pris ici dans son sens concret d'actif financier), est sans doute l'innovation la plus symbolique, sinon la plus significative, du resserrement de la coopération monétaire dans la Communauté. En effet, ce nouvel instrument pourra se substituer, au moins partiellement, au dollar, aux droits de tirage ordinaires sur le Fonds Monétaire International et aux droits de tirage spéciaux pour régler des dettes et créances nées de la stabilisation des cours du change entre monnaies communautaires; en outre, ces règlements pourront s'effectuer par transferts en compte auprès d'une institution communautaire.

Il importe d'examiner successivement le mode de création des Ecus et l'usage qui peut être fait de ceux-ci, dans les règlements intracommunautaires ou à d'autres titres.

C'est le Fonds Européen de Coopération Monétaire qui émet des Ecus contre des apports d'or et de dollars par les pays membres. Ce procédé de création d'Ecus ne doit pas être confondu avec une fusion des réserves de change des pays mem-

bres de la Communauté; une telle fusion ne se justifierait que si les politiques de change étaient elles-mêmes unifiées, c'est-à-dire, en pratique, si l'intégration monétaire européenne était devenue une réalité. En tout état de cause, le Fonds Européen de Coopération Monétaire ne fait que permettre et organiser la substitution d'une forme d'actifs de réserve à une autre.

Cette substitution s'opère, durant la période transitoire, sous le couvert de crédits croisés ou « swaps » renouvelables, qui confèrent à l'opération un caractère réversible.

En pratique, chaque banque centrale remplace à son actif, à l'ouverture du crédit croisé, 20 p.c. de ses avoirs en or et en dollars par des Ecus et conclut une opération à terme en sens inverse, aux mêmes cours. L'équivalence en Ecus est calculée, pour l'or, sur la base de la moyenne des cours des deux fixings quotidiens de Londres, convertis en Ecus, pendant les six derniers mois ⁽¹⁾ et, pour le dollar, sur la base du cours du marché deux jours ouvrables avant la date de valeur de l'opération.

Le terme est fixé à trois mois. A l'expiration de cette période, le crédit croisé est renouvelé sur de nouvelles bases, de manière à ce que les cours soient ajustés à l'évolution intervenue, et à ce que l'or et les dollars cédés au FECOM, sous le couvert du crédit croisé, correspondent à nouveau à 20 p.c. minimum des réserves de même nature en possession de la banque centrale concernée. Les liquidations découlant du renouvellement des crédits croisés ne portent que sur les différences entre les montants des crédits croisés échus et ceux des crédits croisés de renouvellement, de sorte que les banques centrales sont dispensées de reconstituer la totalité de leurs avoirs initiaux en Ecus, si elles en ont utilisé une partie dans l'intervalle. Cette reconstitution ne serait nécessaire qu'à l'issue de la période transitoire, à défaut d'accord sur les modalités de constitution du Fonds Monétaire Européen ou sur toute autre solution, afin de permettre la liquidation définitive des crédits croisés. La procédure des liquidations découlant du renouvellement des crédits croisés est illustrée à l'annexe 2.

Par souci de simplicité, les banques centrales continuent à gérer, pour compte du FECOM, les avoirs en or et en dollars qu'elles lui ont cédés sous le couvert de crédits croisés. Elles continuent aussi à percevoir le produit du placement de ces dollars, en lieu et place d'une rémunération sur le stock des Ecus qu'elles obtiennent en contrepartie.

Les transferts d'Ecus entre banques centrales donnent lieu au paiement d'une rémunération à charge des banques centrales qui les utilisent, au profit

⁽¹⁾ En cas de tendance baissière des cours de l'or, cette moyenne pourrait être supérieure aux cours observés à la fin de la période. Dans ce cas, la moyenne des cours des deux fixings notés l'avant-dernier jour ouvrable de la période serait retenue en lieu et place de la moyenne calculée sur six mois.

des banques centrales qui les accumulent, par analogie avec le régime applicable aux droits de tirage spéciaux. Cette rémunération est calculée au même taux que celle du financement à très court terme, c'est-à-dire à la moyenne des taux d'escompte des banques centrales de la Communauté, pondérée par le poids des monnaies dans l'Ecu, aux cours-pivots en vigueur.

Le choix de ces dispositions est dicté par un ensemble de considérations pratiques. Les crédits croisés sont, pour les banques centrales, des contrats accoutumés. Ils évitent la double comptabilisation des réserves que le simple dépôt, en contrepartie de la réception d'Ecus, entraînerait inéluctablement. Ils éliminent le problème de la redistribution des risques de change que la composition inégale des réserves des pays membres de la Communauté aurait pu poser. Leur renouvellement tous les trois mois permet de tenir compte de l'évolution des réserves et de celle de leur prix en Ecus. Enfin, le dénouement des opérations, à l'échéance de la période transitoire, et sauf décision contraire prise à l'unanimité, a dispensé les pays membres de préjuger du développement définitif du Système et de l'Ecu.

La vocation prioritaire des Ecus est de servir aux règlements intracommunautaires. Toutefois, l'utilisation de cet instrument n'est imposée, ni à la banque centrale débitrice, ni à la banque centrale créancière pour plus de la moitié de la dette à régler. En effet, les banques centrales débitrices conserveront la possibilité d'utiliser partiellement d'autres actifs de réserve et en particulier ceux qui, dans l'état actuel des choses, ne peuvent être à la source d'un approvisionnement en Ecus, c'est-à-dire les actifs détenus auprès du Fonds Monétaire International. Réciproquement, les banques centrales créditrices conservent la faculté de recevoir partiellement des actifs de réserve cessibles en dehors de la Communauté, ce qui n'est pas le cas des Ecus. La fraction de la dette non réglée en Ecus pourra être réglée suivant une répartition des autres actifs de réserve proportionnelle à leur part dans les réserves totales du débiteur, selon le principe appliqué de longue date, dans le « serpent ».

Aucune de ces dispositions ne fait obstacle à d'autres modalités de règlement convenues entre débiteur et créancier, et en particulier au règlement intégral des dettes au moyen d'Ecus.

L'utilisation des Ecus n'est pas limitée aux seuls règlements de dettes. Ils pourront faire l'objet de transferts mutuels volontaires entre pays membres, contre actifs de réserve ou contre leur monnaie. Ils constituent aussi un moyen pour les banques centrales qui doivent faire face à une diminution de leurs réserves en dollars de s'en procurer auprès du FECOM, d'abord en dénouant, par anticipation, l'opération de crédit croisé par laquelle les dollars avaient été apportés au FECOM.

L'ensemble de ces dispositions fait clairement apparaître que la création de l'Ecu permet de simplifier l'exécution des règlements intracommunautaires et de mobiliser implicitement, fût-ce sur une base provisoire et dans une zone

limitée, une fraction des réserves d'or. Cette création illustre aussi une méthode de substitution d'un actif de réserve homogène à un bouquet composite d'éléments de réserve.

L'Ecu n'est pas conçu comme un actif de réserve proposé par l'Europe en tant qu'instrument de rechange pour la détention de liquidités internationales. L'objectif inscrit dans les statuts du Fonds Monétaire International et visant à faire du D.T.S. l'instrument de réserve principal du système monétaire international n'est en aucune manière altéré par l'apparition, sur la scène européenne, d'un instrument de règlement appelé à servir les progrès de l'intégration monétaire européenne. Il n'est pas non plus, à l'inverse du dollar, un moyen d'intervention sur le marché des changes, et un instrument généralisé des paiements entre agents économiques de toute nature. Le dollar, instrument de paiement international entre entreprises non financières, entre banques, entre gouvernements, entre banques centrales et, pour eux tous, actif ou passif financier disponible, s'appuie sur toute l'organisation fortement charpentée d'un système monétaire intérieur, impliquant un marché des fonds à court terme et un prêteur en dernier ressort. Ce n'est pas le cas de l'Ecu dont on a bien montré que, sous ses deux aspects — abstrait d'unité de compte, concret d'instrument de réserve pour banques centrales — il est au sens propre une invention, pourvue de caractéristiques conventionnelles, mais nullement appuyé au départ sur une organisation ou des organisations nationales. Le dollar — et jadis la livre — inventions anciennes à finalités nationales tout d'abord, ont grandi avec les circonstances historiques et ont débordé le cadre originel, jusqu'au moment où elles sont l'une et l'autre devenues des actifs acceptés et recherchés par les banques centrales d'autres pays. C'est, peut-être, le cheminement inverse que l'Ecu pourrait faire.

Au départ, en tout cas, son utilisation n'est prévue — et encore, dans certaines limites — que lors des règlements entre banques centrales, des créances et dettes intracommunautaires. La convention internationale créant l'Ecu ne contient aucune disposition qui ait pour but explicite d'apporter un encouragement officiel à l'utilisation de l'Ecu dans la Communauté comme instrument de paiement — fût-ce international —, entre agents économiques autres que les banques centrales.

Sans doute, l'existence d'une unité de compte bien définie, dont la valeur par rapport à chaque unité monétaire nationale est calculée quotidiennement, pourrait-elle permettre à des banques ou à d'autres entreprises commerciales de convenir, dans des contrats privés, de libeller en Ecus des prix ou des dettes et donc des créances; ces conventions pourraient aller jusqu'à prévoir le règlement de dettes par cession d'actifs libellés en Ecus — sans doute des dépôts en banques. On peut se demander toutefois si le temps ne devrait pas consacrer la construction encore fragile de la nouvelle unité internationale, voire donner une certaine permanence aux caractéristiques principales de cet Ecu. Lorsque le temps — peut-être sera-t-il assez court — aura accompli cette œuvre de consécration, l'usage de l'Ecu à des fins de règlements privés impliquera évidemment une création

suffisamment abondante d'actifs à court terme libellés dans cette unité; cette création ne pourra pas prendre d'ampleur si les organes qui contracteront des endettements courts en émettant ces actifs, ne disposent pas des deux facultés classiques, présentes dans toute organisation monétaire élaborée : la possibilité d'équilibrer leurs comptes en trouvant des emplois libellés en Ecus pour les dépôts créés dans cette unité, d'un côté, et, d'un autre côté, la possibilité d'assurer leur propre liquidité en négociant des actifs libellés en Ecus, dans un marché large, ajusté finalement par un prêteur en dernier ressort. C'est dire qu'une institution communautaire, appuyée par un pouvoir politiquement responsable, devrait être chargée d'exercer ce rôle de prêteur en dernier ressort, de régulateur des marchés et des émissions et, sans doute, de la fonction d'émetteur de billets libellés en Ecus.

Une telle organisation monétaire européenne peut être conçue comme un objectif de l'union économique et monétaire, objectif majeur sans doute mais aujourd'hui prématuré : il est évident que l'actuel accord créant un Système Monétaire Européen n'a pas d'effets d'une telle portée et n'implique pas de développements dans cette direction.

IV. IMPLICATIONS DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN A L'EGARD DES PAYS TIERS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.

Dans un système de changes flottants, un pays ne peut stabiliser ses relations de change avec le monde entier. Il doit donc choisir celui ou ceux de ses partenaires avec lequel ou lesquels il désire maintenir des rapports de change fixes. Les critères qui président à ce choix sont essentiellement l'importance des échanges commerciaux et la politique économique suivie par le ou les pays sélectionnés. En fonction de ces critères, il est tout à fait logique que des pays qui sont sur la voie d'une intégration économique désirent stabiliser leurs relations de change. Mais la zone de stabilité ainsi constituée devient alors elle-même flottante vis-à-vis des monnaies tierces. C'est le cas pour le Système Monétaire Européen tout comme c'était le cas pour le « serpent » et cette caractéristique a des implications importantes pour le Système lui-même.

La première est que les cours de change effectifs ou cours moyens pondérés des diverses monnaies qui font partie du Système Monétaire Européen peuvent évoluer différemment, même si les cours de change intracommunautaires restent inchangés. Par exemple, un pays de la Communauté qui effectuerait 50 p.c. de ses importations et exportations avec les autres pays de la Communauté et 50 p.c. avec les pays de la zone dollar subirait, en cas d'appréciation conjointe des monnaies du Système vis-à-vis du dollar, un relèvement beaucoup plus important du cours de change effectif de sa monnaie qu'un autre pays de la Communauté, dont le commerce extérieur est dirigé à concurrence de 90 p.c. vers la Communauté et de 10 p.c. seulement vers les pays de la zone dollar. Dans la mesure où l'appréciation de l'ensemble des monnaies du Système Monétaire Européen vis-à-vis du

dollar traduirait simplement un taux d'inflation moins élevé ou, d'une façon générale, une meilleure évolution de la compétitivité dans chaque pays de la Communauté qu'aux Etats-Unis, elle laisserait inchangés les cours de change effectifs réels des monnaies du Système, c'est-à-dire les cours de change effectifs corrigés pour tenir compte précisément des différences de taux d'inflation ou de compétitivité et n'aurait donc pas de répercussion économique sur les pays de ces monnaies. Il en irait différemment si l'appréciation de l'ensemble des monnaies du Système vis-à-vis du dollar devait se produire en réponse à des mouvements de capitaux vers les marchés de la Communauté : dans ce cas, le pays membre de celle-ci qui aurait le commerce le plus étendu avec les Etats-Unis verrait le cours de change effectif réel de sa monnaie s'apprécier plus fortement que celui de la monnaie du pays qui n'a qu'un commerce réduit avec les Etats-Unis.

Quels que soient, finalement, les avantages ou les inconvénients d'une appréciation relative d'une monnaie vis-à-vis de celles des pays partenaires, il y aurait, dans cette évolution, un risque de distorsions dans les cours de change effectifs réels des pays membres du Système. Ce danger, qui est indiscutablement mais aussi inévitablement une faiblesse du Système, sera d'autant plus réduit :

— qu'un plus grand nombre de pays participeront au Système. On peut supposer en effet que plus la zone de stabilité des cours de change sera étendue, plus les probabilités seront grandes que le commerce intra-zone représente une large part du commerce extérieur total. C'est pourquoi la résolution du Conseil instituant le Système Monétaire Européen prévoit que les pays européens ayant des liens économiques et financiers particulièrement étroits avec les Communautés européennes peuvent participer au mécanisme de stabilisation des cours de change du S.M.E. Cette participation sera fondée sur des accords entre banques centrales qui seront communiqués au Conseil et à la Commission des Communautés européennes. Toutefois, il n'est pas prévu que les banques centrales associées puissent participer aux mécanismes de crédit à court ou à moyen terme. De même, les monnaies des pays associés ne peuvent pas être prises en compte dans la composition du panier;

— que les relations de change avec les monnaies tierces pourront être mieux à l'abri de l'impact des mouvements de capitaux. A cet égard, une concertation entre les membres du Système et les autorités émettrices des monnaies tierces sera nécessaire.

La deuxième implication qui découle de ce que les monnaies du Système Monétaire Européen flottent conjointement vis-à-vis des monnaies tierces est qu'il est indispensable que soient coordonnées les politiques de change pratiquées à l'égard des pays tiers, même en l'absence de tensions dans les relations de change entre pays de la Communauté.

En ce qui concerne plus particulièrement le rôle respectif du dollar et des monnaies communautaires dans le fonctionnement du Système Monétaire Européen, on rappellera que les règles d'intervention appliquées dans le Système

ne diffèrent guère de celles qui étaient prévues dans le « serpent », c'est-à-dire que les monnaies des pays du Système sont les instruments normaux d'intervention pour stabiliser les relations de change intra-européennes. Le rôle du dollar comme monnaie d'intervention pourrait donc être amené à se réduire par l'élargissement, à un ensemble plus vaste de monnaies, des relations de change et règles d'intervention qui existaient déjà entre monnaies du « serpent ».

Mais le dollar n'est pas seulement une monnaie d'intervention; il est aussi, concurremment avec d'autres instruments comme les Droits de Tirage Spéciaux, un actif de réserve. A cet égard, ainsi qu'il a été exposé au chapitre III, section 5 ci-avant, l'Ecu n'est pas proposé comme un instrument de rechange au dollar ou aux Droits de Tirage Spéciaux dans la composition des liquidités internationales.

De même, et la résolution du Conseil est claire à ce sujet, le Système Monétaire Européen est et restera entièrement compatible avec les principes de fonctionnement du Fonds Monétaire International. Ces deux institutions sont d'ailleurs nées de la même philosophie, à savoir assurer, dans toute la mesure du possible, une stabilité des cours de change en fournissant aux membres les ressources qui leur permettent de faire face à un déséquilibre temporaire ou de prendre les mesures de redressement nécessaires, mesures souvent impliquées dans les conditions mises à l'assistance octroyée.

V. EXIGENCES FONDAMENTALES POUR UN BON FONCTIONNEMENT DU SYSTEME.

Il ne peut évidemment suffire d'élaborer des mécanismes de change, même appuyés par des facilités de crédit souples et assez larges, pour créer une zone de stabilité monétaire durable en Europe. Certes, cette stabilité n'est pas absolue, puisque des modifications de cours-pivots sont possibles et prévues, par le Système lui-même, comme un des moyens dont les pays disposent pour tenter de corriger des situations qui se traduisent ou risquent de se traduire par des tensions sur les marchés des changes. A supposer même — ce qui est loin d'être démontré — que de telles modifications, accompagnées de vigoureuses mesures internes appropriées, puissent produire, dans les pays qui y recourraient, les avantages attendus, ces changements de cours-pivots ne pourraient être fréquents : sinon l'oasis de stabilité, que le Système Monétaire Européen se propose d'être, ne serait qu'une appellation vide de contenu réel.

Ainsi, si la résolution du Conseil instaurant le Système Monétaire Européen n'établit aucune priorité formelle dans les mesures qui peuvent être prises lorsque le seuil de divergence est franchi, il résulte de l'essence même du Système qu'il n'est pas indifférent que les autorités recourent uniquement à des interventions et/ou des mesures internes ou qu'elles assortissent celles-ci de modifications de cours-pivots. Cet aspect important de la réaction appropriée

des autorités a été souligné par le Comité Monétaire, qui, dans le rapport qu'il a présenté le 12 octobre 1978 au Conseil et à la Commission, exprime l'avis que les pays doivent par principe accorder une grande priorité aux mesures de politique interne par rapport aux modifications de taux de change, sinon, ajoute-t-il, l'efficacité du Système serait mise en danger. Dans un même ordre d'idées, ce rapport précise que la crédibilité du nouveau Système dépendra de l'amélioration graduelle de la convergence économique, qui diminuera progressivement l'importance du recours aux modifications de taux de change.

Sur ce point si important pour la viabilité du Système qu'est la convergence économique, on peut se réjouir que les pays membres du Système Monétaire Européen n'aient pas attendu qu'elle soit réalisée pour stabiliser leurs relations de change, mais soient partis du principe que l'objectif de stabilité les inciterait à choisir les politiques qui facilitent cette convergence. Encore convient-il de s'accorder sur ce que signifient des politiques de convergence et d'abord sur le niveau auquel celle-ci doit se situer. Pour prendre un exemple extrême, convergence ne peut pas vouloir dire que chaque pays s'aligne sur celui qui a le taux d'inflation le plus élevé. De même, on ne peut pas demander à un pays qui jouit d'une croissance économique plus soutenue que celle de ses partenaires de ramener nécessairement celle-ci à un niveau plus communautaire sous prétexte que ces décalages d'expansion économique provoquent des déséquilibres de balance des paiements. Par conséquent, même si la stabilité des cours de change entre pays membres sortait assurée de ces politiques de convergence, tous les problèmes ne seraient pas résolus pour autant. En fait, on aurait établi un objectif prioritaire de politique économique : la stabilité des relations de change intracommunautaires. Mais il resterait à affronter les instabilités qui subsisteraient, peut-être accrues d'autant, dans d'autres domaines de la vie économique.

L'opportunité d'un type de convergence qui concilie différents impératifs est indiquée dans le rapport présenté, le 13 novembre 1978, au Conseil européen, par le Comité de politique économique. Celui-ci précise que le fonctionnement harmonieux et durable du Système repose sur une convergence des taux d'inflation vers le niveau le plus bas possible sans que cela doive entraîner des effets déflationnistes.

Mais, à supposer qu'il y ait consensus parmi les membres de la Communauté sur les niveaux à atteindre par les différentes variables économiques et, en particulier, sur la relation acceptable entre croissance, emploi et inflation, des difficultés d'interprétation peuvent néanmoins surgir sur l'intensité des politiques à mettre en œuvre pour réaliser ces objectifs. Par exemple, un pays peut estimer que la réaction des agents économiques à des mesures de relance et notamment les pressions inflationnistes sous-jacentes, doivent l'inciter à la prudence, tandis que ses partenaires peuvent estimer que la marge de manœuvre dont il dispose pour stimuler son économie est plus grande qu'il ne l'affirme. Aussi longtemps que les politiques économiques continueront d'être arrêtées

au niveau national, des divergences d'interprétation sur la formulation de ces politiques sont presque inévitables. Seule une volonté très grande d'œuvrer à la réalisation de la Communauté peut faire surgir les compromis indispensables à la survie de la zone monétaire qui vient d'être instaurée.

Au cours des dernières années, une des causes importantes des divergences dans l'évolution des balances de paiements des pays de la Communauté, a été les disparités de taux d'inflation. Celles-ci sont actuellement beaucoup moins prononcées sans avoir pour autant disparu et l'on peut s'interroger sur les chances de les supprimer, en particulier sur les possibilités de pouvoir ramener à des niveaux plus bas les taux d'inflation les plus élevés dans la Communauté. Dans la mesure où ces inflations peuvent être diagnostiquées comme provenant d'une demande excédentaire, des mesures restrictives de politique monétaire et budgétaire peuvent les combattre assez efficacement. Le choix des politiques à suivre et le dosage de celles-ci deviennent plus délicats lorsque les causes d'inflation tiennent à des éléments structurels, comme la dépendance d'un pays pour son approvisionnement énergétique ou à des facteurs institutionnels et notamment à des comportements fortement enracinés dans le chef des différents preneurs de revenus. Des instruments, comme une politique monétaire restrictive, visant à freiner l'expansion de la demande globale, risquent, dans un tel contexte, d'être inefficaces en termes de hausses de prix et dangereux en termes de potentiel productif. Les politiques de revenu sont difficiles à imposer et d'un rendement pas toujours certain et les politiques budgétaires ont perdu de leur efficacité. Réduire l'inflation par les coûts est une entreprise de longue haleine car elle implique la volonté et la possibilité de modifier fondamentalement les comportements des différents agents économiques. Le renchérissement du pétrole, qui affectera d'une manière non homogène les différentes économies européennes ne facilitera pas la tâche des autorités pour faire converger et pour réduire les taux d'inflation. On peut simplement espérer que l'adoption des mesures nécessaires sera facilitée par les gains que les pays sont en droit d'escompter s'ils parviennent de la sorte à se maintenir dans une zone de stabilité des cours de change.

D'autres causes que les disparités de taux d'inflation ont aussi été, dans le passé, à l'origine d'évolutions divergentes entre monnaies des pays de la Communauté. Abstraction faite de décalages purement conjoncturels dont les effets, sur la balance des paiements, doivent normalement se résorber dans le temps, on mentionnera, parmi ces causes de divergence, les différences de structure industrielle et notamment de degré de développement et de spécialisation de la production, celles de composition et de niveau de l'emploi et celles de structure des finances publiques. Le Conseil européen, dans sa résolution instaurant le Système Monétaire Européen, s'est montré conscient que des différences de cette nature ne faciliteraient pas la convergence des politiques et des réalisations économiques. C'est pourquoi il importe, précise-t-il, que des mesures soient prises afin de renforcer le potentiel économique des pays moins prospères de la Communauté. Cette tâche incombe, selon le Conseil, en premier

lieu aux Etats membres concernés, mais, ajoute-t-il, les mesures prises au niveau de la Communauté peuvent et devraient jouer à cet égard un rôle de soutien.

En fait, il y a de multiples raisons, comme les disparités de taux d'inflation, ou les tendances unidirectionnelles de la spéculation, qui font que les évolutions respectives de différentes monnaies peuvent tendre à diverger fondamentalement et chacune de ces raisons peut nécessiter des mesures spécifiques qu'il faut toutefois pouvoir coordonner au niveau de la Communauté. Ainsi que le souligne le Comité des Gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la Communauté, dans le rapport qu'il a présenté au Conseil, le 14 novembre 1978, aucun mécanisme de change ne peut durablement contribuer à la réalisation d'une plus grande stabilité des relations de change, s'il n'est accompagné d'actions multi-formes mais cohérentes destinées à réduire progressivement les disparités dans l'évolution économique des pays membres.

Mais, pourrait-on objecter, pourquoi s'imposer des politiques contraignantes qui peuvent aller jusqu'à des restructurations économiques fondamentales, dans le seul but de pouvoir maintenir entre monnaies de pays voisins des rapports de change stables ? Pourquoi ne pas laisser au contraire les cours de change s'ajuster aux politiques et aux évolutions économiques non convergentes des différents pays ? Le Système Monétaire Européen n'est-il pas un luxe que les pays ne peuvent s'offrir qu'aussi longtemps que leur situation intérieure le permet ? S'ils s'efforcent d'adapter celle-ci en fonction de leur appartenance au Système, ne s'imposent-ils pas une contrainte inutile ?

Sans vouloir rouvrir la controverse théorique entre partisans des cours de change fixes et partisans des cours flottants, on rappellera simplement, en réponse à ces questions, que quel que soit le régime de change choisi, des petites économies ouvertes — et les économies européennes le sont toutes à des degrés divers — ne peuvent jamais exporter leurs difficultés. Si elles laissent se déprécier le cours de leur monnaie, elles transmettent rapidement, à l'ensemble des prix et des coûts intérieurs, l'inflation importée; elles entretiennent en outre des anticipations à sens unique sur le cours futur de la monnaie, qui se traduisent par des sorties spéculatives de capitaux qui accentuent la dépréciation de la monnaie. Si elles maintiennent des cours de change fixes, elles ne peuvent obtenir indéfiniment le financement extérieur de leur déséquilibre. Tôt ou tard, chacune doit procéder aux ajustements fondamentaux et son intérêt est de le faire en s'épargnant les aléas de modifications de cours de change; en permanence, toutes ont avantage à coordonner leurs politiques d'ajustement et, au-delà, à titre préventif de déséquilibres, leurs politiques de croissance et de progrès socio-économique.

METHODE DE CALCUL DE L'INDICATEUR DE DIVERGENCE.

Rappelons que l'indicateur de divergence est fondé sur l'écart observé entre le cours de change de l'Ecu dans une monnaie et son cours-pivot dans cette même monnaie : il est égal à la différence entre ces deux cours, exprimée en pourcentage de l'écart maximal de divergence ⁽¹⁾.

Le calcul de cet indicateur est rendu compliqué par la non-participation du Royaume-Uni au mécanisme de stabilisation des cours de change du S.M.E., alors que la livre sterling est comprise dans le panier Ecu et par l'adoption de marges de fluctuation de 6 p.c. pour la lire italienne. Il a donc fallu prévoir un *mécanisme correcteur* qui permette de neutraliser l'incidence sur l'indicateur de divergence, des variations des cours de la livre sterling et de la lire italienne par rapport aux autres monnaies, au-delà de la marge supposée uniforme de 2,25 p.c. La correction appliquée consiste à annuler le mouvement d'appréciation ou de dépréciation de l'Ecu dans chacune de ces autres monnaies, qui peut être imputé au dépassement de la marge de 2,25 p.c. par la livre sterling ou par la lire italienne. Ce dépassement se calcule, dans la grille de parités, par rapport à la monnaie qui occupe la position la plus opposée.

A titre d'exemple on a donné, au tableau VII, le calcul de l'indicateur de divergence des différentes monnaies le 2 juillet 1979. A cette date, la lire italienne et la livre sterling présentaient une appréciation respectivement de 3,51 et de 8,41 p.c. par rapport au franc belge ⁽²⁾, qui se trouvait être la monnaie la plus faible parmi celles qui observent la marge de 2,25 p.c. Le dépassement de la marge de 2,25 p.c. était donc de 1,26 p.c. pour la lire et de 6,16 p.c. pour la livre ⁽³⁾ et c'est l'influence de ces dépassements sur le niveau de l'indicateur de divergence qu'il convenait de neutraliser.

Comme le poids relatif de la lire dans l'Ecu est de 9,49 p.c., une appréciation de la lire de 1,26 p.c. vis-à-vis de toutes les autres monnaies, entraîne une hausse du cours de change de l'Ecu, dans ces autres monnaies, de 0,12 p.c. De même comme le poids relatif de la livre dans l'Ecu est de 13,35 p.c., une appréciation de cette monnaie de 6,16 p.c. vis-à-vis de toutes les autres monnaies, entraîne

⁽¹⁾ Cf. chapitre III, section 3, point b, pages 19 et 20.

⁽²⁾ De façon plus précise, une telle appréciation se marque par le fait que le cours bilatéral de la lire et celui de la livre en francs belges dépassent respectivement de 3,51 p.c. et de 8,41 p.c. le cours-pivot bilatéral de la lire et celui de la livre en francs belges.

⁽³⁾ Un cours-pivot fictif bilatéral a été attribué à la livre sterling (cf. chapitre III, section 2, point a, page 16), dans chaque monnaie afin de repérer à partir de quel niveau la livre est censée avoir dépassé une marge bilatérale de 2,25 p.c., de telle manière qu'une correction s'impose.

Tableau VII.

**Ecart maximal de divergence, seuil de divergence et indicateur de divergence au 2 juillet 1979,
du Système Monétaire Européen**

	Ecart maximal de divergence 1	Seuil de divergence $\frac{(2) = (1) \times 75}{100}$	Prime (+) ou décote (-) des cours de change de l'Ecu par rapport aux cours-pivots 2 au 2-7-1979	Dépassement de la marge de 2,25 p.c. par rapport au franc belge 3		Correction à apporter à (3) pour éliminer le dépassement de la marge		Prime (+) ou décote (-) corrigée $(8) = (3) - (6) - (7)$	Indicateur de divergence 5 $\frac{(9) = (8)}{(1)} \times 100$
				par la lire italienne	par la livre sterling	par la lire italienne 4	par la livre sterling 4		
	(1)		(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
Deutsche Mark	1,51	1,13	+ 0,56	1,26	6,16	0,12	0,82	- 0,38	- 25
Franc français	1,80	1,35	+ 0,91	1,26	6,16	0,12	0,82	- 0,03	- 2
Livre sterling									
Lire italienne	5,43	4,07	- 1,01					- 1,01	- 19
Florin des Pays-Bas	2,01	1,51	+ 1,95	1,26	6,16	0,12	0,82	+ 1,01	+ 50
Franc belge et franc luxembourgeois	2,03	1,52	+ 2,46	1,26	6,16	0,12	0,82	+ 1,52	+ 75
Couronne danoise	2,18	1,63	+ 2,37	1,26	6,16	0,12	0,82	+ 1,43	+ 66
Punt irlandais	2,22	1,66	+ 0,48	1,26	6,16	0,12	0,82	- 0,46	- 21

1 Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot dans cette monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

2 Différence entre le cours de change de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

3 Le franc belge était, le 2 juillet 1979, la monnaie dont le cours de change, par rapport à la lire et à la livre, s'écartait le plus des cours-pivots bilatéraux.

4 Cette correction est égale au dépassement de la marge de 2,25 p.c. par rapport au franc belge, multiplié par le poids relatif respectivement de la lire italienne et de la livre sterling dans l'Ecu.

Pour la lire, la correction est donc de $1,26 \times \frac{9,49}{100} = 0,12$ et pour la livre, elle est de $6,16 \times \frac{13,35}{100} = 0,82$.

5 Le signe - indique que le cours de change de l'Ecu dans une monnaie est inférieur au cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie et que celle-ci a donc tendance à s'apprécier vis-à-vis de la moyenne communautaire. Le signe + indique évidemment une situation inverse.

une hausse du cours de change de l'Ecu, dans ces autres monnaies, de 0,82 p.c. Pour mesurer correctement la divergence du franc belge, ainsi que celle des autres monnaies, il y a lieu dès lors de soustraire 0,94 p.c. (0,12 + 0,82) de l'écart effectivement observé entre le cours de change de l'Ecu, dans chacune de ces monnaies, et son cours-pivot correspondant. Comme l'écart observé pour le franc belge était de 2,46 p.c., il a été ramené à 1,52 p.c. (2,46 - 0,94) pour calculer l'indicateur de divergence.

Il convient de souligner que, pour la lire, l'écart maximal de divergence, et dès lors le seuil de divergence, ont été fixés en fonction d'une marge de fluctuation maximale de 6 p.c. entre la lire et toutes les autres monnaies du panier. L'écart maximal de divergence de la lire, exprimé en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu, s'élève donc à $[6 - (6 \times \frac{9,49}{100})]$ ou 5,43, le seuil de divergence correspondant alors à un écart de $5,43 \times \frac{75}{100}$, soit 4,07 p.c. Il en ressort qu'en cas de dépassement de la marge bilatérale (fictive) de 6 p.c. entre la lire et la livre sterling, une correction est aussi appliquée à la prime ou décote du cours de change de l'Ecu en lire, selon une méthode analogue à celle indiquée ci-dessus, de façon à neutraliser les fluctuations de la livre sterling, dans la mesure où celles-ci dépasseraient l'amplitude des fluctuations autorisées pour les autres monnaies.

**EXEMPLES DE RENOUVELLEMENT DES OPERATIONS DE CREDITS CROISES CONCLUES ENTRE LE FECOM
ET LES BANQUES CENTRALES LORS DE L'EMISSION D'ECUS CONTRE APPORTS D'OR ET DE DOLLARS**

Temps 1 : Opération de crédit croisé initiale entre le FECOM et la banque centrale X.

Total des réserves en or et en dollars de X	20 p.c. des réserves en or et en dollars au FECOM	Cours de conversion Ecu/or et Ecu/\$	Montant des Ecus reçus par X (en millions d'unités)
10 millions d'onces d'or 2 milliards de dollars	2 millions d'onces d'or 400 millions de dollars	1 once d'or = 200 Ecus 1 \$ = 0,7 Ecu	400 280 <hr/> Total 680

Temps 2 ($T_1 + 3$ mois) : Renouvellement de l'opération de crédit croisé initiale.

Total des réserves en or et en dollars de X au T_2 (y compris les apports d'or et dollars au FECOM au T_1)	20 p.c. des réserves en or et dollars au FECOM	Cours de conversion Ecu/or et Ecu/\$	Montant des Ecus correspondant à 20 p.c. des réserves en or et dollars (en millions d'unités)
--	---	---	---

Hypothèse A : Le pays X a été en surplus de balance des paiements entre T_1 et T_2 . Ce surplus a donné lieu :
 --- à des achats de dollars : 0,5 milliard de \$
 --- à des achats d'Ecus : 120 millions d'Ecus.

10 millions d'onces d'or 2,5 milliards de dollars	2 millions d'onces d'or 500 millions de dollars	1 once d'or = 220 Ecus 1 \$ = 0,6 Ecu	440 300 <hr/> Total 740
--	--	--	-------------------------------

Hypothèse B : Le pays X a été en déficit de balance des paiements entre T_1 et T_2 . Ce déficit a été couvert :
 --- par la vente de dollars : 0,5 milliard de \$
 --- par des cessions d'Ecus : 80 millions d'Ecus.

10 millions d'onces d'or 1,5 milliard de dollars	2 millions d'onces d'or 300 millions de dollars	1 once d'or = 220 Ecus 1 \$ = 0,6 Ecu	440 180 <hr/> Total 620
---	--	--	-------------------------------

Liquidation découlant du renouvellement de l'opération de crédit croisé :

	<i>Hypothèse A</i>			<i>Hypothèse B</i>		
	Or (millions d'onces)	\$ (millions d'unités)	Ecus (millions d'unités)	Or (millions d'onces)	\$ (millions d'unités)	Ecus (millions d'unités)
Temps 1	2	400	680	2	400	680
Temps 2	2	500	740	2	300	620
Différences à régler ou à recevoir par la banque centrale du pays X	0	+100 à verser au FECOM	+ 60 à recevoir du FECOM	0	-100 à recevoir du FECOM	- 60 à restituer au FECOM

Il convient de souligner que la liquidation résultant de l'expiration et du renouvellement des opérations de crédit croisé n'affecte pas le montant des positions créditrices et débitrices nettes en Ecus.

Position nette en Ecus de la banque centrale du pays X (en millions d'unités) :

	<i>Hypothèse A</i>	<i>Hypothèse B</i>
Emission initiale d'Ecus à T_1	680	680
Acquisitions (+) ou ventes nettes (-) entre T_1 et T_2	+ 120	- 80
Ecus reçus de (+) ou versés (-) au FECOM à la suite du renouvellement du crédit croisé à T_2 . . .	+ 60	- 60
Avoirs en Ecus	860	540
moins Ecus à livrer	- 740	- 620
Position nette à T_2	+ 120	- 80

Les soldes représentatifs de la position nette en Ecus ne devront être réglés qu'à la fin de la période transitoire du S.M.E. (et sauf décision contraire prise à l'unanimité).

MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

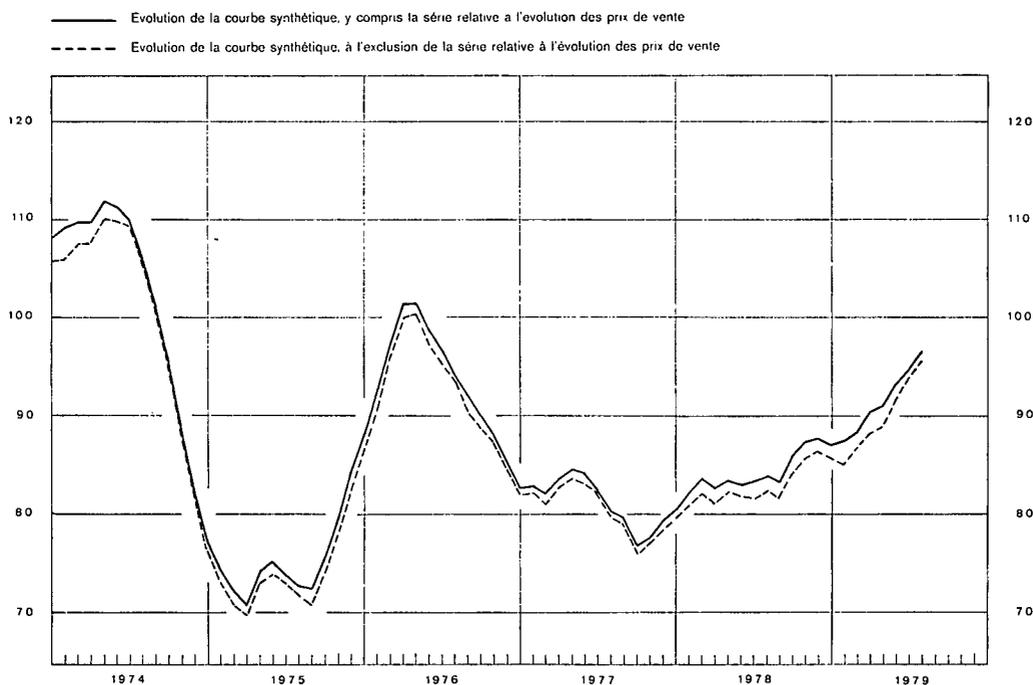
Communiqué du 29 juin 1979

Eu égard à la situation sur le marché des changes et les Autorités monétaires étant résolues à maintenir inchangé le taux-pivot du franc belge dans le système monétaire européen, la Banque Nationale de Belgique a décidé de renforcer les mesures de politique monétaire déjà prises et ce par un relèvement marqué de ses taux d'escompte et d'intérêt.

A dater du 29 juin 1979, les plafonds de réescompte des intermédiaires financiers sont subdivisés en sous-plafonds A et B dans la proportion d'un tiers et deux tiers. Le taux d'escompte demeure à 9 p.c. pour les sous-plafonds A et est fixé à 11 p.c. pour les sous-plafonds B. Le taux d'intérêt pour les avances est porté de 9 p.c. à 11 p.c. pour les opérations dans les limites du quota mensuel, et au-delà de ce quota à un taux variable fixé jusqu'à nouvel ordre à 12 p.c.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DES MOIS DE JUIN ET JUILLET 1979



Commentaire de l'évolution du mois de juin 1979 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique, comprenant l'indicateur concernant l'évolution des prix, a augmenté de 1,65 point en juin 1979, pour se situer à 94,82 points.

Cette nouvelle progression est attribuable à la fois à l'industrie manufacturière, où presque tous les indicateurs ont avancé ou sont restés stables, et au commerce de gros. Les indicateurs de l'industrie de la construction sont demeurés inchangés.

La courbe synthétique calculée sans l'indicateur de l'évolution des prix (trait interrompu) a augmenté plus fortement (de 91,61 à 93,96 points).

Commentaire de l'évolution du mois de juillet 1979 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique, comprenant l'indicateur de l'évolution des prix, a augmenté de 1,86 point en juillet 1979; elle se situe ainsi à 96,68 points, contre 94,82 points en juin.

Dans l'industrie manufacturière, le climat conjoncturel a poursuivi son amélioration, mais il s'est quelque peu détérioré dans l'industrie de la construction.

La courbe synthétique calculée sans l'indicateur de l'évolution des prix a augmenté moins fortement (de 93,96 à 95,56 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Balance résumée	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours d'intervention obligatoire appliqués par les banques centrales participant au système monétaire européen	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		2. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
1. Production agricole	III - 1	a) Chiffres annuels	X - 2a
2. Pêche maritime	III - 2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 2b
IV. — Industrie.		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	4. Cours de change effectifs	X - 4
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. Encours des créances et des dettes :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	a) au 31 décembre 1975	XII - 1a
b) Navigation maritime	V - 1b	b) au 31 décembre 1976	XII - 1b
c) Navigation intérieure	V - 1c	2. Mouvements des créances et des dettes en 1976	XII - 2
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) :	
3. Commerce intérieur :		a) au 31 décembre 1975	XII - 3a
a) Indices des ventes	V - 3a	b) au 31 décembre 1976	XII - 3b
b) Ventes à tempérament	V - 3b	4. Mouvements des créances et des dettes en 1976 (totaux sectoriels)	XII - 4
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VI. — Revenus.		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VII. — Indices des prix.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Stock monétaire :	
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
a) Base 1971 = 100 et base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation en 4 groupes)	VII - 4a	b) Total	XIII - 4b
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
1. Tableau général	VIII - 1	b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	— Destination économique apparente	XIII - 6
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	— Forme et localisation	XIII - 7
b) Indices du volume	VIII - 4b	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
5. Orientation géographique	VIII - 5		

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations)	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours)	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la	

CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger :

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a.
b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b.

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique :	
a) des banques jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977	XVIII - 3a
b) des banques à partir du 2 novembre 1977.....	XVIII - 3b
c) des institutions publiques de crédit et des caisses d'épargne privées	XVIII - 3c

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1a
b) Taux spéciaux de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ...	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-2 et 4, X-4, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3b et c et XIX-3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823	9.837	9.842
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.116	6.151	6.183	6.234	6.283	6.327	6.370	
dont : Hommes	3.049	3.069	3.088	3.119	3.148	3.172	3.195	
Femmes	3.067	3.082	3.095	3.115	3.135	3.155	3.175	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913	3.940	3.966	
dont : Agriculture	162	151	144	139	136	128	122	
Industries extractives et manufacturières	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165	1.119	1.078	
Bâtiments et construction	299	287	285	292	293	297	298	
Transports	245	252	260	266	268	265	265	
Commerce, banques, assurances et services	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839	1.866	1.906	
Chômeurs complets ²	67	84	87	94	168	224	257	
Ouvriers frontaliers	53	52	51	49	44	41	40	

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	368,1	418,7	468,4	543,0	660,3	762,4	845,4	927,7
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	22,4	23,6	24,9	29,9	32,3	35,8	38,7	41,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	84,4	97,6	114,1	132,1	156,7	187,5	214,7	233,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	139,3	159,9	189,6	213,5	255,8	313,2	357,9	393,1
5. Corrections et compléments	25,9	28,5	33,0	36,4	43,4	40,8	52,5	59,8
Ajustement statistique	- 4,5	- 5,4	1,6	1,3	1,5	-16,6	4,1	- 4,4
Total ...	635,6	722,9	831,6	956,2	1.150,0	1.323,1	1.513,3	1.651,6
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	29,6	32,4	46,0	49,7	41,3	46,6	54,8	44,8
2. Professions libérales ¹	32,3	34,9	40,0	46,2	53,1	61,8	70,9	78,7
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	139,5	141,6	148,5	159,6	171,9	186,6	204,3	225,5
4. Revenu des sociétés de personnes ²	10,8	10,7	11,9	14,1	15,2	12,7	14,5	15,1
Ajustement statistique	- 1,5	- 1,6	0,5	0,3	0,4	- 3,8	0,9	- 1,0
Total ...	210,7	218,0	246,9	269,9	281,9	303,9	345,4	363,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	60,9	67,5	73,6	87,6	116,5	130,7	156,4	178,1
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	44,1	44,1	45,2	46,5	51,8	60,2	61,2	70,2
3. Dividendes, tantièmes, dons	36,6	41,1	43,2	50,2	63,5	61,5	69,3	73,8
Total ...	141,6	152,7	162,0	184,3	231,8	252,4	286,9	322,1
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	31,2	25,3	34,6	47,2	44,9	14,9	32,7	29,6
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	30,9	36,3	41,6	54,6	64,4	70,1	72,7	76,4
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,6	- 6,7	-12,7	-14,2
Total ...	12,1	8,4	3,8	1,5	6,0	6,6	3,1	5,2
G. Intérêts de la dette publique	-43,1	-46,4	-51,8	-59,2	-73,2	-82,5	-98,2	-119,3
Revenu national net au coût des facteurs	1.019,0	1.117,2	1.268,7	1.454,5	1.705,8	1.888,5	2.155,9	2.328,7
H. Amortissements	124,6	138,7	150,5	163,5	195,2	214,2	232,3	252,6
Revenu national brut au coût des facteurs	1.143,6	1.255,9	1.419,2	1.618,0	1.901,0	2.102,7	2.388,2	2.581,3
I. Impôts indirects	165,2	177,2	185,4	206,4	240,5	260,9	308,1	335,0
J. Subventions	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-25,0	-27,5	-35,6	-39,3
Produit national brut aux prix du marché	1.291,8	1.415,6	1.584,2	1.799,0	2.116,5	2.336,1	2.660,7	2.877,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

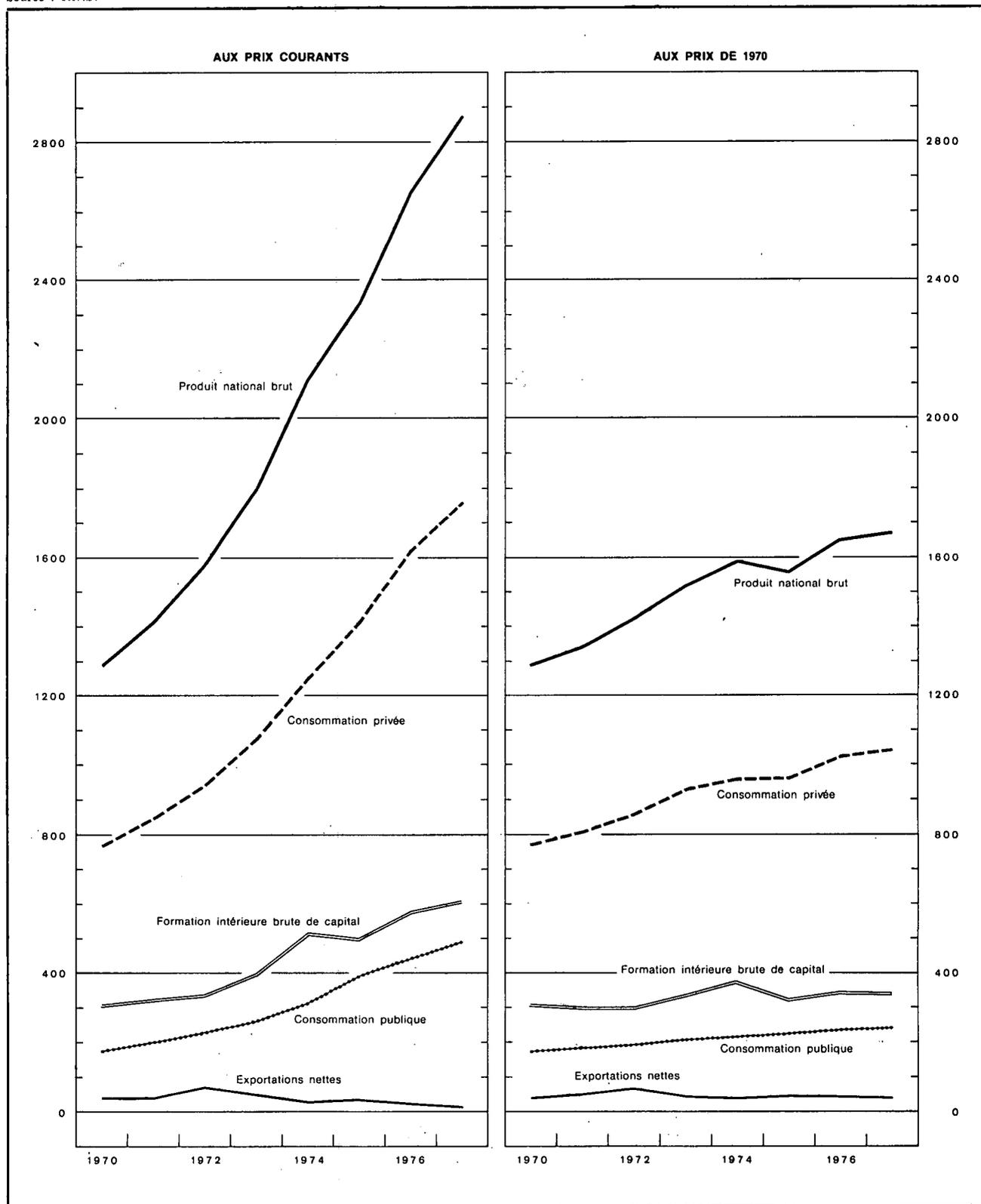
Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	46,0	49,3	63,5	69,1	61,8	68,0	75,8	69,2
2. Industries extractives	12,0	13,5	13,1	11,7	15,6	18,6	17,7	17,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	75,7	79,5	88,1	95,4	108,9	122,0	135,9	144,2
b) Textiles	27,6	29,2	32,2	34,5	36,5	32,8	41,3	36,9
c) Vêtements et chaussures	16,5	17,9	20,8	20,5	23,9	24,0	24,7	24,3
d) Bois et meubles	18,1	19,8	23,2	26,3	29,3	29,4	35,3	37,4
e) Papier, impression, édition	20,6	22,3	23,8	27,6	34,9	35,6	35,9	35,9
f) Industrie chimique et activités connexes	38,8	42,6	48,5	54,1	69,8	62,6	71,0	77,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	21,2	22,0	24,1	27,4	30,2	29,1	38,1	46,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	43,4	35,4	38,8	56,2	77,7	37,4	49,7	47,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	110,7	116,3	129,4	147,0	168,6	180,0	202,7	206,3
j) Industries non dénommées ailleurs	38,9	39,9	46,8	55,2	66,3	74,0	89,4	100,2
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>411,5</i>	<i>424,9</i>	<i>475,7</i>	<i>544,2</i>	<i>646,1</i>	<i>626,9</i>	<i>724,0</i>	<i>756,9</i>
4. Construction	88,6	95,1	102,2	118,6	147,3	166,4	195,0	215,0
5. Electricité, gaz et eau	29,4	36,0	40,0	44,7	52,2	69,7	78,2	81,4
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	222,9	264,4	286,8	324,0	382,6	414,7	482,0	512,6
b) Services financiers et assurances	41,1	44,0	52,5	63,9	75,4	86,5	107,4	117,8
c) Immeubles d'habitation	61,3	64,2	68,8	73,9	85,8	101,3	108,9	123,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>325,3</i>	<i>372,6</i>	<i>408,1</i>	<i>461,8</i>	<i>543,8</i>	<i>602,5</i>	<i>698,3</i>	<i>754,2</i>
7. Transports et communications	92,6	105,2	119,5	137,6	173,5	186,3	213,3	233,2
8. Services	285,0	323,4	371,6	430,5	500,8	594,8	681,6	764,3
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,4	4,1	3,9
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-26,6	-35,4	-38,6
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	-10,2	-14,1	-20,7	-26,1	-26,5	-27,7	-28,1
Ajustement statistique	- 0,7	3,1	- 0,5	- 1,1	- 3,9	21,0	- 3,2	9,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.280,9	1.403,3	1.566,8	1.780,7	2.092,0	2.305,5	2.621,7	2.838,8
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6	39,0	38,2
Produit national brut aux prix du marché	1.291,8	1.415,6	1.584,2	1.799,0	2.116,5	2.336,1	2.660,7	2.877,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	185,4	194,2	210,8	231,3	264,4	291,1	333,3	347,3
2. Boissons	40,9	45,2	51,0	59,5	62,2	70,1	75,0	79,5
3. Tabac	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3	28,4	31,6
4. Vêtements et effets personnels ...	65,8	74,4	82,7	92,3	108,5	113,9	131,0	138,7
5. Loyers, taxes, eau	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4	148,9	168,7
6. Chauffage et éclairage	39,5	41,4	46,5	52,5	64,8	80,9	88,7	94,8
7. Articles ménagers durables	72,1	87,4	97,9	119,9	145,7	148,0	173,7	186,9
8. Entretien de la maison	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	62,3	70,3	78,6
9. Soins personnels et hygiène	60,4	68,2	79,7	95,9	113,7	139,3	160,4	181,2
10. Transports	73,9	80,9	95,5	108,0	125,6	150,1	177,7	195,5
11. Communications : P.T.T.	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3	12,3	14,6
12. Loisirs	66,0	74,9	84,8	96,2	107,9	121,0	137,9	156,1
13. Enseignement et recherches	1,7	1,8	2,0	2,1	2,6	3,2	3,4	3,7
14. Services financiers	20,0	21,5	26,5	33,2	38,7	42,2	55,3	61,1
15. Services divers	5,2	6,0	7,0	8,3	9,6	10,4	12,9	14,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	43,0	46,1	55,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0	- 35,4	- 44,4
Ajustement statistique	2,0	2,8	- 1,1	- 0,4	1,4	- 0,4	- 1,4	- 3,2
Total ...	769,0	848,1	945,8	1.082,4	1.255,9	1.414,1	1.618,5	1.760,9
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	125,1	142,4	167,9	193,9	232,2	283,2	323,4	357,1
2. Achats courants de biens et services	40,3	48,1	51,9	55,8	63,7	82,5	92,1	103,5
3. Intérêt imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4
4. Loyer payé	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,4	2,5	2,9
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8	3,5	4,1	5,0
6. Amortissement mobilier et matériel	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2	2,4	2,6
Total ...	175,3	201,8	232,3	263,4	313,2	387,1	440,3	490,5
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	7,5	6,1	8,3	10,8	12,9	12,2	14,3	15,5
2. Industries extractives	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1	1,8	2,0
3. Industries manufacturières	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	106,4	93,5	85,0
4. Construction	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	7,9	11,1	11,5
5. Electricité, gaz et eau	15,7	19,6	23,7	19,4	23,4	35,7	33,7	35,2
6. Commerce, banques, assurances ...	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	49,5	56,4	63,1
7. Immeubles d'habitation	71,8	61,8	68,9	94,6	130,5	144,8	184,7	200,9
8. Transports et communications ...	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	56,7	57,6	61,5
9. Pouvoirs publics et enseignement .	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	79,1	92,5	98,2
10. Autres services	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8	23,9	29,9
11. Variations de stocks	19,6	18,5	10,0	25,1	46,3	- 12,8	9,8	8,7
Ajustement statistique	0,8	1,1	- 0,4	- 0,1	0,6	- 0,2	- 0,5	- 1,1
Total ...	307,5	325,4	338,4	399,7	515,7	500,0	578,8	610,4
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4	181,3	201,6
2. Exportations de biens et services .	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.065,2	1.248,8	1.336,3
Exportations totales ...	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.238,6	1.430,1	1.537,9
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8	142,3	163,4
4. Importations de biens et services .	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.061,1	1.264,7	1.359,3
Importations totales ...	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,9	1.407,0	1.522,7
Exportations nettes ...	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 34,7	+ 23,1	+ 15,2
Produit national brut aux prix du marché	1.291,8	1.415,6	1.584,2	1.799,0	2.116,5	2.336,1	2.660,7	2.877,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	100	102	104	106	110	108	111	110
2. Boissons	100	106	113	124	122	129	131	133
3. Tabac	100	104	108	112	111	105	104	100
4. Vêtements et effets personnels ...	100	108	115	120	127	123	133	132
5. Loyers, taxes, eau	100	103	106	109	111	114	117	120
6. Chauffage et éclairage	100	100	115	127	126	137	144	150
7. Articles ménagers durables	100	113	122	143	159	151	170	176
8. Entretien de la maison	100	103	105	110	113	111	117	122
9. Soins personnels et hygiène	100	108	117	132	140	151	159	168
10. Transports	100	101	113	118	122	131	140	147
11. Communications : P.T.T.	100	105	108	111	115	113	123	129
12. Loisirs	100	105	110	118	122	126	134	136
13. Enseignement et recherches	100	103	105	108	111	113	116	119
14. Services financiers	100	104	123	143	145	138	154	161
15. Services divers	100	111	124	138	141	139	158	167
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	106	111	137	142	153	151	157
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique	100	97	96	116	122	132	127	136
Total ...	100	105	112	121	125	126	133	136
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	100	104	112	119	124	126	132	134
2. Achats courants de biens et services	100	109	112	112	111	128	134	143
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; am-								
ortissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central	100	110	116	121	134	144	158	173
Total ...	100	106	112	117	121	128	134	139
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	100	74	95	114	121	106	119	123
2. Industries extractives	100	110	117	93	88	70	60	62
3. Industries manufacturières	100	98	91	97	116	105	88	77
4. Construction	100	68	70	89	79	69	92	91
5. Electricité, gaz et eau	100	116	136	106	108	150	133	132
6. Commerce, banques, assurances ...	100	118	124	138	139	126	134	141
7. Immeubles d'habitation	100	79	83	103	120	115	133	134
8. Transports et communications ...	100	110	119	138	133	150	144	147
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de								
l'enseignement)	100	114	119	99	90	95	102	99
10. Enseignement	100	101	104	102	108	123	132	141
11. Autres services	100	114	116	126	154	135	160	185
Total ...	100	98	98	110	122	105	113	112
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde	100	108	113	150	236	214	209	216
2. Exportations de biens et services .	100	106	117	134	143	130	143	148
Exportations totales ...	100	107	117	136	151	138	149	154
3. Revenus des facteurs versés au								
reste du monde	100	108	105	152	253	221	205	220
4. Importations de biens et services .	100	105	114	136	146	132	147	153
Importations totales ...	100	105	113	137	154	139	152	158
Produit national brut aux prix du marché	100,0	104,2	110,4	117,5	123,2	120,8	127,8	129,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1975 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service de Conjoncture (IRES). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1									Offres d'emploi 2	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 3	insatisfaites 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	5,3	2,7	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1977 2 ^e trimestre	76,7	116,3	57,2	250,2	21,1	7,0	6,4	5,6	5,3	13,2	3,9
3 ^e trimestre	79,2	123,0	57,2	259,4	22,9	52,1	7,0	8,1	6,1	9,3	3,4
4 ^e trimestre	97,1	133,0	57,1	287,2	24,1	26,1	8,0	9,0	7,1	10,0	2,8
1978 1 ^{er} trimestre	98,1	139,5	53,9	291,5	25,2	10,2	8,3	8,0	7,1	11,8	3,1
2 ^e trimestre	85,3	139,0	49,6	273,9	28,8	9,6	8,7	7,1	7,0	14,6	3,8
3 ^e trimestre	82,7	140,5	47,4	270,6	30,6	54,7	8,9	9,4	7,6	13,2	5,0
4 ^e trimestre	99,5	146,0	47,1	292,6	31,0	29,0	10,1	10,5	8,7	13,4	5,1
1979 1 ^{er} trimestre	99,4	152,6	47,4	299,4	31,2	12,3	10,2	9,4	8,5	15,1	5,4
2 ^e trimestre	86,2	150,4	47,2	283,8	33,8	11,0	10,6	8,4	8,2	16,2	5,9
1978 Juillet	83,5	140,9	48,3	272,7	30,3	47,1	8,7	8,5	7,0	10,3	4,5
Août	82,9	140,5	47,1	270,5	30,7	59,0	8,6	9,5	7,6	12,9	4,9
Septembre	81,8	140,2	46,6	268,6	30,7	58,0	9,4	10,4	8,2	16,3	5,6
Octobre	90,3	142,7	46,9	279,9	30,8	44,1	9,9	10,6	8,7	16,1	4,7
Novembre	103,6	146,3	47,2	297,1	31,1	25,1	10,2	10,6	9,0	13,0	5,5
Décembre	104,6	149,1	47,2	300,9	31,0	17,7	10,2	10,1	8,7	11,0	5,1
1979 Janvier	103,5	152,2	47,4	303,1	30,4	13,6	10,2	9,4	8,5	13,3	5,5
Février	100,1	153,4	47,5	301,0	31,1	12,0	10,2	9,4	8,5	13,8	5,3
Mars	94,7	152,0	47,5	294,2	32,2	11,2	10,4	9,2	8,5	18,1	5,6
Avril	90,9	151,4	47,4	289,7	33,1	10,4	10,6	9,0	8,5	16,8	5,3
Mai	86,7	151,3	47,4	285,4	33,8	9,8	10,7	8,3	8,3	17,1	6,3
Juin	81,1	148,5	46,7	276,3	34,6	12,8	10,5	7,9	7,8	14,7	6,2
Juillet	86,4	155,0	47,4	288,8	35,2	50,9	10,4	9,8	7,9	12,5	5,6

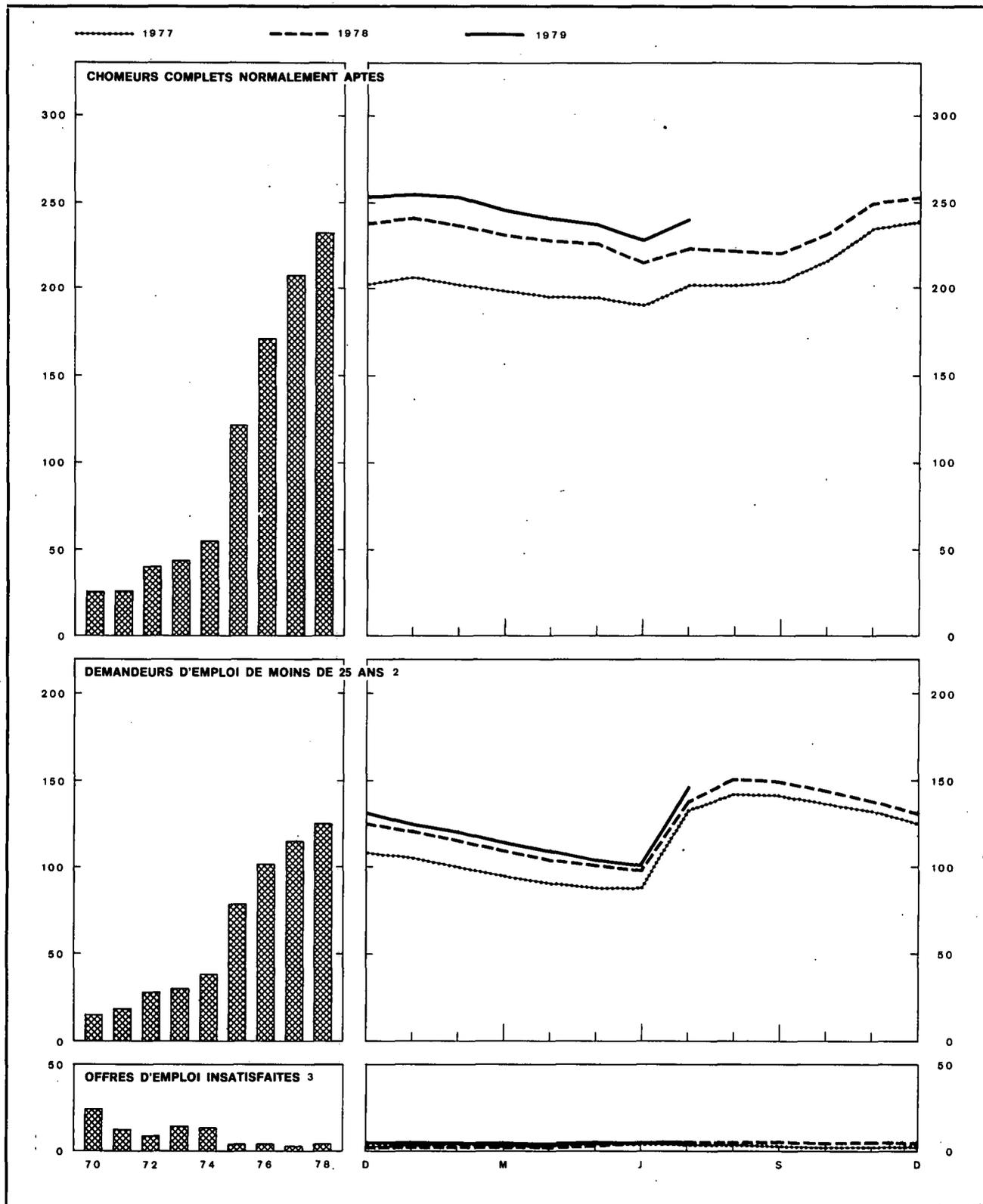
1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
2 A partir de mai 1978, sont également compris, les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire.

3 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1971	1972	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	193	204	193	190	176	195	177	178
Autres céréales panifiables	32	30	25	22	15	24	26	24
Céréales non panifiables	232	228	230	224	210	202	204	197
Betteraves sucrières	93	101	104	105	120	96	94	110
Autres plantes industrielles	16	11	11	12	13	13	13	12
Pommes de terre	42	37	43	40	36	38	41	35
Autres plantes et racines tuberculifères ..	31	28	27	27	27	25	23	21
Prés et prairies	782	768	761	752	742	735	728	721
Cultures maraîchères	25	24	27	29	30	27	29	25
Cultures fruitières	19	18	17	16	16	15	13	13
Divers	64	72	72	80	95	99	111	111
Total ...	1.529	1.521	1.510	1.497	1.480	1.469	1.459	1.447
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	878	916	976	1.004	677	891	742	956
Avoine	278	244	246	222	228	129	115	136
Orge	588	637	716	699	426	610	676	765
Autres céréales	168	149	156	142	123	128	144	155
Betteraves sucrières	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600	4.801	5.654
Pommes de terre	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	714	1.370	1.262
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	967	964	1.000	1.005	994	989	983	971
Autres bovidés	1.873	1.861	1.963	2.043	2.005	1.990	2.007	2.028
Porcs	3.912	4.283	4.634	5.034	4.647	4.890	4.893	5.076
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.339	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611	2.663	2.818
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	729	753	798	884	848	837	842	879

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1971	1972	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	24,1	23,2	22,8	24,0	23,9	24,0	21,0	
Quantité du poisson débarqué dans les ports belges :								
— Poissons de fond	47,3	43,6	37,0	34,5	30,4	29,4	31,3	35,8
— Poissons pélagiques	0,9	1,5	2,3	0,7	2,3	1,5	0,1	...
— Crustacés et mollusques	2,0	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6	2,7	2,5
Total ...	50,2	47,2	42,2	38,1	36,1	34,5	34,1	37,8

¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

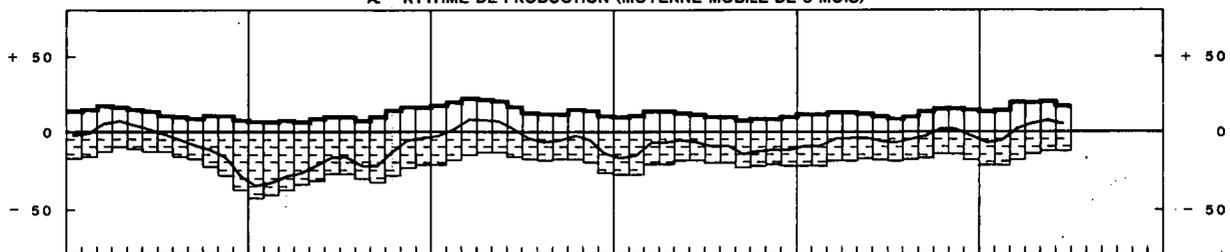


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C

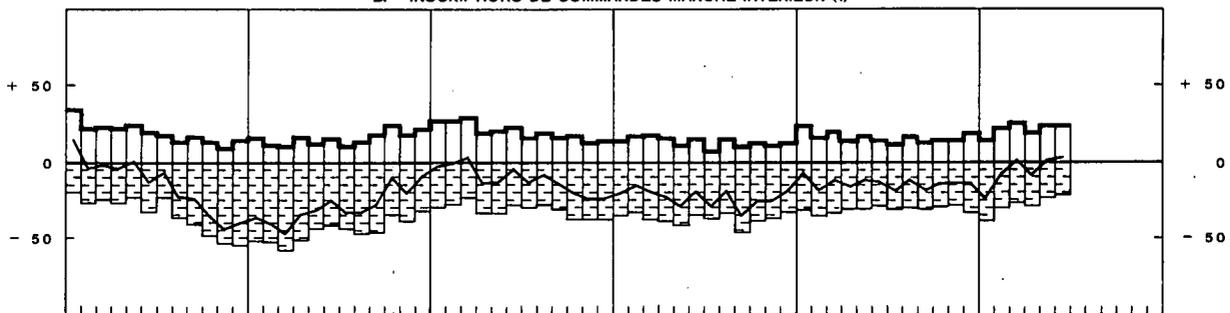
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C

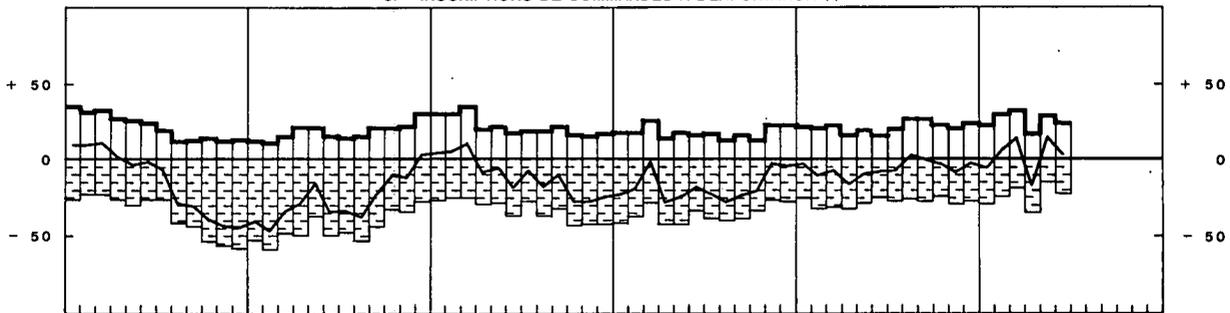
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



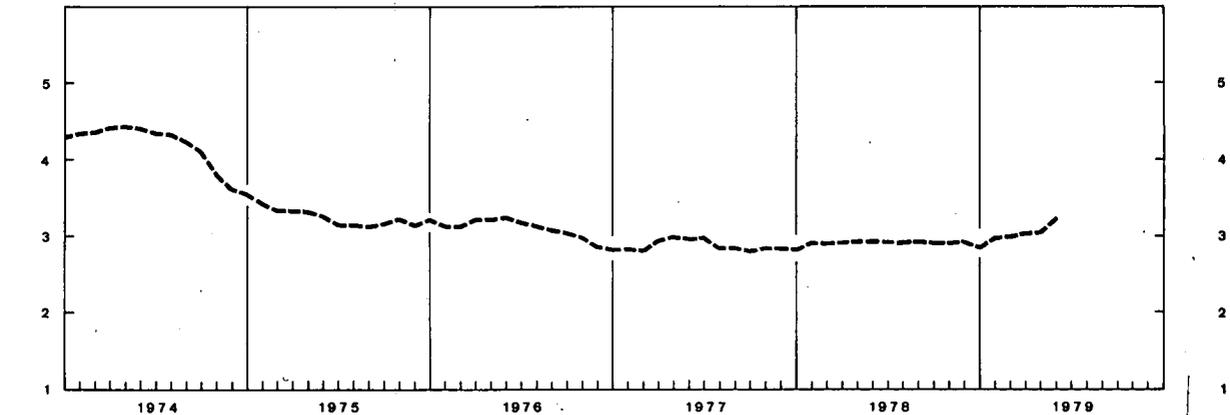
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

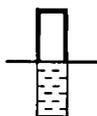


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

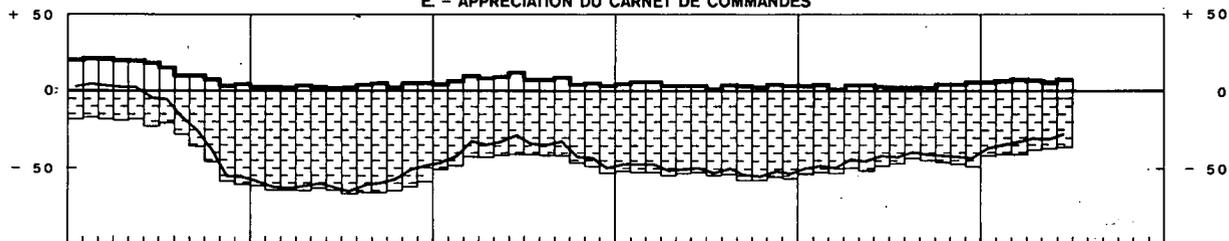


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

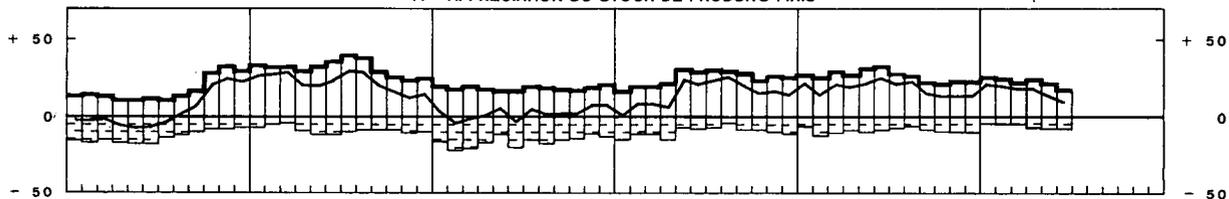
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

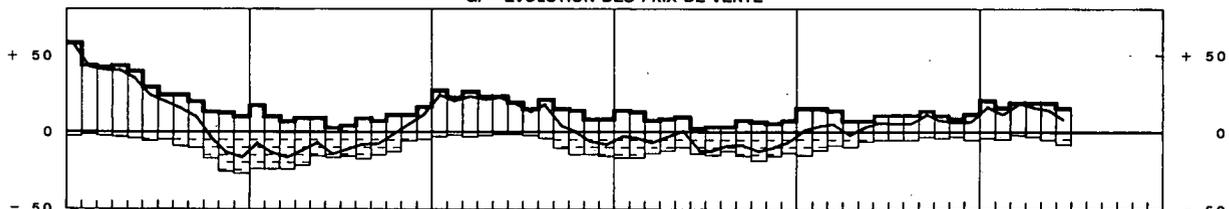
E - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



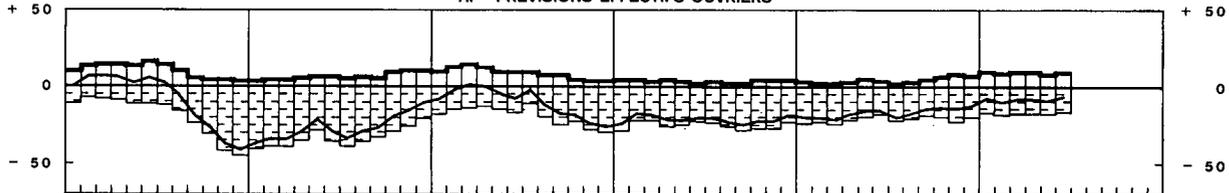
F - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE

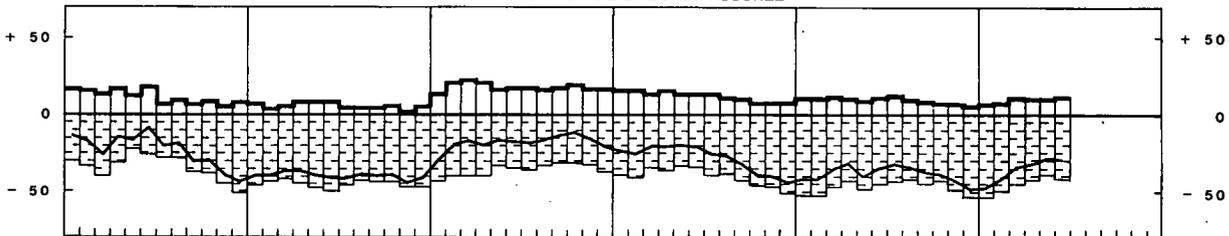


H - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS

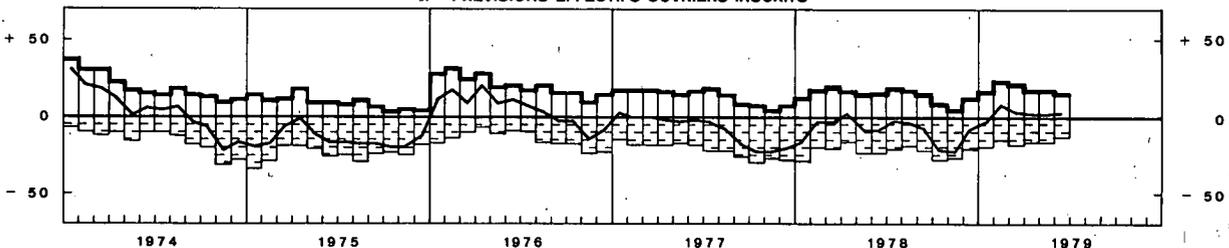


RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION
 Travaux de gros œuvre de bâtiments

I - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1978			1979		1978			1979		1978			1979	
	mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	mai	mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	mai	mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	mai
Ensemble des industries	- 45	- 41	- 42	- 34	- 30	- 49	- 43	- 42	- 30	- 30	+ 22	+ 19	+ 14	+ 20	+ 14
I. Biens de consommation	- 26	- 41	- 45	- 39	- 38	- 30	- 36	- 39	- 32	- 36	+ 19	+ 26	+ 24	+ 32	+ 25
II. Biens d'investissement	- 56	- 46	- 51	- 50	- 44	- 51	- 40	- 39	- 43	- 35	+ 27	+ 18	+ 12	+ 25	+ 23
III. Biens intermédiaires	- 49	- 39	- 37	- 21	- 18	- 54	- 43	- 41	- 20	- 20	+ 20	+ 17	+ 7	+ 8	+ 4
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 63	- 54	- 51	- 42	- 38	- 50	- 53	- 53	- 49	- 48	+ 36	+ 36	+ 31	+ 21	+ 22
dont : Laine	- 62	- 59	- 65	- 46	- 53	- 51	- 31	- 59	- 47	- 53	+ 24	+ 31	+ 29	+ 15	+ 17
Coton	- 79	- 57	- 37	- 43	- 32	- 60	- 61	- 51	- 50	- 51	+ 52	+ 48	+ 39	+ 27	+ 34
Habillement et bonneterie	- 54	- 47	- 51	- 37	- 47	- 46	- 41	- 45	- 27	- 39	+ 23	+ 23	+ 14	+ 19	+ 16
dont : Bonneterie	- 65	- 58	- 70	- 66	- 69	- 80	- 69	- 70	- 55	- 62	+ 20	+ 12	+ 10	+ 18	+ 13
Habillement	- 50	- 42	- 46	- 27	- 40	- 38	- 34	- 38	- 22	- 33	+ 25	+ 26	+ 16	+ 19	+ 17
Cuir et chaussures	- 54	- 57	- 60	- 60	- 34	- 56	- 61	- 60	- 52	- 53	+ 20	+ 19	- 3	0	+ 1
dont : Production de cuir	- 56	- 55	- 45	- 38	- 29	- 48	- 50	- 47	- 28	- 21	+ 28	+ 24	+ 14	+ 3	- 16
Chaussures	- 54	- 59	- 66	- 67	- 37	- 63	- 71	- 71	- 74	- 82	+ 18	+ 18	- 10	+ 1	+ 12
Transformation du bois	- 88	- 67	- 63	- 58	+ 9	- 86	- 64	- 43	- 55	+ 8	+ 55	+ 39	+ 49	+ 54	0
Meubles	- 52	- 58	- 61	- 72	- 49	- 60	- 49	- 52	- 64	- 54	+ 53	+ 51	+ 71	+ 69	+ 58
Papiers et cartons	- 55	- 49	- 52	- 32	- 7	- 45	- 39	- 73	- 38	- 14	+ 12	+ 22	+ 23	+ 7	- 23
dont : Production de papier et carton	- 43	- 35	- 31	- 32	- 16	- 40	- 31	- 77	- 41	- 4	+ 3	+ 27	+ 37	+ 6	- 5
Transformation de papier et carton	- 65	- 59	- 66	- 31	- 2	- 56	- 58	- 62	- 32	- 36	+ 20	+ 18	+ 11	+ 7	- 39
Transformation de matières plastiques	+ 6	- 11	- 19	- 4	0	+ 12	+ 4	- 6	+ 9	+ 21	- 4	- 5	- 9	+ 6	- 5
Industrie chimique	- 2	0	+ 4	+ 9	+ 9	- 1	0	+ 4	+ 8	+ 9	+ 3	+ 2	0	+ 1	- 9
Raffinerie de pétrole	- 18	- 21	+ 6	+ 28	+ 8	- 46	- 3	- 4	- 22	- 14	- 25	- 10	+ 5	- 15	- 36
Matériaux de construction, céramique, verre ..	- 27	- 17	- 21	- 31	- 21	- 15	+ 10	+ 9	+ 3	+ 5	+ 16	+ 20	+ 10	+ 29	+ 25
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat ..	- 24	- 13	- 19	- 33	- 23	- 8	+ 19	+ 19	+ 5	+ 8	+ 6	+ 12	- 1	+ 23	+ 22
Verre creux	- 51	- 60	- 37	- 6	- 5	- 54	- 36	- 41	- 11	- 11	+ 95	+ 83	+ 99	+ 83	+ 53
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 66	- 45	- 42	- 18	- 20	- 81	- 56	- 50	- 15	- 22	+ 30	+ 20	- 2	+ 6	+ 15
Articles métalliques de consommation	- 38	- 52	- 69	- 49	- 29	- 16	- 57	- 79	- 68	- 68	+ 36	+ 44	+ 40	+ 33	+ 5
dont : Cycles et motocycles	+ 7	- 70	- 48	- 100	- 84	+ 21	- 71	- 100	- 92	- 100	+ 20	+ 60	+ 59	+ 39	+ 26
Matériel d'équipement général	- 73	- 51	- 65	- 50	- 46	- 64	- 52	- 58	- 62	- 40	+ 44	+ 27	+ 38	+ 43	+ 34
Machines non électriques d'équipement	- 61	- 54	- 47	- 42	- 35	- 67	- 65	- 48	- 44	- 35	+ 31	+ 24	+ 14	+ 28	+ 21
dont : Machines agricoles	- 99	- 95	- 8	- 50	+ 29	- 100	- 96	+ 3	- 47	+ 25	+ 53	+ 48	- 5	+ 40	+ 44
Machines-outils	- 48	- 51	- 45	- 14	*	- 57	- 71	- 54	- 49	*	+ 34	+ 37	+ 39	+ 43	*
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 51	- 45	- 44	- 56	- 49	- 32	- 42	- 38	- 39	- 45	+ 17	+ 15	+ 15	+ 20	+ 25
Machines textiles	- 91	- 80	- 74	- 48	- 50	- 92	- 91	- 74	- 43	- 49	-	-	-	-	-
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	- 32	- 37	- 37	- 46	- 50	- 28	- 41	- 36	- 46	- 47	+ 79	+ 55	+ 31	+ 69	+ 34
Construction électrique d'équipement	- 72	- 71	- 76	- 74	- 70	- 71	- 69	- 74	- 72	- 65	+ 49	+ 14	+ 16	+ 14	+ 19
Assemblage d'automobiles	+ 56	- 24	- 32	- 25	- 40	+ 41	- 24	- 31	- 23	- 31	- 38	- 4	+ 6	+ 27	+ 27
dont : Voitures de tourisme	+ 56	- 24	- 32	- 25	- 40	+ 41	- 24	- 31	- 23	- 31	- 38	- 4	+ 6	+ 27	+ 27
Construction navale, matériel ferroviaire	- 73	- 70	- 71	- 72	- 67	- 74	- 73	- 75	- 96	- 93	-	-	-	-	-
dont : Construction navale	- 100	- 95	- 99	- 98	- 91	- 100	- 97	- 100	- 100	- 97	-	-	-	-	-

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».
* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CAPACITE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	D. Entraves à la production 1																E. Appréciation de la capacité de production installée 2			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1978		1979		1978		1979		1978		1979		1978		1979					
	Mai	Sept.	Déc.	Mars	Mai	Sept.	Déc.	Mars	Mai	Sept.	Déc.	Mars	Mai	Sept.	Déc.	Mars	1978	1979		
Ensemble des industries	3	3	4	5	91	85	85	83	0	2	2	2	3	6	5	4	+ 53	+ 50	+ 52	+ 51
I. Biens de consommation	5	2	3	9	87	77	76	77	0	1	2	4	1	11	9	5	+ 29	+ 43	+ 48	+ 49
II. Biens d'investissement	4	4	3	6	88	86	87	84	0	2	3	3	4	5	2	2	+ 50	+ 50	+ 52	+ 54
III. Biens intermédiaires	2	4	3	4	93	89	90	84	1	2	2	1	3	3	4	4	+ 49	+ 48	+ 50	+ 46
Industrie textile (bonneterie exclue)	2	9	6	2	88	75	82	75	2	8	3	3	5	8	7	8	+ 56	+ 47	+ 57	+ 48
dont : Laine	1	1	0	2	94	84	93	75	0	14	2	0	5	14	4	9	+ 56	+ 58	+ 65	+ 54
Coton	1	14	11	7	90	75	74	71	6	5	5	6	1	4	7	0	+ 64	+ 35	+ 51	+ 46
Habillement et bonneterie	2	2	11	13	76	83	74	69	0	3	5	11	3	9	4	5	+ 50	+ 50	+ 56	+ 44
dont : Bonneterie	8	0	7	8	87	90	90	91	1	0	2	1	0	10	0	0	+ 71	+ 66	+ 78	+ 69
Habillement	0	3	12	15	72	81	69	61	0	4	6	15	4	8	5	7	+ 42	+ 43	+ 49	+ 35
Cuir et chaussures	0	8	33	18	92	92	66	74	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 50	+ 36	+ 57	+ 43
dont : Production de cuir	0	0	0	37	100	100	100	63	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 15	+ 13	+ 72	+ 8
Chaussures	0	11	44	11	89	89	55	78	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 61	+ 44	+ 53	+ 55
Transformation du bois	28	33	0	14	66	56	92	71	0	0	0	0	2	2	2	7	+ 56	+ 26	+ 47	+ 45
Meubles	5	8	0	0	85	79	84	93	0	2	2	3	0	2	1	2	+ 3	+ 42	+ 46	+ 36
Papiers et cartons	1	1	5	0	93	91	84	83	3	1	0	5	0	6	10	10	+ 46	+ 46	+ 42	+ 28
dont : Production de papier et carton	4	5	13	0	91	85	64	68	0	0	0	7	0	10	23	23	+ 5	+ 26	+ 13	- 2
Transformation de papier et carton	0	0	0	0	94	95	99	94	6	1	1	4	0	3	1	0	+ 76	+ 60	+ 64	+ 49
Transformation de matières plastiques	0	3	15	0	78	72	70	78	0	0	0	0	22	14	15	9	+ 10	- 12	- 8	- 4
Industrie chimique	0	0	0	0	100	100	100	98	0	0	0	0	0	0	0	0	+100	+ 99	+100	+ 94
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre .	9	5	4	10	77	76	82	78	0	0	0	0	12	15	8	3	+ 28	+ 26	+ 23	+ 24
dont : Matériaux de construction, cérami-																				
que pour le bâtiment, verre plat .	10	5	5	7	74	73	80	79	0	0	0	0	14	17	9	4	+ 24	+ 22	+ 19	+ 19
Verre creux	0	0	0	23	100	100	100	77	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 51	+ 53	+ 53	+ 54
Sidérurgie et première transformation des	0	0	0	3	99	99	94	87	0	1	4	0	0	0	2	2	+ 77	+ 46	+ 45	+ 47
métaux ferreux																				
Articles métalliques de consommation	2	0	*	0	98	100	100	100	0	0	*	0	2	0	*	0	+ 31	+ 80	+ 80	+ 81
dont : Cycles et motocycles	0	*	0	0	91	*	0	130	0	*	0	0	9	*	0	0	+ 63	*	+ 53	+ 58
Matériel d'équipement général	5	5	8	9	94	86	88	81	0	0	0	3	0	1	0	0	+ 56	+ 49	+ 67	+ 49
Machines non électriques d'équipement	0	1	3	9	90	95	87	90	1	1	3	1	2	2	0	1	+ 68	+ 58	+ 48	+ 68
dont : Machines agricoles	0	0	0	0	100	100	58	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 99	+100	+100	+100
Machines-outils	0	0	0	42	92	94	94	58	0	0	0	0	8	0	0	0	+ 79	+ 76	+ 37	+ 54
Moteurs, compresseurs, pompes ...	0	0	0	*	88	100	100	97	0	0	0	*	0	0	0	*	+ 78	+ 37	+ 49	+ 89
Machines textiles	0	0	11	0	59	90	89	100	0	0	0	0	9	10	0	0	+ 18	+ 52	+ 39	+ 72
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	33	0	0	0	67	33	53	69	0	0	0	0	0	45	31	31	+ 45	- 12	+ 17	+ 35
Construction électrique d'équipement	0	1	2	2	91	88	87	86	0	11	11	9	0	0	0	2	+ 60	+ 71	+ 74	+ 78
Assemblage d'automobiles	0	0	0	21	100	55	55	55	0	0	0	0	0	24	24	0	+ 10	+ 8	+ 8	+ 32
dont : Voitures de tourisme	0	0	0	21	100	55	55	55	0	0	0	0	0	24	24	0	+ 10	+ 8	+ 8	+ 32
Construction navale, matériel ferroviaire	0	0	0	0	99	100	100	80	1	0	0	0	0	0	0	0	+ 38	+ 69	+ 69	+ 71
dont : Construction navale	0	0	0	0	98	100	100	100	2	0	0	0	0	0	0	0	+ 59	+ 97	+ 97	+ 99

1 En pourcentage du total des entreprises.

2 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois 1				
	1978			1979		1978			1979	
	mai	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	mai	mai	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	mai
Ensemble des industries	2,96	2,94	2,94	3,02	3,09	- 22	- 16	- 13	0	- 3
I. Biens de consommation	2,55	2,41	2,43	2,43	2,59	- 16	- 18	- 14	+ 1	- 9
II. Biens d'investissement	4,79	4,67	4,65	4,71	4,78	- 32	- 22	- 16	- 8	- 2
III. Biens intermédiaires	1,85	1,98	1,98	2,13	2,15	- 22	- 10	- 10	+ 3	0
Industrie textile (bonneterie exclue)	2,08	2,19	2,27	2,46	2,59	- 33	- 18	- 30	- 16	- 38
dont : Laine	2,03	1,97	1,78	2,06	1,95	- 30	- 32	- 48	- 16	- 55
Coton	2,09	2,47	2,77	2,96	3,19	- 45	- 4	- 13	- 7	- 28
Habillement et bonneterie	2,28	1,97	2,06	2,07	2,22	- 28	- 29	- 25	- 6	- 31
dont : Bonneterie	1,92	1,74	1,88	1,58	1,71	- 36	- 38	- 49	- 35	- 32
Habillement	2,41	2,05	2,12	2,24	2,40	- 24	- 17	- 24	+ 4	- 32
Cuir et chaussures	1,45	1,20	1,19	1,02	1,36	- 42	- 12	- 23	+ 2	- 3
dont : Production de cuir	1,69	1,79	1,62	1,79	1,94	- 31	- 28	- 18	+ 33	+ 16
Chaussures	1,38	1,00	1,05	0,76	1,16	- 45	- 7	- 24	- 9	- 9
Transformation du bois	1,13	1,09	1,10	1,02	1,42	- 45	- 28	- 43	- 9	- 23
Meubles	1,38	1,48	1,51	1,56	1,65	- 21	0	- 10	+ 9	- 26
Papiers et cartons	1,21	1,21	1,22	1,50	1,62	- 26	- 27	- 14	+ 11	+ 5
dont : Production de papier et carton	1,46	1,33	1,39	1,82	2,06	- 22	- 17	+ 1	+ 41	+ 35
Transformation de papier et carton ...	1,04	1,12	1,09	1,27	1,30	- 28	- 35	- 25	- 11	- 18
Transformation de matières plastiques	2,82	2,68	2,55	2,41	2,52	+ 24	- 7	+ 2	+ 11	+ 15
Industrie chimique	-	-	-	-	-	- 2	+ 1	+ 5	+ 8	+ 6
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	- 10	+ 4	+ 1	+ 21	+ 8
Matériaux de construction, céramique, verre	2,51	2,52	2,28	2,19	2,32	- 42	- 19	- 17	- 3	- 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	2,45	2,44	2,20	2,03	2,17	- 42	- 14	- 13	- 1	- 6
Verre creux	2,99	3,07	2,88	3,27	3,41	- 48	- 62	- 56	- 25	- 53
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	1,80	2,03	2,04	2,21	2,11	- 30	- 11	- 11	+ 7	+ 17
Articles métalliques de consommation	2,17	1,80	1,57	3,20	2,31	- 30	- 47	- 30	- 12	+ 8
dont : Cycles et motocycles	2,48	1,78	1,72	1,92	1,88	- 5	- 67	- 21	+ 22	+ 42
Matériel d'équipement général	3,34	3,48	3,91	3,73	3,78	- 18	- 18	- 15	- 21	- 11
Machines non électriques d'équipement	4,26	4,12	3,98	4,29	4,35	- 26	- 25	- 16	- 1	+ 4
dont : Machines agricoles	5,88	5,91	5,75	5,82	5,87	- 81	- 95	- 71	- 60	+ 7
Machines-outils	4,15	4,51	4,50	5,09	*	+ 1	- 41	- 13	+ 21	*
Moteurs, compresseurs, pompes	5,26	4,27	4,08	4,13	4,88	- 18	- 10	+ 4	+ 20	+ 2
Machines textiles	4,03	4,66	4,61	5,53	5,14	- 78	- 37	- 55	- 28	- 11
Appareils électroménagers, radio, télévision	6,64	6,41	6,59	6,01	6,33	- 7	+ 2	+ 15	0	+ 3
Construction électrique d'équipement	6,30	6,34	6,16	6,44	6,54	- 24	- 19	- 10	- 3	+ 12
Assemblage d'automobiles	2,37	2,45	2,45	2,46	2,47	+ 12	- 14	- 3	+ 8	+ 31
dont : Voitures de tourisme	2,37	2,45	2,45	2,46	2,47	+ 12	- 14	- 3	+ 8	+ 31
Construction navale, matériel ferroviaire	13,09	11,64	11,79	12,04	11,87	- 61	- 67	- 40	- 29	- 25
dont : Construction navale	10,14	8,41	6,81	6,36	6,70	- 82	- 85	- 64	- 46	- 38

1 Solda net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	H. Prévission de l'emploi au cours des trois prochains mois 1					I. Prévission des prix de vente au cours des trois prochains mois 1				
	1978			1979		1978			1979	
	mai	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	mai	mai	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	mai
Ensemble des industries	- 15	- 17	- 13	- 8	- 9	+ 13	+ 15	+ 14	+ 24	+ 27
I. Biens de consommation	- 14	- 19	- 13	- 4	- 5	+ 22	+ 16	+ 13	+ 19	+ 16
II. Biens d'investissement	- 19	- 21	- 21	- 14	- 10	+ 9	+ 11	+ 18	+ 21	+ 22
III. Biens intermédiaires	- 12	- 12	- 10	- 8	- 8	+ 10	+ 18	+ 12	+ 31	+ 37
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 16	- 9	- 19	- 13	- 7	0	- 3	+ 2	+ 21	+ 31
dont : Laine	- 13	- 12	- 30	- 12	- 13	- 17	- 19	- 28	- 13	+ 8
Coton	- 10	- 1	- 10	- 6	- 3	+ 12	+ 5	+ 28	+ 47	+ 36
Habillement et bonneterie	- 18	- 23	- 10	- 5	- 9	+ 19	+ 19	+ 17	+ 24	+ 22
dont : Bonneterie	- 4	- 18	- 35	- 24	- 12	+ 17	+ 14	+ 10	+ 17	+ 25
Habillement	- 24	- 26	- 1	+ 2	- 8	+ 19	+ 21	+ 20	+ 27	+ 21
Cuir et chaussures	- 7	- 25	- 43	- 15	- 15	- 4	+ 20	+ 18	+ 54	+ 31
dont : Production de cuir	- 71	- 69	- 65	- 22	- 5	- 17	+ 12	+ 13	+ 53	+ 29
Chaussures	+ 14	- 11	- 35	- 13	- 19	0	+ 23	+ 20	+ 54	+ 32
Transformation du bois	- 31	- 22	- 30	- 13	- 5	+ 5	+ 24	+ 19	+ 61	+ 76
Meubles	- 27	- 13	- 9	+ 3	+ 6	+ 32	+ 25	+ 13	+ 26	+ 18
Papiers et cartons	- 12	- 21	- 16	- 1	- 6	- 1	+ 34	+ 48	+ 65	+ 65
dont : Production de papier et carton	- 13	- 26	- 19	- 5	- 13	+ 17	+ 52	+ 62	+ 75	+ 76
Transformation de papier et carton	- 11	- 16	- 15	+ 2	0	- 13	+ 21	+ 38	+ 58	+ 58
Transformation de matières plastiques	+ 35	+ 5	+ 14	+ 20	+ 13	+ 7	+ 9	+ 13	+ 43	+ 46
Industrie chimique	- 1	- 1	0	+ 1	+ 1	- 2	- 1	+ 1	+ 10	+ 8
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre	- 19	- 14	- 20	- 4	- 13	+ 4	+ 7	+ 15	+ 7	+ 16
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	- 19	- 15	- 22	- 5	- 8	+ 1	+ 3	+ 8	+ 7	+ 13
Verre creux	- 23	0	+ 6	+ 9	- 53	+ 21	+ 44	+ 67	+ 10	+ 47
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 20	- 18	- 10	- 14	- 19	+ 14	+ 28	+ 11	+ 24	+ 40
Articles métalliques de consommation	- 22	- 31	- 23	- 12	+ 17	+ 12	+ 17	+ 31	+ 13	+ 14
dont : Cycles et motocycles	0	- 16	- 32	- 28	0	0	+ 15	+ 11	+ 31	+ 10
Matériel d'équipement général	- 9	- 9	- 16	- 19	- 12	+ 9	+ 9	+ 24	+ 24	+ 35
Machines non électriques d'équipement	- 25	- 24	- 18	- 17	- 18	- 1	+ 12	+ 23	+ 22	+ 17
dont : Machines agricoles	- 90	- 90	- 9	- 47	- 10	0	+ 23	+ 45	0	0
Machines-outils	- 41	- 7	- 20	- 19	*	+ 9	+ 28	+ 55	+ 51	*
Moteurs, compresseurs, pompes	- 28	- 30	- 24	- 22	- 24	- 6	+ 15	+ 24	+ 10	+ 14
Machines textiles	- 32	- 63	- 63	- 35	- 29	- 44	- 33	- 17	+ 23	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 9	- 30	- 25	- 47	- 38	0	0	- 18	+ 2	+ 22
Construction électrique d'équipement	- 11	- 26	- 19	- 10	- 3	+ 21	+ 14	+ 11	+ 25	+ 18
Assemblage d'automobiles	- 10	- 21	- 9	+ 10	+ 4	+ 53	+ 7	0	+ 15	0
dont : Voitures de tourisme	- 10	- 21	- 9	+ 10	+ 4	+ 53	+ 7	0	+ 15	0
Construction navale, matériel ferroviaire	- 52	- 57	- 48	- 23	- 21	+ 29	+ 32	+ 34	+ 39	+ 48
dont : Construction navale	- 37	- 70	- 81	- 57	- 63	+ 14	+ 19	+ 21	+ 30	+ 44

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».
* Renseignements insuffisants.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1978 et 1979	100,0	96,7	3,3	60,2	14,7	13,7	11,4	
1971	103	103	99	102	103	107	97	102
1972	109	110	96	108	108	115	104	108
1973	116	118	80	115	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	123	123	108
1975	108	111	69	103	112	116	118	95
1976	118	121	68	115	118	125	125	100
1977	118	121	64	115	122	120	125	102
1978	<i>p</i> 121	<i>p</i> 125	58	<i>p</i> 119	<i>p</i> 122	<i>p</i> 120	<i>p</i> 127	104
1977 2 ^e trimestre	120	123	68	118	124	121	122	103
3 ^e trimestre	108	112	54	104	116	110	117	100
4 ^e trimestre	121	125	64	118	125	117	130	103
1978 1 ^{er} trimestre	121	125	60	118	119	123	129	101
2 ^e trimestre	122	126	62	119	123	120	131	104
3 ^e trimestre	<i>p</i> 111	<i>p</i> 115	46	<i>p</i> 108	113	109	<i>p</i> 119	100
4 ^e trimestre	<i>p</i> 130	<i>p</i> 134	62	<i>p</i> 129	<i>p</i> 131	<i>p</i> 125	<i>p</i> 129	112
1979 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 129	134	58	126	133	132	140	106
2 ^e trimestre	<i>p</i>							111
1978 Juin	125	129	65	121	128	127	135	102
Juillet	<i>p</i> 87	<i>p</i> 91	29	<i>p</i> 86	97	73	<i>p</i> 96	97
Août	<i>p</i> 117	<i>p</i> 121	51	<i>p</i> 112	118	117	<i>p</i> 128	103
Septembre	<i>p</i> 128	<i>p</i> 133	58	<i>p</i> 126	125	139	<i>p</i> 134	100
Octobre	<i>p</i> 134	<i>p</i> 138	66	<i>p</i> 133	135	<i>p</i> 133	<i>p</i> 133	112
Novembre	<i>p</i> 130	<i>p</i> 135	65	<i>p</i> 131	<i>p</i> 138	<i>p</i> 120	<i>p</i> 131	112
Décembre	<i>p</i> 124	<i>p</i> 129	55	<i>p</i> 123	<i>p</i> 120	<i>p</i> 122	<i>p</i> 123	111
1979 Janvier	<i>p</i> 125	130	51	125	132	123	137	104
Février	<i>p</i> 123	127	57	119	124	127	135	102
Mars	<i>p</i> 139	144	68	135	143	146	147	112
Avril	<i>p</i> 131	136	60	128	130	139	136	110
Mai	<i>p</i> 132	137	62	131	134	123	142	113
Juin	<i>p</i>							111

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

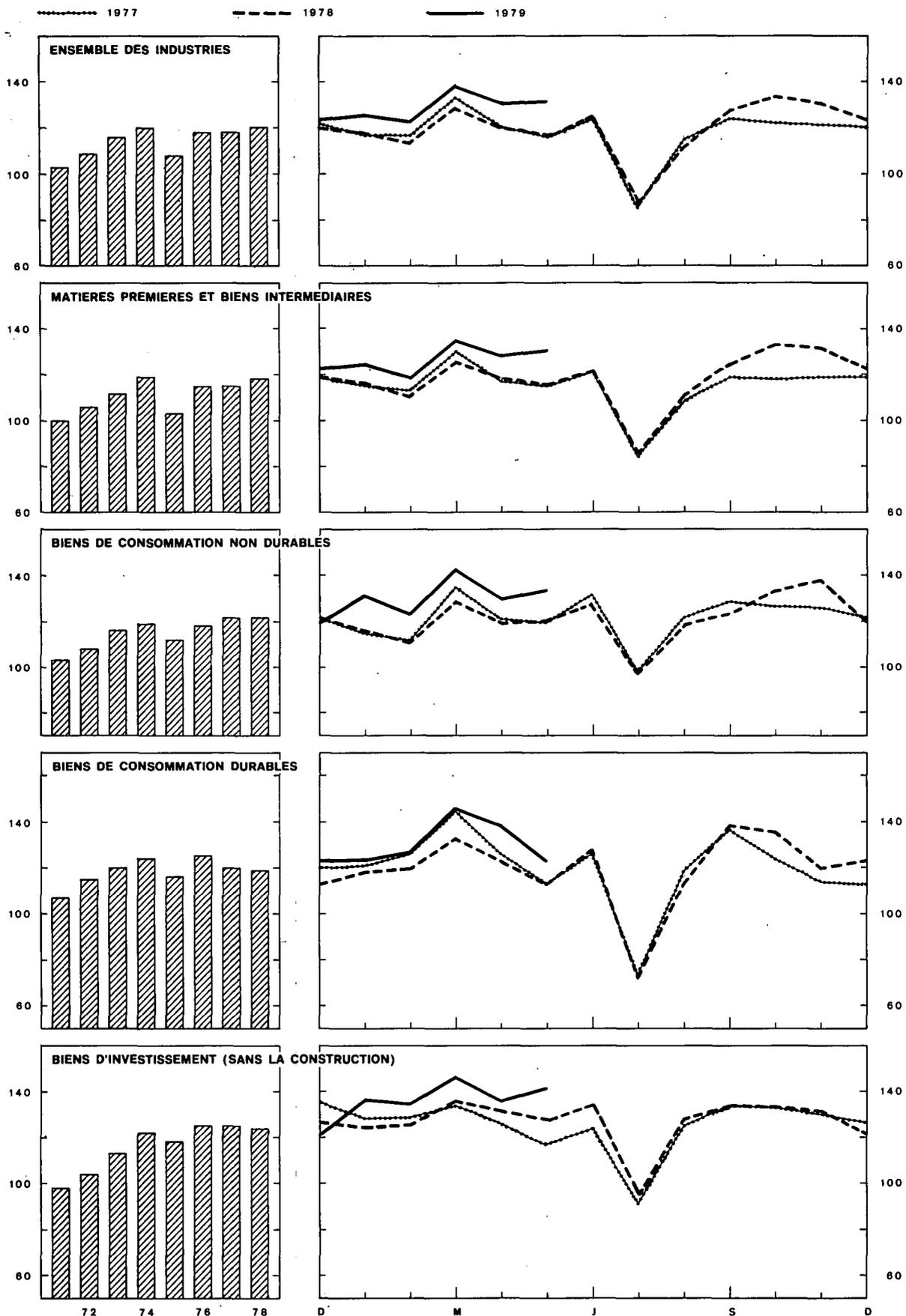
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1978 et 1979 ¹	28,1	12,7	2,8	2,2	13,1	8,0	6,9	5,4	5,4	5,0	4,0	2,9	1,1	1,4
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	114	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976	123	96	90	130	138	122	97	105	156	175	106	114	95	129
1977	124	89	90	149	146	125	85	112	155	174	98	112	120	129
1978	<i>p</i> 127	100	<i>p</i> 89	141	<i>p</i> 152	<i>p</i> 127	81	111	167	168	100	115	110	132
1977 1 ^{er} trimestre	130.	91	95	155	152	117	96	108	162	188	108	116	125	129
2 ^e trimestre	122	94	91	166	153	122	88	121	152	181	98	114	111	131
3 ^e trimestre	115	83	81	128	132	122	68	110	135	156	95	104	125	130
4 ^e trimestre	131	88	91	146	146	137	86	112	170	172	88	114	120	128
1978 1 ^{er} trimestre	128	100	96	159	152	114	85	101	171	177	106	115	103	132
2 ^e trimestre	129	94	88	128	156	127	82	119	157	180	93	120	111	134
3 ^e trimestre	<i>p</i> 120	92	80	128	<i>p</i> 138	122	68	108	147	140	96	101	102	131
4 ^e trimestre	<i>p</i> 131	113	<i>p</i> 90	151	<i>p</i> 161	<i>p</i> 144	88	116	193	176	103	125	122	130
1979 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 137	109	85		172	129	96	86	185	162	119	123	105	133
1978 Mai	125	95	86	147	153	123	75	108	158	166	84	108	122	135
Juin	131	82	85	158	169	137	90	127	150	196	99	136	105	137
Juillet	<i>p</i> 94	76	64	102	<i>p</i> 112	106	47	85	131	88	53	73	114	128
Août	<i>p</i> 130	91	85	124	<i>p</i> 150	128	69	118	145	152	101	111	121	133
Septembre	<i>p</i> 136	107	91	157	<i>p</i> 154	131	90	122	165	182	135	118	72	132
Octobre	<i>p</i> 136	119	91	155	<i>p</i> 160	149	93	125	182	183	116	136	117	135
Novembre	<i>p</i> 132	110	88	150	<i>p</i> 162	152	88	121	195	176	84	127	123	130
Décembre	<i>p</i> 124	112	<i>p</i> 89	147	<i>p</i> 163	<i>p</i> 131	82	101	203	169	109	113	125	125
1979 Janvier	<i>p</i> 135	104	94	164	178	124	95	71	198	140	101	113	111	138
Février	<i>p</i> 132	106	65		154	120	93	84	169	161	114	116	100	125
Mars	<i>p</i> 144	119	95		184	142	99	103	187	185	142	138	105	134
Avril	<i>p</i> 132				166	130	82	114	176	177	145	136	105	135
Mai	<i>p</i> 138				162	140	96	126	172	175	87	130	114	140

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,1 p.c. et 0,2 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production	Consom- mation intérieure	Production
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
	(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)		(millions kWh)		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.845	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030
1977 2 ^e trimestre	2.754	1.674	251	696	563	923	485	471	625	1.137	3.664
3 ^e trimestre	3.109	1.318	264	506	398	714	448	458	464	1.093	3.258
4 ^e trimestre	2.988	1.875	253	843	615	1.117	449	458	599	1.155	4.106
1978 1 ^{er} trimestre	2.560	2.101	244	989	712	1.223	457	480	609	1.112	4.124
2 ^e trimestre	2.759	1.591	268	630	518	854	486	508	571	1.130	3.798
3 ^e trimestre	2.538	1.374	259	538	398	678	475	477	414	1.021	3.539
4 ^e trimestre	3.016	2.162	252	887	777	1.112	498	588	602	1.201	4.658
1979 1 ^{er} trimestre	2.581	2.324	231	1.158	717	1.353	533	559	617	1.287	4.460
2 ^e trimestre								515			4.011
1978 Juillet	2.826	1.050	252	398	274	617	438	416	346	951	3.157
Août	2.994	1.502	272	565	444	650	481	481	390	1.008	3.469
Septembre	1.793	1.569	254	652	475	767	505	534	506	1.105	3.990
Octobre	2.892	1.814	252	615	706	890	547	564	621	1.337	4.378
Novembre	3.048	2.228	270	908	812	1.136	424	579	627	1.172	4.699
Décembre	3.107	2.444	235	1.138	814	1.309	523	622	559	1.095	4.897
1979 Janvier	2.749	2.804	210	1.490	891	1.423	511	527	619	1.300	4.784
Février	2.491	2.129	222	1.034	672	1.299	502	512	602	1.091	4.089
Mars	2.504	2.039	262	951	587	1.336	586	638	630	1.469	4.507
Avril	2.483	1.828	260	820	504	1.096	565	p 584	532	p 1.130	4.235
Mai							585	p 645	526	p 1.538	4.141
Juin									487		3.658
Juillet									370		

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1977 2 ^e trimestre	972	780	16,3	31,1	47,4	47,2
3 ^e trimestre	881	682	12,9	24,6	37,5	37,7
4 ^e trimestre	906	744	18,3	32,5	50,8	50,8
1978 1 ^{er} trimestre	1.053	808	16,1	32,2	48,3	46,0
2 ^e trimestre	1.013	681	15,3	31,8	47,1	49,2
3 ^e trimestre	935	762	14,2	27,7	41,9	39,9
4 ^e trimestre	1.201	888	18,3	34,1	52,4	52,5
1979 1 ^{er} trimestre	1.135	864	p 19,1	p 39,3	p 58,4	p 49,1
2 ^e trimestre	p 1.222					
1978 Juin	834	690	17,2	33,5	50,7	55,6
Juillet	829	590	9,3	19,5	28,8	26,9
Août	907	774	15,3	31,3	46,6	40,2
Septembre	1.068	923	18,1	32,1	50,2	52,7
Octobre	1.241	947	14,6	31,7	46,3	56,1
Novembre	1.194	858	15,0	32,4	47,4	47,3
Décembre	1.168	858	25,4	38,1	63,5	54,1
1979 Janvier	1.068	831	p 16,5	p 36,7	p 53,2	p 40,2
Février	1.097	839	p 18,4	p 38,5	p 56,9	p 49,3
Mars	1.239	922	p 22,2	p 42,8	p 65,0	p 57,9
Avril	1.237	895				
Mai	p 1.235	965				
Juin	p 1.194					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ³
	Avis favorables ¹	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables ²	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1971	2,0	4,0	2.020	3,5	1.838	0,9	0,5	2.302	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	93
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	87
1977 1 ^{er} trimestre	6,6	5,8	3.034	5,3	2.590	0,5	0,4	1.775	0,3	1.392	—
2 ^e trimestre	6,2	7,5	4.040	6,1	3.285	0,6	0,6	3.018	0,4	1.571	—
3 ^e trimestre	5,1	6,3	3.258	6,7	3.596	0,5	0,5	1.718	0,5	2.375	—
4 ^e trimestre	5,1	5,9	3.116	6,0	3.183	0,5	0,5	1.901	0,6	1.961	—
1978 1 ^{er} trimestre	5,8	7,1	3.740	6,6	3.406	0,5	0,5	1.874	0,5	2.106	—
2 ^e trimestre	6,0	6,7	3.647	6,2	3.518	0,7	0,6	2.219	0,5	2.155	—
3 ^e trimestre	4,9	5,9	3.029	5,2	2.959	0,7	0,7	3.116	0,6	1.721	—
4 ^e trimestre	5,3	5,4	3.011	4,0	2.176	0,7	0,6	1.840	0,4	1.783	—
1979 1 ^{er} trimestre	5,2	5,7	3.246	4,0	2.139	0,6	0,5	2.490	0,3	1.398	—
1978 Mai	6,1	6,8	3.754	6,1	3.482	0,7	0,6	1.947	0,5	1.739	89
Juin	6,5	6,8	3.726	6,3	3.693	0,8	0,7	2.470	0,6	3.126	89
Juillet	5,6	5,8	2.904	3,8	2.221	0,8	0,7	2.608	0,5	1.240	88
Août	4,5	6,4	3.367	5,7	3.208	0,7	0,7	2.282	0,5	1.358	87
Septembre	4,5	5,3	2.817	6,0	3.448	0,6	0,5	4.459	0,7	2.566	87
Octobre	5,4	5,5	3.153	4,8	2.845	0,7	0,6	1.755	0,5	1.236	88
Novembre	6,1	5,1	2.894	4,2	2.155	0,7	0,5	1.745	0,4	1.478	88
Décembre	4,3	5,4	2.987	3,1	1.528	0,6	0,6	2.021	0,3	2.635	87
1979 Janvier	4,8	4,9	2.786	1,3	683	0,6	0,5	2.125	0,1	449	82
Février	5,2	6,1	3.364	4,1	2.154	0,6	0,5	1.527	0,4	1.855	80
Mars	5,7	6,3	3.588	6,5	3.579	0,7	0,6	3.819	0,5	1.891	78
Avril	4,2	5,6	3.016			0,7	0,6	2.331			77
Mai	5,3					0,8					76

¹ Jusqu'en 1978 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.
² Jusqu'en 1978 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.
³ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné.

corrige pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1975 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays ¹)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne ²		
	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	111	111	...	110	109	- 0,9	111	111	...
2 ^e trimestre	110	112	+ 1,8	108	108	...	110	111	+ 0,9
3 ^e trimestre	110	113	+ 2,7	109	111	+ 1,8	110	114	+ 3,6
4 ^e trimestre	110	115	+ 4,5	108	116	+ 7,4	111	115	+ 3,6
	1978	1979		1978	1979		1978	1979	
1 ^{er} trimestre	111	115	+ 3,6	109	116	+ 6,4	111	115	+ 3,6
2 ^e trimestre	112			108			111		
3 ^e trimestre	113			111			114		
4 ^e trimestre	115			116			115		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	112	110	- 1,8	107	108	+ 0,9	119	115	- 3,5
2 ^e trimestre	111	114	+ 2,7	107	112	+ 4,7	113	114	+ 0,7
3 ^e trimestre	110	112	+ 1,8	108	112	+ 3,7	113	114	+ 1,3
4 ^e trimestre	109	115	+ 5,5	107	111	+ 3,7	111	121	+ 9,1
	1978	1979		1978	1979		1978	1979	
1 ^{er} trimestre	110	115	+ 4,5	108	112	+ 3,7	115	122	+ 6,7
2 ^e trimestre	114			112			114		
3 ^e trimestre	112			112			114		
4 ^e trimestre	115			111			121		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *	1977	1978	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	107	107	...	114	127	+ 11,4	107	107	+ 0,4
2 ^e trimestre	108	106	- 1,9	117	129	+ 10,3	108	106	- 2,1
3 ^e trimestre	105	108	+ 2,9	118	127	+ 7,6	105	111	+ 4,9
4 ^e trimestre	107	111	+ 3,7	123	132	+ 7,3	107	111	+ 3,7
	1978	1979		1978	1979		1978	1979	
1 ^{er} trimestre	107	110	+ 2,8	127	127	...	107	110	+ 3,2
2 ^e trimestre	106			129			106		
3 ^e trimestre	108			127			111		
4 ^e trimestre	111			132			111		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Agence économique et*

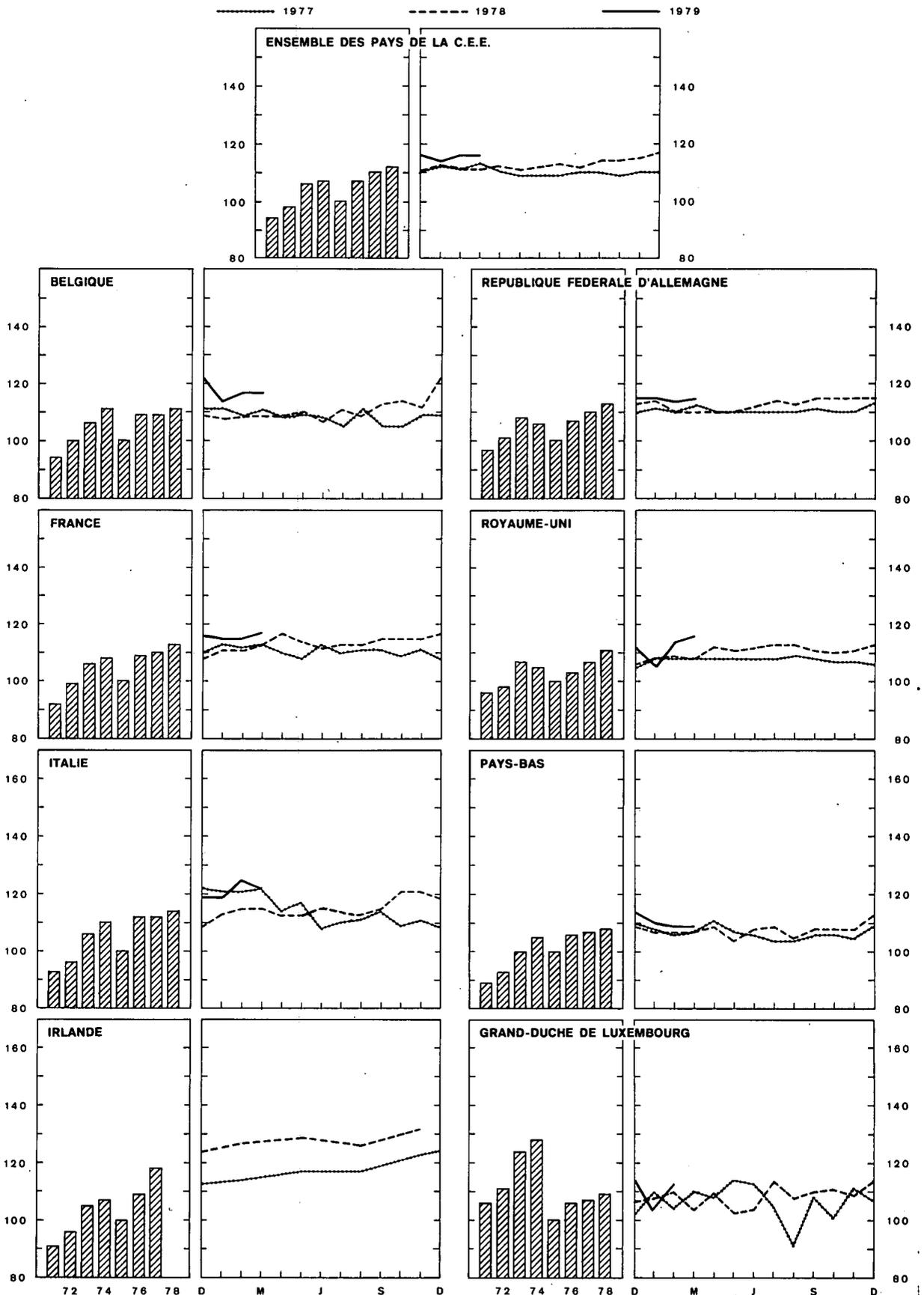
financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1975 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total			dont
	(millions)				(milliers de tonnes)		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	88,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	308,6	48,0
1974	690	760	6.841	1.697	1.846	331,2	54,4
1975	688	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	²	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1977 1 ^{er} trimestre	681	529	4.749	1.343	1.035	280,9	53,4
2 ^e trimestre	697	550	4.993	1.355	1.032	322,7	55,8
3 ^e trimestre	581 ²	518	4.634	1.351	940	429,2	65,4
4 ^e trimestre	596	566	5.069	1.369	1.013	316,8	63,0
1978 1 ^{er} trimestre	588	568	5.123	1.335	1.119	312,6	57,2
2 ^e trimestre	604	580	5.193	1.344	1.094	350,1	60,9
3 ^e trimestre	587	548	4.828	1.251	1.055	476,6	77,2
4 ^e trimestre	594	676	5.918	1.518	1.258	359,9	68,4
1979 1 ^{er} trimestre	571	669	5.862	1.586	1.162	336,6	64,5
1978 Mai	604	580	5.406	1.412	1.140	319,0	57,7
Juin	617	586	5.130	1.245	934	379,5	67,3
Juillet	581	522	4.304	1.213	938	488,6	78,4
Août	583	511	4.694	1.205	1.003	484,6	78,9
Septembre	597	610	5.487	1.335	1.224	456,6	74,3
Octobre	619	705	6.244	1.618	1.300	374,7	71,0
Novembre	591	647	5.769	1.451	1.218	352,1	66,2
Décembre	572	677	5.742	1.484	1.257	353,0	67,9
1979 Janvier	589	612	5.360	1.554	851	339,4	63,2
Février	550	658	5.745	1.565	1.205	302,9	60,6
Mars	574	737	6.480	1.639	1.431	367,6	69,7
Avril	^p 574	680	6.047	1.521	1.422	415,3	71,0
Mai	^p 593	738	6.476	1.662	1.540	396,1	68,0

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série. À partir de juillet 1977, par suite du transfert de l'exploitation des services d'autobus à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux. Les données pour le premier (y compris les services d'autobus) et le second semestre 1977 (non compris les services d'autobus) sont respectivement 689 et 587.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Bruges Zeevaart-inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) ²	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.689	3.054	2.721	737	919	288	2.090	628	126	8.410	480
1978	8.156 ²			1.084			2.235			8.354	495
1977 1 ^{er} trimestre ..	5.574	3.051	2.559	803	915	329	2.070	624	106	8.199	469
2 ^e trimestre ..	5.957	3.171	2.641	774	953	326	2.088	665	139	8.997	504
3 ^e trimestre ..	5.661	3.181	2.734	730	884	281	2.159	668	118	8.193	456
4 ^e trimestre ..	5.556	2.813	2.950	642	923	217	2.043	555	142	8.253	491
1978 1 ^{er} trimestre ..	7.843 ²	2.798	2.411	973	944	252	2.145	675	170	7.968	477
2 ^e trimestre ..	8.263	2.924	2.580	982	881	225	2.163	469	141	8.731	520
3 ^e trimestre ..	8.335	2.878	2.600	1.141	1.089	291	2.328	844	122	8.250	470
4 ^e trimestre ..	8.183			1.237			2.305			8.467	511
1979 1 ^{er} trimestre ..	7.944			1.321			2.226				
1978 Mai	8.297	2.889	2.084	1.172	652	146	2.373	698	134	8.261	498
Juin	8.631	3.179	3.096	947	1.246	265	2.140	525	163	9.423	555
Juillet	8.697	3.333	2.772	1.118	849	272	2.187	721	96	7.491	423
Août	8.347	2.578	2.595	1.355	1.237	191	2.448	1.156	135	8.690	477
Septembre ...	7.961	2.723	2.433	950	1.180	409	2.349	655	134	8.568	511
Octobre	8.562	3.420	3.545	1.310	1.035	137	2.221	634	102	9.380	542
Novembre	8.237			1.122			2.421			8.510	510
Décembre	7.749			1.280			2.272			7.510	480
1979 Janvier	7.605			1.348			2.171			5.858	328
Février	7.034			1.156			2.279			6.844	r 423
Mars	9.192			1.459			2.229				
Avril	8.234			1.330			2.565				
Mai	8.824			1.455			2.469				

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.
² A partir de janvier 1978, milliers de tonnes-registre brutes.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1971	2.288	1.682	100	147	100	99	44
1972	2.263	1.782	90	145	95	95	42
1973	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.073	1.536	55	153	79	94	38
1977 1 ^{er} trimestre	480	232	36	34	29	33	27
2 ^e trimestre	2.268	1.602	77	162	114	123	54
3 ^e trimestre	5.801	4.631	117	400	147	242	63
4 ^e trimestre	702	381	42	48	43	46	39
1978 1 ^{er} trimestre	611	370	32	38	36	38	21
2 ^e trimestre	1.858	1.311	62	127	94	99	41
3 ^e trimestre	5.160	4.107	87	394	144	196	58
4 ^e trimestre	664	355	38	53	43	45	32
1979 1 ^{er} trimestre	467	229	32	31	30	32	28
1978 Mars	996	686	37	52	55	60	20
Avril	918	556	56	48	65	57	29
Mai	2.129	1.543	69	154	95	105	36
Juin	2.526	1.833	60	178	121	135	58
Juillet	7.780	6.266	86	697	175	309	66
Août	6.014	4.932	114	374	163	184	52
Septembre	1.685	1.124	62	111	94	94	56
Octobre	775	363	45	76	61	66	42
Novembre	609	323	38	34	35	42	32
Décembre	608	379	31	48	24	27	22
1979 Janvier	400	192	28	26	26	26	26
Février	431	207	31	32	27	29	26
Mars	570	287	37	36	38	40	31

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1971	105	107	100	120	120	103	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	129	113	115	140	126	121	112
1973	129	136	98	160	155	124	135	172	141	138	121
1974	151	157	97	191	185	141	155	205	176	163	127
1975	167	170	98	225	217	165	169	213	204	183	129
1976	192	189	98	264	236	189	195	247	237	211	137
1977	196	205	93	302	254	196	204	270	258	225	138
1978	p 201	219	85	330	260	p 207	p 204	p 276	p 271	p 235	p 140
1977 1 ^{er} trimestre	185	180	91	274	230	183	175	245	251	209	130
2 ^e trimestre	204	201	94	303	252	197	219	270	270	231	142
3 ^e trimestre	184	201	90	293	257	192	185	258	241	215	131
4 ^e trimestre	212	239	94	337	275	212	236	308	272	246	149
1978 1 ^{er} trimestre	p 191	193	84	310	240	p 197	p 180	p 251	p 268	p 221	p 133
2 ^e trimestre	p 210	214	87	328	258	p 209	p 215	p 284	p 282	p 241	p 145
3 ^e trimestre	p 188	215	82	320	266	p 204	p 185	p 262	p 249	p 223	p 134
4 ^e trimestre	p 215	252	86	363	277	p 219	p 235	p 308	p 284	p 253	p 150
1979 1 ^{er} trimestre	p 195	205	81	352	254	p 207	p 184	p 252	p 260	p 233	p 136
1978 Mai	p 210	213	87	325	256	p 208	p 211	p 291	p 280	p 240	p 144
Juin	p 216	225	90	337	268	p 217	p 210	p 299	p 293	p 248	p 149
Juillet	p 174	214	83	310	263	p 194	p 175	p 247	p 235	p 211	p 127
Août	p 183	204	84	310	262	p 205	p 156	p 258	p 244	p 217	p 130
Septembre	p 207	227	78	339	273	p 213	p 224	p 282	p 268	p 242	p 144
Octobre	p 206	216	84	340	255	p 207	p 234	p 282	p 266	p 240	p 143
Novembre	p 197	228	80	331	256	p 203	p 206	p 271	p 269	p 232	p 138
Décembre	p 241	312	94	418	321	p 248	p 265	p 371	p 318	p 288	p 170
1979 Janvier	p 184	192	82	352	246	p 205	p 198	p 220	p 259	p 224	p 131
Février	p 183	196	76	325	238	p 194	p 146	p 251	p 286	p 217	p 128
Mars	p 217	227	86	378	278	p 223	p 208	p 284	p 235	p 257	p 150
Avril	p 213	220	81	358	259	p 209	p 243	p 265	p 306	p 248	p 145
Mai	p 225	228	83	375	273	p 223	p 236	p 294	p 325	p 262	p 153

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1976 1 ^{er} semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7
2 ^e semestre ...	1.485	808	208	469	55,7	13,6	20,3	21,8	20,4	5,8	6,4	8,2
1977 1 ^{er} semestre ...	1.473	760	322	391	63,4	14,5	28,1	20,8	23,1	6,0	9,3	7,8
2 ^e semestre ...	1.597	796	315	486	65,5	14,4	29,2	21,9	20,6	5,2	8,5	6,9
1978 1 ^{er} semestre ...	1.488	741	320	427	69,0	14,8	30,7	23,5	24,0	6,0	9,9	8,1
2 ^e semestre ...	1.385	698	307	380	68,9	14,0	31,6	23,3	20,9	4,7	8,5	7,7

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1975 2 ^e semestre	56	40	2	14	383	120	78	185
1976 1 ^{er} semestre	60	43	1	16	436	128	63	245
2 ^e semestre	50	35	1	14	543	162	60	321
1977 1 ^{er} semestre	49	33	4	12	691	160	166	365
2 ^e semestre	63	27	4	32	903	154	201	548
1978 1 ^{er} semestre	39	23	4	12	829	169	226	434

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1975 2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 ^{er} semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
2 ^e semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
1977 1 ^{er} semestre ...	853	5	1	1	96	16	7	150	67	7	486	17
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	75	14	6	162	65	6	473	17
1978 1 ^{er} semestre ...	782	5	1	2	95	15	5	149	55	7	434	14
Crédits accordés (milliards de francs)												
1975 2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 ^{er} semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
2 ^e semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
1977 1 ^{er} semestre ...	23,1	2,5	0,2	0,3	12,0	1,0	0,2	0,2	0,3	1,9	3,4	1,1
2 ^e semestre ...	20,6	1,9	0,2	0,4	10,0	1,0	0,2	0,2	0,2	1,9	3,7	0,9
1978 1 ^{er} semestre ...	24,0	2,2	0,2	0,4	13,0	1,1	0,2	0,2	0,3	2,1	3,4	0,9
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1975 2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,9	0,9	1,3	51,4	4,9	1,0	1,3	1,3	7,8	17,2	5,0
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1
1977 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,7	0,9	1,2	51,9	4,5	1,0	1,0	1,1	8,3	14,8	4,6
2 ^e semestre ...	100,0	9,2	0,9	2,1	48,3	4,6	1,0	1,2	1,1	9,3	17,8	4,5
1978 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	0,9	1,5	54,4	4,5	0,7	0,8	1,4	8,8	14,2	3,8

Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Provinces		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 2	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1977 2° trimestre	31	2	283	12.058	3.721	12.060	4.004	2.691	435	14.751	4.439
3° trimestre	30	2	245	11.909	3.838	11.911	4.083	2.409	396	14.320	4.479
4° trimestre	30	2	325	14.189	4.192	14.191	4.517	2.676	428	16.867	4.945
1978 1° trimestre	29	2	309	13.687	4.096	13.689	4.405	2.466	419	16.155	4.824
2° trimestre	27	2	283	14.198	4.118	14.200	4.401	2.453	439	16.653	4.840
3° trimestre	26	2	266	13.370	3.736	13.372	4.002	2.186	440	15.558	4.442
4° trimestre	26	2	285	15.153	3.808	15.155	4.093	2.337	450	17.492	4.543
1979 1° trimestre	26	2	294	15.470	4.695	15.472	4.989	2.198	473	17.670	5.462
2° trimestre	26	1	325	16.267	4.086	16.268	4.411	2.165	473	18.433	4.884
1978 Juillet	27	1	303	13.183	4.116	13.184	4.419	2.238	451	15.422	4.870
Août	27	2	250	13.297	3.390	13.299	3.640	2.151	455	15.450	4.095
Septembre	26	2	244	13.631	3.704	13.633	3.948	2.169	413	15.802	4.361
Octobre	26	2	275	15.166	3.520	15.168	3.795	2.485	465	17.653	4.260
Novembre	26	2	283	15.034	3.929	15.036	4.212	2.231	427	17.267	4.639
Décembre	26	1	295	15.260	3.977	15.261	4.272	2.296	458	17.557	4.730
1979 Janvier	26	2	284	16.210	4.473	16.212	4.757	2.423	493	18.635	5.250
Février	26	1	291	14.156	4.524	14.157	4.815	1.997	449	16.154	5.264
Mars	26	2	307	16.046	5.087	16.048	5.394	2.173	477	18.221	5.871
Avril	26	1	285	15.507	4.679	15.508	4.964	2.115	453	17.623	5.417
Mai	26	1	350	17.001	3.852	17.002	4.202	2.179	478	19.181	4.680
Juin	26	1	340	16.292	3.726	16.293	4.066	2.203	488	18.496	4.554
Juillet	26	2	300	15.616	4.186	15.618	4.486	2.132	470	17.750	4.956

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.
2 Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

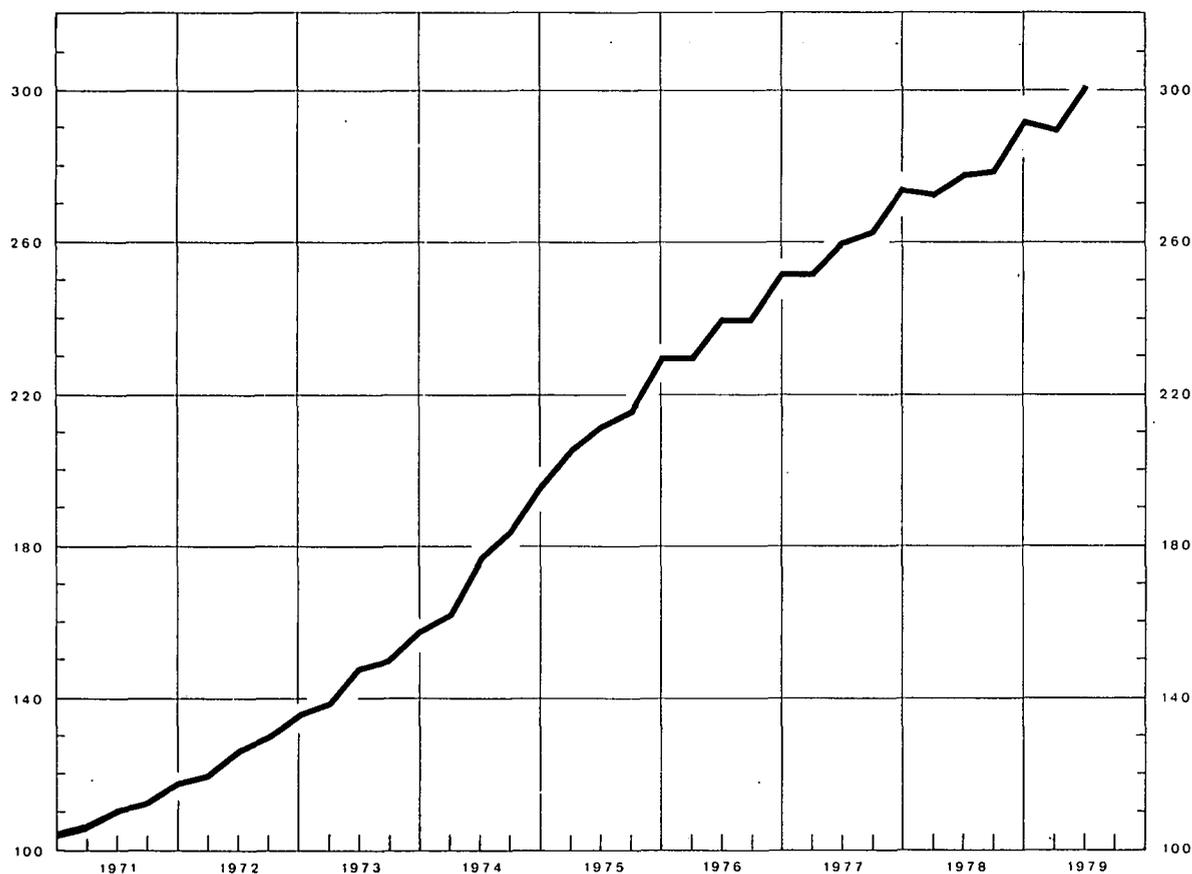
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1970 = 100



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels †			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaires horaires type 1		Salaire-coût horaire 2	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1977	262	249	263	270	259,9	257,0	235,5	222,6
1978	280	265	281	289	276,2	271,4	250,2	234,5
1977 Juin	260	247	261	268	258,3	255,2	233,0	220,6
Septembre	263	252	265	271	262,2	258,9	237,5	224,3
Décembre	274	256	270	282	266,8	263,1	242,1	228,4
1978 Mars	273	258	273	282	270,2	266,2	244,5	229,9
Juin	278	264	280	286	275,4	270,0	248,7	233,2
Septembre	279	266	283	287	277,7	272,3	251,3	235,1
Décembre	292	272	288	301	281,8	276,9	256,3	239,6
1979 Mars	p 290	277	293	p 299	286,8	280,2	258,0	240,9
Juin	p 301	p 282	p 298		291,2	284,6	263,1	246,5

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

3 Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre	1978 avril	1978 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	220,25	235,75	241,31	246,13	251,12
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	174,50	183,19	189,37	195,21	201,81
Total des industries extractives	199,45	211,15	217,63	223,43	230,47
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	194,47	203,68	211,00	216,68	
Raffinage de pétrole	255,77	265,45	274,41	287,58	
Production et première transformation des métaux	200,99	210,06	217,57	221,63	
Industrie des produits minéraux non métalliques	168,57	180,13	188,22	195,68	
Industrie chimique	180,46	196,55	202,87	210,66	
Production de fibres artificielles et synthétiques	182,82	201,23	191,48	197,55	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	160,02	171,94	174,84	182,02	
Construction de machines et de matériel mécanique	167,56	176,79	183,22	188,98	
Construction électrique et électronique	160,52	169,32	173,48	179,78	
Construction d'automobiles et pièces détachées	188,41	200,79	203,29	208,93	
Construction d'autre matériel de transport	180,13	193,18	194,46	199,64	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	147,94	158,25	164,09	169,63	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	153,17	161,69	170,51	175,27	
Industrie textile	135,63	144,12	145,47	148,21	
Industrie du cuir	130,70	137,57	145,60	146,90	
Industrie des chaussures et de l'habillement	112,74	120,27	122,59	127,32	
Industrie du bois et du meuble en bois	147,43	159,90	163,09	170,25	
Industrie du papier, imprimerie et édition	167,25	175,92	179,74	187,86	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	153,67	163,56	170,34	178,03	
Total des industries manufacturières	159,68	169,83	174,59	180,09	184,44
dont : hommes	172,73	183,37	188,60	194,58	
femmes	121,85	130,60	133,39	138,09	
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	172,29	185,49	190,50	195,86	202,21
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	163,28	173,98	178,88	184,45	189,23

¹ Hommes seulement.
² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre	1978 avril	1978 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	48.203	53.438	52.698	54.615	
Total des industries extractives	46.769	51.387	51.308	53.530	56.538
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	47.611	51.523	53.287	55.077	
Raffinage de pétrole	57.121	62.819	64.057	67.551	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude (total du personnel)	44.816	49.788	51.812	53.288	
Production et première transformation des métaux	49.082	52.550	53.621	55.537	
Industrie des produits minéraux non métalliques	41.138	43.532	45.739	47.869	
Industrie chimique	44.829	48.108	49.809	51.912	
Production de fibres artificielles et synthétiques	55.300	59.199	58.871	61.088	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	40.486	43.192	43.966	45.265	
Construction de machines et de matériel mécanique	42.017	43.837	45.231	46.610	
Construction électrique et électronique	42.054	44.920	46.384	47.563	
Construction d'automobiles et pièces détachées	45.066	48.227	48.619	50.886	
Construction d'autre matériel de transport	43.831	46.588	47.818	48.859	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	38.769	41.697	42.539	43.717	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	38.285	40.492	42.038	44.178	
Industrie textile	36.528	38.346	39.809	41.037	
Industrie du cuir	37.854	39.894	39.758	43.673	
Industrie des chaussures et de l'habillement	29.918	30.716	32.578	33.683	
Industrie du bois et du meuble en bois	35.374	36.564	38.220	39.579	
Industrie du papier, imprimerie et édition	40.023	42.266	43.299	44.789	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	40.404	42.830	44.752	46.568	
Total des industries manufacturières	41.470	44.020	45.344	47.079	48.280
dont : hommes	45.958	48.741	50.140	52.048	
femmes	27.191	29.002	30.087	31.271	
<i>Bâtiment et génie civil</i>	39.320	41.715	42.888	46.013	47.071
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	41.422	44.018	45.288	47.166	48.406

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (I.R.E.S.)* — *Rapport annuel de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Statistiques*

économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Source : *Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.*

Moyennes journalières	Indices Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1977	281,3	215,2	302,1	274,0	314,5	508,0	225,9	186,8
1978	260,9	226,7	305,9	255,1	328,3	525,6	219,4	206,0
1977 2 ^o trimestre	298,3	225,2	312,7	301,6	317,6	509,8	240,3	185,4
3 ^o trimestre	269,3	206,2	296,8	260,8	312,6	511,4	213,6	185,2
4 ^o trimestre	262,7	206,3	295,8	257,3	312,7	516,7	202,6	186,3
1978 1 ^{er} trimestre	250,5	219,3	302,4	266,1	318,5	526,8	206,5	189,1
2 ^o trimestre	263,2	222,8	300,3	258,2	318,9	521,3	210,2	193,1
3 ^o trimestre	259,5	226,5	302,4	241,0	329,5	524,4	221,1	210,0
4 ^o trimestre	270,5	238,3	318,3	255,3	346,2	529,6	239,6	235,8
1979 1 ^{er} trimestre	273,4	251,5	328,7	250,2	363,2	553,4	246,0	252,0
2 ^o trimestre	282,3	260,2	354,3	266,1	393,0	610,1	263,9	264,0
1978 Juillet	256,6	223,0	296,3	234,0	323,7	521,5	217,0	200,8
Août	257,5	226,2	301,4	236,2	330,2	525,4	222,9	210,1
Septembre	264,5	230,3	309,5	252,9	334,5	526,4	223,4	219,0
Octobre	271,0	237,7	319,1	259,5	345,4	528,3	238,7	235,5
Novembre	271,3	238,9	318,9	255,6	346,8	529,2	238,7	237,9
Décembre	269,2	238,3	317,1	250,7	346,4	531,2	241,4	234,0
1979 Janvier	267,7	242,0	324,1	250,3	356,6	547,8	242,2	243,2
Février	274,5	253,1	326,5	248,7	360,7	547,6	242,7	252,8
Mars	278,1	259,4	335,3	251,6	372,2	564,7	253,0	259,9
Avril	277,1	255,5	346,3	253,5	387,1	600,1	255,8	262,8
Mai	280,3	258,9	351,0	259,9	391,1	611,6	260,6	259,7
Juin	289,4	266,3	365,4	285,0	400,9	618,6	275,1	269,6
Juillet	280,3	264,6	388,2	296,3	428,6	690,7	275,9	271,3

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1977	167,6	374,3	201,7	208,6	238,8	237,7	612,0	225,3	277,7	221,5	269,2	197,5	166,8	156,9
1978	190,2	293,5	222,7	260,6	276,1	291,9	615,6	223,8	305,6	187,8	267,7	231,5	204,3	174,1
1977 2 ^e trimestre	168,7	428,5	240,9	202,0	232,6	247,8	610,7	239,0	307,1	234,0	275,0	189,8	165,1	153,4
3 ^e trimestre	157,2	355,3	180,3	209,8	240,9	239,9	616,0	206,7	278,2	225,3	267,7	198,1	171,0	151,1
4 ^e trimestre	170,0	336,5	175,6	219,3	253,3	242,9	622,2	202,6	262,2	192,9	255,7	203,6	164,1	162,9
1978 1 ^{er} trimestre	182,5	334,7	195,9	243,7	270,3	283,0	620,7	210,9	282,7	176,9	257,5	202,9	177,5	160,1
2 ^e trimestre	189,5	304,3	222,7	252,0	269,6	283,0	613,1	216,0	285,7	176,9	256,8	217,4	186,4	161,2
3 ^e trimestre	188,9	259,9	226,4	270,0	273,1	294,5	612,9	227,2	303,7	185,4	269,7	241,9	206,4	176,6
4 ^e trimestre	200,1	274,9	245,5	276,6	291,3	306,8	615,3	240,9	350,2	211,6	286,8	263,9	247,2	198,1
1979 1 ^{er} trimestre	206,4	250,7	268,4	291,5	290,9	309,9	647,1	236,0	442,2	228,3	292,7	269,6	265,3	220,2
2 ^e trimestre	223,6	275,5	278,0	302,4	280,5	303,1	728,2	240,1	652,8	231,8	294,9	302,0	275,2	234,5
1978 Juillet	187,9	246,3	222,1	268,4	272,0	284,1	612,9	222,2	295,8	185,4	265,3	228,8	194,5	167,7
Août	188,1	251,3	219,7	270,3	272,7	297,9	612,9	229,8	303,2	185,4	271,5	240,9	204,6	177,4
Septembre	190,7	282,1	237,3	271,3	274,6	301,5	612,9	229,7	312,2	185,4	272,2	256,1	220,2	184,8
Octobre	196,5	285,8	243,9	277,8	295,0	308,5	612,9	241,2	353,8	205,3	287,3	271,1	238,8	201,1
Novembre	200,8	275,9	247,5	273,2	289,4	305,4	615,3	240,7	339,6	211,1	284,1	267,2	257,2	197,3
Décembre	202,9	263,2	245,0	278,7	289,7	306,3	617,7	240,7	357,4	218,3	289,1	253,7	245,3	196,0
1979 Janvier	204,3	252,5	258,6	301,5	292,9	310,3	639,2	237,5	371,1	228,3	300,6	253,6	257,2	204,2
Février	206,2	246,9	272,5	288,2	290,5	309,8	639,2	233,9	414,8	228,3	289,3	272,1	265,5	223,2
Mars	208,9	252,7	274,1	285,0	289,3	309,6	662,9	236,6	540,9	228,3	288,2	283,2	273,2	233,2
Avril	211,7	253,9	280,1	290,1	284,5	307,7	712,7	235,3	595,2	228,3	286,6	298,0	277,1	235,4
Mai	218,9	264,8	277,6	299,8	278,9	306,9	728,9	237,8	641,0	228,3	286,4	296,2	273,5	230,9
Juin	240,2	307,6	276,3	317,2	278,0	294,9	743,2	247,4	722,3	238,9	311,8	312,0	275,2	237,2
Juillet	254,0	317,1	281,2	343,7	287,4	286,7	846,5	247,1	724,6	242,5	328,0	306,4	280,9	230,4

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		indice général	animaux	végétaux	indice général	matières premières	demi-produits	produits finis	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction
1971	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,6	98,4	101,1	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	105,1	102,7	104,6	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	123,8	117,6	108,1	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	146,4	147,9	126,8	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,0	141,1	135,6	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1
1976	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	152,2	150,1	140,8	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5
1977	150,6	156,8	158,7	155,6	149,3	153,1	151,9	145,3	153,6	144,0	173,3	133,1	154,0	137,9	160,7
1978	147,8	145,9	157,0	136,4	148,4	150,8	149,2	146,5	154,3	140,4	168,8	133,7	152,1	137,3	165,8
1977 2 ^o trimestre ..	152,3	163,3	156,8	169,5	149,9	154,8	152,6	145,1	153,8	145,7	174,2	133,2	154,4	137,9	159,9
3 ^o trimestre ..	149,6	154,3	161,0	148,6	148,6	151,6	150,5	145,5	153,7	141,6	172,0	132,7	153,7	137,2	161,0
4 ^o trimestre ..	148,1	149,3	162,4	138,0	148,0	149,4	150,3	145,6	153,1	139,7	171,1	132,7	152,3	136,9	162,0
1978 1 ^{er} trimestre ..	146,3	145,7	161,2	132,7	146,6	147,5	147,5	145,5	153,0	136,5	166,9	131,4	152,1	137,3	163,6
2 ^o trimestre ..	147,2	145,9	157,4	136,1	147,7	149,8	148,2	146,2	154,2	138,9	166,9	133,0	152,8	136,3	165,4
3 ^o trimestre ..	147,9	144,1	155,2	134,6	149,1	152,2	149,7	146,8	154,7	141,4	168,7	134,5	152,9	136,8	167,1
4 ^o trimestre ..	149,7	147,9	154,1	142,3	150,4	153,6	151,3	147,7	155,2	144,7	172,8	135,9	150,9	138,7	167,1
1979 1 ^{er} trimestre ..	153,3	152,2	159,2	146,0	153,7	158,8	154,6	150,1	157,4	151,7	179,6	139,5	161,4	140,6	170,0
2 ^o trimestre ..	156,3	154,1	157,3	151,2	157,1	164,2	158,1	152,2	159,6	159,1	183,4	142,7	155,7	140,2	170,9
1978 Juin	147,3	144,9	155,5	135,8	148,1	150,7	148,5	146,3	154,4	139,8	167,1	133,4	153,4	135,7	166,7
Juillet	147,5	144,5	157,1	133,7	148,4	151,4	148,8	146,4	154,5	140,2	167,0	133,7	153,6	135,7	167,1
Août	147,5	141,5	153,8	130,9	149,2	152,5	149,8	146,8	154,6	141,9	168,9	134,5	153,2	136,6	167,1
Septembre ...	148,9	146,5	154,7	139,2	149,6	152,5	150,7	147,2	154,9	142,3	170,2	135,3	151,8	138,0	167,1
Octobre	148,6	144,0	152,0	136,9	150,0	153,2	151,1	147,3	155,1	143,5	171,9	136,0	150,2	138,3	167,1
Novembre	149,9	148,6	154,6	143,1	150,4	153,4	151,6	147,8	155,1	145,0	172,6	136,1	151,1	138,8	167,1
Décembre	150,6	151,0	155,7	146,8	150,7	154,3	151,3	148,1	155,4	145,5	173,8	135,7	151,3	138,9	167,1
1979 Janvier	151,7	152,0	158,9	145,8	151,9	155,8	152,6	148,9	156,2	147,3	175,8	137,0	151,3	140,4	170,0
Février	153,3	152,2	159,6	145,7	153,7	158,6	154,7	150,1	157,0	152,6	179,1	140,0	151,7	140,7	170,0
Mars	154,8	152,3	159,0	146,4	155,6	161,9	156,3	151,3	159,0	155,2	183,8	141,5	154,5	140,8	170,0
Avril	154,9	151,4	156,2	147,1	156,0	162,5	156,7	151,6	159,0	157,0	184,6	141,8	155,3	140,8	170,1
Mai	156,7	154,3	158,1	150,7	157,5	164,5	159,2	152,2	159,9	159,4	189,5	143,1	156,0	139,5	171,3
Juin	157,4	156,6	157,6	155,8	157,8	165,7	158,5	152,7	160,0	161,1	191,1	143,4	155,9	140,2	171,3

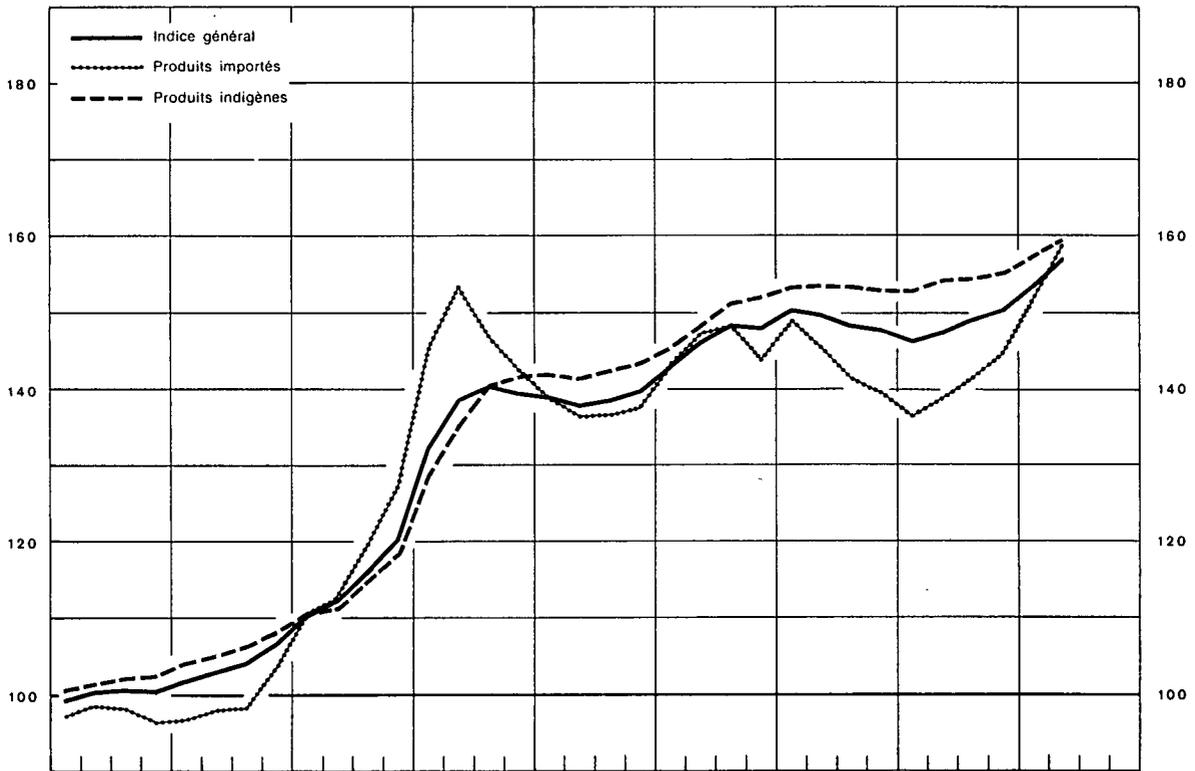
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

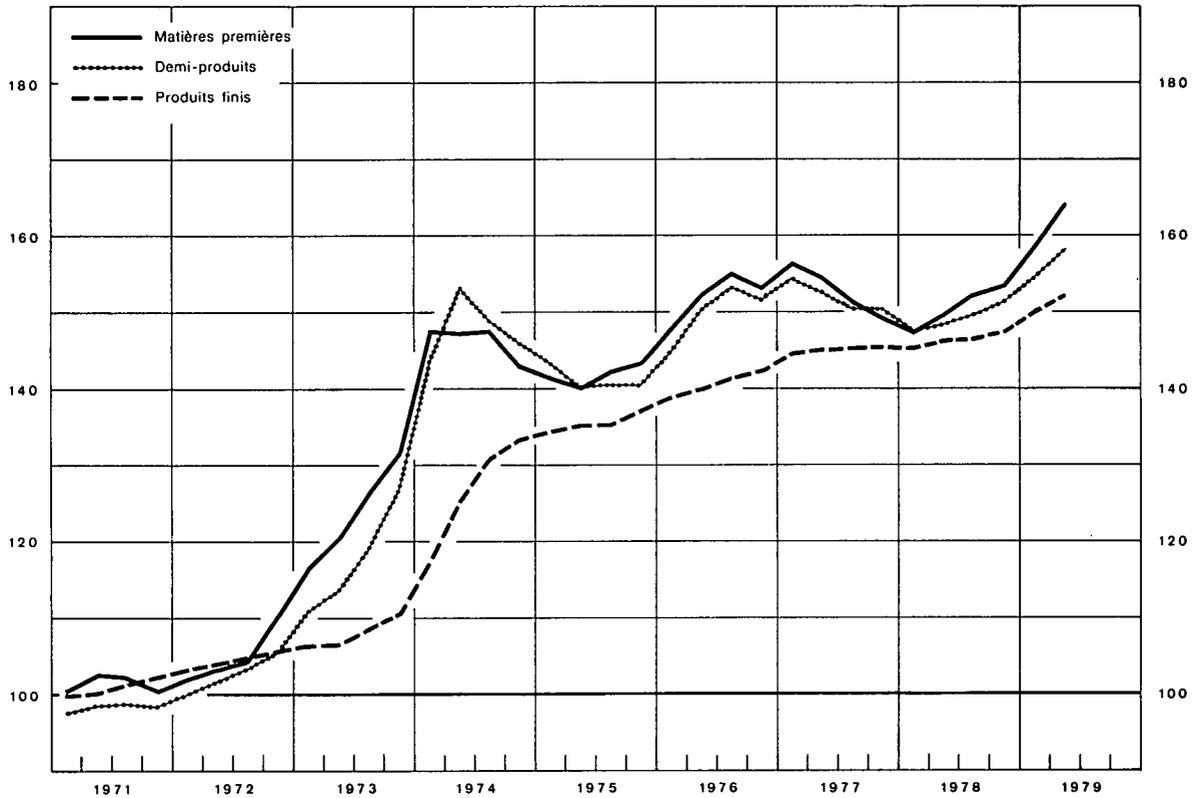
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Prix à trois stades de fabrication

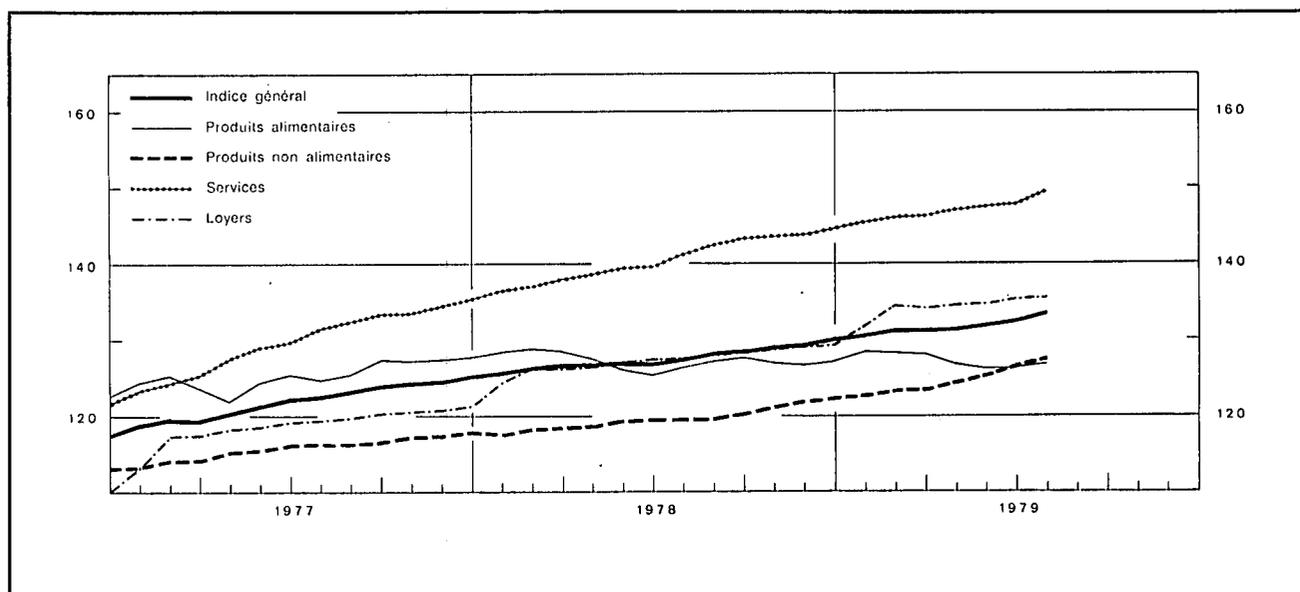


VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers					
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque février 1972	100,00	41,56	37,01	21,43	—					
De mars 1972 à mai 1976 ...	100,00	30,00	40,00	30,00	—					
Depuis juin 1976	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00					
Base 1971 = 100 ¹										
1971	100,00	100,00	100,00	100,00	—					
1972	105,45	106,60	102,80	107,61	—					
1973	112,78	115,15	107,58	117,28	—					
1974	127,08	125,94	122,69	134,02	—					
1975	143,31	140,08	136,55	154,07	—					
1976 5 premiers mois	153,16	154,25	142,46	164,41	—					
Base 2° semestre 1974 - 1° semestre 1975 = 100										
1976 7 derniers mois	115,89	119,58	112,15	119,69	108,89					
1977	122,30	125,46	116,00	129,94	118,92					
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52					
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
1 ^{er} trimestre	126,32	131,17	128,60	128,24	118,18	123,29	137,19	145,92	125,68	133,52
2 ^e trimestre	126,92	132,15	126,34	126,35	119,39	125,55	139,33	147,46	127,06	134,88
3 ^e trimestre	128,25		127,18		119,98		142,33		128,22	
4 ^e trimestre	129,58		126,98		121,94		144,16		129,11	
Janvier	125,88	130,86	128,37	128,47	117,85	122,87	136,52	145,49	124,44	131,99
Février	126,38	131,29	128,85	128,22	118,17	123,38	137,04	146,05	126,45	134,43
Mars	126,70	131,37	128,59	128,04	118,51	123,62	138,00	146,22	126,16	134,14
Avril	126,80	131,68	127,49	126,86	118,90	124,47	138,67	147,02	126,67	134,59
Mai	126,97	132,04	126,03	126,08	119,53	125,46	139,61	147,46	127,06	134,82
Juin	126,98	132,73	125,50	126,12	119,75	126,72	139,70	147,91	127,46	135,23
Juillet	127,68	133,83	126,52	126,96	119,80	127,72	141,22	149,57	127,74	135,49
Août	128,26		127,19		119,88		142,51		128,22	
Septembre	128,82		127,84		120,27		143,26		128,69	
Octobre	129,12		126,96		121,16		143,76		128,96	
Novembre	129,52		126,91		122,01		143,90		129,10	
Décembre	130,09		127,08		122,64		144,82		129,28	



¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme

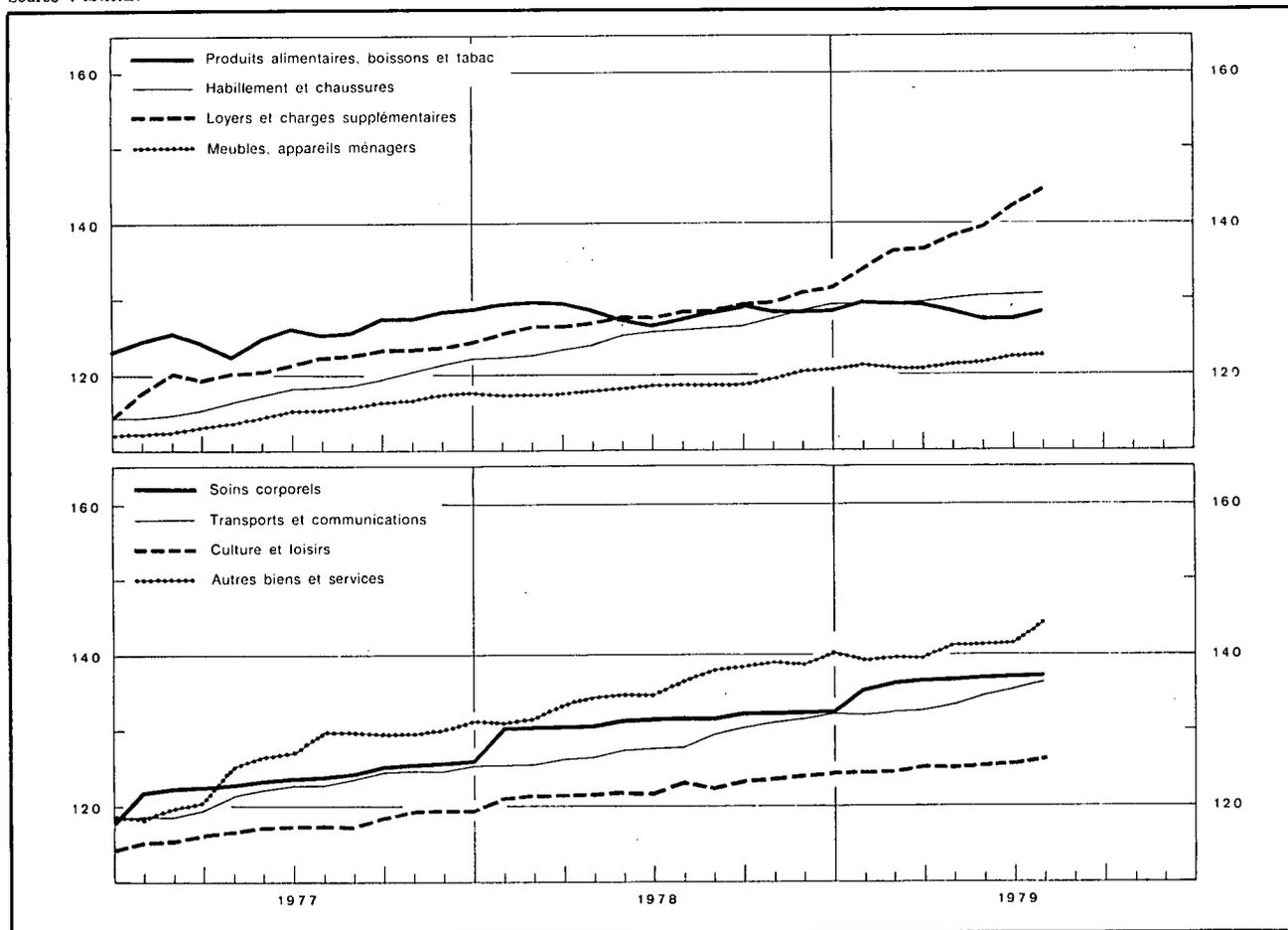
suit : l'indice général à 1,970; les produits alimentaires à 1,343; les produits non alimentaires à 1,304; les services à 1,458.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1977 2 ^e trimestre	121,51	124,58	117,39	120,82	114,51	123,48	122,10	117,13	126,25
3 ^e trimestre	123,34	126,41	118,79	122,78	115,82	124,53	123,70	117,87	129,82
4 ^e trimestre	124,77	128,22	121,23	123,88	117,37	125,88	124,86	119,42	130,27
1978 1 ^{er} trimestre	126,32	129,69	122,74	126,23	117,43	130,45	125,62	121,36	131,94
2 ^e trimestre	126,92	127,58	125,05	127,63	118,34	131,28	127,12	121,88	134,67
3 ^e trimestre	128,25	128,45	126,21	128,75	118,82	132,01	129,20	123,02	137,56
4 ^e trimestre	129,58	128,43	128,44	130,88	120,23	132,44	131,55	123,99	139,32
1979 1 ^{er} trimestre	131,17	129,66	129,50	135,81	120,97	136,21	132,24	124,84	139,56
2 ^e trimestre	132,15	127,88	130,35	140,21	121,79	136,99	134,42	125,48	141,34
1978 Juillet	127,68	127,76	125,99	128,52	118,75	131,87	127,90	123,11	136,43
Août	128,26	128,44	126,16	128,58	118,77	131,84	129,46	122,56	137,96
Septembre	128,82	129,16	126,48	129,14	118,94	132,32	130,23	123,38	138,28
Octobre	129,12	128,38	127,54	129,81	119,61	132,40	131,07	123,77	138,97
Novembre	129,52	128,37	128,52	130,99	120,31	132,42	131,49	124,05	138,77
Décembre	130,09	128,53	129,26	131,85	120,76	132,49	132,09	124,15	140,22
1979 Janvier	130,86	129,87	129,46	134,04	121,11	135,62	131,98	124,56	139,32
Février	131,29	129,63	129,45	136,58	120,88	136,23	132,27	124,81	139,70
Mars	131,37	129,47	129,60	136,82	120,93	136,79	132,47	125,16	139,66
Avril	131,68	128,35	130,04	138,36	121,34	136,90	133,16	125,11	141,16
Mai	132,04	127,62	130,36	139,87	121,73	137,02	134,66	125,42	141,21
Juin	132,73	127,67	130,65	142,40	122,31	137,05	135,45	125,90	141,64
Juillet	133,83	128,47	130,72	144,77	122,54	137,07	136,19	126,28	144,54

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,37.
Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

les conversions conclues au sein des Commissions paritaires relatives à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

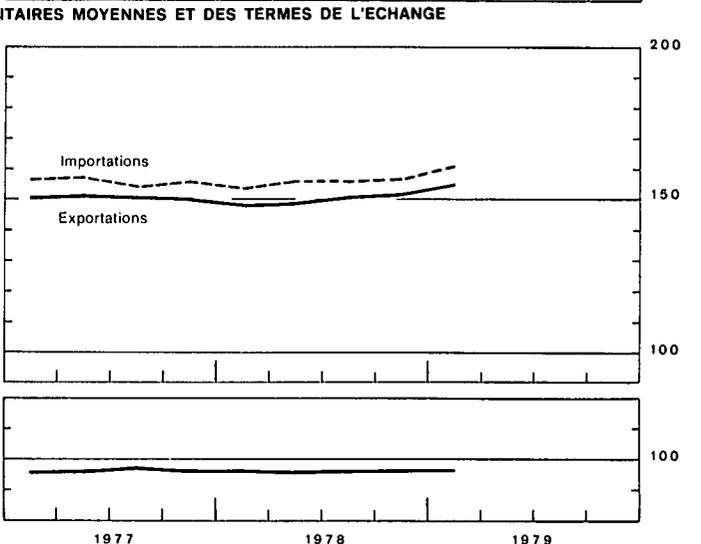
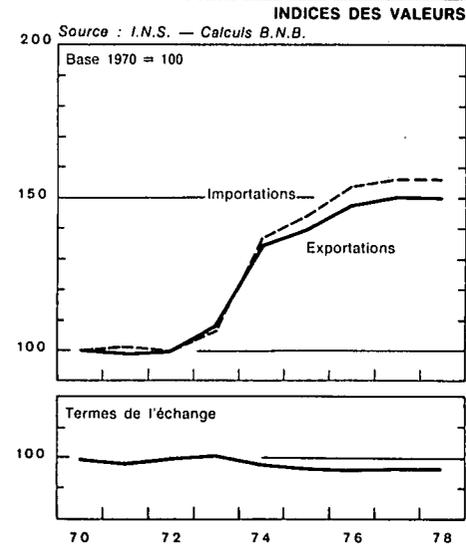
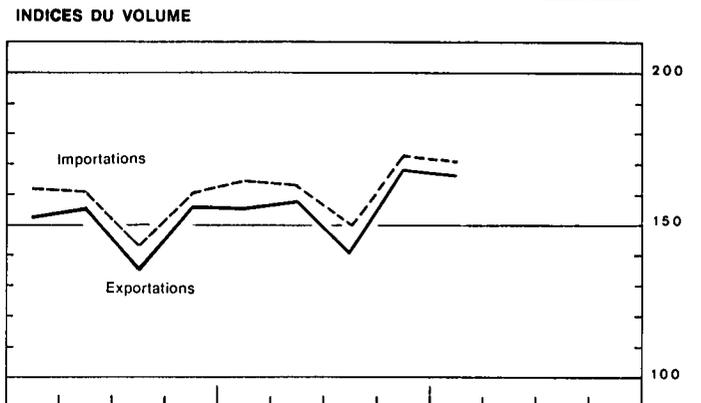
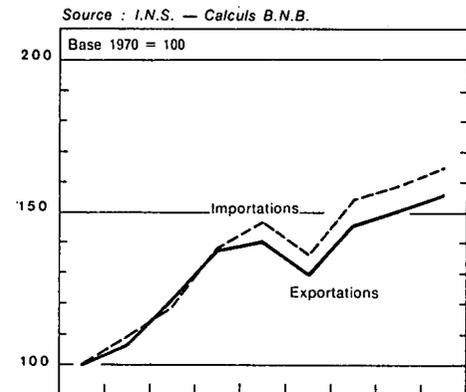
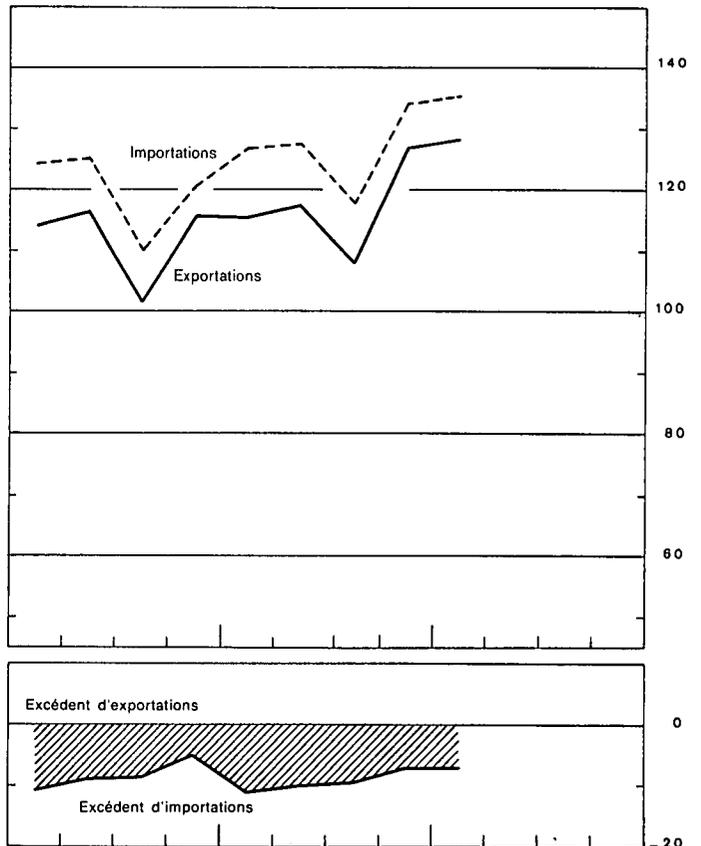
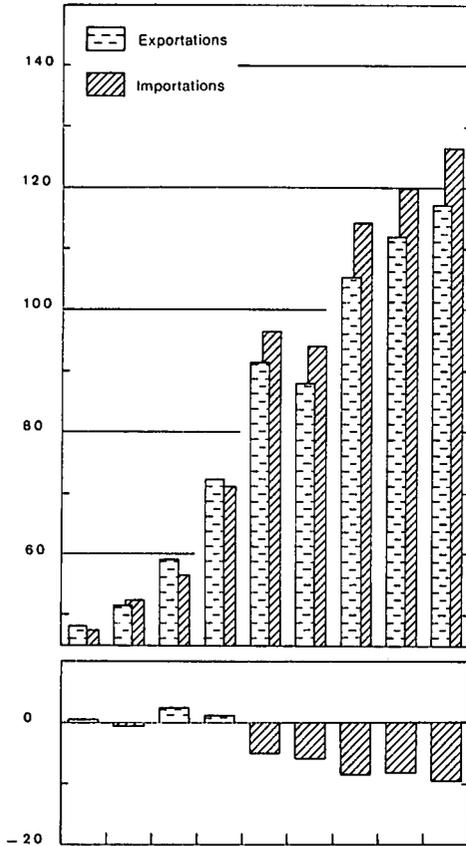
tiques Economiques belges 1960-1970. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1978	126,6	117,3	- 9,3	93	164,7	156,5	155,9	150,0	96,2
1977 1 ^{er} trimestre	124,4	113,8	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
2 ^e trimestre	125,3	116,6	- 8,7	93	160,7	156,0	157,3	151,5	96,3
3 ^e trimestre	110,2	101,7	- 8,5	92	142,9	136,0	154,5	150,6	97,5
4 ^e trimestre	122,7	116,2	- 6,5	95	160,5	156,5	156,2	150,3	96,2
1978 1 ^{er} trimestre	126,8	115,8	- 11,0	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
2 ^e trimestre	127,6	117,7	- 9,9	92	163,4	157,7	156,4	149,6	95,7
3 ^e trimestre	118,0	108,6	- 9,4	92	150,4	140,6	156,4	151,0	96,7
4 ^e trimestre	134,0	127,1	- 6,9	95	173,6	168,6	157,0	151,7	96,6
1979 1 ^{er} trimestre	136,5	128,8	- 7,7	94	171,6	166,8	160,9	155,6	96,7
1978 4 premiers mois	125,8	115,9	- 9,9	92					
5 premiers mois	126,0	115,2	- 10,8	91					
6 premiers mois	127,2	116,7	- 10,5	92	164,1	156,7	155,4	149,1	95,9
7 premiers mois	124,4	115,2	- 9,2	93					
8 premiers mois	123,9	112,7	- 11,2	91					
9 premiers mois	124,1	114,0	- 10,1	92	159,5	151,3	155,7	149,7	96,1
10 premiers mois	125,9	116,3	- 9,6	92					
11 premiers mois	126,8	117,0	- 9,8	92					
12 mois	126,6	117,3	- 9,3	93	164,7	156,5	155,9	150,0	96,2
1979 1 ^{er} mois	125,5	115,6	- 9,9	92					
2 premiers mois	129,8	121,0	- 8,8	93					
3 premiers mois	136,5	128,8	- 7,7	94	171,6	166,8	160,9	155,6	96,7
4 premiers mois	136,0	128,7	- 7,3	95					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.D. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 ¹	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1977 1 ^{er} trimestre	33,67	10,21	11,06	15,82	5,67	6,42	5,63	5,12	4,07	2,51	2,23	1,38	0,65	1,31	0,42	0,39	0,35	0,12	0,29	0,19	5,93	112,94
2 ^e trimestre	34,08	10,45	10,35	16,33	6,08	6,60	5,54	5,89	4,34	2,63	2,18	1,42	0,72	1,40	0,46	0,44	0,35	0,14	0,37	0,25	5,87	115,87
3 ^e trimestre	28,90	8,75	8,84	14,64	4,66	5,64	5,71	6,02	4,50	2,26	1,76	1,22	0,59	1,25	0,41	0,38	0,38	0,07	0,32	0,22	4,64	101,17
4 ^e trimestre	35,11	9,82	10,64	15,89	5,08	6,37	6,38	6,43	4,47	2,57	2,35	1,49	0,62	1,37	0,43	0,42	0,39	0,11	0,37	0,21	5,37	115,89
1978 1 ^{er} trimestre ¹	33,91	10,44	10,59	16,83	5,27	6,67	7,68	4,29	4,29	2,44	2,10	1,44	0,62	1,29	0,38	0,40	0,43	0,19	0,32	0,22	5,43	115,20
2 ^e trimestre	36,60	10,79	10,05	16,74	4,41	6,33	6,54	4,82	4,51	2,51	2,27	1,51	0,65	1,46	0,42	0,48	0,40	0,24	0,44	0,25	5,45	116,89
3 ^e trimestre	29,18	10,35	8,90	15,53	4,48	6,11	7,64	5,93	4,41	2,33	1,90	1,31	0,54	1,30	0,41	0,41	0,31	0,23	0,35	0,25	4,76	106,66
4 ^e trimestre	37,85	12,35	10,97	18,39	5,74	6,86	8,02	4,31	4,58	2,87	2,48	1,60	0,64	1,52	0,47	0,50	0,51	0,25	0,42	0,28	6,55	127,13
1979 1 ^{er} trimestre	38,53	12,75	10,69	19,25	6,24	6,85	7,83	5,15	4,45	2,78	2,08	1,42	0,70	1,45	0,35	0,33	0,44	0,31	0,37	0,16	6,42	128,55
1978 4 premiers mois	34,43	10,60	10,61	16,67	4,77	6,69	7,52	4,28	4,40	2,44	2,16	1,45	0,63	1,30	0,39	0,42	0,43	0,21	0,35	0,23	5,23	115,21
5 premiers mois	34,63	10,51	10,31	16,69	4,78	6,57	7,08	4,34	4,40	2,45	2,16	1,45	0,64	1,34	0,39	0,42	0,43	0,21	0,36	0,23	5,32	114,71
6 premiers mois	35,35	10,62	10,34	16,83	4,84	6,51	7,12	4,56	4,41	2,47	2,19	1,48	0,64	1,38	0,40	0,44	0,42	0,22	0,38	0,23	5,45	116,27
7 premiers mois	34,57	10,50	10,12	16,57	4,78	6,40	7,37	4,64	4,46	2,45	2,17	1,43	0,62	1,35	0,40	0,43	0,40	0,21	0,37	0,24	5,33	114,81
8 premiers mois	33,55	10,29	9,75	16,26	4,64	6,38	6,95	5,04	4,35	2,41	2,05	1,40	0,60	1,33	0,39	0,42	0,38	0,21	0,37	0,23	5,18	112,19
9 premiers mois	33,35	10,54	9,87	16,39	4,73	6,38	7,31	5,03	4,42	2,44	2,10	1,42	0,61	1,35	0,40	0,43	0,39	0,22	0,37	0,24	5,26	113,25
10 premiers mois	34,10	10,91	10,08	16,74	4,85	6,48	7,41	5,05	4,47	2,51	2,15	1,46	0,62	1,39	0,42	0,44	0,41	0,23	0,38	0,24	5,46	115,80
11 premiers mois	34,51	11,00	10,14	16,93	4,96	6,50	7,55	4,95	4,49	2,52	2,16	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,41	0,23	0,38	0,25	5,55	116,90
12 mois	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979 1 ^{er} mois	32,55	12,07	9,66	16,88	5,24	6,41	6,12	6,11	4,42	2,59	1,76	1,32	0,60	1,39	0,30	0,21	0,43	0,27	0,35	0,11	5,86	114,65
2 premiers mois	35,41	12,25	10,33	17,93	5,54	6,41	7,44	5,22	4,36	2,67	1,90	1,38	0,63	1,34	0,32	0,27	0,38	0,27	0,33	0,13	5,87	120,38
3 premiers mois	38,53	12,75	10,69	19,25	6,24	6,85	7,83	5,15	4,45	2,78	2,08	1,42	0,70	1,45	0,35	0,33	0,44	0,31	0,37	0,16	6,42	128,55
4 premiers mois	38,12	12,78	10,64	19,62	6,12	6,88	7,72	5,14	4,62	2,79	2,12	1,45	0,74	1,47	0,39	0,37	0,47	0,32	0,37	0,19	6,33	128,65

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

¹ Nouvelle série à partir de 1978. Les chiffres de l'année 1977 ont été recalculés.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	35,44	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	2,80	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	56,66
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,81	1,46	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,21	1,89	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1977 1 ^{er} trimestre ..	76,54	22,82	3,38	7,05	5,31	1,36	0,56	1,14	0,33	2,41	0,62	10,51	1,88	4,07	7,77	2,31	5,02	29,54	3,11	5,58	2,27	18,58	13,85	1,25	121,18
2 ^e trimestre ..	78,15	22,57	3,12	7,11	7,10	1,39	0,52	1,25	0,31	2,65	0,53	10,07	2,15	3,87	8,15	2,41	4,95	29,02	3,82	5,70	2,28	17,22	14,44	1,10	122,71
3 ^e trimestre ..	66,21	17,84	2,24	5,44	5,60	1,23	0,40	1,03	0,30	2,19	0,53	11,07	1,69	3,49	6,82	2,00	4,34	26,77	3,86	4,68	2,13	16,10	12,59	1,05	106,62
4 ^e trimestre ..	76,48	23,16	2,73	6,92	6,64	1,41	0,41	1,12	0,29	2,57	0,57	10,11	1,43	4,40	7,40	2,17	5,15	29,15	4,33	5,54	2,46	16,82	14,18	1,15	120,96
1978 1 ^{er} trimestre ..	78,34	22,69	2,94	7,19	7,92	1,42	0,51	1,09	0,29	2,48	0,57	8,47	2,24	4,70	8,42	2,30	5,11	31,12	4,08	5,00	2,47	19,57	14,05	1,22	124,73
2 ^e trimestre ..	78,27	22,98	2,82	6,66	7,75	1,58	0,48	1,22	0,32	2,90	0,53	7,63	2,76	4,17	8,89	2,50	5,07	30,58	4,58	5,32	2,60	17,95	15,21	1,42	125,48
3 ^e trimestre ..	71,12	20,54	2,31	5,84	7,47	1,27	0,34	1,05	0,24	2,44	0,45	8,48	2,50	3,66	7,95	2,15	4,43	29,07	4,31	4,91	2,43	17,43	14,22	1,18	115,60
4 ^e trimestre ..	84,17	24,75	2,87	7,84	8,61	1,59	0,44	1,21	0,32	2,87	0,58	8,62	2,87	4,79	8,90	2,52	5,39	31,37	4,44	5,80	2,64	18,49	15,79	2,67	134,00
1979 1 ^{er} trimestre ..	84,67	23,64	3,10	7,40	8,77	1,49	0,57	1,21	0,32	2,38	0,62	8,25	4,30	5,31	9,36	2,63	5,32	32,33	4,18	5,61	2,80	19,74	16,00	2,64	135,64

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1977				1978				1979
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	162,9	161,1	164,5	165,0	159,3	161,4	160,0	161,9	161,6	160,8	165,6
Biens de consommation ...	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	148,4	148,5	147,8	147,4	151,2	150,4	149,9	147,1	150,3	148,4	150,3
Biens d'équipement	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	136,6	137,8	135,3	136,1	137,5	139,0	134,7	138,0	141,5	139,5	141,1
Ensemble ...	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	153,9	156,2	155,9	157,1	157,3	154,5	156,2	154,3	156,4	156,4	157,0	160,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	137,5	141,6	142,1	139,9	136,1	132,4	133,1	138,6	147,3	147,3	148,7
Fabrications métalliques ...	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	152,9	156,0	151,7	153,0	154,9	155,5	155,2	155,2	156,3	159,9	162,4
Métaux non ferreux	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	100,9	93,0	103,9	106,1	99,2	94,0	90,8	90,0	94,2	94,5	101,7
Textiles	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	136,3	135,1	135,1	136,2	137,1	136,9	136,4	133,6	136,3	133,8	135,5
Produits chimiques	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	148,4	145,3	151,6	147,1	146,3	147,4	142,3	148,0	146,6	141,7	148,9
Industrie houillère	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	180,2	179,4	186,7	187,9	177,3	177,9	170,3	181,6	180,7	184,3	189,8
Industrie pétrolière	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	303,8	289,2	306,0	310,9	302,6	298,0	290,4	285,0	289,8	292,9	328,8
Verres et glaces	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	123,9	122,9	120,0	125,1	128,4	125,9	125,1	123,4	120,4	122,4	121,5
Produits agricoles	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	150,6	146,1	150,9	151,1	152,1	153,4	150,6	148,0	152,1	137,3	138,9
Ciments	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	170,6	175,0	172,9	169,3	167,0	169,3	171,5	173,7	176,2	177,4	187,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	156,4	164,4	159,6	154,6	156,4	154,8	158,4	161,2	167,5	164,7	179,5
Carrières	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	146,2	157,5	146,9	143,4	148,7	149,5	153,9	154,2	160,7	163,0	166,3
Céramiques	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	197,7	209,2	200,8	199,6	202,1	203,1	194,9	204,6	217,5	214,7	231,8
Bois et meubles	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	157,7	154,2	150,8	157,5	159,5	162,4	151,5	153,9	158,6	153,4	158,5
Peaux, cuirs et chaussures .	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	148,0	147,6	150,2	152,9	148,2	139,4	148,1	146,1	148,1	149,3	162,5
Papier et livres	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	148,3	143,4	150,1	147,3	147,3	148,2	143,6	142,5	143,3	144,6	148,6
Tabacs manufacturés	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	149,3	158,4	150,0	150,3	146,7	150,5	151,7	151,2	158,3	169,1	161,9
Caoutchouc	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	150,9	153,2	149,0	147,5	152,4	153,4	150,7	152,7	155,7	153,0	153,8
Industries alimentaires	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	147,0	138,3	148,0	149,6	147,8	143,8	139,4	141,6	136,1	139,4	135,9
Divers	127,5	119,3	129,2	168,6	175,8	197,6	241,7	256,9	230,0	245,8	238,7	250,4	254,8	252,6	247,0	283,0	284,4
Ensemble ...	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	147,8	150,5	150,0	150,9	151,5	150,6	150,3	148,5	149,6	151,0	151,7	155,6
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	96,0	96,4	96,2	96,1	96,3	97,5	96,2	96,2	95,7	96,7	96,6	96,7

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1977				1978				1979
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	143,2	146,1	145,8	144,7	127,7	145,4	146,4	144,3	131,0	155,7	153,0
Biens de consommation ...	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	209,4	223,0	216,3	211,2	190,8	210,4	224,7	223,6	209,0	227,4	233,0
Biens d'équipement	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	147,3	158,3	168,3	162,3	165,3	142,9	160,4	162,3	171,9	154,5	178,6	172,2
Ensemble ...	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	154,5	158,8	164,7	162,2	160,7	142,9	160,5	164,7	163,4	150,4	173,6	171,6
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	100,9	109,8	100,6	104,4	89,5	104,1	111,0	109,4	98,9	117,8	121,0
Fabrications métalliques ...	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	167,5	171,7	172,1	171,9	144,4	173,4	168,8	180,9	143,5	183,2	183,9
Métaux non ferreux	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	132,7	132,7	136,1	143,5	117,0	134,9	142,4	120,8	116,1	150,3	151,9
Textiles	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	134,7	134,6	147,0	137,0	116,2	139,9	138,5	134,7	117,2	147,4	141,5
Produits chimiques	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	212,8	236,2	211,0	219,4	199,7	216,1	240,0	228,5	214,5	263,4	262,2
Industrie houillère	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	40,9	43,8	44,4	50,5	27,2	39,6	39,5	45,5	44,1	45,0	57,2
Industrie pétrolière	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	173,3	149,4	149,7	169,5	178,0	193,1	132,2	151,3	181,1	132,2	140,0
Verres et glaces	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	115,2	120,7	119,2	118,0	98,6	123,6	118,1	124,1	108,6	130,3	118,2
Produits agricoles	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	162,9	174,5	170,1	173,6	148,7	167,1	180,2	169,3	163,1	199,7	199,8
Ciments	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	151,3	171,0	130,5	174,0	158,0	151,9	153,7	171,7	167,3	191,3	101,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	127,6	133,5	118,9	139,1	118,9	134,0	124,3	145,7	120,1	144,3	90,9
Carrières	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	123,2	112,4	117,3	133,6	116,4	122,8	102,3	115,7	108,7	121,7	89,9
Céramiques	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	146,3	161,7	124,0	151,5	135,8	166,4	143,8	187,0	140,7	171,5	138,3
Bois et meubles	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	165,0	177,0	177,6	169,3	135,6	177,8	173,9	183,5	149,0	200,8	163,0
Peaux, cuirs et chaussures .	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	104,5	97,8	104,8	114,6	94,0	103,5	98,4	104,9	86,7	99,3	101,7
Papier et livres	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	151,8	160,9	151,0	161,1	138,7	156,9	152,9	161,7	150,1	176,8	168,9
Tabacs manufacturés	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	193,0	208,1	180,4	185,0	201,0	205,1	220,8	208,1	151,1	237,2	212,9
Caoutchouc	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	231,4	238,3	231,7	245,7	209,9	246,3	223,3	249,9	218,9	259,6	245,9
Industries alimentaires	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	201,4	219,9	184,8	197,1	205,6	211,8	209,7	217,3	221,1	223,4	224,5
Divers	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	124,4	120,3	131,5	133,5	108,5	118,9	119,3	120,7	105,9	128,4	123,7
Ensemble ...	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	146,1	151,2	156,5	152,8	156,0	136,0	156,5	155,7	157,7	140,6	168,6	166,8

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	16,03	15,08	- 0,95
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,81	25,13	- 1,68	19,18	21,39	+ 2,21	20,44	18,83	- 1,61
1978	29,20	26,81	- 2,39	20,79	22,34	+ 1,55	20,41	19,28	- 1,13
1977 1 ^{er} trimestre	27,14	25,34	- 1,80	20,47	23,00	+ 2,53	22,36	19,36	- 3,00
2 ^e trimestre	27,01	26,05	- 0,96	19,63	22,63	+ 3,00	21,31	19,73	- 1,58
3 ^e trimestre	23,89	23,34	- 0,55	16,39	17,95	+ 1,56	18,25	17,05	- 1,20
4 ^e trimestre	29,21	25,80	- 3,41	20,25	21,99	+ 1,74	19,83	19,20	- 0,63
1978 1 ^{er} trimestre	28,82	26,22	- 2,60	20,44	22,31	+ 1,87	21,74	18,40	- 3,34
2 ^e trimestre	29,57	26,96	- 2,61	21,64	22,84	+ 1,20	20,22	20,00	- 0,22
3 ^e trimestre	27,13	25,01	- 2,12	18,54	19,70	+ 1,16	18,86	18,02	- 0,84
4 ^e trimestre	31,30	29,06	- 2,24	22,54	24,49	+ 1,95	20,82	20,69	- 0,13
1979 1 ^{er} trimestre	29,84	29,21	- 0,63	22,01	25,37	+ 3,36	23,66	20,53	- 3,13
1978 4 premiers mois	28,79	26,37	- 2,42	20,71	22,27	+ 1,56	21,46	18,72	- 2,74
5 premiers mois	28,72	26,20	- 2,52	20,69	22,35	+ 1,66	21,04	18,91	- 2,13
6 premiers mois	29,19	26,59	- 2,60	21,04	22,57	+ 1,53	20,98	19,20	- 1,78
7 premiers mois	28,51	26,13	- 2,38	20,74	22,37	+ 1,63	20,18	18,68	- 1,50
8 premiers mois	28,23	25,87	- 2,36	20,06	21,37	+ 1,31	20,16	18,65	- 1,51
9 premiers mois	28,50	26,06	- 2,44	20,21	21,62	+ 1,41	20,27	18,81	- 1,46
10 premiers mois	28,97	26,67	- 2,30	20,54	22,08	+ 1,54	20,57	19,15	- 1,42
11 premiers mois	29,16	26,78	- 2,38	20,73	22,17	+ 1,44	20,71	19,25	- 1,46
12 mois	29,20	26,81	- 2,39	20,79	22,34	+ 1,55	20,41	19,28	- 1,13
1979 1 ^{er} mois	25,66	26,88	+ 1,22	18,28	21,64	+ 3,36	18,58	18,15	- 0,43
2 premiers mois	27,07	27,61	+ 0,54	20,20	23,42	+ 3,22	21,49	19,33	- 2,16
3 premiers mois	29,84	29,21	- 0,63	22,01	25,37	+ 3,36	23,66	20,53	- 3,13
4 premiers mois	30,58	29,18	- 1,40	22,35	25,45	+ 3,10	23,10	20,55	- 2,55

Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,42	53,02	+ 2,60
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,38	62,13	- 1,25
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	77,15	77,73	+ 0,58
1977	4,79	4,91	+ 0,12	9,40	7,67	- 1,73	81,63	79,81	- 1,82
1978	5,09	5,37	+ 0,28	10,65	8,46	- 2,19	87,32	83,97	- 3,35
1977 1 ^{er} trimestre	4,91	5,89	+ 0,98	8,66	7,23	- 1,43	84,43	82,65	- 1,78
2 ^e trimestre	4,98	4,84	- 0,14	10,28	7,92	- 2,36	84,25	83,05	- 1,20
3 ^e trimestre	4,63	3,97	- 0,66	9,33	7,07	- 2,26	73,56	71,05	- 2,51
4 ^e trimestre	4,62	4,92	+ 0,30	9,32	8,46	- 0,86	84,27	82,47	- 1,80
1978 1 ^{er} trimestre	5,14	5,20	+ 0,06	10,73	8,78	- 1,95	87,95	82,81	- 5,14
2 ^e trimestre	4,91	5,15	+ 0,24	10,95	8,48	- 2,47	88,58	84,94	- 3,64
3 ^e trimestre	5,07	4,60	- 0,47	10,28	7,63	- 2,65	81,02	76,68	- 4,34
4 ^e trimestre	5,25	6,64	+ 1,39	10,63	8,95	- 1,68	91,76	91,44	- 0,32
1979 1 ^{er} trimestre	5,60	6,72	+ 1,12	10,82	10,06	- 0,76	93,06	93,81	+ 0,75
1978 4 premiers mois	5,06	5,13	+ 0,07	10,55	8,79	- 1,76	87,63	83,16	- 4,47
5 premiers mois	5,01	5,08	+ 0,07	10,85	8,61	- 2,24	87,41	82,90	- 4,51
6 premiers mois	5,02	5,17	+ 0,15	10,84	8,63	- 2,21	88,26	83,88	- 4,38
7 premiers mois	5,02	5,14	+ 0,12	10,53	8,37	- 2,16	86,16	82,36	- 3,80
8 premiers mois	5,06	4,89	- 0,17	10,70	8,25	- 2,45	85,39	80,69	- 4,70
9 premiers mois	5,04	4,98	- 0,06	10,65	8,30	- 2,35	85,85	81,48	- 4,37
10 premiers mois	5,12	5,16	+ 0,04	10,74	8,45	- 2,29	87,14	83,20	- 3,94
11 premiers mois	5,12	5,28	+ 0,16	10,78	8,46	- 2,32	87,70	83,65	- 4,05
12 mois	5,09	5,37	+ 0,28	10,65	8,46	- 2,19	87,32	83,97	- 3,35
1979 1 ^{er} mois	4,43	5,36	+ 0,93	10,53	8,85	- 1,68	78,46	82,50	+ 4,04
2 premiers mois	5,04	6,18	+ 1,14	10,79	9,46	- 1,33	85,60	87,89	+ 2,29
3 premiers mois	5,60	6,72	+ 1,12	10,82	10,06	- 0,76	93,06	93,81	+ 0,75
4 premiers mois	5,61	6,75	+ 1,14	10,95	10,22	- 0,73	93,71	94,03	+ 0,32

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas. Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1971	3,34	3,44	+ 0,10	0,57	0,31	- 0,26	2,35	0,81	- 1,54
1972	3,20	3,61	+ 0,41	0,71	0,40	- 0,31	2,78	1,07	- 1,71
1973	4,03	4,07	+ 0,04	0,87	0,65	- 0,22	3,23	1,49	- 1,74
1974	6,29	5,13	- 1,16	1,11	0,71	- 0,40	7,84	2,21	- 5,63
1975	5,97	3,60	- 2,37	1,29	0,47	- 0,82	7,11	3,40	- 3,71
1976	6,98	3,75	- 3,23	1,79	0,57	- 1,22	8,51	4,16	- 4,35
1977	7,27	4,72	- 2,55	1,92	0,50	- 1,42	10,14	5,51	- 4,63
1978	7,32	4,84	- 2,48	2,08	0,73	- 1,35	8,85	5,72	- 3,13
1977 1 ^{er} trimestre	7,35	4,36	- 2,99	1,83	0,47	- 1,36	10,78	5,10	- 5,68
2 ^e trimestre	8,40	5,00	- 3,40	2,23	0,56	- 1,67	9,49	5,83	- 3,66
3 ^e trimestre	6,37	4,78	- 1,59	1,77	0,47	- 1,30	10,07	5,18	- 4,89
4 ^e trimestre	6,94	4,72	- 2,22	1,86	0,50	- 1,36	10,22	5,91	- 4,31
1978 1 ^{er} trimestre	6,97	5,05	- 1,92	2,24	0,67	- 1,57	8,49	5,90	- 2,59
2 ^e trimestre	7,51	4,66	- 2,85	2,20	0,72	- 1,48	8,62	5,64	- 2,98
3 ^e trimestre	7,07	4,94	- 2,13	1,97	0,68	- 1,29	8,91	5,29	- 3,62
4 ^e trimestre	7,72	4,72	- 3,00	1,93	0,86	- 1,07	9,36	6,04	- 3,32
1979 1 ^{er} trimestre	8,71	4,65	- 4,06	1,87	0,84	- 1,03	8,56	5,00	- 3,56
1978 4 premiers mois	6,71	4,86	- 1,85	2,22	0,66	- 1,56	8,42	5,81	- 2,61
5 premiers mois	6,96	4,77	- 2,19	2,19	0,67	- 1,52	8,64	5,62	- 3,02
6 premiers mois	7,24	4,86	- 2,38	2,22	0,69	- 1,53	8,55	5,77	- 2,78
7 premiers mois	7,11	4,96	- 2,15	2,14	0,67	- 1,47	8,50	5,77	- 2,73
8 premiers mois	7,14	4,78	- 2,36	2,11	0,67	- 1,44	8,96	5,65	- 3,31
9 premiers mois	7,18	4,88	- 2,30	2,14	0,69	- 1,45	8,67	5,61	- 3,06
10 premiers mois	7,30	4,97	- 2,33	2,12	0,70	- 1,42	8,69	5,73	- 2,96
11 premiers mois	7,31	4,92	- 2,39	2,11	0,72	- 1,39	8,77	5,75	- 3,02
12 mois	7,32	4,84	- 2,48	2,08	0,73	- 1,35	8,85	5,72	- 3,13
1979 1 ^{er} mois	6,30	4,60	- 1,70	1,97	0,67	- 1,30	9,25	5,13	- 4,12
2 premiers mois	8,15	4,28	- 3,87	1,85	0,75	- 1,10	8,34	4,98	- 3,36
3 premiers mois	8,71	4,65	- 4,06	1,87	0,84	- 1,03	8,56	5,00	- 3,56
4 premiers mois	8,79	4,60	- 4,19	2,01	0,86	- 1,15	8,62	4,97	- 3,65

Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1971	44,91	46,56	+ 1,65	6,30	4,08	- 2,22	0,96	0,79	- 0,17
1972	49,08	53,33	+ 4,25	6,63	4,58	- 2,05	1,08	1,05	- 0,03
1973	61,33	64,79	+ 3,46	8,58	5,66	- 2,92	1,42	1,73	+ 0,31
1974	79,61	79,57	- 0,04	15,03	8,63	- 6,40	2,03	2,86	+ 0,83
1975	79,45	75,62	- 3,83	12,71	8,89	- 3,82	2,04	2,78	+ 0,74
1976	95,65	92,48	- 3,17	16,29	9,54	- 6,75	2,09	2,73	+ 0,64
1977	100,54	96,68	- 3,86	17,77	12,03	- 5,74	2,28	2,44	+ 0,16
1978	107,42	100,38	- 7,04	16,80	13,16	- 3,64	2,28	2,84	+ 0,56
1977 1 ^{er} trimestre	103,29	99,31	- 3,98	18,90	11,02	- 7,88	2,04	2,58	+ 0,54
2 ^e trimestre	105,02	100,78	- 4,24	17,77	12,20	- 5,57	2,57	2,68	+ 0,11
3 ^e trimestre	90,56	86,91	- 3,65	17,32	11,64	- 5,68	2,26	2,27	+ 0,01
4 ^e trimestre	103,28	99,74	- 3,54	17,10	13,24	- 3,86	2,26	2,23	- 0,03
1978 1 ^{er} trimestre	107,72	99,40	- 8,32	16,59	12,76	- 3,83	2,42	2,62	+ 0,20
2 ^e trimestre	108,96	101,06	- 7,90	16,30	12,78	- 3,52	2,26	2,96	+ 0,70
3 ^e trimestre	99,70	92,44	- 7,26	16,07	12,65	- 3,42	2,08	2,59	+ 0,51
4 ^e trimestre	113,29	108,63	- 4,66	18,25	14,46	- 3,79	2,36	3,19	+ 0,83
1979 1 ^{er} trimestre	115,51	111,91	- 3,60	18,08	12,72	- 5,36	2,01	3,08	+ 1,07
1978 4 premiers mois	107,17	99,35	- 7,82	16,19	12,83	- 3,36	2,32	2,73	+ 0,41
5 premiers mois	107,17	98,97	- 8,20	16,40	12,58	- 3,82	2,37	2,68	+ 0,31
6 premiers mois	108,34	100,23	- 8,11	16,44	12,77	- 3,67	2,34	2,79	+ 0,45
7 premiers mois	105,82	98,63	- 7,19	16,19	12,88	- 3,31	2,29	2,73	+ 0,44
8 premiers mois	104,92	96,50	- 8,42	16,68	12,57	- 4,11	2,22	2,69	+ 0,47
9 premiers mois	105,46	97,63	- 7,83	16,32	12,73	- 3,59	2,25	2,72	+ 0,47
10 premiers mois	106,99	99,59	- 7,40	16,50	13,08	- 3,42	2,30	2,76	+ 0,46
11 premiers mois	107,72	100,09	- 7,63	16,77	13,19	- 3,58	2,28	2,82	+ 0,54
12 mois	107,42	100,38	- 7,04	16,80	13,16	- 3,64	2,28	2,84	+ 0,56
1979 1 ^{er} mois	97,43	98,23	+ 0,80	18,17	12,70	- 5,47	2,24	2,68	+ 0,44
2 premiers mois	106,73	104,44	- 2,29	18,05	12,19	- 5,86	2,07	2,91	+ 0,84
3 premiers mois	115,51	111,91	- 3,60	18,08	12,72	- 5,36	2,01	3,08	+ 1,07
4 premiers mois	116,23	111,94	- 4,29	17,61	12,64	- 4,97	2,06	3,28	+ 1,22

1 Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistiques de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.); Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1970.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 p		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 39,2	+ 29,4	- 6,6	- 30,0	- 68,6	- 115,5	1.227,3	1.326,7	- 99,4
1.12 Travail à façon	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	+ 21,4	+ 40,9	58,0	13,2	+ 44,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	+ 21,5	+ 25,7	8,7	—	+ 8,7
1.2 Frets ²	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	+ 7,9	+ 8,0	69,3	59,6	+ 9,7
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,4	- 0,7	1,3	2,2	- 0,9
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,5	31,5	31,9	- 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	- 22,7	- 26,1	42,9	71,3	- 28,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	+ 23,3	+ 19,2	215,8	195,9	+ 19,9
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	+ 17,0	+ 22,7	37,3	10,7	+ 26,6
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	+ 5,9	+ 5,8	15,7	10,2	+ 5,5
1.82 Autres	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	+ 12,0	+ 14,4	116,3	110,7	+ 5,6
Total 1 ...	+ 69,6	+ 60,5	+ 39,8	+ 30,7	+ 17,4	- 3,1	1.824,1	1.832,4	- 8,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	- 6,4	- 6,5	18,1	24,2	- 6,1
2.2 Transferts publics	- 10,3	- 14,5	- 15,2	- 18,5	- 12,6	- 16,4	30,3	44,2	- 13,9
Total 2 ...	- 8,8	- 12,1	- 14,6	- 21,5	- 19,0	- 22,9	48,4	68,4	- 20,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 1,2	- 0,6	—	0,4	- 0,4
3.112 Autres opérations	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	+ 2,1	19,9	2,8	+ 17,1
3.12 Avoirs	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	- 2,1	- 1,7	...	4,1	- 4,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,2	19,9	7,3	+ 12,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁶	- 9,8	- 2,2	+ 10,8	+ 15,3	- 10,1	+ 11,8	—	10,0	- 10,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,2	- 0,6	0,8	0,8	...
4.22 Intermédiaires financiers du sect. public	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	+ 8,9	+ 3,7	1,1	5,4	- 4,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	- 12,9	- 18,1	—	21,7	- 21,7
4.2312 Investissements directs ...	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	- 11,3	- 12,7	3,3	14,7	- 11,4
4.2313 Immeubles	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	- 2,2	- 3,9	2,2	8,3	- 6,1
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	- 17,8	- 17,1	—	15,5	- 15,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	+ 0,6	+ 5,0	2,1	—	+ 2,1
4.2322 Investissements directs ...	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	+ 30,6	+ 40,0	41,5	3,8	+ 37,7
4.2323 Immeubles	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 2,5	+ 5,7	6,1	2,0	+ 4,1
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 5,0	+ 2,8	+ 1,0	+ 4,7	+ 9,0	+ 2,5	—	1,8	- 1,8
Total 4 ...	- 29,8	- 16,5	+ 5,5	+ 8,9	- 2,5	+ 16,3	57,1	84,0	- 26,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 11,2	+ 4,4	+ 11,2	11,4	—	+ 11,4
Total 1 à 5 ...	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	+ 25,1	- 2,8	+ 1,3	1.960,9	1.992,1	- 31,2
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	+ 2,6	+ 9,2	—	—	- 1,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	+ 3,6	- 3,7	—	—	- 10,5
6.212 Monnaies étrangères ⁷	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	+ 14,2	- 1,9	—	—	- 9,2
6.22 Organismes divers	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	...	—	—	+ 0,1
6.23 B.N.B. ⁷	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	- 22,7	- 2,3	—	—	- 10,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+3,4)	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris, en 1971, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁶ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁷ Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1977				1978 p				1979 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	-21,4	-33,2	-39,6	-21,3	-16,8	-30,4	-30,8	-21,4	-34,5
1.12 Travail à façon	+ 9,5	+10,5	+ 9,3	+11,6	+ 7,0	+14,4	+ 9,0	+14,4	+13,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 6,0	+ 4,9	+ 8,6	+ 6,2	+ 4,6	+ 3,9	...	+ 0,2	+ 5,9
1.2 Frets ²	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,6	+ 3,5
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3	...
1.4 Autres frais de transport	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,3	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger	- 3,8	- 7,3	-12,1	- 2,9	- 5,7	- 6,7	-13,0	- 3,0	- 7,0
1.6 Revenus d'investissements	+ 4,6	+ 3,3	+ 6,2	+ 5,1	+ 7,7	+ 2,7	+ 5,1	+ 4,4	+ 4,3
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 5,4	+ 5,7	+ 5,6	+ 6,0	+ 5,9	+ 6,1	+ 7,1	+ 7,5	+ 5,4
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,5	+ 1,4
1.82 Autres	+ 3,6	+ 3,1	+ 5,2	+ 2,5	+ 3,5	+ 3,4	+ 0,1	- 1,4	- 0,7
Total 1 ...	+ 7,5	- 8,9	-11,8	+10,1	+ 9,9	- 3,0	-19,3	+ 4,1	- 8,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 1,3	- 1,7	- 1,8	- 1,7	- 2,0	- 1,8	- 1,0	- 1,3	- 1,8
2.2 Transferts publics	- 1,8	- 4,2	- 5,8	- 4,6	- 5,0	- 3,2	- 3,0	- 2,7	- 3,5
Total 2 ...	- 3,1	- 5,9	- 7,6	- 6,3	- 7,0	- 5,0	- 4,0	- 4,0	- 5,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2	...	- 0,1	- 0,1
3.112 Autres opérations	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 4,3	- 1,6	+ 8,1	+ 6,3	+ 1,4
3.12 Avoirs	- 0,5	- 0,1	- 0,9	- 0,2	- 0,8	...	- 1,6	- 1,7	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	+ 3,4	- 1,8	+ 6,5	+ 4,5	+ 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	- 3,0	+ 4,8	+ 8,3	+ 1,7	- 7,1	+ 1,7	+ 5,3	- 9,9	+ 2,6
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,2	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 0,1
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 3,0	...	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,8	- 1,1	+ 1,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Val. mobilières	- 2,0	- 6,0	- 4,1	- 6,0	- 4,1	- 2,9	- 6,9	- 7,8	- 5,8
4.2312 Invest. directs	- 0,8	- 7,1	+ 0,5	- 5,3	- 0,9	- 4,7	- 1,6	- 4,2	- 6,6
4.2313 Immeubles ...	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,9	- 1,4	- 1,5	- 1,4	- 1,8	- 1,5
4.2314 Autres	- 0,7	- 0,8	- 7,1	- 8,5	+ 0,6	- 5,9	- 7,5	- 2,7	- 1,8
4.232 Investis. et placements étrang. en U.E.B.L. :									
4.2321 Val. mobilières	...	+ 2,2	+ 1,1	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,3	+ 1,5	- 0,3	...
4.2322 Invest. directs	+ 8,7	+13,1	+ 9,1	+ 9,1	+ 7,6	+ 7,5	+10,7	+11,9	+ 6,7
4.2323 Immeubles ...	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,8	+ 2,5	+ 1,3	+ 0,7	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,1
4.2324 Autres	+ 5,8	- 3,2	+ 1,0	- 1,1	+ 4,2	- 5,6	+ 0,2	- 0,6	- 0,4
Total 4 ...	+11,8	+ 3,6	+ 8,3	- 7,4	+ 1,2	-10,4	- 2,6	-15,1	- 3,7
5. Erreurs et omissions	- 3,7	+ 6,9	- 3,8	+11,8	+ 0,8	+ 1,1	- 1,9	+11,4	- 8,0
Total 1 à 5 ...	+12,5	- 4,2	-15,1	+ 8,1	+ 8,3	-19,1	-21,3	+ 0,9	-25,3
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	+ 0,9	+ 2,5	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,8	- 1,9	- 5,4	+ 3,1	+ 1,5
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. .	- 0,3	-17,0	-11,8	+25,4	-10,1	- 4,8	+15,5	-11,1	-32,1
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 8,3	- 1,1	-11,9	+ 2,8	+ 1,0	-12,0	- 3,2	+ 5,0	- 5,0
6.22 Organismes divers	+ 1,2	- 1,6	- 0,2	+ 0,6	+ 1,2	- 1,5	+ 0,6	- 0,2	- 0,3
6.23 B.N.B. ⁶	+ 2,4	+13,0	+ 3,5	-21,2	+13,4	+ 1,1	-28,8	+ 4,1	+10,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	(+ 4,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Recettes et dépenses trimestrielles (milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1970.

	1978			1979		
	4 ^e trimestre <i>p</i>			1 ^{er} trimestre <i>p</i>		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Opérations sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations ¹	324,9	346,3	-21,4	328,9	363,4	-34,5
1.12 Travail à façon	18,1	3,7	+14,4	16,8	3,5	+13,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,2	—	+ 0,2	5,9	—	+ 5,9
1.2 Frets ²	17,5	14,9	+ 2,6	17,4	13,9	+ 3,5
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,6	- 0,3	0,5	0,5	...
1.4 Autres frais de transport	7,8	8,2	- 0,4	8,1	8,5	- 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger	10,4	13,4	- 3,0	9,4	16,4	- 7,0
1.6 Revenus d'investissements	60,4	56,0	+ 4,4	64,4	60,1	+ 4,3
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	10,5	3,0	+ 7,5	8,6	3,2	+ 5,4
1.8 Autres :						
1.81 Travailleurs frontaliers	4,3	2,8	+ 1,5	4,1	2,7	+ 1,4
1.82 Autres	30,8	32,2	- 1,4	31,3	32,0	- 0,7
Total 1 ...	485,2	481,1	+ 4,1	495,4	504,2	- 8,8
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	4,8	6,1	- 1,3	4,6	6,4	- 1,8
2.2 Transferts publics	9,9	12,6	- 2,7	8,4	11,9	- 3,5
Total 2 ...	14,7	18,7	- 4,0	13,0	18,3	- 5,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat ³ :						
3.11 Engagements :						
3.111 Amortissements contractuels	—	0,1	- 0,1	—	0,1	- 0,1
3.112 Autres opérations	9,5	3,2	+ 6,3	2,6	1,2	+ 1,4
3.12 Avoirs .....	...	1,7	- 1,7	...	0,8	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics :						
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	9,5	5,0	+ 4,5	2,6	2,1	+ 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ⁵	—	9,9	- 9,9	2,6	—	+ 2,6
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,5	0,2	+ 0,3	0,2	0,1	+ 0,1
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	0,1	1,2	- 1,1	2,1	0,2	+ 1,9
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	7,8	- 7,8	—	5,8	- 5,8
4.2312 Investissements directs	0,6	4,8	- 4,2	1,2	7,8	- 6,6
4.2313 Immeubles	0,5	2,3	- 1,8	0,5	2,0	- 1,5
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	2,7	- 2,7	—	1,8	- 1,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	0,3	- 0,3	...	—	...
4.2322 Investissements directs	13,6	1,7	+11,9	7,9	1,2	+ 6,7
4.2323 Immeubles	1,6	0,5	+ 1,1	1,5	0,4	+ 1,1
4.2324 Autres (chiffres nets)	—	0,6	- 0,6	—	0,4	- 0,4
Total 4 ...	16,9	32,0	-15,1	16,0	19,7	- 3,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	11,4	—	+11,4	—	8,0	- 8,0
Total 1 à 5 ...	537,7	536,8	+ 0,9	527,0	552,3	-25,3
6. Financement du total :						
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges ...	—	—	+ 3,1	—	—	+ 1,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	-11,1	—	—	-32,1
6.212 Monnaies étrangères ⁶	—	—	+ 5,0	—	—	- 5,0
6.22 Organismes divers	—	—	- 0,2	—	—	- 0,3
6.23 B.N.B. ⁶	—	—	+ 4,1	—	—	+10,6
<i>p.m.</i> Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	(+ 4,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 4. — BALANCE RESUMEE DES PAIEMENTS
Soldes trimestriels cumulés et soldes mensuels les plus récents
(milliards de francs)

	1978		1979 p	
	1er trimestre	Avril	1er trimestre	Avril
1. Opérations courantes :				
1.1 Opérations sur marchandises	- 5,2	- 3,4	- 15,3	-----
1.2 Services	+ 15,1	+ 4,9	+ 6,5	+ 3,6
1.3 Transferts	- 7,0	- 2,1	- 5,3	- 0,2
Total 1 ...	+ 2,9	- 0,6	- 14,1	) - 5,6
2. Mouvement des crédits commerciaux ¹	- 7,1	- 0,7	+ 2,6	
3. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers	+ 8,3	- 4,3	- 6,3	+ 1,1
4. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics	+ 3,4	- 0,5	+ 0,5	- 1,1
5. Erreurs et omissions	+ 0,8	+ 5,3	- 8,0	+ 4,5
Total 1 à 5 ...	+ 8,3	- 0,8	- 25,3	- 1,1
6. Financement du total :				
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	+ 2,8	- 1,9	+ 1,5	+ 2,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :				
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :				
6.211 Francs belges et luxembourgeois	- 10,1	- 5,5	- 32,1	- 0,2
6.212 Monnaies étrangères ³	+ 1,0	+ 0,7	- 5,0	+ 1,0
6.22 Organismes divers	+ 1,2	+ 2,0	- 0,3	+ 0,1
6.23 B.N.B. ³	+ 13,4	+ 3,9	+ 10,6	- 4,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(—)	(—)	(+ 4,5)	(—)

¹ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

² Autres que les organismes principalement monétaires.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau IX-4 des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1975	1976	1977	1978 p	1978 p				1979 p
					1er tri- mestre	2e tri- mestre	3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+30,7	+17,4	- 3,1	- 8,3	+ 9,9	- 3,0	-19,3	+ 4,1	- 8,8
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	-21,5	-19,0	-22,9	-20,0	- 7,0	- 5,0	- 4,0	- 4,0	- 5,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 4,2	- 3,1	- 0,2	+12,6	+ 3,4	- 1,8	+ 6,5	+ 4,5	+ 0,5
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 0,3	+ 1,0	- 1,6	...	- 1,1	- 0,1	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	-11,9	...	...	- 7,5	- 4,4	+ 0,2
4. Mouvement des crédits commerciaux :									
4.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	- 6,4	-10,9	-17,6	- 9,9	...	- 3,0	+ 2,8	- 9,7	- 4,9
4.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	+15,3	-10,1	+11,8	-10,0	- 7,1	+ 1,7	+ 5,3	- 9,9	+ 2,6
5. Mouvement des autres capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
5.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 6,4	+ 7,6	+ 4,5	-16,9	+ 8,3	-12,1	- 7,9	- 5,2	- 6,3
5.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
5.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
5.211 Créances en monnaies étrangères	-57,0	-23,0	-19,4	-10,6	- 2,4	+ 2,5	-14,1	+ 3,4	- 5,7
5.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 3,2	-15,8	-82,0	-21,1	+15,2	+11,9	-25,9	-22,3	+17,3
5.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
5.221 Endettement en monnaies étrangères	+52,5	+14,6	+29,6	+12,5	+ 4,7	+ 1,6	+ 9,2	- 3,0	+ 8,0
5.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 5,0	+24,0	+87,8	+38,0	-12,5	- 0,3	+24,1	+26,7	- 8,7
6. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
6.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+10,1	+ 4,1	+ 6,1	+14,0	+16,5	+ 8,7	-22,4	+11,2	+35,6
6.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 9,8	- 9,6	- 8,5	- 6,2	- 2,9	- 1,2	+ 0,3	- 2,4	-20,7
7. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
7.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 5,3	- 8,8	- 8,2	+17,2	+ 0,2	+ 9,2	+ 4,9	+ 2,9	+ 1,1
7.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 1,2	+ 1,4	+ 2,7	-10,7	+ 0,2	-10,4	+ 1,5	- 2,0	+12,1
8. Erreurs et omissions :									
8.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+11,2	+ 4,4	+11,2	+11,4	+ 0,8	+ 1,1	- 1,9	+11,4	- 8,0
8.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 0,9	+ 1,2	+ 1,2	- 7,9	- 1,6	- 0,4	+ 2,1	- 8,0	+ 6,4
Total 1 à 8 ...	+18,8	-24,6	- 8,6	-27,8	+24,6	- 0,6	-45,5	- 6,3	+15,5
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
9.1 Encaisse en or .....	...	...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	...
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+ 5,1	+ 1,2	- 0,9	- 6,4	- 1,6	- 2,5	- 1,3	- 1,0	- 0,2
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. ....	...	...	-23,9	- 4,9	+23,6	...	-28,1	- 0,4	+12,0
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
9.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+13,9	-26,2	+15,9	- 2,3	+ 2,9	+ 2,3	- 7,6	+ 0,1	+ 1,2
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 1,2	+12,0	...	-11,9	...	...	- 7,5	- 4,4	+ 0,2
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
9.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,6	+ 0,4	- 0,1	- 2,5	- 0,3	- 0,4	- 1,0	- 0,8	+ 2,3
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	- 0,8	-12,0	...	...	...	...	...	...	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.
Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

¹ Autres que les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui figurent sous la rubrique 4.1.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS
D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS ¹

(en pourcentage du total)

	Franc belge	Mark allemand	Franc français	Floclin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Couronne danoise	Total des monnaies des pays de la C.E.E.	Dollar des Etats-Unis	Autres monnaies
Paiements d'importations										
1971	25,1	18,9	10,1	6,5	7,7	2,9	0,3	71,5	20,6	7,9
1972	27,1	18,6	11,9	6,6	7,4	3,0	0,3	74,9	18,3	6,8
1973	26,0	19,6	12,1	7,0	7,1	2,5	0,3	74,6	18,8	6,6
1974	25,1	20,1	11,0	7,8	5,8	2,2	0,1	72,1	21,0	6,9
1975	25,3	19,7	11,5	8,0	6,0	2,3	0,2	73,0	20,8	6,2
1976	25,9	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	69,8	25,1	5,1
1977	26,8	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,2	26,2	4,6
1978	27,6	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	72,9	22,0	5,1
1976 9 premiers mois	25,3	18,4	10,2	8,4	5,1	1,9	0,3	69,6	25,2	5,2
1977 3 premiers mois	26,8	18,2	10,0	8,5	3,8	1,8	0,3	69,4	26,1	4,5
6 premiers mois	27,0	17,8	9,9	8,6	3,7	1,8	0,3	69,1	26,3	4,6
9 premiers mois	26,9	18,0	9,9	8,3	3,6	1,9	0,4	69,0	26,5	4,5
1978 3 premiers mois	28,8	19,0	10,6	9,2	4,5	1,9	0,4	74,4	20,7	4,9
6 premiers mois	28,2	18,8	11,1	8,6	4,4	2,0	0,4	73,5	21,5	5,0
9 premiers mois	27,6	18,9	11,3	8,5	4,4	2,0	0,3	73,0	22,0	5,0
1979 3 premiers mois	28,3	18,4	10,9	8,5	4,7	1,9	0,2	72,9	22,1	5,0
Recettes d'exportations										
1971	46,2	17,7	8,5	6,7	2,3	0,7	...	82,1	14,5	3,4
1972	46,0	18,1	10,3	6,9	2,3	1,2	0,1	84,9	11,9	3,2
1973	48,9	17,4	11,3	6,7	2,0	1,1	0,2	87,6	9,7	2,7
1974	52,1	16,4	10,5	6,7	2,2	1,0	0,3	89,2	8,2	2,6
1975	50,4	16,3	10,9	6,5	2,5	1,0	0,1	87,7	10,0	2,3
1976	47,4	17,4	11,1	6,6	1,8	1,1	0,2	85,6	12,0	2,4
1977	45,1	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	82,8	14,6	2,6
1978	43,8	17,3	12,0	7,4	2,3	1,4	0,3	84,5	12,6	2,9
1976 9 premiers mois	47,6	17,7	11,3	6,5	1,9	1,2	0,2	86,4	11,4	2,2
1977 3 premiers mois	46,5	16,2	10,8	6,8	2,2	1,4	0,1	84,0	13,5	2,5
6 premiers mois	46,1	16,0	10,7	6,8	2,1	1,5	0,2	83,4	14,0	2,6
9 premiers mois	45,3	16,3	10,9	6,7	2,0	1,5	0,2	82,9	14,4	2,7
1978 3 premiers mois	45,9	16,7	11,7	7,3	2,2	1,1	0,3	85,2	12,0	2,8
6 premiers mois	44,7	17,1	11,6	7,3	2,2	1,3	0,2	84,4	12,7	2,9
9 premiers mois	44,1	17,0	12,1	7,3	2,3	1,3	0,2	84,3	12,8	2,9
1979 3 premiers mois	43,3	17,9	12,6	7,2	2,2	1,8	0,3	85,3	11,6	3,1

¹ Il s'agit uniquement des règlements d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.
Bulletin de la Banque Nationale de Belgique : XLVIII^e année, vol. I, n° 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations

en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme »; LIII^e année, tome I, n° 6 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise »; LIII^e année, tome II, n° 3 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1977 ». — LIV^e année, Tome I n° 1 : « Réforme des données publiées au chapitre IX ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT AU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

à la date du 31 juillet 1979

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	100 francs belges		1 mark allemand		1 florin des Pays-Bas		1 franc français		100 livres italiennes		1 couronne danoise		1 livre irlandaise	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique	—	—	15,3665	16,0740	14,18	14,8325	6,65375	6,96	3,2365	3,6490	5,4445	5,6950	58,2225	60,9020
Deutsche Bundesbank	6,221	6,508	—	—	0,90225	0,94375	0,42335	0,44285	0,2059	0,2322	0,34645	0,36235	3,705	3,875
Nederlandsche Bank	6,7420	7,0520	1,0596	1,10835	—	—	0,4588	0,4799	0,223175	0,2516	0,375425	0,392700	4,0145	4,1995
Banque de France	14,3680	15,0290	2,2581	2,3621	2,0838	2,1796	—	—	0,47560	0,53620	0,8001	0,8369	8,5555	8,9495
Banca d'Italia	2.740,44	3.089,61	430,698	485,576	397,434	448,074	186,490	210,252	—	—	152,605	172,045	1.631,85	1.839,78
Danmarks Nationalbank	17,5585	18,3665	2,7596	2,8866	2,54645	2,66365	1,19490	1,24985	0,5813	0,6553	—	—	10,4555	10,9365
Central Bank of Ireland	1,64198	1,71755	0,258060	0,269937	0,238130	0,249089	0,111739	0,116881	0,0543545	0,0612801	0,0914343	0,0956424	—	—

X - 2a. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre
1971 ³	49,65	13,66 ¹ 14,21 ²	—	9,00	120,00	7,97	49,04	13,80 ¹ 13,99 ³	9,62	11,54 ¹ 12,15 ³	71,38	6,63	191,99 ¹ 199,07 ³	6,97	11,89	174,50	100,01
1971 ⁴	46,92	14,07	—	8,49	116,64	7,67	46,61	13,95	9,36	11,83	68,21	6,45	194,00	6,84	11,30	172,52	93,79
1971 ⁵	45,19	13,81	—	8,64	115,24	7,61	45,20	13,83	9,27	11,57	68,67	6,38	191,03	6,74	10,93	167,08	90,22
1972	44,01	13,80	—	8,73	114,62 ⁶ 105,88 ⁷	7,55	44,44	13,71	9,26	11,53	68,51	6,34	190,51	6,68	10,63	163,58	88,03
1973 ⁸	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,33	6,69	10,57	164,90	88,10
1973 ⁹	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69
1973 ¹⁰	38,05	14,23 ¹¹ 15,17 ¹²	—	8,76	93,72	6,53	38,03	13,75 ¹³ 14,48 ¹⁴	8,87	12,37	66,36	6,46	194,99 ¹⁵ 205,99 ¹⁶	6,74 ¹⁷ 7,11 ¹⁸	10,15	160,66	76,10
1974	38,95	15,06	13,39	8,68 ¹⁹ 8,07 ²⁰	91,09	5,99	39,84	14,49	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91
1975	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,24	73,61
1976	38,60	15,34 ²¹ 15,31 ²²	13,04	8,76 ²³ 7,93 ²⁴	69,85	4,67	39,17	14,61	8,89 ²¹ 8,76 ²²	15,45	65,76 ²⁵ 56,91 ²⁶	6,42 ²¹ 6,25 ²²	215,39	7,10 ²¹ 7,00 ²²	10,01	128,71	78,49 ²⁷ 44,25 ²⁸
1977	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,71 ²⁹ 8,21 ³⁰ 7,31 ³¹	14,95	52,88 ³² 42,00 ³³	6,24 ²⁹ 5,98 ³⁰ 5,76 ³¹	216,99	6,98 ²⁹ 6,81 ³⁰ 6,47 ³¹	9,64 ³⁴ 8,67 ³⁵	114,34 ³⁶ 90,69 ³⁷	41,84
1978	31,49	15,65 ³⁸ 15,77 ³⁹	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,72 ³⁸ 5,68 ³⁹	216,97	6,38 ⁴⁰ 5,98 ⁴¹ 5,89 ⁴² 5,81 ⁴³	8,19 ⁴⁰ 7,58 ⁴⁴	79,30 ⁴⁵ 68,45 ⁴⁶	39,56 ⁴⁷ 31,12 ⁴⁸ 29,21 ⁴⁹

1 Moyenne du 1er janvier au 4 mai 1971.
 2 Moyenne du 1er janvier au 13 août 1971.
 3 Moyenne du 11 mai au 13 août 1971. Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai.
 4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.
 5 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.
 6 Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.
 7 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972. Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin.
 8 Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.
 9 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.
 10 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
 11 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
 12 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
 13 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
 14 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
 15 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
 16 Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.
 17 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
 18 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
 19 Moyenne du 1er au 1er janvier 1974.
 20 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 20 janvier.
 21 Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.
 22 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.
 23 Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.
 24 Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.

25 Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.
 26 Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.
 27 Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.
 28 Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.
 29 Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.
 30 Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.
 31 Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.
 32 Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.
 33 Moyenne du 16 juillet au 31 décembre 1977.
 34 Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.
 35 Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.
 36 Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.
 37 Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.
 38 Moyenne du 1er janvier au 13 octobre 1978.
 39 Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.
 40 Moyenne du 1er janvier au 10 février 1978.
 41 Moyenne du 13 février au 13 octobre 1978.
 42 Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.
 43 Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.
 44 Moyenne du 13 février au 31 décembre 1978.
 45 Moyenne du 1er janvier au 5 mai 1978.
 46 Moyenne du 8 mai au 31 décembre 1978.
 47 Moyenne du 1er janvier au 31 octobre 1978.
 48 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1er au 9 novembre.
 49 Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.

X - 2b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 livre irlandaise
1977 2 ^e trim.	36,16	15,32	13,15	7,30	62,17	4,08	34,36	14,65	{ 8,72 ¹ 8,27 ²	14,41	52,41	{ 6,26 ¹ 6,01 ²	215,44	{ 6,98 ¹ 6,85 ²	{ 9,17 ³ 8,89 ⁴	93,63	42,01	—
3 ^e trim.	35,64	15,43	13,40	7,29	61,88	4,04	33,32	14,54	{ 8,13 ⁵ 7,38 ⁶	14,87	{ 51,52 ⁷ 41,98 ⁸	{ 5,94 ⁵ 5,80 ⁶	217,23	{ 6,74 ⁵ 6,53 ⁶	8,73	90,93	41,58	—
4 ^e trim.	34,81	15,65	14,11	7,20	63,14	3,97	31,59	14,54	7,28	15,95	42,02	5,74	219,21	6,45	8,40	86,07	41,26	—
1978 1 ^{er} trim.	32,27	15,55	13,59	6,79	62,22	3,74	29,01	14,51	6,96	16,72	40,14	5,68	216,32	{ 6,38 ⁹ 5,96 ¹⁰	{ 8,19 ⁹ 7,59 ¹⁰	80,15	39,41	—
2 ^e trim.	32,47	15,63	14,75	7,05	59,58	3,77	28,84	14,60	7,03	16,96	40,51	5,75	217,34	6,01	7,65	{ 76,88 ¹¹ 72,04 ¹²	39,79	—
3 ^e trim.	31,63	15,75	16,42	7,21	61,05	3,77	27,68	14,55	7,08	18,87	42,04	5,74	218,34	5,98	7,67	69,77	40,02	—
4 ^e trim.	29,60	{ 15,76 ¹³ 15,77 ¹⁷	15,56	6,89	58,68	3,56	25,12	14,54	6,81	18,20	41,88	{ 5,69 ¹³ 5,68 ¹⁹	215,91	{ -5,94 ¹³ 5,89 ²⁰ 5,81 ¹⁸	7,42	64,87	{ 38,13 ²¹ 31,12 ²² 29,21 ²³	—
1979 1 ^{er} trim.	29,28	15,79	14,54	6,86	59,04	3,49	24,70	14,62	6,72	17,49	42,23	5,68	215,58	5,76	7,38	62,02	{ 28,57 ²⁴ 18,87 ²⁷	60,16 ²⁶
2 ^e trim.	30,28	15,98	13,82	6,92	63,01	3,58	26,15	14,67	6,92	17,67	45,43	5,64	217,31	5,87	7,59	61,61	19,30	60,66
1978 Juillet ..	32,37	15,76	16,22	7,29	61,31	3,82	28,79	14,60	7,13	17,96	41,72	5,78	218,77	6,00	7,71	71,24	40,47	—
Août ...	31,50	15,74	16,68	7,23	61,03	3,76	27,64	14,53	7,09	18,82	42,06	5,72	218,31	5,98	7,66	69,65	40,01	—
Sept. ...	31,06	15,76	16,35	7,12	60,81	3,74	26,67	14,51	7,02	19,78	42,31	5,72	217,94	5,96	7,63	68,50	39,59	—
Oct.	29,08	{ 15,76 ¹³ 15,78 ¹⁴	15,82	6,90	58,34	3,58	24,59	14,51	6,78	18,89	41,60	{ 5,69 ¹³ 5,67 ¹⁴	216,41	{ 5,94 ¹³ 5,86 ¹⁴	7,39	65,45	38,13	—
Nov. ...	29,95	15,72	15,61	6,87	58,67	3,55	25,54	14,52	6,84	17,87	42,07	5,69	214,94	5,91	7,46	64,75	{ 31,12 ¹⁵ 29,41 ¹⁶	—
Déc. ...	29,81	15,83	15,20	6,90	59,09	3,54	25,28	14,60	6,80	17,77	42,00	5,68	216,38	{ 5,91 ¹⁷ 5,81 ¹⁸	7,42	64,33	29,18	—
1979 Janv. .	29,15	15,78	14,76	6,87	58,46	3,49	24,51	14,61	6,71	17,46	41,72	5,69	215,44	5,76	7,36	62,55	{ 28,57 ²⁴ 18,84 ²⁵	—
Févr. ...	29,27	15,77	14,61	6,85	58,66	3,49	24,50	14,60	6,71	17,48	42,28	5,69	215,40	5,74	7,37	61,91	18,84	—
Mars ...	29,43	15,82	14,26	6,86	59,97	3,50	25,07	14,66	6,74	17,51	42,68	5,67	215,89	5,77	7,40	61,59	18,93	60,16 ²⁶
Avril ...	30,03	15,86	13,90	6,90	62,26	3,56	26,19	14,67	6,84	17,51	44,18	5,69	216,10	5,84	7,50	61,68	19,17	60,75
Mai	30,54	16,01	14,02	6,93	62,85	3,59	26,43	14,70	6,95	17,69	46,24	5,67	217,61	5,89	7,63	61,99	19,39	60,65
Juin ..	30,25	16,06	13,84	6,93	63,87	3,58	25,82	14,64	6,97	17,81	45,81	5,57	218,17	5,87	7,64	61,27	19,34	60,58
Juillet ..	29,21	16,01	13,50	6,88	66,00	3,56	25,12	14,55	6,92	17,74	44,20	5,57	218,15	5,79	7,60	60,26	19,03	60,48

1 Cours du 1^{er} avril 1977.

2 Moyenne du 4 avril au 30 juin 1977.

3 Moyenne du 1^{er} au 4 avril 1977.

4 Moyenne du 5 avril au 30 juin 1977.

5 Moyenne du 1^{er} juillet au 26 août 1977.

6 Moyenne du 29 août au 30 septembre 1977.

7 Moyenne du 1^{er} au 8 juillet 1977.

8 Moyenne du 11 juillet au 30 septembre 1977.

9 Moyenne du 1^{er} janvier au 10 février 1978.

10 Moyenne du 13 février au 31 mars 1978.

11 Moyenne du 1^{er} avril au 5 mai 1978.

12 Moyenne du 8 mai au 30 juin 1978.

13 Moyenne du 1^{er} au 13 octobre 1978.

14 Moyenne du 16 au 31 octobre 1978.

15 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1^{er} au 9 novembre.

16 Moyenne du 28 au 30 novembre 1978.

17 Moyenne du 1^{er} au 11 décembre 1978.

18 Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.

19 Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.

20 Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.

21 Moyenne du 1^{er} au 31 octobre 1978.

22 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1^{er} au 9 novembre.

23 Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.

24 Cours du 2 janvier 1979.

25 Moyenne du 3 au 31 janvier 1979.

26 Moyenne du 13 au 31 mars 1979.

27 Moyenne du 3 janvier au 31 mars 1979.

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)		
1971 2	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 3	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 4	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 5	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 6	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 7	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1977 2 ^e trimestre	36,16	36,19	36,26	+ 1,46	+ 1,47
3 ^e trimestre	35,64	35,72	35,76	+ 0,23	+ 0,22
4 ^e trimestre	34,81	34,84	34,87	+ 0,65	+ 0,13
1978 1 ^{er} trimestre	32,27	32,27	32,36	+ 0,18	+ 0,07
2 ^e trimestre	32,47	32,55	32,59	- 2,23	- 2,20
3 ^e trimestre	31,63	32,46	32,53	- 1,24	- 1,82
4 ^e trimestre	29,60	30,57	30,62	- 0,57	- 1,68
1979 1 ^{er} trimestre	29,28	29,73	29,77	- 2,78	- 2,61
2 ^e trimestre	30,28	31,18	31,23	- 2,04	- 1,99
1978 Juillet	32,37	32,79	32,86	- 2,55	- 2,52
Août	31,50	32,40	32,50	- 0,29	- 1,23
Septembre	31,06	32,21	32,26	- 0,95	- 1,74
Octobre	29,08	30,72	30,74	+ 1,60	- 0,99
Novembre	29,95	30,65	30,74	- 1,73	- 2,15
Décembre	29,81	30,31	30,33	- 1,92	- 2,00
1979 Janvier	29,15	29,66	29,70	- 2,49	- 2,26
Février	29,27	29,73	29,75	- 2,73	- 2,59
Mars	29,43	29,80	29,85	- 3,13	- 2,98
Avril	30,03	30,58	30,63	- 2,90	- 2,78
Mai	30,54	31,55	31,55	- 2,18	- 2,18
Juin	30,25	31,39	31,50	- 1,05	- 1,01
Juillet	29,21	30,60	30,67	+ 0,82	+ 0,78

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

3 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

4 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

5 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

6 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

7 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

X - 4. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

	Franc belge		Indice B.N.B. pondéré par les	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.		Indices du Fonds Monétaire International										
1971	99,6	99,7	100,3	96,8	103,6	102,4	98,4	100,0	98,8	101,0	99,7	104,4	99,2	99,3
1972	103,5	104,0	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973	105,0	106,3	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974	106,4	107,2	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975	108,1	108,9	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976	110,5	110,7	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1977	116,8	117,3	111,9	86,7	143,1	128,1	98,5	63,0	58,6	121,5	105,9	161,5	113,7	116,6
1978	<i>p</i> 121,9	<i>p</i> 122,3	114,9	78,6	153,1	158,9	98,6	63,9	55,7	124,5	98,3	198,6	114,8	108,3
1977 2 ^e trimestre	116,3	117,4	111,9	87,4	141,4	124,9	98,5	62,5	58,8	122,0	108,8	154,9	114,2	118,5
3 ^e trimestre	117,0	118,1	112,4	86,8	144,0	129,0	99,0	62,7	58,6	121,5	104,4	161,5	113,1	116,2
4 ^e trimestre	117,4	118,5	112,3	84,7	146,9	138,1	98,1	64,2	57,6	121,4	97,6	174,1	111,1	112,7
1978 1 ^{er} trimestre	121,2	122,6	116,0	81,9	152,6	141,0	95,9	66,3	56,7	125,2	98,0	190,8	114,1	111,7
2 ^e trimestre	120,4	121,7	114,4	80,7	151,3	152,0	98,8	62,4	56,2	124,4	98,1	188,1	115,0	107,7
3 ^e trimestre	119,6	121,0	113,0	76,6	150,5	171,5	100,3	63,3	55,7	122,4	98,2	207,0	113,4	105,8
4 ^e trimestre	<i>p</i> 123,2	<i>p</i> 125,1	116,3	75,2	158,0	171,2	99,2	63,6	54,4	126,1	98,8	208,6	116,6	108,0
1979 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 124,0	<i>p</i> 126,7	117,2	76,1	160,0	161,5	100,1	64,9	53,9	127,5	98,7	203,3	118,0	106,9
2 ^e trimestre	<i>p</i> 121,7	<i>p</i> 124,2	115,6	77,8	159,1	150,0	99,1	68,3	54,3	126,1	99,6	202,5	114,5	107,1
1978 Juillet	118,6	120,1	112,3	77,9	149,4	166,5	100,7	63,0	56,0	122,2	97,9	195,0	113,4	105,5
Août	119,5	121,1	112,9	76,0	150,4	175,1	100,5	63,3	55,5	122,4	98,3	207,1	113,1	105,9
Septembre	120,2	121,9	113,7	76,0	151,7	172,9	99,6	63,5	55,6	122,6	98,5	219,0	113,7	106,1
Octobre	<i>p</i> 123,3	<i>p</i> 125,3	116,6	73,9	158,2	175,9	99,6	63,4	55,0	125,6	98,8	217,4	116,9	108,5
Novembre	<i>p</i> 123,3	<i>p</i> 125,2	116,1	75,7	157,3	171,2	98,6	63,4	54,1	126,2	98,9	204,7	116,4	108,2
Décembre	<i>p</i> 123,0	<i>p</i> 125,1	116,2	76,0	158,5	166,5	99,5	64,1	54,1	126,4	98,7	203,7	116,6	107,3
1979 Janvier	<i>p</i> 124,1	<i>p</i> 127,0	117,3	75,7	160,1	164,4	100,5	64,3	53,9	127,5	98,7	202,9	118,3	106,9
Février	<i>p</i> 124,2	<i>p</i> 127,1	117,3	76,2	160,0	162,4	100,0	64,6	53,9	127,4	98,7	203,5	118,3	106,7
Mars	<i>p</i> 123,5	<i>p</i> 126,3	117,0	76,5	160,0	157,8	99,9	65,9	54,0	127,6	98,8	203,6	117,3	107,0
Avril	<i>p</i> 122,4	<i>p</i> 125,0	116,3	77,4	158,7	151,2	99,5	67,9	54,4	126,8	99,0	201,9	116,3	107,3
Mai	<i>p</i> 121,4	<i>p</i> 123,9	115,2	78,1	158,8	150,0	98,8	67,7	54,2	126,0	99,6	201,6	114,5	107,0
Juin	<i>p</i> 121,4	<i>p</i> 123,9	115,4	77,8	159,9	148,9	99,1	69,2	54,3	125,5	100,3	204,0	112,6	106,9
Juillet	<i>p</i> 122,4	<i>p</i> 125,0												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LIII^e année, tome I, no 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge ».*

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes <i>cédées</i> aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)	(8)	(9)	
1974	512,8	522,6	513,4	523,2	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975	609,5	620,0	652,3	662,8	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977 3 premiers mois	156,3	159,4	247,5	250,6	- 91,2	2,2	25,4	- 23,2	- 114,4
6 premiers mois	347,8	354,4	473,3	479,9	- 125,5	4,3	47,8	- 43,5	- 169,0
9 premiers mois	552,4	561,9	662,0	671,5	- 109,6	6,5	71,1	- 64,6	- 174,2
12 mois	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978 3 premiers mois	181,3	184,1	281,4	284,2	- 100,1	2,4	25,4	- 23,0	- 123,1
6 premiers mois	400,7	406,6	538,3	544,2	- 137,6	4,8	50,2	- 45,4	- 183,0
7 premiers mois	506,9	513,8	624,1	631,0	- 117,2	5,6	60,4	- 54,8	- 172,0
8 premiers mois	569,1	576,9	688,5	696,3	- 119,4	6,5	70,4	- 63,9	- 183,3
9 premiers mois	630,8	639,6	759,4	768,2	- 128,6	7,5	78,2	- 70,7	- 199,3
10 premiers mois	724,4	734,2	834,9	844,7	- 110,5	8,5	87,2	- 78,7	- 189,2
11 premiers mois	784,6	795,5	887,5	898,4	- 102,9	9,3	96,2	- 86,9	- 189,8
12 mois	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979 1 ^{er} mois	73,4	75,4	84,6	86,6	- 11,2	1,0	14,7	- 13,7	- 24,9
2 premiers mois	131,5	135,7	190,1	194,3	- 58,6	1,9	25,4	- 23,5	- 82,1
3 premiers mois	190,0	196,5	291,7	298,2	- 101,7	2,8	37,3	- 34,5	- 136,2
4 premiers mois	286,5	295,3	392,1	400,9	- 105,6	3,8	43,4	- 39,6	- 145,2
5 premiers mois	349,8	360,9	469,4	480,5	- 119,6	5,0	51,3	- 46,3	- 165,9
6 premiers mois	424,6	438,1	566,4	579,9	- 141,8	6,1	59,7	- 53,6	- 195,4

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres des colonnes (1) et (3) comprennent certaines recettes fiscales (et les dépenses correspondantes) qui étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds Spécial

des Communes et aux Communautés Européennes. Ils ne comprennent, ni en recettes, ni en dépenses, les droits de douane, et à partir de 1979, la partie de la T.V.A. *cédée* comme moyens propres aux Communautés Européennes, qui sont par contre compris dans les colonnes (2) et (4).
⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)		
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9	
1975	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4	
1976	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9	
1977 3 premiers mois	-114,4	+ 8,8	- 10,3	-115,9	...	-115,9	+ 42,0	...	+ 69,7	+ 4,2	...	...	+ 73,9	
6 premiers mois	-169,0	+ 10,9	- 22,4	-180,5	...	-180,5	+ 90,4	...	+ 75,5	+ 6,8	...	+ 7,8	+ 90,1	
9 premiers mois	-174,2	+ 6,1	- 35,3	-203,4	...	-203,4	+151,4	+ 8,7	+ 51,3	+ 4,1	...	- 12,1	+ 52,0	
12 mois	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2	
									Fonds des Rentes	Autres				
1978 3 premiers mois	-123,1	+ 5,2	- 14,6	-132,5	...	-132,5	+ 66,1	...	+ 5,7	+ 55,1	+ 5,8	...	- 0,2	+ 66,4
6 premiers mois	-183,0	+ 10,3	- 27,4	-200,1	...	-200,1	+114,3	...	+ 34,2	+ 42,9	+ 9,1	...	- 0,4	+ 85,8
7 premiers mois	-172,0	+ 9,2	- 31,3	-194,1	...	-194,1	+114,3	...	+ 32,7	+ 41,8	+ 5,7	...	- 0,4	+ 79,8
8 premiers mois	-183,3	+ 6,8	- 35,7	-212,2	...	-212,2	+114,3	...	+ 23,3	+ 66,7	+ 6,7	...	+ 1,2	+ 97,9
9 premiers mois	-199,3	+ 7,8	- 40,9	-232,4	...	-232,4	+164,9	...	+ 25,9	+ 33,7	- 0,9	+ 7,6	+ 1,2	+ 67,5
10 premiers mois	-189,2	+ 8,9	- 47,2	-227,5	...	-227,5	+164,8	...	+ 17,6	+ 29,5	+ 2,0	+ 12,5	+ 1,1	+ 62,7
11 premiers mois	-189,8	- 0,4	- 52,3	-242,5	...	-242,5	+164,8	...	+ 20,7	+ 43,3	- 1,5	+ 12,5	+ 2,7	+ 77,7
12 mois	-178,7	+ 1,8	- 56,9	-233,8	...	-233,8	+194,0	...	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979 1 ^{er} mois	- 24,9	+ 2,7	- 7,8	- 30,0	...	- 30,0	+ 0,3	...	- 2,2	+ 23,3	+ 9,0	- 0,3	- 0,1	+ 29,7
2 premiers mois	- 82,1	+ 0,8	- 11,9	- 93,2	...	- 93,2	+ 48,1	...	+ 6,9	+ 38,2	+ 0,4	- 0,3	- 0,1	+ 45,1
3 premiers mois	-136,2	+ 1,4	- 17,8	-152,6	...	-152,6	+ 35,4	...	+ 13,3	+107,2	- 2,8	- 0,2	- 0,3	+117,2
4 premiers mois	-145,2	- 4,0	- 23,2	-172,4	...	-172,4	+ 60,8	...	+ 24,2	+ 77,6	+ 10,2	- 0,1	- 0,3	+111,6
5 premiers mois	-165,9	+ 2,3	- 29,3	-192,9	...	-192,9	+ 53,5	...	+ 34,7	+ 89,5	+ 1,1	+ 14,5	- 0,4	+139,4
6 premiers mois	-195,4	+ 12,2	- 37,4	-220,6	...	-220,6	+112,6	...	+ 33,1	+ 43,4	+ 3,2	+ 28,7	- 0,4	+108,0

1 Cf. tableau XI-1.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie ou F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 16,7	+108,7	+ 0,6
1976	-131,6	- 1,5	-133,1	+ 82,3	- 4,3	+ 45,4	+123,4	+ 9,7
1977 3 premiers mois	-114,4	+ 7,6	-106,8	+ 32,9	- 1,0	+ 73,0	+104,9	+ 1,9
6 premiers mois	-169,0	+ 7,8	-161,2	+ 71,3	- 0,4	+ 86,1	+157,0	+ 4,2
9 premiers mois	-174,2	+ 2,7	-171,5	+119,9	- 6,1	+ 60,8	+174,6	- 3,1
12 mois	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	- 6,7	+ 44,2	+172,2	- 4,8
1978 3 premiers mois	-123,1	+ 5,0	-118,1	+ 51,6	- 0,2	+ 57,9	+109,3	+ 8,8
6 premiers mois	-183,0	+ 7,5	-175,5	+ 89,9	- 0,2	+ 76,5	+166,2	+ 9,3
7 premiers mois	-172,0	+ 5,8	-166,2	+ 86,6	- 0,2	+ 69,5	+155,9	+ 10,3
8 premiers mois	-183,3	+ 3,4	-179,9	+ 82,3	- 0,2	+ 79,8	+161,9	+ 18,0
9 premiers mois	-199,3	+ 4,5	-194,8	+127,7	- 0,3	+ 44,4	+171,8	+ 23,0
10 premiers mois	-189,2	+ 4,4	-184,8	+122,7	- 0,4	+ 36,2	+158,5	+ 26,3
11 premiers mois	-189,8	- 5,4	-195,2	+118,1	- 0,4	+ 44,7	+162,4	+ 32,8
12 mois	-178,7	- 4,1	-182,8	+143,7	- 0,4	+ 11,2	+154,5	+ 28,3
1979 1 ^{er} mois	- 24,9	+ 3,4	- 21,5	- 8,2	...	+ 17,6	+ 9,4	+ 12,1
2 premiers mois	- 82,1	- 0,9	- 83,0	+ 37,8	...	+ 31,7	+ 69,5	+ 13,5
3 premiers mois	-136,2	+ 0,1	-136,1	+ 18,9	- 0,1	+ 96,8	+115,6	+ 20,5
4 premiers mois	-145,2	- 5,9	-151,1	+ 39,6	- 0,1	+ 88,8	+128,3	+ 22,8
5 premiers mois	-165,9	+ 0,7	-165,2	+ 26,0	- 0,1	+111,1	+137,0	+ 28,2
6 premiers mois	-195,4	+ 8,7	-186,7	+ 78,9	- 0,1	+ 61,7	+140,5	+ 46,2

1 Cf. tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paratatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

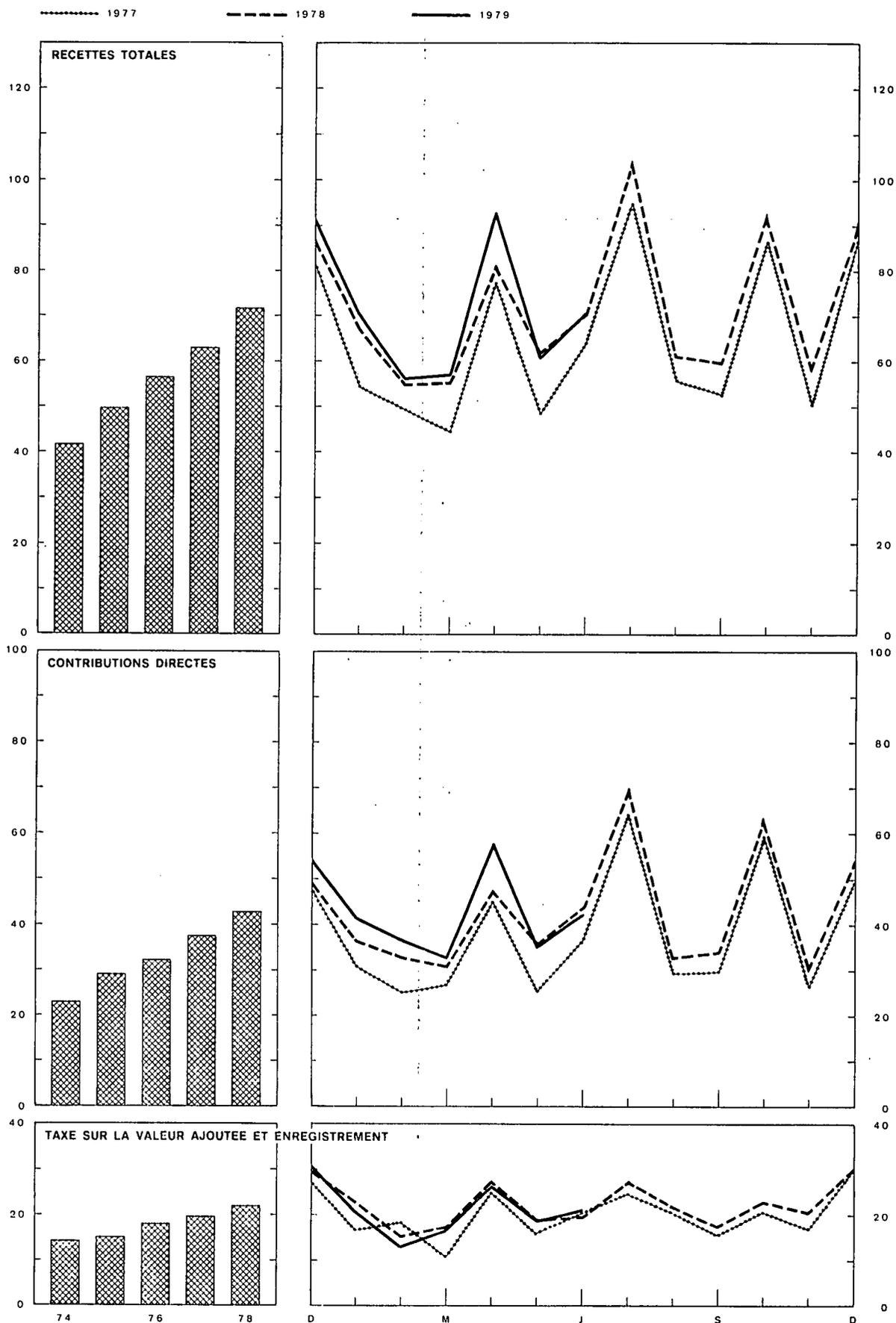
6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI-4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE (1)

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



1 Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales ⁴	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1974	275,3	62,1	52,6	168,2	496,1	5,1	501,2	62,3	168,2	505,8	510,9
1975	349,4	78,5	62,4	179,5	591,3	6,6	597,9	73,0	179,5	601,9	608,5
1976	388,0	91,7	68,7	215,2	671,9	7,2	679,1	80,8	215,2	684,0	691,2
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1977 2 ^e trimestre	107,2	23,9	18,6	61,7	187,5	1,9	189,4	22,1	61,7	191,0	192,9
3 ^e trimestre	122,7	29,9	17,4	61,2	201,3	2,1	203,4	20,3	61,2	204,2	206,3
4 ^e trimestre	135,7	47,7	18,6	67,8	222,1	1,9	224,0	21,6	67,8	225,1	227,0
1978 1 ^{er} trimestre	101,1	1,6	18,3	56,3	175,7	2,3	178,0	21,1	56,3	178,5	180,8
2 ^e trimestre	127,5	24,1	18,2	66,7	212,4	2,0	214,4	21,3	66,7	215,5	217,5
3 ^e trimestre	136,9	31,0	19,0	67,3	223,2	2,7	225,9	21,9	67,3	226,1	228,8
4 ^e trimestre	148,5	52,0	17,9	74,6	241,0	2,5	243,5	21,0	74,6	244,1	246,6
1979 1 ^{er} trimestre	111,9	2,7	19,2	50,7	181,8	2,6	184,4	22,3	54,2	188,4	191,0
2 ^e trimestre	135,8	28,9	20,0	67,1	222,9	3,0	225,9	23,6	70,5	229,9	232,9
1978 Juin	43,7	1,8	5,9	20,1	69,7	0,8	70,5	7,1	20,1	70,9	71,7
Juillet	69,9	29,2	6,1	27,5	103,5	0,8	104,3	7,1	27,5	104,5	105,3
Août	33,0	0,3	5,8	22,0	60,8	0,9	61,7	6,6	22,0	61,6	62,5
Septembre	34,0	1,5	7,1	17,8	58,9	1,0	59,9	8,2	17,8	60,0	61,0
Octobre	63,4	28,3	5,2	23,2	91,8	0,9	92,7	6,2	23,2	92,8	93,7
Novembre	31,3	0,8	6,2	21,0	58,5	0,8	59,3	7,3	21,0	59,6	60,4
Décembre	53,8	22,9	6,5	30,4	90,7	0,8	91,5	7,5	30,4	91,7	92,5
1979 Janvier	41,8	1,5	6,8	21,1	69,7	0,9	70,6	7,7	22,2	71,7	72,6
Février	36,9	0,1	5,8	13,0	55,7	0,8	56,5	6,8	14,3	58,0	58,8
Mars	33,2	1,1	6,6	16,6	56,4	0,9	57,3	7,8	17,7	58,7	59,6
Avril	57,9	27,2	7,6	26,6	92,1	0,9	93,0	8,7	27,7	94,3	95,2
Mai	35,4	0,4	6,0	19,1	60,5	1,0	61,5	7,2	20,2	62,8	63,8
Juin	42,5	1,3	6,4	21,4	70,3	1,1	71,4	7,7	22,6	72,8	73,9

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.
² Y compris le produit des versements anticipés.
³ Certaines de ces recettes fiscales étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds Spécial des Communes

et aux Communautés Européennes. Non compris les droits de douane et à partir de 1979 une partie de la T.V.A., cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).
⁴ Droits de succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1978 ²		1978 : Juin ²		1979 : Juin	
	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations
A. Recettes courantes ³ :						
I. Contributions directes	514,0	534,9	43,7	42,9	42,5	44,9
précompte immobilier	1,5	1,4	0,2	0,2	0,1	0,1
précompte mobilier	41,2	37,5	3,9	3,8	6,0	5,4
versements anticipés	108,8	125,5	1,8	2,0	1,3	1,4
impôts de sociétés (rôles)	7,0	5,0	0,3	0,3	- 1,3	- 1,3
impôts de personnes physiques (rôles)	50,0	41,0	3,4	2,5	3,2	3,2
précompte professionnel	293,5	311,7	33,2	33,0	32,1	34,9
divers	12,0	12,8	0,9	1,1	1,1	1,2
II. Douanes et accises	73,4	73,6	5,9	6,4	6,4	5,6
III. T.V.A. et enregistrement	264,9	299,9	20,1	22,3	21,4	21,4
B. Recettes en capital	9,5	9,7	0,8	0,8	1,1	1,0
Total ³ ...	861,8	918,1	70,5	72,4	71,4	72,9
Différence par rapport aux évaluations ...	- 56,3		- 1,9		- 1,5	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	873,7	931,4	71,7	.....	73,9	.....
Différence par rapport aux évaluations ...	- 57,7					

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.
² Y compris les recettes affectées (cf. note ³ du tableau XI-4).
³ Non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Commu-

nautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.
 N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, n^o 8, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e an-

née, vol. II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1978 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1978 ». — XLIX^e année, vol. I, n^o 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le *Moniteur*, vol. I, n^o 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit		
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,8	—	—	—	5,6	155,9	—	10,5	—	15,9	0,8	189,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	19,8	—	—	—	—	—	309,1	—	2,1	—	6,3	—	337,3
	Obligations	58,2	—	—	—	—	—	9,9	—	22,4	—	—	—	123,3
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	—	1,0	—	—	—	340,6	—	83,1	311,2	736,2
	Divers	—	7,0	8,6	—	79,0	—	—	—	0,6	—	31,2	0,1	126,5
	(Actions et parts)	(430,5)	(4,1)	(0,9)	—	(0,1)	(...)	(3,1)	(—)	(2,1)	(8,2)	(...)	(...)	(449,0)
	Total ...	78,0	8,1	8,6	—	80,0	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	0,8	1.512,8
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,3	0,5	—	0,9	—	1,9	—	3,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	—	—	—	—	0,8	0,7	—	2,0	—	14,0	—	17,8
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	5,6	—	—	—	—	—	5,6
	Obligations accessibles à tout placeur	26,5	2,5	—	0,2	0,3	0,6	15,5	1,8	14,7	8,8	1,7	—	72,6
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	0,2	0,1	0,5	12,1	—	8,7	6,7	5,5	2,7	36,5
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	3,8	—	—	0,6	0,2	43,7	—	48,3
Divers	28,4	—	7,6	0,4	—	5,1	—	—	—	—	—	6,1	47,6	
(Actions et parts)	(1,1)	—	(23,7)	(14,0)	(...)	—	(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(41,9)	
	Total ...	55,2	2,5	7,6	0,8	0,4	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	8,8	232,0
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,5	0,6	—	4,6	—	2,6	70,1	—	—	—	—	28,4	111,8
	Certificats à un an au plus	—	0,1	—	0,3	—	6,7	14,2	6,0	28,2	—	14,6	—	70,1
	Obligations accessibles à tout placeur	223,2	5,1	—	3,0	7,7	2,3	238,0	10,0	100,2	81,6	36,6	—	707,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	1,9	64,0	—	10,8	1,5	1,1	—	79,5
	Divers	—	1,2	—	—	—	3,1	4,3	—	10,2	3,3	0,8	—	24,0
	Total ...	228,7	7,2	—	7,9	10,8	14,6	390,6	16,0	149,4	86,4	53,1	28,4	993,1
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	0,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	29,2	—	—	—	24,7	—	53,9
	Obligations accessibles à tout placeur	51,1	0,2	—	0,5	0,2	0,3	30,9	4,4	19,9	14,6	5,1	—	127,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	7,8	—	17,5	1,7	4,6	0,4	32,0
	Autres emprunts à plus d'un an	—	9,2	—	—	—	—	—	—	19,7	—	168,8	—	197,7
Divers	4,2	1,0	7,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	12,6	
	Total ...	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	0,4	424,1
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	0,7	0,5	—	2,2
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	1,4	—	—	1,9	0,4	—	4,1
	Réserves de sécurité sociale	39,3	—	—	—	—	—	10,5	—	—	—	—	—	49,8
Divers	60,5	—	3,6	—	—	—	0,3	6,2	—	3,4	—	12,8	86,8	
	Total ...	99,8	—	3,6	—	0,4	10,8	8,7	—	6,0	0,9	12,8	12,8	143,0
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	0,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,7	58,3	—	4,7	—	9,1	3,1	75,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	141,8	—	—	—	—	—	141,8
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	687,9	—	—	—	—	—	687,9
	Obligations	15,8	—	—	0,1	0,1	—	39,5	—	2,5	6,0	—	—	64,0
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,6	—	—	—	26,3	—	—	—	—	—	41,9
	Divers	—	5,3	12,8	—	1,7	—	5,2	—	0,6	—	—	—	25,6
	(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(7,0)	(—)	(0,1)	(1,6)	(—)	(...)	(9,4)
	Total ...	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	0,7	959,6	—	7,8	6,0	9,1	3,1	1.037,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Secteurs													
	Indéterminés et ajustements													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	584,3	5,9	1,4	35,0	2,5	—	—	9,0	1,5	0,7	...	640,3	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	2,7	5,9	2,8	2,1	—	1,2	14,7	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	797,4	—	—	—	—	—	797,4	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	23,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23,0	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	220,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	220,5	
	Autres dépôts à un an au plus	173,7	0,1	—	...	0,2	—	—	—	8,3	...	0,7	183,0	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	115,4	...	—	—	—	115,4	
	Dépôts à plus d'un an	30,7	...	—	...	...	—	0,7	...	0,1	...	...	31,5
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	57,6	—	—	...	...	—	0,1	—	0,1	0,4	—	58,2
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	—	—	...	...	...	0,1	76,3
(Actions et parts)	(24,7)	—	(0,2)	—	—	—	(2,2)	(—)	(0,6)	(0,8)	—	(28,5)		
Total ...	1.090,0	6,0	1,7	35,0	2,7	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	76,3	2.160,9	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	0,1	...	—	—	...	0,2	0,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,9	—	—	—	—	2,9	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	9,1	—	10,2	—	0,8	20,1	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	...	3,3	
Total ...	—	—	2,8	...	—	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	0,6	26,5	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	23,1	0,3	...	0,4	4,9	...	...	...	7,4	1,5	0,1	37,7
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	...	—	...	...	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,2	...	—	...	...	0,2
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	402,6	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	402,6
	Autres dépôts à un an au plus	32,1	2,1	0,4	1,2	5,7	4,9	—	0,1	13,0	0,8	...	60,3	
	Dépôts à plus d'un an	56,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	56,1	
	Bons de caisse à un an au plus	23,7	...	—	...	...	...	0,5	—	...	...	...	24,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	102,0	...	—	...	...	...	2,6	—	0,8	0,9	0,1	106,4
	Réserves mathématiques	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4	
Divers	14,5	...	0,2	7,2	...	0,1	0,1	...	...	0,2	18,9	41,2	
(Actions et parts)	(3,1)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,3)	(0,3)	—	(5,7)		
Total ...	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	5,0	3,5	...	0,9	21,3	2,6	19,0	730,2	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	71,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,7	
	Réserves mathématiques	282,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	282,3	
	Divers	35,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	2,3	37,8
	(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(2,9)	
Total ...	389,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	6,0	...	—	0,1	...	...	0,1	...	0,2	...	...	6,4
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,2	0,1	...	1,6	...	0,1	5,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,2	—	10,4	0,2	2,1	12,9
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	55,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	55,5
	Autres dépôts à un an au plus	14,0	4,9	—	14,9	9,8	0,7	5,8	—	0,1	1,5	1,0	52,7	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	44,6	...	...	...	...	...	1,6	—	...	1,5	0,7	48,4
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	4,0	—	...	...	0,6	4,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	251,1	0,5	...	0,9	6,3	...	35,4	1,8	37,5	24,6	8,1	366,2	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	4,1	9,9	32,9	19,2	3,7	79,8
	Divers	8,2	...	23,5	...	...	...	3,2	...	0,2	...	0,4	25,9
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,8)		
Total ...	379,4	5,4	23,5	15,9	19,3	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	32,8	692,9	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	13,0	8,2	—	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	—	127,5
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(13) = (1) + (12)	Total des créances	3.046,8	60,3	84,2	69,0	134,4	859,5	2.195,8	28,7	752,4	358,6	697,5	185,3	8.472,5

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
													Secteurs		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)	
ENTREPRISES PRIVEES ET PARTICULIERS (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,3	—	—	—	3,8	182,1	—	14,6	—	7,6	3,9	212,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	22,3	—	—	—	—	—	370,6	—	4,2	—	9,7	—	406,8	
	Obligations	61,7	—	—	—	0,1	—	10,6	—	24,6	38,5	—	—	135,5	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	—	1,9	—	—	—	400,8	90,3	363,9	—	857,2	
	Divers	—	7,3	8,8	—	86,3	—	—	—	—	0,2	3,9	0,2	106,7	
	(Actions et parts)	(455,0)	(4,9)	(2,1)	—	(0,1)	(...)	(2,5)	(—)	(2,3)	(9,9)	(...)	(...)	(...)	(476,8)
	Total ...	84,0	7,9	8,8	...	88,3	3,8	563,3	—	444,4	132,7	381,4	3,9	1.718,5	
ORGANISMES PUBLICS D'EXPLOITATION (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,2	0,7	—	1,5	—	2,1	—	4,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	—	—	—	—	1,5	1,3	—	—	—	9,6	—	12,7	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	9,1	—	—	—	—	—	9,1	
	Obligations accessibles à tout placeur	39,0	2,4	—	0,2	0,2	0,4	16,2	1,8	17,2	9,4	1,6	—	88,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	0,2	—	0,4	12,2	—	10,7	6,8	5,3	3,3	38,9	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	0,1	—	3,8	—	—	—	—	—	—	53,3	
Divers	21,1	0,1	9,1	0,3	—	4,8	—	—	0,5	0,2	48,7	—	46,0		
(Actions et parts)	(1,1)	—	(25,9)	(14,7)	(...)	—	(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(44,8)		
	Total ...	60,4	2,5	9,1	0,8	0,2	11,1	39,5	1,8	29,9	16,4	67,3	13,9	252,9	
ETAT (TRÉSOR) (3)	Fonds de tiers	6,3	—	—	4,4	—	5,0	77,5	—	—	—	—	34,5	127,7	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	14,7	49,2	7,4	20,7	—	23,8	—	115,9	
	Obligations accessibles à tout placeur	258,2	5,2	—	4,1	9,3	1,8	260,2	7,8	118,9	88,0	37,0	—	790,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	1,4	58,9	—	10,9	1,3	1,1	—	73,8	
	Divers	—	1,4	—	—	—	14,9	1,0	4,1	—	11,5	7,3	—	40,9	
		Total ...	264,5	6,8	—	8,6	24,2	23,9	449,9	15,2	162,0	96,6	62,6	34,5	1.148,8
SECTEUR PUBLIC NON COMPRIS AILLEURS (DONT POUVOIRS SUBORDONNES) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	33,4	—	—	—	—	—	63,9	
	Obligations accessibles à tout placeur	61,8	0,2	—	0,5	0,2	0,2	32,9	3,4	23,2	11,7	5,2	—	139,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	8,9	—	16,6	1,5	5,6	0,6	33,2	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	8,8	—	—	—	—	—	—	23,3	—	195,9	—	228,0	
Divers	5,6	1,1	8,1	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	15,5		
	Total ...	67,4	10,1	8,1	0,5	0,2	0,2	75,3	3,4	63,1	13,2	237,9	0,6	480,0	
SÉCURITÉ SOCIALE (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	0,5	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Réserves de sécurité sociale	15,3	—	—	—	—	—	10,9	—	5,1	1,8	0,4	—	11,2	
Divers	69,9	—	1,6	—	—	—	0,3	6,9	—	3,4	—	—	26,2		
	Total ...	85,2	...	1,6	...	0,4	11,2	10,9	...	5,1	5,2	0,4	6,8	126,8	
ETRANGER (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	1,6	—	—	—	—	—	1,6	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,5	67,1	—	6,8	—	12,5	0,5	87,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,9	—	—	—	—	—	149,9	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	720,9	—	—	—	—	—	720,9	
	Obligations	13,6	—	—	0,1	0,1	—	35,4	—	2,4	5,5	—	—	57,1	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	12,9	—	—	—	29,9	—	—	—	—	—	42,8	
Divers	—	5,5	13,9	—	1,7	—	4,6	—	0,7	—	—	—	26,4		
(Actions et parts)	—	(0,3)	(0,4)	—	—	—	(—)	(7,2)	(—)	(0,1)	(2,7)	(—)	(...)	(10,7)	
	Total ...	13,6	5,5	26,8	0,1	1,8	0,5	1.009,4	...	9,9	5,5	12,5	0,5	1.086,1	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	(13) = (1) + (12)													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	617,3	6,6	1,4	41,9	2,3	—	—	...	10,7	2,8	1,1	...	684,1
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	7,5	7,4	...	1,7	—	0,8	...	17,4
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	856,4	—	—	—	—	—	—	856,4
	Autres dépôts en devises à un an au plus	31,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31,4
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	253,9
	Autres dépôts à un an au plus	227,9	...	—	...	0,3	—	—	—	6,5	...	1,9	...	236,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	146,5	...	—	—	—	...	146,5
	Dépôts à plus d'un an	28,8	...	—	—	1,3	...	0,1	30,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	73,4	—	—	—	0,1	—	0,4	0,5	—	...	74,4
	Divers	0,3	...	0,3	—	—	...	—	—	0,3	86,1	87,0
(Actions et parts)	(27,6)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(...)	(0,6)	(0,7)	—	—	(31,4)	
Total ...	1.233,0	6,6	1,7	41,9	2,6	863,9	155,3	...	19,4	3,3	4,1	86,1	2.417,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	—	...	—	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	3,7	—	—	—	—	—	3,7	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,2	—	0,6	10,2	—	4,4	—	0,3	15,7	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	...	0,4	
Total ...	—	—	2,8	0,2	—	0,6	13,9	—	4,4	—	0,3	0,4	22,6	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	28,8	...	...	0,4	6,1	...	—	...	3,2	0,6	0,1	39,2
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	458,6	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	458,6
	Autres dépôts à un an au plus	34,1	2,6	0,2	1,5	4,2	5,9	—	1,0	19,1	0,8	...	69,4	
	Dépôts à plus d'un an	61,0	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	61,0
	Bons de caisse à un an au plus	26,2	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	26,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	126,3	...	—	...	...	—	3,5	—	0,6	0,6	0,1	131,1
	Réserves mathématiques	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	
Divers	11,9	...	0,4	9,9	...	0,2	0,3	...	...	...	...	29,3	
(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,1)	(0,2)	—	(6,1)		
Total ...	747,9	2,6	0,6	11,8	10,3	6,1	4,3	...	1,6	22,9	1,5	29,4	839,0	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	79,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	79,8	
	Réserves mathématiques	306,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	306,5	
	Divers	5,9	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	1,6	7,9
(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(3,0)		
Total ...	392,2	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	1,6	394,2
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	7,4	...	—	0,8	...	—	...	—	0,3	...	...	8,5
	Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	0,1	—	0,2	...	0,9	—	0,3	0,1	1,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,0	—	12,3	0,3	3,4	20,0	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	72,1	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	72,1
	Autres dépôts à un an au plus	16,9	6,1	...	15,7	9,1	1,9	5,5	—	0,2	2,6	0,4	58,4	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	47,7	...	...	...	...	—	0,4	—	0,1	0,4	0,4	49,0
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	1,0	3,9	—	—	—	0,4	5,3
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	289,5	0,5	...	1,0	5,8	7,1	37,3	1,8	43,1	23,3	7,8	417,2	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	2,7	5,2	11,8	—	40,3	18,2	3,1	6,5
	Divers	2,8	...	28,4	...	...	0,9	...	...	0,3	...	0,8	34,3
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)		
Total ...	436,5	6,6	28,4	17,6	17,6	16,3	62,9	1,8	97,2	45,1	16,6	40,9	787,5	
Secteurs indeter-minés et ajustements (12)	16,5	7,7	72,3	2,5	26,5	15,1	7,9	—	148,5
	Total des créances	3.384,7	65,1	88,3	81,5	153,3	937,6	2.457,0	24,7	863,5	356,0	792,5	218,6	9.422,8

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements
		Entreprises privées et particuliers	Orga- nismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Orga- nismes princi- pale- ment moné- taires	Fonds des Rentés	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit		
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,5				- 1,8	+26,2		+ 4,1		- 8,3	+ 3,1	+ 22,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 2,5						+61,5		+ 2,1		+ 3,4	...	+ 69,5
	Obligations	+ 3,5					+ 2,1 ¹	+ 0,7		+ 2,2	+ 5,8	...	...	+ 14,3
	Autres emprunts à plus d'un an									+60,2	+ 7,2	+52,7	...	+121,0
	Divers		+ 0,3	+ 0,2		+ 0,9	+ 7,4	+41,4		- 0,4	+27,4	+ 0,1	...	+ 21,6
(Actions et parts)	(+20,3)	(+ 0,8)	(+ 1,2)		(...)	(- 1,5) ¹	(- 0,6)	(-)	(+ 0,2)	(+ 1,7)	(...)	(...)	(...)	(+ 22,1)
	Total ...	+ 6,0	- 0,2	+ 0,2		+ 8,3	+41,7	+ 88,4		+68,2	-14,4	+47,9	+ 3,1	+249,2
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses						- 0,1	+ 0,2		+ 0,6		+ 0,1	...	+ 0,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances						+ 0,7	+ 0,6		- 2,0		- 4,4	...	- 5,1
	Certificats à un an au plus							+ 3,5						+ 3,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+12,5	- 0,1		+ 0,1	- 0,2	- 0,2	+ 0,7		+ 2,5	+ 0,6	- 0,1	...	+ 15,8
	Obligations non accessibles à tout placeur						- 0,1	+ 0,1		+ 2,0	+ 0,1	- 0,2	+ 0,6	+ 2,5
	Autres emprunts à plus d'un an										- 0,1		+ 5,1	+ 5,0
Divers	- 7,3	+ 0,1	+ 1,5	- 0,1		- 0,3							+ 4,5	- 1,6
(Actions et parts)	(...)		(+ 2,2)	(...)	(...)		(...)	(-)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 2,3)
	Total ...	+ 5,2		+ 1,5		- 0,2		+ 5,1		+ 3,0	+ 0,7	+ 0,5	+ 5,1	+ 20,9
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,8	- 0,6		- 0,2		+ 2,4	+ 7,4					+ 6,1	+ 15,9
	Certificats à un an au plus				- 0,2		+ 11,1	+35,0	+ 1,4	- 7,5		+ 9,1		+ 48,9
	Obligations accessibles à tout placeur	+35,0			+ 1,1	+ 1,7	- 0,5	+22,2	- 2,2	+18,8	+ 6,3	+ 0,4		+ 82,8
	Obligations non accessibles à tout placeur						- 0,5	- 5,1			- 0,1			- 5,7
	Divers		+ 0,2			+11,8	- 0,1	- 0,2		+ 1,3	+ 4,0			+ 17,0
	Total ...	+35,8	- 0,4		+ 0,7	+13,5	+ 12,4	+59,3	- 0,8	+12,6	+10,2	+ 9,5	+ 6,1	+158,9
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)													0,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses							- 0,6						- 0,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 4,2				+ 5,8		+ 10,0
	Obligations accessibles à tout placeur	+10,7			+ 0,1			+ 1,9	- 1,0	+ 3,3	- 2,9			+ 12,1
	Obligations non accessibles à tout placeur							+ 1,1		- 0,9	- 0,2	+ 1,0	+ 0,2	+ 1,2
	Autres emprunts à plus d'un an		- 0,5							+ 3,6		+27,2		+ 30,3
Divers	+ 1,4	+ 0,2	+ 1,0								+ 0,3		+ 2,9	
	Total ...	+12,1	- 0,3	+ 1,0	+ 0,1			+ 6,6	- 1,0	+ 6,0	- 3,1	+34,3	+ 0,2	+ 55,9
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses													0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 0,4						+ 0,4
	Certificats à un an au plus							- 1,0			- 0,7	- 0,5		- 2,2
	Obligations accessibles à tout placeur													7,1
	Obligations non accessibles à tout placeur							+ 2,2		+ 5,0	- 0,1			+ 7,1
	Réserves de sécurité sociale	+ 2,6					+ 0,4 ²							+ 3,0
Divers	+ 9,4		- 2,0				+ 0,7					- 6,0	+ 2,1	
	Total ...	+12,0		- 2,0		+ 0,4	+ 2,3		+ 5,0	- 0,8	- 0,5	- 6,0	+ 10,4	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)							+ 1,0						+ 1,0
	Acceptations, effets commerciaux et promesses						- 0,2	+ 8,7		+ 2,1		+ 3,5	- 2,6	+ 11,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 8,1						+ 8,1
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ³							+30,9						+ 30,9
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 3,6												+ 3,6
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+22,7												+ 22,7
	Obligations	+12,9							- 4,1		- 0,1	- 0,5		+ 8,2
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique			+ 0,4				+ 3,5					- 3,1	+ 0,8
	Divers	+30,4	+ 0,2	+ 1,1				- 0,5		+ 0,1				+ 31,3
	(Actions et parts)	(- 0,5) ⁴	(+ 0,1)	(...)				(-)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(+ 1,2)	(-)	(...)	(+ 0,9)
	Total ...	+69,6	+ 0,2	+ 1,5			- 0,2	+47,6		+ 2,1	- 0,5	+ 3,5	- 5,7	+118,1

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers														
		Organismes principalement monétaires (7)							Fonds des Rentes (8)							
		Intermédiaires financiers														
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)							Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)							
		Intermédiaires financiers publics de crédit (11)														
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)														
(18) = (1) à (12)		Total des créances														
Organismes principalement monétaires (7)		Monnaie	+ 32,9	+ 0,7	...	+ 6,9	- 0,1	...	+ 4,8	+ 1,5	- 2,8	+ 1,8	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 43,8
		Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 4,8	—	—	+ 0,4	—	+ 0,4	...	+ 2,7
		Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	+ 60,9	—	—	—	—	—	...	+ 60,9
		Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 8,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 8,4
		Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 33,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 33,4
		Autres dépôts à un an au plus	+ 54,3	- 0,1	—	...	+ 0,1	—	—	—	—	- 1,9	...	+ 1,2	...	+ 53,6
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	—	+ 31,1	...	—	—	...	...	+ 31,1
		Dépôts à plus d'un an	- 1,9	—	—	—	—	—	+ 0,6	...	—	—	—	—	...	- 1,3
		Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 15,8	—	—	...	—	—	—	...	...	+ 0,3	+ 0,1	...	...	+ 16,2
		Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	+ 9,8	+ 10,1
		(Actions et parts)	(+ 2,8)	—	(...)	—	—	—	—	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	—	—	(+ 2,9)
		Total ...	+142,9	+ 0,6	...	+ 6,9	...	+ 65,7	+ 33,2	- 2,8	- 0,2	+ 1,4	+ 1,4	+ 9,8	+ 258,9	
Fonds des Rentes (8)		Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	- 0,1	...	—	...	—	—	...	- 0,2	- 0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
		Certificats à un an au plus	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,6	+ 1,2	—	- 5,8	—	- 0,5	—	—	+ 4,3
		Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Total ...	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,5	+ 1,9	—	- 5,8	—	- 0,5	- 0,2	—	- 3,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)		Monnaie	+ 5,7	- 0,3	...	...	+ 1,2	...	...	—	...	- 4,2	- 0,9	...	+ 1,5	
		Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	...	+ 0,2
		Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 56,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 56,0
		Autres dépôts à un an au plus	+ 2,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	- 1,5	+ 1,0	—	—	+ 0,9	+ 6,1	...	...	+ 9,1	
		Dépôts à plus d'un an	+ 5,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 5,0
		Bons de caisse à un an au plus	+ 2,5	—	—	—	—	—	- 0,5	—	—	—	—	—	...	+ 2,0
		Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 24,3	—	—	...	—	—	+ 0,9	—	- 0,2	- 0,3	...	...	...	+ 24,7
		Réserves mathématiques	- 0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	- 0,4
		Divers	- 2,6	...	+ 0,2	+ 2,7	...	+ 0,1	+ 0,2	...	...	...	- 0,2	+ 10,4	...	+ 10,8
		(Actions et parts)	(+ 0,7)	—	—	—	—	—	—	(—)	(- 0,2)	(- 0,1)	—	—	...	(+ 0,4)
		Total ...	+ 92,5	+ 0,2	...	+ 3,0	- 0,3	+ 1,1	+ 0,8	...	+ 0,7	+ 1,6	- 1,1	+ 10,4	+ 108,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Réserves de sécurité sociale	+ 8,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 8,1
		Réserves mathématiques	+ 24,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 24,2
		Divers	- 29,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8	...	+ 29,9
		(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	...	(+ 0,1)
		Total ...	+ 3,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8	+ 2,4	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)		Monnaie	+ 1,3	...	—	+ 0,6	...	—	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 2,0	
		Argent à très court terme (francs belges)	+ 0,2	—	—	...	—	- 2,9	- 0,2	...	- 0,7	—	+ 0,3	...	- 3,3	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	—	+ 3,8	—	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,3	...	+ 7,1	
		Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 16,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 16,6
		Autres dépôts à un an au plus	+ 2,9	+ 1,2	—	+ 0,9	- 0,7	+ 1,2	- 0,4	—	+ 0,1	+ 1,2	- 0,7	...	+ 5,7	
		Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 3,1	...	...	...	...	—	- 1,2	—	+ 0,1	- 1,2	- 0,2	...	+ 0,6	
		Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	+ 0,9	—	—	—	—	- 0,2	...	+ 0,7	
		Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 38,3	...	...	+ 0,2	- 0,4	+ 7,1	+ 1,9	...	+ 5,6	- 1,3	- 0,4	...	+ 51,0	
		Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	- 0,6	+ 1,1	+ 1,9	—	+ 7,4	- 1,0	- 0,5	- 0,3	+ 8,0	
		Divers	- 5,3	...	+ 4,9	...	...	- 2,3	...	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 8,4	+ 6,2	
		(Actions et parts)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
		Total ...	+ 57,1	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,7	- 1,7	+ 5,1	+ 5,8	...	+ 14,5	- 2,1	(...)	+ 8,1	+ 94,6	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			—	+ 3,5	...	...	- 0,5	- 3,1	+ 10,1	+ 0,5	+ 4,9	+ 4,4	+ 0,1	—	+ 19,9	
(18) = (1) à (12)		Total des créances	+ 436,4	+ 4,8	+ 7,1	+ 12,6	+ 19,1	+ 123,6	+ 261,1	- 4,1	+ 111,0	- 2,6	+ 95,1	+ 30,1	+ 1094,2	

1 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1.

2 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

3 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	78,0	8,1	8,6	...	80,0	174,7	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	1.331,7	0,8	1.512,8
2. Organismes publics d'exploitation	55,2	2,5	7,6	0,8	0,4	66,5	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	145,6	8,8	232,0
3. Etat (Trésor)	228,7	7,2	—	7,9	10,8	254,6	14,6	390,6	16,0	149,4	86,4	53,1	695,5	28,4	993,1
4. Secteur public non compris ailleurs	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	73,4	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	350,0	0,4	424,1
5. Sécurité sociale	99,8	...	3,6	...	0,4	103,8	10,8	8,7	...	...	6,0	0,9	15,6	12,8	143,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	517,0	28,2	26,8	9,2	91,8	673,0	42,4	977,2	22,2	609,6	271,5	657,9	2.538,4	51,2	3.305,0
7. Etranger	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	51,4	0,7	959,6	...	7,8	6,0	9,1	982,5	3,1	1.037,7
8. Organismes principalement monétaires	1.090,0	6,0	1,7	35,0	2,7	1.135,4	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	149,1	76,3	2.160,9
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	...	—	2,8	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	23,0	0,6	26,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	677,9	5,0	3,5	...	0,9	21,3	2,6	28,3	19,0	730,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	389,1	...	0,4	...	...	389,5	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	379,4	5,4	23,5	15,9	19,3	443,5	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	205,4	32,8	692,9
13. Total des intermédiaires financiers	2.514,0	13,8	29,0	59,7	32,6	2.649,1	816,4	194,7	4,6	113,4	70,4	22,7	405,8	131,0	4.002,3
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	13,0	...	...	8,2	21,2	.....	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	106,3	—	127,5
15. Total des créances	3.046,8	60,3	84,2	69,0	134,4	3.394,7	859,5	2.195,8	28,7	752,4	358,6	697,5	4.033,0	185,3	8.472,5
Solde des créances et des dettes ...	+1.534,0	- 171,7	- 908,9	- 355,1	- 8,6	+ 89,7	- 178,2	+ 34,9	+ 2,2	+ 22,2	- 33,2	+ 4,6	+ 30,7	+ 57,8	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1976

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	84,0	7,9	8,8	...	88,3	189,0	3,8	563,3	—	444,4	132,7	381,4	1.521,8	3,9	1.718,5
2. Organismes publics d'exploitation	60,4	2,5	9,1	0,8	0,2	73,0	11,1	39,5	1,8	29,9	16,4	67,3	154,9	13,9	252,9
3. Etat (Trésor)	264,5	6,8	—	8,6	24,2	304,1	23,9	449,9	15,2	162,0	96,6	62,6	786,3	34,5	1.148,8
4. Secteur public non compris ailleurs	67,4	10,1	8,1	0,5	0,2	86,3	0,2	75,3	3,4	63,1	13,2	237,9	392,9	0,6	480,0
5. Sécurité sociale	85,2	...	1,6	...	0,4	87,2	11,2	10,9	...	5,1	5,2	0,4	21,6	6,8	126,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	561,5	27,3	27,6	9,9	113,3	739,6	50,2	1.138,9	20,4	704,5	264,1	749,6	2.877,5	59,7	3.727,0
7. Etranger	13,6	5,5	26,8	0,1	1,8	47,8	0,5	1.009,4	...	9,9	5,5	12,5	1.037,3	0,5	1.086,1
8. Organismes principalement monétaires	1.233,0	6,6	1,7	41,9	2,6	1.285,8	863,9	155,3	...	19,4	3,3	4,1	182,1	86,1	2.417,9
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,2	—	3,0	0,6	13,9	—	4,4	—	0,3	18,6	0,4	22,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	747,9	2,6	0,6	11,8	10,3	773,2	6,1	4,3	...	1,6	22,9	1,5	30,3	29,4	839,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	392,2	...	0,4	...	...	392,6	...	...	...	...	...	...	...	1,6	394,2
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	436,5	6,6	28,4	17,6	17,6	506,7	16,3	62,9	1,8	97,2	45,1	16,6	223,6	40,9	787,5
13. Total des intermédiaires financiers	2.809,6	15,8	33,9	71,5	30,5	2.961,3	886,9	236,4	1,8	122,6	71,3	22,5	454,6	158,4	4.461,2
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	16,5	...	...	7,7	24,2	...	72,3	2,5	26,5	15,1	7,9	124,3	—	148,5
15. Total des créances	3.384,7	65,1	88,3	81,5	153,3	3.772,9	937,6	2.457,0	24,7	863,5	356,0	792,5	4.493,7	218,6	9.422,8
Solde des créances et des dettes ...	+1.666,2	- 187,8	-1.060,5	- 398,5	+ 26,5	+ 45,9	- 148,5	+ 39,1	+ 2,1	+ 24,5	- 38,2	+ 5,0	+ 32,5	+ 70,1	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1976

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 6,0	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,3	+ 14,3	+ 41,7	+ 88,4	—	+ 68,2	- 14,4	+ 47,9	+ 190,1	+ 3,1	+ 249,2
2. Organismes publics d'exploitation	+ 5,2	...	+ 1,5	...	- 0,2	+ 6,5	...	+ 5,1	...	+ 3,0	+ 0,7	+ 0,5	+ 9,3	+ 5,1	+ 20,9
3. Etat (Trésor)	+ 35,8	- 0,4	—	+ 0,7	+ 13,5	+ 49,6	+ 12,4	+ 59,3	- 0,8	+ 12,6	+ 10,2	+ 9,5	+ 90,8	+ 6,1	+ 158,9
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 12,1	- 0,3	+ 1,0	+ 0,1	...	+ 12,9	...	+ 6,6	- 1,0	+ 6,0	- 3,1	+ 34,3	+ 42,8	+ 0,2	+ 55,9
5. Sécurité sociale	+ 12,0	...	- 2,0	...	...	+ 10,0	+ 0,4	+ 2,3	...	+ 5,0	- 0,8	- 0,5	+ 6,0	- 6,0	+ 10,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 71,1	- 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 21,6	+ 93,3	+ 54,5	+ 161,7	- 1,8	+ 94,8	- 7,4	+ 91,7	+ 339,0	+ 8,5	+ 495,3
7. Etranger	+ 79,0	+ 0,2	+ 1,5	...	...	+ 80,7	- 0,2	+ 47,6	...	+ 2,1	- 0,5	+ 3,5	+ 52,7	- 5,7	+ 127,5
8. Organismes principalement monétaires	+ 142,9	+ 0,6	...	+ 6,9	...	+ 150,4	+ 65,7	+ 33,2	- 2,8	- 0,2	+ 1,4	+ 1,4	+ 33,0	+ 9,8	+ 258,9
9. Fonds des Rentes	—	—	...	+ 0,2	—	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,9	—	- 5,8	—	- 0,5	- 4,4	- 0,2	- 3,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 92,5	+ 0,2	...	+ 3,0	- 0,3	+ 95,4	+ 1,1	+ 0,8	...	+ 0,7	+ 1,6	- 1,1	+ 2,0	+ 10,4	+ 108,9
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	+ 3,2	...	...	...	...	+ 3,2	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8	+ 2,4
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 57,1	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,7	- 1,7	+ 63,2	+ 5,1	+ 5,8	...	+ 14,5	- 2,1	...	+ 18,2	+ 8,1	+ 94,6
13. Total des intermédiaires financiers	+ 295,7	+ 2,0	+ 4,9	+ 11,8	- 2,0	+ 312,4	+ 72,4	+ 41,7	- 2,8	+ 9,2	+ 0,9	- 0,2	+ 48,8	+ 27,3	+ 460,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.....	+ 3,5	...	...	- 0,5	+ 3,0	- 3,1	+ 10,1	+ 0,5	+ 4,9	+ 4,4	+ 0,1	+ 20,0	—	+ 19,9
15. Total des créances	+ 445,8	+ 4,8	+ 7,1	+ 12,6	+ 19,1	+ 489,4	+ 123,6	+ 261,1	- 4,1	+ 111,0	- 2,6	+ 95,1	+ 460,5	+ 30,1	+ 1.103,6
Solde des créances et des dettes	+ 196,6	- 16,1	- 151,8	- 43,3	+ 8,7	- 5,9	- 3,9	+ 2,2	- 0,2	+ 2,1	- 5,0	+ 0,5	- 0,4	+ 10,2	—

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976, LIII^e année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total (5) = (1) à (4) (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets 6	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9			Divers 12
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations 8	Fonds des Rentes		Autres intermédiaires financiers 11	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires 6	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires 7		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres 10		
		(1)	(2)	(3)			(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		(14)	(15)
1970	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	...	5,4	37,0	- 45,6
1971 (ancien. série)	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	...	4,4	41,7	- 49,0
1971 (nouv. sér.) 13	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	...	4,4	41,7	- 44,7
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	2,5	6,0	38,6	- 51,8
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	...	9,6	32,4	- 53,3
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	...	10,1	44,3	- 45,1
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 Mars	689,5	498,7	118,6	37,1	1.343,9	148,0	475,9	81,7	558,3	576,9	48,7	13,0	6,0	71,3	- 59,0
Juin	732,2	500,7	123,7	30,7	1.387,3	147,1	490,2	91,1	592,0	607,7	50,2	14,8	11,3	71,3	- 80,7
Septembre ...	722,7	511,7	131,4	28,8	1.394,6	118,0	507,0	90,1	606,2	618,1	55,8	...	3,6	82,6	- 68,7
Décembre	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1978 Mars	752,0	556,4	139,3	32,3	1.480,0	128,5	520,2	106,1	638,2	653,2	60,0	8,5	- 2,6	96,2	- 75,1
Juin	796,4	554,0	147,4	31,4	1.529,2	109,2	532,1	90,1	669,8	691,9	62,9	37,0	5,5	92,3	- 69,7
Septembre ...	780,0	573,2	151,2	32,1	1.536,5	83,2	526,4	104,9	692,0	712,6	61,1	28,7	5,8	97,4	- 63,0
Décembre	795,7	594,3	154,6	29,8	1.574,4	75,8	532,8	111,8	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	95,3	- 69,9
1979 Mars	792,2	p 622,9	161,6	30,8	1.607,5	104,5	p 575,0	p 109,8	p 734,6	p 743,6	p 59,6	29,3	4,2	p 99,4	p-108,9

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

3 Y compris le Fonds des Rentes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949; XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955; XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976; LII^e année, tome I, no 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5	58,0	58,0
2. F.M.I. — Participation	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0	19,7	19,4	19,6	20,2
— Prêts	—	—	—	—	—	—	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	0,7	0,7	...
— Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	24,7	23,1
— Autres	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,4	9,0	8,4
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,8	60,3
4. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	0,2	0,7	0,5	0,4	0,5	0,7	0,2	0,4	0,5	0,1
5. F.E.C.O.M.	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	5,8	16,5	16,9	12,0	11,9	13,7	12,0	13,9	20,0	8,8	10,6	19,8	25,8	21,1	p 23,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,1	99,9	105,5	101,2	108,2	110,7	98,6	106,1	86,1	83,8
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	168,3	196,3	222,6	232,2	256,1	235,2	252,0	257,2	258,1	250,4	249,9	241,7	254,4	290,5	p276,9
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	2,5	2,2	2,6	2,4	2,8	2,6	2,3	2,0	2,2	2,7
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	5,2	0,2	...	...	4,8	...	2,1	...	...
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	4,9	1,1	0,5	5,1	4,2	20,6	20,5	29,2	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	2,0	2,2	2,7	3,0	3,2	3,8	3,8	3,8	4,3	4,3	4,2	4,2	4,9	4,9
— autres	34,0	34,0	40,2	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1	37,9	37,9	37,9	37,9	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	4,5	6,3	7,9	5,2	...	5,4	3,4	4,1	7,6	2,5	3,1	10,1	12,1	8,3	9,2
b) effets commerciaux	4,8	10,6	15,2	14,9	10,3	26,2	19,3	20,9	32,1	17,4	10,6	30,1	41,2	28,9	p 36,8
c) avances	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	...	0,4	...	0,1	0,4	0,1	...	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie .....	...	2,5	...	...	2,9	3,6	14,8	...	2,8	8,5	37,0	28,7	16,0	29,3	49,1
b) autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	7,4	...	4,7	4,3	13,9	1,7	4,8
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	0,1	0,6	0,1	0,7	...	...
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,9	28,3	37,8	24,2	23,3	12,1	14,6	15,8	15,2	16,3	18,0	32,2	35,5	70,1	78,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	376,7	374,2	406,9	379,4	412,7	431,2	458,8	512,7	539,5

¹ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécularisation.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	...	...	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5	26,7	14,8	7,7
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,5	1,7	2,3	3,0	3,6	3,3	3,2	4,8	3,7	3,9	4,4	5,0	5,9	3,8	4,9
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	3,8	2,0	3,5	3,4	3,7	3,4	3,3	4,9	27,2	4,0	4,5	32,6	32,7	18,7	12,7
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	5,4	5,8	7,0	7,2	7,2	7,7	8,7	7,4	8,0	8,2	10,6	8,4	10,2	8,4	p 9,3
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	...	0,2	0,5	...	0,1	0,1	0,5	...	p 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	196,4	216,8	231,5	248,9	281,2	299,5	321,5	316,3	327,4	320,5	348,9	337,9	349,7	345,1	p370,8
— monnaie scripturale ⁵	0,6	0,6	0,5	0,3	0,9	1,2	0,7	0,9	0,5	0,5	0,7	0,5	0,8	0,5	p 0,9
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	p 0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	55,5	46,4	54,3	44,2	47,1	37,2	42,5	44,5	43,3	46,2	47,1	51,7	64,5	139,9	p145,6
TOTAL DU PASSIF ...	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	376,7	374,2	406,9	379,4	412,7	431,2	458,8	512,7	539,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	81-7-78	81-8-78	80-9-78	81-10-78	80-11-78	81-12-78	81-1-79	28-2-79	81-3-79	30-4-79	81-5-79	30-6-79	81-7-79
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5	72,5	72,5	58,0	58,0	58,0	58,0	58,0
2. F.M.I. — Participation	20,4	19,7	19,7	19,7	19,7	19,4	19,4	19,6	19,6	19,6	20,1	20,2	20,2
— Prêts	1,3	1,3	1,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	20,1	24,7	24,7	24,7	24,7	23,1	23,1	23,1
— Autres	9,7	9,7	9,7	9,7	9,5	9,4	9,4	9,4	9,0	8,8	8,5	8,4	8,2
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	70,8	64,6	60,4	60,3	66,3
4. Accords internationaux	0,7	0,5	0,2	0,5	0,2	0,4	0,6	0,4	0,5	0,2	0,4	0,1	0,5
5. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	3,3	3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	14,5	19,0	19,8	24,7	20,7	25,8	21,9	22,1	21,1	23,7	23,3	p 23,0	p 22,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	92,4	86,5	98,6	106,5	105,4	106,1	107,1	107,1	86,1	87,2	82,8	83,8	86,3
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	234,7	232,4	241,7	254,2	248,6	254,4	256,3	256,5	290,5	286,8	276,6	p276,9	p284,6
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,4	2,5	2,3	2,1	2,1	2,0	2,0	2,6	2,2	2,2	2,7	2,7	2,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	1,4	...	2,3	...	2,1	0,3	...	...	0,5	...	...	2,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9
— autres	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	3,6	11,5	10,1	14,5	10,5	12,1	9,4	9,9	8,3	8,7	9,1	9,2	7,9
b) effets commerciaux	17,6	29,8	30,1	38,3	29,3	41,2	31,9	27,9	28,9	30,4	31,3	p 36,8	p 35,8
c) avances .....	...	0,4	0,4	...	0,3	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	35,5	26,0	28,7	20,3	23,4	16,0	13,7	22,9	29,3	37,9	43,7	49,1	31,8
b) autres	2,8	4,1	4,3	5,2	7,4	13,9	13,7	6,3	1,7	...	...	4,8	7,9
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	2,3	0,1	1,1	0,8	0,7	...	0,1	...	0,2	...	...	0,1
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	19,3	18,3	32,2	31,7	32,2	35,5	33,0	33,4	70,1	70,6	77,6	78,3	76,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	397,3	410,0	431,2	451,0	435,9	458,8	442,0	441,3	512,7	518,9	522,6	539,5	531,9

¹ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	31-7-78	31-8-78	30-9-78	31-10-78	30-11-78	31-12-78	31-1-79	28-2-79	31-3-79	30-4-79	31-5-79	30-6-79	31-7-79
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	16,3	27,5	39,5	26,9	26,7	20,2	16,5	14,8	14,6	3,4	7,7	9,2
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	4,8	5,3	5,0	3,9	4,2	5,9	4,6	4,6	3,8	4,5	5,6	4,9	4,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	4,9	21,7	32,6	43,5	31,2	32,7	24,9	21,2	18,7	19,2	9,1	12,7	13,3
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	8,5	8,5	8,4	9,2	8,6	10,2	9,5	9,3	8,4	9,3	10,1	p 9,3	p 10,1
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,1	...	...	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	...	0,1	0,1	...	0,5	...	...	...	...	...	p 0,1	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	340,8	336,3	337,9	335,3	334,2	349,7	339,2	341,3	345,1	350,2	359,2	p370,8	p353,1
— monnaie scripturale ⁵	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,8	1,1	0,8	0,5	1,6	1,0	p 0,9	p 2,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	p 0,1	p 0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	42,5	43,0	51,7	62,3	61,3	64,5	67,2	68,7	139,9	138,5	143,1	p145,6	p153,1
TOTAL DU PASSIF ...	397,3	410,0	431,2	451,0	435,9	458,8	442,0	441,3	512,7	518,9	522,6	539,5	531,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.
³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.
⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.
⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	3,2	...	...	0,4	0,8	0,3	1,6	...	0,4	0,4	1,5	...	0,6	0,4	0,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	...	...	0,4	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	3,2	...	...	0,4	0,8	0,3	1,6	...	0,4	0,9	1,5	...	1,0	0,4	0,1
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	0,8	1,4	1,4	0,1	0,7	0,4	0,7	1,2	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,1	0,1	0,7	0,8	1,4	0,2	8,8	0,4	2,3	0,8
c) sur les banques de dépôts	0,5	0,1	0,5	...	...	1,4	...	1,7	0,7	0,6	0,3	...	0,4	...	1,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	55,9	64,4	64,0	65,0	70,1	77,5	81,8	83,9	81,2	80,3	88,0	89,3	79,2	84,0	82,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	7,1	7,6	8,1	8,3	8,7	10,0	10,1	10,4	10,5	10,3	10,1	10,4	10,8	10,7	^p 10,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	12,4	16,5	19,5	21,8	25,7	28,3	22,8	26,2	25,3	35,7	36,4	19,7	34,5	38,5	35,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,1	0,2	...	0,7	3,0	1,4	1,5	...	1,8	1,5	0,2	...	2,1	0,6	0,4
b) effets commerciaux	0,2	0,2	...	1,9	3,6	1,7	1,6	...	1,2	1,6	0,7	...	0,6	2,7	0,7
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6	0,6	^p 0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres .....	...	2,9	0,4	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,6	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	0,4	...	1,0	...	0,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	8,8 ⁶	7,3	11,1	14,0	18,1	23,1	15,8	13,6	20,1	19,7	16,7	26,4	27,4	22,4	24,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	89,0⁶	101,2	104,7	114,0	131,8	145,7	136,6	138,4	143,7	152,6	155,5	156,4	158,7	163,5	157,6

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	...	0,2	...	...	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...	...	...	...
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	0,5	...	0,2	...	...	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...	...	...	...
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets ²	0,5	0,7	0,3	0,4	1,2	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,6	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	2,5	2,3	2,2	2,7	2,5	2,8	2,6	2,3	2,0	2,2
b) envers les organismes publics	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,1	0,1	0,7	0,8	1,3	0,1	8,8	0,4	2,3	0,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	8,5	6,2	1,3	3,9	6,5	6,2	7,0	1,9	4,2	6,4	5,2	1,5	6,7	4,9	5,6	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :																
— monnaie fiduciaire ⁴	8,1	8,5	9,1	9,5	10,1	11,3	11,2	11,5	11,5	11,7	11,6	11,9	12,0	12,2	12,1	
— monnaie scripturale	51,5	63,2	65,7	67,5	75,0	81,1	85,6	91,6	86,0	86,0	89,7	86,7	85,4	91,5	88,8	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	19,6 ⁵	21,8	27,6	31,5	35,9	43,1	29,8	29,9	37,4	44,3	44,8	44,2	51,4	50,2	47,5	
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— à plus d'un an :																
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres																
TOTAL DU PASSIF ...	89,0 ⁵	101,2	104,7	114,0	131,8	145,7	136,6	138,4	143,7	152,6	155,5	156,4	158,7	163,5	157,6	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publiques qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 84,8.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	35,5	36,1	31,0	31,2	34,5	35,1	36,8	37,5	37,9	36,4
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	13,9	11,8	11,1	17,0	17,2	16,6	21,2	19,1	16,3	19,3	21,3	22,8	16,9	16,4	18,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	235,3	297,0	391,4	489,5	596,1	656,7	693,2	714,6	759,3	803,8	821,1	872,2	955,0	1.004,1	1.070,3
b) en francs belges	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	65,0	64,6	64,8	70,8	82,6	75,0	82,7	77,6	77,4	82,0
Total des créances sur l'étranger	296,3	367,8	486,0	598,8	702,7	773,8	815,1	829,5	877,6	940,2	952,5	1.014,5	1.087,0	1.135,8	1.206,9
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,3	5,7	6,9	7,0	7,1	7,6	8,0	8,6	7,3	7,9	8,0	10,2	8,3	10,0	8,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—
— autres	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,1	0,1	0,4	...
b) sur les organismes publics	8,5	6,2	1,3	4,0	6,5	6,2	9,1	1,9	4,2	6,4	5,1	1,4	6,7	4,9	5,6
c) sur les banques de dépôts	44,7	58,6	91,1	105,5	106,0	135,5	160,7	147,9	154,2	164,5	169,7	160,7	180,8	172,5	186,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	17,8	9,4	10,0	8,4	10,0	28,7	42,1	40,1	37,1	11,6	29,7	26,2	23,5	23,7	68,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	106,1	140,0	173,8	194,3	226,3	247,0	255,5	268,2	286,2	282,6	294,1	307,8	314,6	317,5	316,6
— autres	29,7	32,5	31,1	32,6	30,0	24,9	23,9	25,2	20,9	19,4	19,2	19,2	19,2	18,2	18,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	2,3	3,2	4,7	9,8	11,6	12,7	11,2	10,3	10,5	9,1	8,8	8,2	8,7	10,5	8,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	12,3	15,5	24,7	29,1	29,8	31,8	32,9	38,3	37,8	36,8	41,7	41,6	40,9	41,2	41,1
— autres	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	18,4	19,8	20,0	20,7	24,3
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	8,6	9,1	5,9	7,9	10,9	11,9	16,5	16,1	12,3	9,9	14,9	16,4	9,5	13,0	18,6
b) effets commerciaux	93,5	106,2	116,0	116,3	128,6	136,2	146,9	147,8	141,9	148,8	153,4	159,2	146,1	149,2	155,9
c) avances	139,9	172,3	219,4	252,3	309,5	371,7	379,2	405,1	424,0	452,1	449,0	480,4	493,1	517,3	521,8
d) autres créances à un an au plus	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	3,8	1,4	0,5	1,2	...
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	8,9	11,5	12,2	14,7	14,7	15,4	15,1	15,2	21,7	16,0	15,9	20,8	19,9	20,0	19,4
— autres	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	22,8	25,1	30,5	30,7	39,3	39,6	39,8	39,8	39,4	39,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	4,4	5,6	9,2	10,8	9,0	10,2	6,0	11,3	6,3	0,4	1,5	0,8	1,5	0,8	2,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,6	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	4,4	2,9	4,1	4,7	10,3	13,6	9,5	9,8	10,0	10,2	8,4	9,3	10,5	12,1	7,7
b) à plus d'un an :															
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	31,8	31,6	31,5	37,4	37,2	39,9	49,5	51,3	57,9	68,9	71,8	71,3	71,2	70,6	72,7
— autres	4,6	5,2	8,2	9,9	10,5	12,3	11,6	13,0	15,0	15,1	15,3	14,5	14,4	14,5	18,6
D. Autres	84,0	87,6	99,5	129,9	133,5	139,1	145,5	143,8	140,6	158,2	153,4	160,4	163,6	181,5	190,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.185,3	2.233,0	2.314,7	2.416,5	2.474,2	2.534,0	2.679,9	2.775,1	2.932,0

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédits.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	267,0	333,2	434,3	525,9	633,9	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4	1.014,8	1.063,1	1.133,9
b) en francs belges ¹	64,0	80,1	118,6	169,6	162,5	179,9	183,7	193,6	214,8	207,2	206,1	219,4	199,1	218,9	240,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	331,0	413,3	552,9	695,5	796,4	860,5	903,8	931,0	1.011,7	1.049,2	1.071,4	1.150,8	1.213,9	1.282,0	1.374,2
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets															
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	...	5,2	0,2	...	...	4,8	...	2,1	...
b) envers les organismes publics	0,5	0,1	0,5	...	0,1	1,4	2,2	1,8	0,7	0,6	0,2	...	0,4	...	1,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4
— autres	44,7	58,6	91,1	105,5	105,9	135,4	160,6	147,8	154,1	164,2	169,4	160,3	180,3	172,1	186,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	144,0	173,3	185,9	195,1	236,3	248,1	268,6	278,1	271,6	278,6	284,9	303,1	293,0	291,7	298,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,4	0,6	0,6	0,4	0,6	0,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	253,9	258,7	272,6	280,7	298,2	306,4	316,5	322,5	337,4	347,6
— autres dépôts	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	236,0	240,0	228,1	231,1	231,2	250,1	237,5	250,7	256,9	275,3
— à plus d'un an :															
— dépôts	22,0	26,9	27,2	23,3	31,5	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5	29,4	29,0	29,4
— bons de caisse et obligations	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9	121,8	125,6	132,2
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	9,7	9,2	11,7	17,5	23,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4	32,1	29,8	30,8
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	2,5	...	0,7	0,7	...	...	...	2,7	...	3,8	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,4	...	0,3	3,1	3,4	2,5	...	3,4	0,6	0,7	...	3,5	...	2,5	0,4
D. Autres	123,9	128,7	147,0	168,8	175,1	191,1	195,2	210,3	200,7	221,6	215,2	227,4	234,6	244,7	254,4
TOTAL DU PASSIF ...	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.185,3	2.233,0	2.314,7	2.416,5	2.474,2	2.584,0	2.679,9	2.775,1	2.932,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5	58,0
2. F.M.I. — Participation	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0	19,7	19,4	19,6
— Prêts	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	0,7	0,7
— Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	24,7
— Autres	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,4	9,0
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,8
4. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4	0,6	0,7	0,2	0,4	0,5
5. F.E.C.O.M.	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	—	—	—
7. Obligations	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	35,5	36,1	31,0	31,2	34,5	35,1	36,8	37,5	37,9	36,4
8. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation	22,9	28,3	28,0	29,4	29,9	30,6	28,8	31,1	30,6	39,7	31,5	33,4	37,3	42,6	39,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	270,3	349,4	467,3	578,1	703,3	740,8	787,4	814,5	864,8	905,0	929,3	982,9	1.053,6	1.110,2	1.156,4
b) en francs belges	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	65,0	64,6	64,8	70,8	83,1	75,0	82,7	78,0	77,4	82,0
Total des créances sur l'étranger ...	467,8	564,1	708,6	831,4	959,6	1.009,3	1.055,2	1.081,5	1.135,2	1.199,2	1.204,4	1.264,4	1.329,7	1.390,6	1.497,5
B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,7	6,1	7,3	7,6	7,6	8,3	9,3	10,4	9,2	8,4	9,2	11,0	9,5	11,6	9,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—
— autres	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,9	0,1	0,4	...
b) sur les organismes publics	8,8	7,0	1,8	5,2	7,5	9,8	11,5	4,8	7,6	10,2	8,1	12,8	9,4	9,2	8,6
c) sur les banques de dépôts	45,2	59,6	93,7	105,7	106,0	137,0	160,7	154,8	155,1	165,1	170,0	165,5	181,2	174,6	p 188,5
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	78,6	74,9	74,5	78,5	84,3	126,8	144,5	144,5	147,5	128,9	154,7	152,5	139,7	144,7	187,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	115,1	149,6	184,1	205,3	238,0	260,2	269,4	232,4	300,5	296,7	308,5	322,5	329,6	332,4	p 331,8
— autres	63,7	66,5	71,3	70,9	68,3	63,0	62,0	63,3	59,0	57,3	57,1	57,1	57,1	55,7	p 55,7
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	14,7	19,7	24,2	31,6	37,3	41,0	34,0	36,5	35,8	44,8	45,2	27,9	43,2	49,0	p 43,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	13,3	16,6	25,8	30,2	30,9	32,9	34,0	39,4	38,9	37,9	42,8	42,7	42,0	42,3	p 42,2
— autres	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	18,4	19,8	20,0	20,7	p 24,3
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	13,2	15,6	13,8	13,8	13,9	18,7	19,2	19,5	18,2	19,0	17,6	19,5	21,7	25,7	27,3
b) effets commerciaux	98,5	117,0	131,2	133,1	142,5	164,1	159,9	167,1	164,0	182,5	171,6	169,8	176,8	193,1	185,5
c) avances	140,2	172,5	219,7	252,8	309,9	372,1	379,2	405,4	424,0	452,5	449,0	480,5	493,5	517,4	521,8
d) autres créances à un an au plus	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	3,8	1,4	0,5	1,2	...
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	9,4	12,4	13,1	15,6	15,6	16,3	16,0	16,1	22,4	16,7	16,6	21,8	20,9	21,0	p 20,4
— autres	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	22,8	25,1	30,5	30,7	39,3	39,6	39,8	39,8	39,4	p 39,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certi- ficats de trésorerie .....	...	2,5	...	...	2,9	3,6	13,0	14,8	...	2,8	8,5	37,0	28,7	16,0	29,3
b) autres	4,4	8,5	9,6	10,8	9,1	10,3	6,0	11,3	6,3	7,8	1,5	5,5	5,8	14,8	4,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,5	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	4,8	3,5	4,1	4,7	10,4	13,6	9,6	10,0	10,0	10,4	8,9	9,9	11,6	12,8	8,3
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur	32,1	31,9	31,8	37,7	37,5	40,2	49,8	51,6	58,2	69,2	72,0	71,5	71,4	70,8	p 72,9
— autres	4,7	5,3	8,3	10,0	10,6	12,4	11,7	13,1	15,0	15,1	15,3	14,5	14,4	14,5	p 18,6
D. Autres	134,7 ⁵	123,2	148,4	168,1	174,9	174,3	175,2	172,0	176,5	193,1	186,3	204,8	223,2	239,4	p 285,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	1.266,7 ⁵	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.559,4	2.667,2	2.748,1	2.832,6	2.976,0	3.009,1	3.153,1	3.269,8	3.397,4	3.602,3

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des or-
ganismes principalement
monétaires » dans laquelle
la rubrique est comprise.

1 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

2 Y compris les organismes de sécurité sociale.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

4 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

5 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 130,5 et pour le total de l'actif à 1.262,5.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	...	...	...	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5	26,7	14,8	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	267,0	333,2	434,3	525,9	637,5	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4	1.014,8	1.063,1	1.133,9	
b) en francs belges ¹	68,0	81,8	121,1	172,6	162,5	183,2	187,0	196,9	220,2	210,9	210,5	223,8	204,1	224,8	244,1	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	335,3	415,3	556,6	698,9	800,1	863,9	907,2	934,4	1.017,2	1.076,4	1.075,9	1.155,3	1.246,5	1.314,7	1.392,9	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	5,9	6,5	7,3	7,6	8,4	8,1	8,7	9,2	7,9	8,4	8,7	11,3	8,9	10,6	9,0	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	0,9	2,1	0,2	...	2,6	2,3	7,4	2,9	2,5	2,8	7,4	2,3	4,1	2,2	
b) envers les organismes publics	0,8	0,9	1,0	1,2	1,1	2,5	2,3	2,5	1,5	1,9	0,3	9,6	0,8	2,3	2,6	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	
— autres	54,2	65,9	93,0	110,3	113,1	142,3	167,7	149,7	158,5	171,1	174,6	161,9	187,1	177,5	p. 191,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	204,5	225,3	240,6	258,4	291,3	310,8	305,1	333,0	327,8	339,1	332,1	360,8	349,9	361,9	357,2	(1)
— monnaie scripturale ³	196,1	237,1	252,1	262,9	312,2	330,4	354,9	370,4	358,5	365,1	375,1	390,5	378,9	384,0	387,8	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴	19,6	21,8	27,7	31,7	36,0	43,2	30,1	30,0	37,6	44,7	45,4	44,8	51,8	50,8	48,0	(1)
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers ⁵ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	253,9	258,7	272,6	280,7	298,2	306,4	316,5	322,5	337,4	347,6	(2)
— autres dépôts	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	236,0	240,0	228,1	231,1	231,2	250,1	237,5	250,7	256,9	275,3	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	22,0	26,9	27,0	23,3	31,5	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5	29,4	29,0	29,4	(3)
— bons de caisse et obligations	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9	121,8	125,6	132,2	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	9,7	9,2	11,9	17,5	23,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4	32,1	29,8	30,8	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes .....	...	2,5	...	0,7	2,8	...	...	...	2,7	...	4,1	...	...	...	...	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	(14)
— autres ⁶	0,4	...	0,3	3,1	3,4	2,5	...	3,4	0,6	0,7	...	3,5	...	2,5	0,4	(14)
D. Autres	179,4 ⁷	175,1	201,3	213,0	222,2	228,3	234,3	252,8	245,2	264,9	261,4	274,5	286,3	309,2	p. 394,3	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	1.266,7⁷	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.559,4	2.667,2	2.748,1	2.832,6	2.976,0	3.009,1	3.153,1	3.269,8	3.397,4	3.602,3	

1 Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

4 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

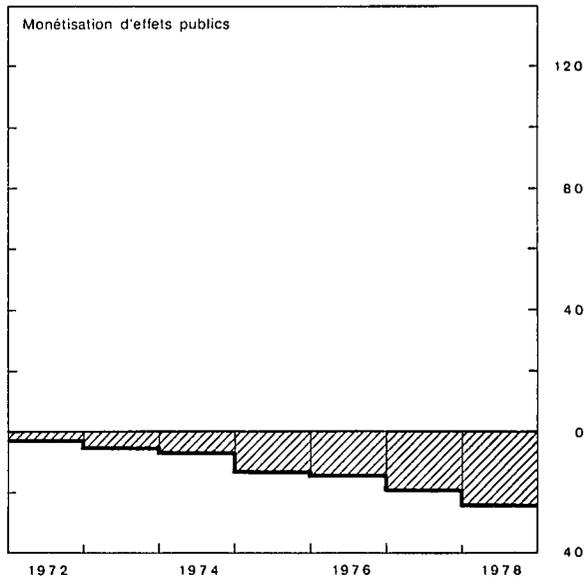
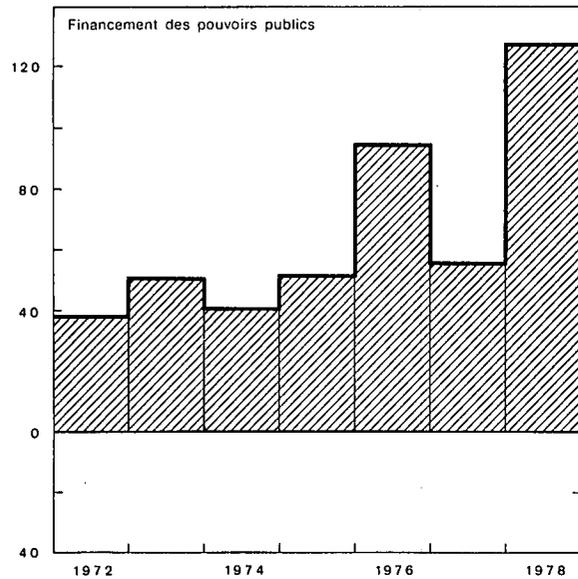
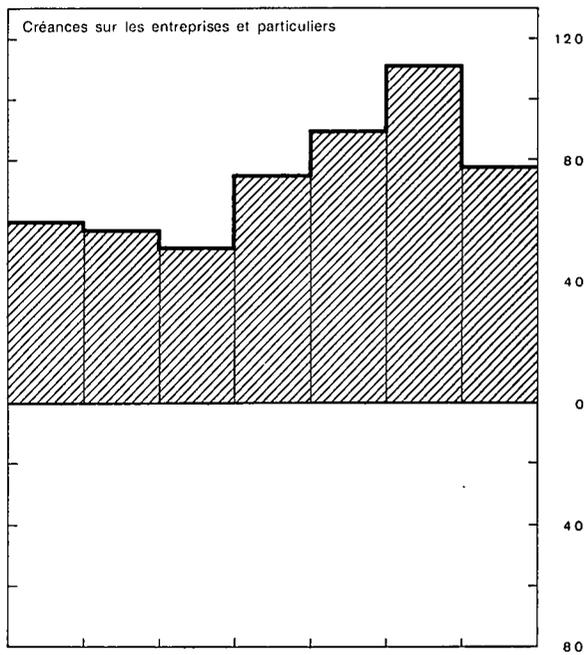
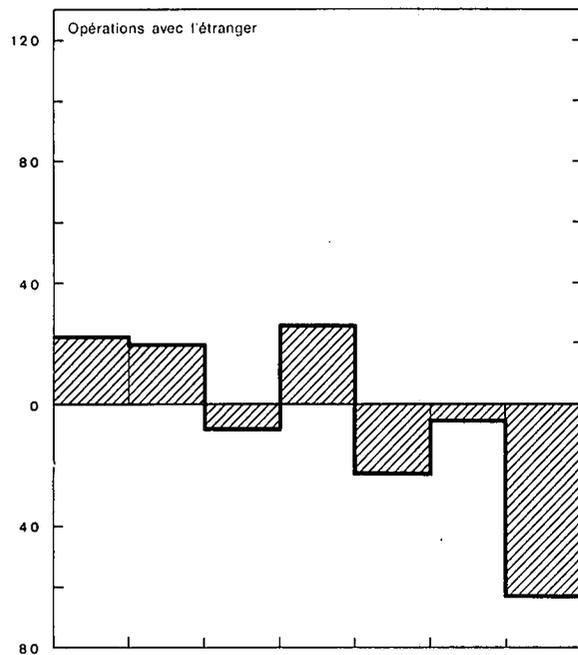
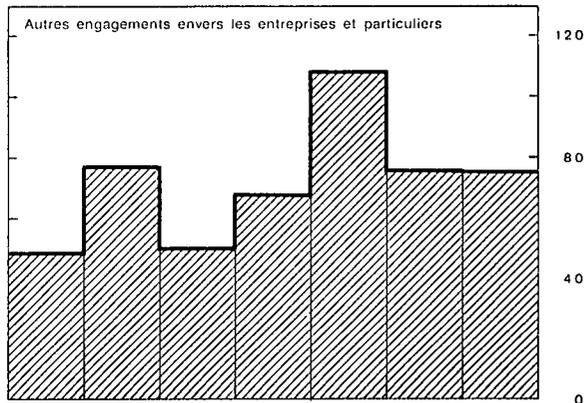
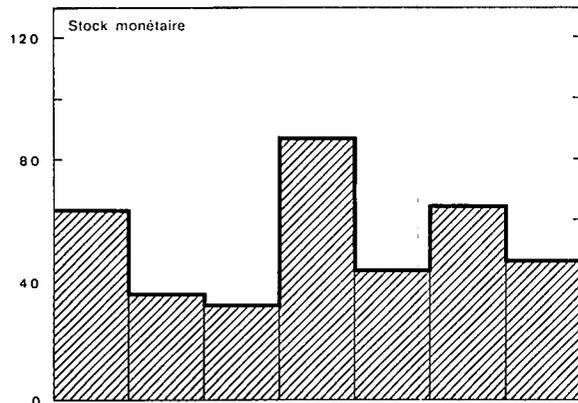
5 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

6 Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).
7 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 1.262,5.

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
(6)

**XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRE**

(variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1971	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+ 35,0	+ 1,5	+ 3,0	- 1,2	+ 2,3	+ 4,7	- 1,2	- 2,8	+ 4,7	+ 0,5
1972	+64,2 ¹⁰	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2 ¹⁰	+22,6	+ 52,2	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 29,8	+ 8,8	- 1,7	- 1,4	- 3,0	- 3,7 ¹⁰
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 ¹¹	+ 56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+ 34,9 ¹²	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹³
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹⁴	+ 42,1	+ 9,7	- 5,9	- 8,1	+ 28,0	+12,9	- 6,3	- 1,3	+12,4	+ 8,2 ¹⁵
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+ 43,0	+ 9,0	-15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
1976	+43,8	+87,1	+13,6	+ 8,4	+152,9	-23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+10,2	-15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	+140,7	- 5,9	+101,9	+10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+14,7	-21,0	+ 0,8	+30,6	-19,6
1978	+46,8	+64,9	+19,3	- 6,0	+125,0	-63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+10,5	+111,0	+13,7	-26,3	+ 4,9	+ 2,1	- 6,9
1977 1 ^{er} trimestre	+ 5,4	+ 8,8	+15,3	+ 5,7	+ 35,2	+ 1,6	+ 8,5	+ 0,7	- 0,9	- 5,1	+ 41,7	- 2,8	- 2,8	- 6,6	+ 7,4	- 6,5
2 ^e trimestre	+42,7	+ 2,1	+ 5,0	- 6,4	+ 43,4	- 0,6	+ 30,9	+ 1,7	- 2,5	+ 2,8	+ 26,6	+ 7,4	- 2,7	...	- 0,3	-19,9
3 ^e trimestre	- 9,5	+11,0	+ 7,7	- 1,9	+ 7,3	-15,1	+ 10,3	+ 6,1	- 5,2	+ 3,9	- 12,0	- 0,5	- 2,7	...	+11,2	+11,3
4 ^e trimestre	+26,2	+17,6	+ 4,0	+ 7,0	+ 54,8	+ 8,2	+ 52,2	+ 1,7	- 0,6	- 4,4	- 15,3	+10,6	-12,8	+ 7,4	+12,3	- 4,5
1978 1 ^{er} trimestre	+ 3,1	+27,0	+ 4,0	- 3,5	+ 30,6	- 8,1	- 17,1	+ 2,9	- 2,7	+ 1,3	+ 60,5	+ 6,6	- 6,2	-10,4	+ 2,0	+ 1,8
2 ^e trimestre	+44,4	- 2,4	+ 8,1	- 0,9	+ 49,2	-14,4	+ 38,6	+ 3,3	+ 1,9	- 6,9	+ 46,1	-16,0	- 7,7	+ 8,1	- 2,9	- 0,9
3 ^e trimestre	-16,4	+19,2	+ 3,8	+ 0,7	+ 7,3	-35,2	+ 20,7	- 0,6	+ 5,4	+ 1,5	+ 3,2	+15,2	- 5,6	- 1,1	+ 5,1	- 1,3
4 ^e trimestre	+15,7	+21,1	+ 3,4	- 2,3	+ 37,9	- 5,5	+ 29,5	+ 0,4	- 3,1	+14,6	+ 1,2	+ 8,0	- 6,8	+ 8,2	- 2,0	- 6,6
1979 1 ^{er} trimestre	- 3,5	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	+ 33,1	p-37,8	p+ 1,5	p- 1,5	- 3,7	- 3,1	p+ 83,3	p- 1,8	p- 6,2	-11,8	p+ 4,6	p+ 9,6

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

7 Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹⁰ A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

¹¹ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹² A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹³ A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

¹⁴ Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹⁵ Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total (8) = (7) + (6)		
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (7) + (6)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1970	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 (ancienne série)	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
1971 (nouvelle série) ⁷	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	689,5
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Décembre	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,8	284,8	375,1	706,6	45,4	752,0
Mai	11,8	343,1	345,1	1,3	91,7	289,5	382,5	727,6	46,3	773,9
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,9	303,0	390,6	751,6	44,8	796,4
Juillet	11,9	349,3	351,8	0,5	93,5	293,5	387,5	739,3	35,5	774,8
Août	11,9	344,8	347,9	0,5	94,7	286,8	382,0	729,9	39,2	769,1
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	51,8	780,0
Octobre	12,0	344,5	346,6	0,6	88,1	272,3	361,0	707,6	57,5	765,1
Novembre	12,0	342,8	345,5	0,6	86,5	274,7	361,8	707,3	52,2	759,5
Décembre	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	50,8	795,7
1979 Janvier	12,1	348,7	349,7	1,1	100,5	288,4	390,0	739,7	40,6	780,3
Février	12,1	350,6	352,4	0,8	92,0	279,7	372,5	724,9	47,2	772,1
Mars	12,1	353,5	356,4	0,5	88,8	298,5	387,8	744,2	48,0	792,2
Avril	12,2	359,6	361,6	1,6	101,2	293,0	395,8	757,4	46,6	804,0
Mai	12,3	369,3	370,1	1,0	93,1	304,6	398,7	768,8	49,8	818,6

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics moindres et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particulières				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire 2	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers		Total
		Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1970	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 (anc. série)	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	428,3
(nouv. série) 3	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 Mars	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730,8
Juin	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,2	9,1	39,3	778,6
Septembre	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768,3
Décembre	333,8	361,1	47,4	408,5	742,3	44,6	4,6	49,2	791,5
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	45,4	6,0	51,4	799,5
Juin	355,6	386,4	61,2	447,6	803,2	44,8	16,2	61,0	864,2
Septembre	344,7	375,2	57,2	432,4	777,1	51,8	8,7	60,5	837,6
Décembre	354,9	380,3	55,6	435,9	790,8	50,8	4,5	55,3	846,1
1979 Mars p	351,4	383,4	59,8	443,2	794,6	48,0	7,3	55,3	849,9

1 Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

3 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Variations							Variations	
	B.N.B. 2	Autres organismes principalement monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaire, de crédits commerciaux sur l'étranger ⁵ (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ⁶ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (8) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁷	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁸
				B.N.B. 3	Autres organismes principalement monétaires	Total	Etat	Autres 4				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1971	164,5	- 32,0	132,5	+17,5	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	- 45,6	148,7	+26,4	-13,6	+12,8	-10,5	- 0,1	+ 0,8	+22,6	+ 7,7	+20,5
1973	219,1	- 67,2	151,9	+35,5	-21,4	+14,1	- 4,6	...	- 1,0	+19,7	+19,2	+33,3
1974	228,9	- 96,4	132,5	+ 8,1	-26,4	-18,3	- 3,7	...	- 5,9	- 8,7	+42,9	+24,6
1975	252,4	- 92,9	159,5	+18,5	+ 3,5	+22,0	- 3,6	...	- 0,7	+26,3	+ 2,4	+24,4
1976	231,8	- 86,3	145,5	-22,7	+ 4,7	-18,0	+ 8,2	...	- 2,7	-23,5	+12,6	- 5,4
1977	231,0	-108,2	122,8	- 2,3	-18,8	-21,1	- 6,0	...	- 9,2	- 5,9	+13,2	- 7,9
1978	221,7	-145,9	75,8	-10,2	-27,9	-38,1	+23,7	...	+ 1,4	-63,2	p+ 8,3	p-29,8
1977 1 ^{er} trimestre ..	235,1	- 87,1	148,0	+ 2,4	- 0,4	+ 2,0	+ 1,3	...	- 0,9	+ 1,6	+ 9,6	+11,6
2 ^e trimestre ..	248,7	-101,6	147,1	+13,0	-13,8	- 0,8	+ 2,3	...	- 2,5	- 0,6	- 5,9	- 6,7
3 ^e trimestre ..	252,3	-134,3	118,0	+ 3,5	-31,8	-28,3	- 8,0	...	- 5,2	-15,1	+ 7,9	-20,4
4 ^e trimestre ..	231,0	-108,2	122,8	-21,2	+27,2	+ 6,0	- 1,6	...	- 0,6	+ 8,2	+ 1,6	+ 7,6
1978 1 ^{er} trimestre ..	246,4	-117,9	128,5	+13,4	-12,6	+ 0,8	+11,6	...	- 2,7	- 8,1	p+ 4,7	p+ 5,5
2 ^e trimestre ..	245,4	-136,2	109,2	+ 1,1	-14,2	-13,1	- 0,6	...	+ 1,9	-14,4	p- 4,1	p-17,2
3 ^e trimestre ..	209,1	-125,9	83,2	-28,8	+10,8	-18,0	+11,8	...	+ 5,4	-35,2	p+ 2,1	p-15,9
4 ^e trimestre ..	221,7	-145,9	75,8	+ 4,1	-11,8	- 7,7	+ 0,9	...	- 3,1	- 5,5	p+ 5,5	p- 2,2
1979 1 ^{er} trimestre ..	271,8	-167,3	104,5	+10,6	-30,5	-19,9	p+21,6	...	- 3,7	p-37,8	p- 6,9	p-26,8

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donné au tableau XIII-2.

2 Cf. tableau XIII-5b, colonne (8), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

3 Cf. tableau XIII-5b, colonne (11), et notamment la note 5, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

4 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

5 Crédits mobilisés auprès des banques belges.

6 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

7 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. (ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)).

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. (ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)).

8 Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

	Montants à fin de période							Variations après ajustement statistique ⁵				
	Réserves de change						Total (7) = (1) à (6)	Accep- tations en francs belges repré- sentatives d'expor- tations (8)	Avoirs extérieurs nets (9) = (7) + (8)	Réserves de change (10)	Accep- tations en francs belges repré- sentatives d'expor- tations (11)	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶ (12) = (10) + (11)
	Encaisse en or (1)	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ² (2)	Ecus (3)	Avoirs ou engage- ments (-) nets vis-à-vis du F.E.C.O.M. (4)	Monnaies étrangères au comptant ³ (5)	Francs belges au comptant ⁴ (6)						
1971	77,2	50,3	—	—	35,0	— 3,8	158,7	5,8	164,5	+13,6	+ 3,9	+17,5
1972	75,4	52,0	—	—	52,4	— 2,0	177,8	16,5	194,3	+15,7	+10,7	+26,4
1973	71,8	54,5	—	3,5	75,9	— 3,5	202,2	16,9	219,1	+36,0	+ 0,4	+36,4
1974	71,8	53,3	—	...	95,1	— 3,4	216,8	12,0	228,8	+12,4	— 4,9	+ 7,5
1975	71,8	58,7	—	...	113,7	— 3,7	240,5	11,9	252,4	+18,4	— 0,2	+18,2
1976	71,8	58,9	—	...	90,6	— 3,2	218,1	13,7	231,8	-24,6	+ 1,9	-22,7
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	— 3,4	210,9	20,0	230,9	-8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	— 5,6	195,9	25,8	221,7	-15,9	+ 5,7	-10,2
1977 2 ^e trimestre	72,1	60,8	—	...	106,4	— 2,6	236,7	12,0	248,7	+ 6,9	+ 6,1	+13,0
3 ^e trimestre	72,1	58,7	—	...	112,0	— 4,4	238,4	13,9	252,3	+ 1,6	+ 1,9	+ 3,5
4 ^e trimestre	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	— 3,4	210,9	20,0	230,9	-27,3	+ 6,1	-21,2
1978 1 ^{er} trimestre	72,3	55,7	—	...	113,1	— 3,5	237,6	8,8	246,4	+24,6	-11,2	+13,4
2 ^e trimestre	72,3	52,3	—	...	114,0	— 3,8	234,8	10,5	245,3	- 0,6	+ 1,7	+ 1,1
3 ^e trimestre	72,3	50,8	—	- 27,5	98,6	— 4,9	189,3	19,8	209,1	-38,0	+ 9,2	-28,8
4 ^e trimestre	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	— 5,6	195,9	25,8	221,7	- 1,9	+ 6,0	+ 4,1
1979 1 ^{er} trimestre	58,0	53,9	70,8	- 14,8	86,1	— 3,3	250,7	21,1	271,8	+15,3	- 4,7	+10,6
2 ^e trimestre	58,0	51,6	60,3	- 7,7	83,8	— 4,8	241,2	p 23,0	p 264,2	p- 9,6	p+ 2,0	p- 7,6
1978 Juillet	72,3	51,5	—	...	95,7	— 4,2	215,3	14,5	229,8	-14,8	+ 3,9	-10,9
Août	72,3	50,8	—	- 16,3	89,7	— 4,9	191,6	19,0	210,6	-23,9	+ 4,5	-19,4
Septembre	72,3	50,8	—	- 27,5	98,6	— 4,9	189,3	19,8	209,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5
Octobre	72,3	50,2	—	- 39,5	106,5	— 3,4	186,1	24,7	210,8	-13,7	+ 4,9	- 8,8
Novembre	72,3	50,0	—	- 26,9	105,4	— 4,1	196,7	20,7	217,4	+12,8	- 3,9	+ 8,9
Décembre	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	— 5,6	195,9	25,8	221,7	- 1,0	+ 5,0	+ 4,0
1979 Janvier	72,5	54,1	—	- 20,2	107,1	— 4,0	209,5	21,9	231,4	+ 8,5	- 3,9	+ 4,6
Février	72,5	54,3	—	- 16,5	107,1	— 4,2	213,2	22,1	235,3	+ 3,6	+ 0,2	+ 3,8
Mars	58,0	53,9	70,8	- 14,8	86,1	— 3,3	250,7	21,1	271,8	+ 3,2	- 1,0	+ 2,2
Avril	58,0	53,0	64,6	- 14,6	87,2	— 4,3	243,9	23,7	267,6	- 6,6	+ 2,5	- 4,1
Mai	58,0	51,6	60,4	- 3,4	82,8	— 5,2	244,2	23,3	267,5	+ 4,4	- 0,3	+ 4,1
Juin	58,0	51,6	60,3	- 7,7	83,8	— 4,8	241,2	p 23,0	p 264,2	p- 7,6	p- 0,2	p- 7,8
Juillet	58,0	51,4	66,3	- 9,2	86,3	— 3,5	249,3	p 22,0	p 271,3	p+ 1,6	p- 1,1	p+ 0,5

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adopté le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. assure le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportations) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1971 et 1972, b) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge en 1971, de la réévaluation du franc suisse en 1971 en de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et c) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères.

Compte tenu, de plus, depuis 1976 d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques					Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée 5			Crédits de caisse 4	Autres 9		
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 Mars	50,7	65,4	78,2	30,2	351,6	576,1	79,6	164,5	10,7	254,8	830,9
Juin	50,2	73,9	81,6	27,2	374,0	606,9	85,8	179,6	11,0	276,4	883,3
Septembre	47,8	79,2	83,8	26,5	380,6	617,9	83,2	180,5	9,5	273,2	891,1
Décembre ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 Mars	49,6	88,9	90,3	26,1	397,7	652,6	94,0	189,3	13,2	296,5	949,1
Juin	50,5	99,4	94,3	28,1	419,2	691,5	95,2	196,5	16,0	307,7	999,2
Septembre ⁵	55,5	102,0	96,1	31,9	426,5	712,0	98,8	208,3	9,2	316,3	1.028,3
Décembre ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979 Mars ⁵	62,7	119,1	98,4	34,9	428,0	743,1	103,7	214,5	11,7	329,9	1.073,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1960 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972 ³	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 Mars	25,0	171,9	379,2	576,1	8,5	25,1	33,6	16,5	146,8	379,2	542,5	0,1
Juin	24,6	177,2	405,1	606,9	8,5	29,5	38,0	16,1	147,7	405,1	568,9	0,1
Septembre	24,4	169,5	424,0	617,9	12,1	27,7	39,8	12,3	141,8	424,0	578,1	0,1
Décembre ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 Mars	24,3	179,3	449,0	652,6	9,4	26,1	35,5	14,9	153,2	449,0	617,1	0,2
Juin	26,2	184,9	480,4	691,5	9,8	25,8	35,6	16,4	159,1	480,4	655,9	0,1
Septembre ³	29,4	189,5	493,1	712,0	19,9	43,4	63,3	9,5	146,1	493,1	648,7	...
Décembre ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979 Mars ³	32,1	189,2	521,8	743,1	13,5	33,3	46,8	18,6	155,9	521,8	696,3	...

B. Crédits à l'étranger

1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	7,7	20,9	28,6	21,4	35,8	169,0	226,2	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	11,9	23,8	35,7	19,3	38,3	183,1	240,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	12,4	30,8	43,2	16,4	29,6	184,0	230,0	1,2
Décembre ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	11,0	31,5	42,5	21,4	41,1	191,5	254,0	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	8,4	32,5	40,9	22,8	44,2	199,8	266,8	2,2
Septembre ³	32,8	72,3	211,2	316,3	15,7	29,6	45,3	17,1	42,7	211,2	271,0	5,1
Décembre ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979 Mars ³	32,5	87,3	210,1	329,9	14,1	36,7	50,8	18,4	50,6	210,1	279,1	2,2

C. Total

1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972 ³	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 Mars	54,1	228,6	548,2	830,9	16,2	46,0	62,2	37,9	182,6	548,2	768,7	0,3
Juin	55,8	239,3	588,2	883,3	20,4	53,3	73,7	35,4	186,0	588,2	809,6	1,9
Septembre	53,2	229,9	608,0	891,1	24,5	58,5	83,0	28,7	171,4	608,0	808,1	1,3
Décembre ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 Mars	56,7	251,9	640,5	949,1	20,4	57,6	78,0	36,3	194,3	640,5	871,1	3,7
Juin	57,4	261,6	680,2	999,2	18,2	58,3	76,5	39,2	203,3	680,2	922,7	2,3
Septembre ³	62,2	261,8	704,3	1.028,3	35,6	73,0	108,6	26,6	188,8	704,3	919,7	5,1
Décembre ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979 Mars ³	64,6	276,5	731,9	1.073,0	27,6	70,0	97,6	37,0	206,5	731,9	975,4	2,2

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 Mars	0,9	...	0,9	1,2	9,5	10,7	1,2	10,4	...	11,6	1,0
Juin	0,5	0,3	0,8	3,4	18,3	21,7	3,4	18,8	0,3	22,5	0,5
Septembre	0,2	...	0,2	4,1	18,8	22,9	4,1	19,0	...	23,1	1,9
Décembre ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 Mars	0,6	...	0,6	2,5	15,9	18,4	2,5	16,5	...	19,0	1,0
Juin	0,3	0,1	0,4	3,1	9,5	12,6	3,1	9,8	0,1	13,0	0,8
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	10,1	28,7	38,8	10,1	28,9	0,4	39,4	1,2
Décembre ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	8,3	23,4	31,7	8,3	23,8	...	32,1	5,0
B. Crédits à l'étranger											
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972 ¹ .....	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973 .....	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 .....	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 .....	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 .....	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977 Mars .....	...	...	...	3,4	2,6	6,0	3,4	2,6	...	6,0	...
Juin .....	...	...	...	6,6	5,4	12,0	6,6	5,4	...	12,0	...
Septembre .....	...	...	...	7,3	6,6	13,9	7,3	6,6	...	13,9	...
Décembre ¹ .....	...	...	...	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	...	20,0	...
1978 Mars .....	...	...	...	5,5	3,2	8,7	5,5	3,2	...	8,7	...
Juin .....	...	...	...	5,3	5,3	10,6	5,3	5,3	...	10,6	...
Septembre ¹ .....	...	...	...	11,6	8,2	19,8	11,6	8,2	...	19,8	...
Décembre ¹ .....	...	...	...	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	...	25,8	...
1979 Mars ¹ .....	...	...	...	12,0	9,1	21,1	12,0	9,1	...	21,1	...
C. Total											
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 Mars	0,9	...	0,9	4,6	12,1	16,7	4,6	13,0	...	17,6	1,0
Juin	0,5	0,3	0,8	10,0	23,7	33,7	10,0	24,2	0,3	34,5	0,5
Septembre	0,2	...	0,2	11,4	25,4	36,8	11,4	25,6	...	37,0	1,9
Décembre ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 Mars	0,6	...	0,6	8,0	19,1	27,1	8,0	19,7	...	27,7	1,0
Juin	0,3	0,1	0,4	8,4	14,8	23,2	8,4	15,1	0,1	23,6	0,8
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	21,7	36,9	58,6	21,7	37,1	0,4	59,2	1,2
Décembre ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	20,3	32,5	52,8	20,3	32,9	...	53,2	5,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1- janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires 1				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires 2 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) + (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) + (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1970	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972 ³	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 Mars	25,0	172,7	379,2	576,9	5,8	13,9	19,7	19,2	158,8	379,2	557,2	1,1
Juin	24,6	177,7	405,4	607,7	5,1	11,2	16,3	19,5	166,5	405,4	591,4	0,6
Septembre	24,4	169,7	424,0	618,1	6,2	7,7	13,9	18,2	162,0	424,0	604,2	2,0
Décembre ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 Mars	24,3	179,9	449,0	653,2	6,7	9,5	16,2	17,6	170,4	449,0	637,0	1,2
Juin	26,2	185,2	480,5	691,9	6,7	16,3	23,0	19,5	168,9	480,5	668,9	0,9
Septembre ³	29,4	189,7	493,5	712,6	7,7	14,1	21,8	21,7	175,6	493,5	690,8	1,2
Décembre ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979 Mars ³	32,1	189,7	521,8	743,6	4,8	9,2	14,0	27,3	180,5	521,8	729,6	5,0

B. Crédits à l'étranger

1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	4,0	17,1	21,1	25,1	39,6	169,0	233,7	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	5,3	18,4	23,7	25,9	43,7	183,1	252,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	4,7	24,2	28,9	24,1	36,2	184,0	244,3	1,2
Décembre ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	5,1	27,1	32,2	27,3	45,5	191,5	264,3	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	3,1	27,2	30,3	28,1	49,5	199,8	277,4	2,2
Septembre ³	32,8	72,3	211,2	316,3	3,7	21,2	24,9	29,1	51,1	211,2	291,4	5,1
Décembre ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979 Mars ³	32,5	87,2	210,1	329,8	2,0	27,5	29,5	30,5	59,7	210,1	300,3	2,2

C. Total

1970	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972 ³	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 Mars	54,1	229,4	548,2	831,7	9,8	31,0	40,8	44,3	198,4	548,2	790,9	1,3
Juin	55,8	239,8	588,5	884,1	10,4	29,6	40,0	45,4	210,2	588,5	844,1	2,4
Septembre	53,2	230,1	608,0	891,3	10,9	31,9	42,8	42,3	198,2	608,0	848,5	3,2
Décembre ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 Mars	56,7	252,5	640,5	949,7	11,8	36,6	48,4	44,9	215,9	640,5	901,3	4,7
Juin	57,4	261,9	680,3	999,6	9,8	43,5	53,3	47,6	218,4	680,3	946,3	3,1
Septembre ³	62,2	262,0	704,7	1.028,9	11,4	35,3	46,7	50,8	226,7	704,7	982,2	6,3
Décembre ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979 Mars ³	64,6	276,9	731,9	1.073,4	6,8	36,7	43,5	57,8	240,2	731,9	1.029,9	7,2

¹ Crédits logés à la B.N.B. dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*. XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubrique	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,5
Fonds Monétaire International :									
Participation	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	19,4
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	1,5	0,7
Droits de tirage spéciaux	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	20,1
Monnaies étrangères	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0	101,2	106,1
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	10,7	0,3	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux	0,1	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,4
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire				3,5	...	...	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen									
terme	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...	...	11,9
Effets de commerce	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3	59,7	79,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,2	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1	7,8	14,2
Banques .....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,1	2,0
Entreprises et particuliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6
Effets publics :									
Effets publics belges	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2	20,6	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	—	—	—	—	—	—	2,8	16,0
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B .....	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4	2,0
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6	0,4	—
Ajustement provisoire résultant de la loi									
du 3 juillet 1972	—	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	1,2	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9	2,2	9,2
Fonds publics	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5	6,1	6,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per-									
sonnel	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8	9,1	10,3
Comptes transitoires	0,8	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,9	1,2	1,5
Total de l'actif ...	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8
PASSIF									
Billets en circulation	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2	335,4	359,9
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2	2,9
Banques en Belgique	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4
Entreprises et particuliers	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8	0,7
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,9	1,1
Valeurs à payer	2,6	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1	2,0	3,3
Accords internationaux	0,7	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	...	...	...
Accords d'aide financière .....	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4	2,0
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4
Total des engagements à vue ...	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0	314,6	342,6	370,7
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
cumulative nette .....	—	—	—	...	...	...	...	23,4	26,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire									
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	11,8	33,6	20,7	—	—	—	0,4
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1	...	...	16,2
Caisse de Pensions du Personnel	3,1	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7	9,1	10,3
Comptes transitoires	2,9	3,0	3,7	5,0	7,5	9,9	10,5	14,5	16,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2	1,3
Réserve extraordinaire	0,5	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3	2,7	3,4
Compte d'amortissement des immeubles,	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0
matériel et mobilier .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Bénéfice net à répartir	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Total du passif ...	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
(milliards de francs)

Rubriques	1978 8 mai	1979 7 mai	1978 5 juin	1979 1 juin	1978 10 juillet	1979 9 juillet	1978 7 août	1979 6 août
ACTIF								
Encaisse en or	72,3	58,0	72,3	58,0	72,3	58,0	72,3	58,0
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,4	20,1	21,1	20,2	21,0	20,2	20,4	20,2
Prêts	1,5	...	1,5	...	1,5	...	1,3	...
Droits de tirage spéciaux	19,8	24,7	20,1	23,0	20,1	23,0	20,1	23,1
Ecus	—	64,1	—	60,4	—	66,4	—	66,3
Monnaies étrangères	111,7	87,3	110,7	82,7	100,7	82,9	92,7	87,0
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	35,8	...	37,2	...	37,1	...	37,6
Accords internationaux	0,7	0,5	0,7	0,6	0,7	0,1	0,7	0,2
Avance au F.M.I.	9,7	8,8	9,7	8,5	9,7	8,4	9,7	8,1
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	4,9	...	4,9	...	3,3	...	3,3	...
Effets de commerce .....	...	11,4	...	13,6	...	14,3	...	15,2
Avances sur nantissement	34,6	66,1	39,7	66,7	29,4	61,0	44,4	68,3
Effets publics ¹ :	...	0,4	...	0,1	5,2	7,0	4,1	13,1
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ²	11,0	39,7	19,2	44,8	41,1	56,3	34,6	30,3
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2,7	2,2	2,7	2,7	2,6	2,7	2,4	2,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	0,4	—	0,4	—	0,4	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	6,5	7,2	6,5	7,2	6,5	7,2	6,5	7,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	10,0	11,3	10,0	11,4	10,0	11,4	10,0	11,4
Divers	4,1	9,2	5,3	16,5	9,6	12,2	10,1	9,7
Compte d'ordre :	389,4	524,0	401,9	530,8	411,3	545,4	410,3	535,6
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	16,9	19,4	16,0	18,7	15,1	17,6	14,2	16,9
PASSIF								
Billets en circulation	338,2	364,4	349,3	372,7	362,3	379,6	350,5	365,8
Comptes courants :								
Trésor public, compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	1,0	1,2	1,6	1,0	0,8	1,0	1,4	1,5
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,4	3,1	2,3	3,6	2,1	1,8	2,7	3,8
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	2,7	2,2	2,7	2,7	2,6	2,7	2,4	2,6
Autres accords	0,4	...	0,3	...	0,6	0,1	0,3	0,1
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	14,7	10,2	14,7	10,2	14,7	10,2	14,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire .....	...	14,6	...	8,6	...	11,6	10,2	9,1
Réserve monétaire :								
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	...	15,7	...	20,1	...	21,4	...	23,3
Caisse de Pensions du Personnel	10,0	11,3	10,0	11,4	10,0	11,4	10,0	11,4
Divers	18,0	18,8	19,0	18,0	16,2	16,9	16,0	19,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	6,1	6,8	6,1	6,8	6,1	6,8	6,1	6,8
Compte d'ordre :	389,4	524,0	401,9	530,8	411,3	545,4	410,3	535,6
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	16,9	19,4	16,0	18,7	15,1	17,6	14,2	16,9

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Le montant maximum du portefeuille d'effets publics est fixé actuellement à 88 milliards 250 millions de francs, dont 37 milliards pour les effets publics belges et 1 milliard 250 millions pour les effets luxembourgeois. (Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. Le montant cumulé maximum du concours octroyé sous ces deux formes est actuellement fixé à 30 milliards. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèce
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1977 2 ^o trimestre	1.108	219,5	79,9	318,1	574,6	322,8	574,6	1.790,1	94
3 ^o trimestre	1.112	191,2	78,1	292,0	527,3	302,7	527,3	1.649,4	95
4 ^o trimestre	1.112	202,4	79,5	318,0	587,2	312,9	587,2	1.805,3	96
1978 1 ^{er} trimestre	1.111	197,8	79,9	315,9	619,4	312,8	619,4	1.867,6	96
2 ^o trimestre	1.106	216,2	84,6	339,7	616,0	335,8	616,0	1.907,5	96
3 ^o trimestre	1.107	193,1	80,3	314,8	582,3	324,3	582,3	1.803,7	96
4 ^o trimestre	1.111	204,1	77,0	325,9	586,2	306,0	586,2	1.804,3	96
1979 1 ^{er} trimestre	1.110	207,2	81,2	337,5	673,6	354,9	673,6	2.039,5	96
2 ^o trimestre	1.110	207,9	83,0	361,2	644,4	351,2	644,4	2.001,1	95
1978 Juin	1.106	185,9	81,2	339,9	595,4	318,2	595,4	1.848,9	95
Juillet	1.106	222,3	81,7	354,7	635,0	374,6	635,0	1.999,3	96
Août	1.107	182,9	79,7	292,7	548,3	296,8	548,3	1.686,1	96
Septembre	1.109	174,2	79,4	296,9	563,5	301,5	563,5	1.725,4	96
Octobre	1.110	199,0	75,6	337,2	608,8	297,5	608,8	1.852,3	96
Novembre	1.111	221,8	77,4	313,3	593,7	350,3	593,7	1.851,0	96
Décembre	1.111	191,4	78,1	327,2	556,2	270,1	556,2	1.709,7	96
1979 Janvier	1.110	237,1	80,8	327,7	641,4	367,3	641,4	1.977,8	96
Février	1.110	191,6	83,7	354,4	712,7	355,5	712,7	2.135,2	96
Mars	1.110	193,0	79,1	330,4	666,7	341,8	666,7	2.005,6	96
Avril	1.109	206,4	80,3	354,7	639,9	329,4	639,9	1.963,9	96
Mai	1.110	209,5	85,2	368,9	656,1	376,5	656,1	2.057,7	94
Juin	1.110	207,9	83,5	359,9	637,1	347,7	637,1	1.981,7	95

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1978 30 avril	1979 30 avril	1978 31 mai	1979 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	10,6	11,0	11,7	13,7	11,2	12,8	11,8	13,1
Prêts au jour le jour	21,5	27,2	32,4	42,3	31,2	41,6	36,0	57,5
Banquiers	393,9	473,3	592,9	745,0	602,8	825,8	603,3	840,9
Maison-mère, succursales et filiales	162,1	161,5	197,3	210,4	189,3	236,0	177,4	233,5
Autres valeurs à recevoir à court terme	29,3	31,5	36,0	35,0	38,9	36,1	40,5	42,5
Portefeuille-effets	209,5	250,8	216,7	244,3	254,6	266,8	235,7	291,9
a) Effets publics	40,0	65,3	20,8	37,4	46,5	50,1	30,8	81,0
b) Effets commerciaux *	169,5	185,5	195,9	206,9	208,1	216,7	204,9	210,9
Reports et avances sur titres	1,8	3,5	5,4	3,1	5,1	4,2	6,4	4,6
Débiteurs par acceptations	56,3	54,9	61,9	64,7	58,2	65,8	58,7	68,4
Débiteurs divers	461,0	533,7	645,5	731,2	667,6	776,2	676,4	784,1
Valeurs mobilières	412,2	433,7	521,7	570,5	558,1	592,6	559,8	602,7
a) Fonds publics belges	356,2	382,1	470,0	514,9	504,8	538,7	506,3	548,7
b) Autres titres d'emprunt	54,8	50,6	50,8	54,9	52,6	53,1	52,7	53,2
c) Actions et parts de sociétés	1,0	0,9	0,8	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Valeurs de la réserve légale	1,5	1,7	1,8	1,9	1,8	2,0	1,8	2,0
Participations	12,6	12,5	14,3	14,4	13,9	14,9	13,8	15,0
a) Filiales	4,9	4,7	5,4	5,2	5,3	5,2	5,3	5,2
b) Autres participations	7,7	7,8	8,9	9,2	8,6	9,7	8,5	9,8
Frais de constitution et de premier établissement	0,3	0,4	0,6	1,1	0,7	1,2	0,7	1,2
Immeubles	14,0	16,7	19,8	20,9	20,5	21,3	20,8	21,3
Participations dans les filiales immobilières	0,7	0,7	0,7	1,4	0,7	1,4	0,7	1,4
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	2,1	2,5	2,8	3,3	3,1	3,4	3,2	3,4
Divers	44,1	48,3	54,9	71,8	51,1	65,8	46,8	68,6
Total de l'actif ...	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.775,1	2.508,9	2.968,0	2.493,9	3.052,2
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	40,6	60,3	80,3	89,9	74,6	85,0	74,1	95,2
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,6	3,1	2,1	3,2	2,8	1,5	1,8	0,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

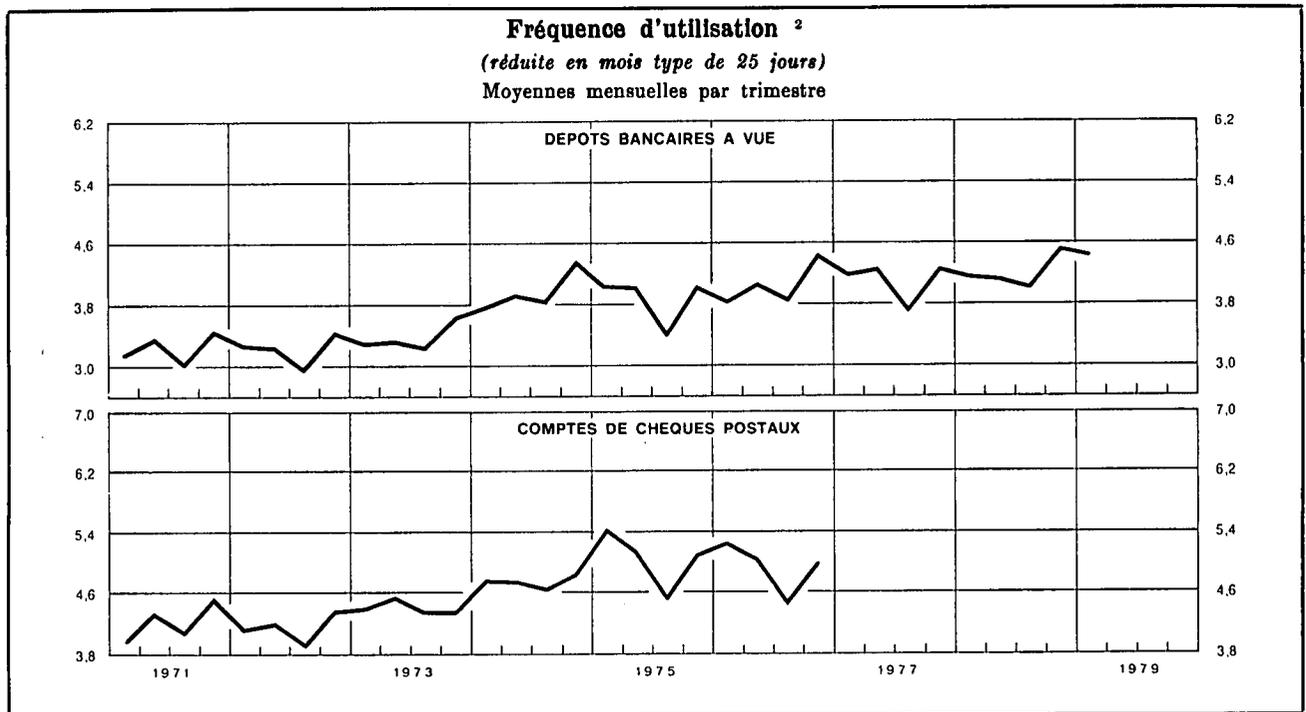
(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1975	1976	1977	1978	1978	1979	1978	1979
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 avril	30 avril	31 mai	31 mai
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,4	2,9	2,9	5,9	10,7	4,5	2,6	19,5
a) Créanciers garantis par des privilèges	2,1	2,4	2,5	3,1	3,0	3,3	2,1	2,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,3	0,5	0,4	2,8	7,7	1,2	0,5	17,0
Emprunts au jour le jour	36,7	40,0	38,0	59,8	31,3	64,3	57,3	61,6
a) Couverts par des sûretés réelles	4,7	8,7	7,7	6,7	5,1	8,4	4,7	3,0
b) Non couverts par des sûretés réelles	32,0	31,3	30,3	53,1	26,2	55,9	52,6	58,6
Banquiers	673,0	731,8	910,1	1.103,2	940,0	1.198,1	930,1	1.246,4
Maison-mère, succursales et filiales	99,5	101,7	130,0	143,0	128,1	171,5	123,5	171,6
Acceptations	56,3	54,9	61,9	64,7	58,2	65,8	58,7	68,4
Autres valeurs à payer à court terme	13,8	14,4	20,6	26,5	35,8	28,9	18,4	26,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2,7	3,0	4,8	4,6	5,0	3,4	4,2	4,4
Dépôts et comptes courants	783,0	916,0	1.004,0	1.083,3	1.038,7	1.135,6	1.040,5	1.156,2
a) A vue	268,7	292,1	330,3	348,3	337,3	353,0	347,6	366,1
b) A un mois au plus	77,4	111,0	111,7	113,8	115,8	128,8	114,6	133,5
c) A plus d'un mois	177,0	221,3	220,3	238,4	235,8	257,5	224,5	257,0
d) A plus d'un an	17,7	15,2	17,3	19,0	17,6	18,8	18,1	18,6
e) A plus de deux ans	17,7	18,2	20,7	20,0	18,8	21,9	18,9	22,1
f) Carnets de dépôts	221,8	255,6	300,2	339,8	309,7	352,2	313,0	356,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,7	2,6	3,5	4,0	3,7	3,4	3,8	2,8
Obligations et bons de caisse	54,8	70,3	100,6	120,0	109,5	129,4	110,7	131,4
Montants à libérer sur titres et participations	1,7	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Divers	50,9	63,5	70,6	84,0	76,8	84,2	72,8	83,6
Total de l'exigible ...	1.774,8	2.000,0	2.345,0	2.696,5	2.435,6	2.887,2	2.420,3	2.971,3
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	8,4	9,0	6,5	8,9	7,3	7,8	7,4	7,8
Non exigible :								
Capital	28,1	31,0	37,0	39,5	37,4	40,9	37,5	40,9
Fonds indisponible par prime d'émission	3,2	3,1	4,6	4,7	4,6	4,6	4,6	4,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,5	1,7	1,8	1,9	1,8	2,0	1,8	2,0
Réserve disponible	12,0	13,3	15,4	17,0	15,9	17,8	16,0	17,9
Autres réserves	4,8	5,1	5,1	5,5	5,0	6,4	5,0	6,4
Provisions	0,8	0,8	1,1	1,1	1,3	1,3	1,3	1,3
Total du non exigible ...	50,4	55,0	65,0	69,7	66,0	73,0	66,2	73,1
Total du passif ...	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.775,1	2.508,9	2.968,0	2.493,9	3.052,2

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		avoirs à l'O.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	.....
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	.....
1977 1 ^{er} trimestre	896,0	517,4	1.413,4	4,26	4,20	.....
2 ^e trimestre	990,5	554,9	1.545,4	4,23	4,29	.....
3 ^e trimestre	873,6	454,5	1.328,1	3,86	3,76	.....
4 ^e trimestre	986,2	509,2	1.495,4	4,34	4,28	.....
1978 1 ^{er} trimestre	976,1	551,6	1.527,7	4,18	4,18	.....
2 ^e trimestre	1.031,6	557,9	1.589,5	4,13	4,13	.....
3 ^e trimestre	973,2	497,1	1.470,3	4,03	3,93	.....
4 ^e trimestre	1.069,3	513,4	1.582,7	4,51	4,52	.....
1979 1 ^{er} trimestre	1.046,6	582,1	1.628,7	4,45	4,33	.....
1978 Mai	1.033,6	686,4	1.720,0	4,16	4,34	.....
Juin	1.064,9	524,9	1.589,8	4,31	4,15	.....
Juillet	1.048,4	543,1	1.591,5	4,14	4,14	.....
Août	941,1	465,5	1.406,6	4,00	3,85	.....
Septembre	930,0	482,7	1.412,7	3,96	3,81	.....
Octobre	1.045,5	496,6	1.542,1	4,55	4,38	.....
Novembre	1.019,9	547,1	1.567,0	4,25	4,43	.....
Décembre	1.142,4	496,5	1.638,9	4,73	4,73	.....
1979 Janvier	1.050,0	519,0	1.569,0	4,43	4,26	.....
Février	1.049,5	688,9	1.738,4	4,23	4,40	.....
Mars	1.040,3	538,4	1.578,7	4,68	4,33	.....
Avril	1.183,1	587,0	1.770,1	4,54	4,73	.....
Mai	1.153,8	612,9	1.766,7	4,56	4,56	.....

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
valeur nominale									
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...	
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5	
1973	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...	
1974	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976 Septembre	15,6	6,0	31,9	...	...	23,3	2,1	24,5	
Décembre	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6	
1977 Mars	14,0	6,0	16,4	...	...	19,8	...	13,1	
Juin	12,7	6,0	22,0	...	...	22,5	...	14,8	
Septembre	13,4	—	3,4	...	3,8	17,0	...	...	...
Décembre	17,5	—	2,8	...	...	7,0	...	7,4	2,8
1978 Janvier	15,1	—	...	...	...	11,3	...	0,6	...
Février	16,0	—	0,6	4,2	...	16,6	...	...	0,6
Mars	15,3	—	8,5	5,1	...	17,2	...	...	8,5
Avril	15,4	—	12,8	...	...	17,9	1,5	...	4,7
Mai	16,5	—	17,4	...	...	17,0	...	...	12,8
Juin	17,0	—	37,0	...	...	8,4	...	4,7	37,0
Juillet	17,0	—	35,5	...	...	10,1	...	2,8	35,5
Août	18,7	—	26,1	...	...	10,6	...	4,1	26,1
Septembre	19,6	—	28,7	...	...	11,2	...	4,3	28,7
Octobre	20,7	—	20,4	...	...	10,8	...	5,2	20,4
Novembre	21,8	—	23,5	...	...	9,6	...	7,4	23,5
Décembre	22,3	—	16,0	...	...	5,2	...	13,9	16,0

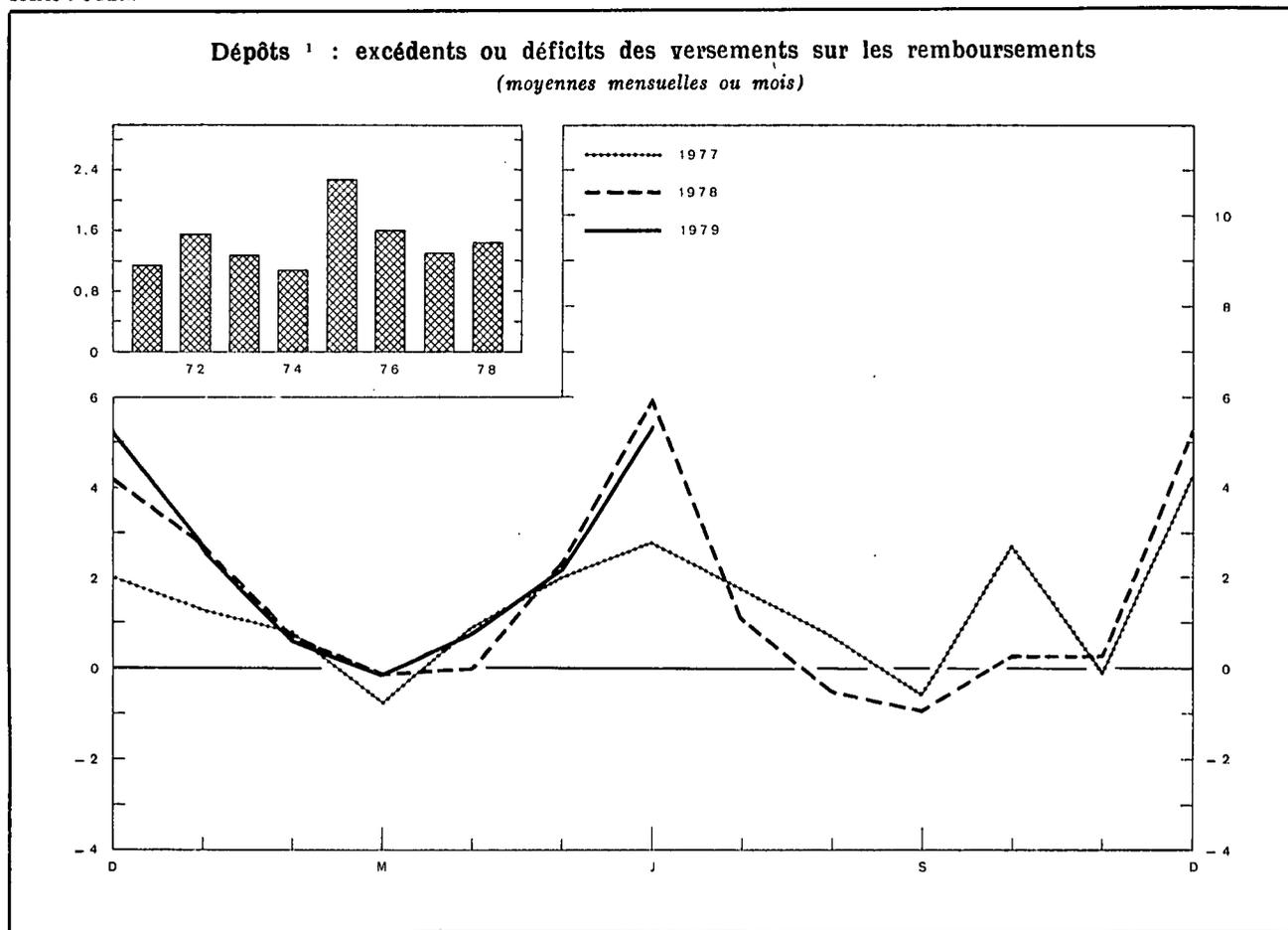
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.



Périodes	Dépôts 1			Bons d'épargne 2		Total
	Versements 3 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	à fin de période		
				Solde 4 (4)	Montant en circulation (5)	
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1977 2 ^e trimestre	96,3	90,6	5,7	326,5	58,1	384,6
3 ^e trimestre	89,4	87,6	1,8	328,8	62,6	390,9
4 ^e trimestre	99,3	92,5	6,8	348,9	65,4	414,3
1978 1 ^{er} trimestre	108,2	104,8	3,4	352,3	70,2	422,5
2 ^e trimestre	122,7	114,3	8,4	360,7	74,0	434,7
3 ^e trimestre	118,9	119,2	- 0,3	360,4	76,1	436,5
4 ^e trimestre	139,0	133,1	5,9	380,3	78,6	458,9
1979 1 ^{er} trimestre	148,3	145,3	3,0	383,3	83,4	466,7
2 ^e trimestre	158,9	150,5	8,4	391,7	87,0	478,7
1978 Juin	48,0	42,0	6,0	360,7	74,0	434,7
Juillet	40,6	39,5	1,1	361,8	74,6	436,4
Août	37,4	37,9	- 0,5	361,3	75,6	436,9
Septembre	40,9	41,8	- 0,9	360,4	76,1	436,5
Octobre	46,1	45,8	0,3	360,7	77,1	437,8
Novembre	42,2	41,9	0,3	361,0	77,8	438,8
Décembre	50,7	45,4	5,3	380,3	78,6	458,9
1979 Janvier	51,3	48,8	2,5	382,8	79,7	462,5
Février	46,9	46,3	0,6	383,4	81,6	465,0
Mars	50,1	50,2	- 0,1	383,3	83,4	466,7
Avril	49,4	48,6	0,8	384,1	84,6	468,7
Mai	51,1	48,9	2,2	386,3	85,7	472,0
Juin	58,4	53,0	5,4	391,7	87,0	478,7

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1978, les intérêts capitalisés s'élèvent à 14 milliards.

XIV . 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9
Avances à l'industrie	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7
Crédit agricole	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4
Acceptations bancaires	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8
Prêts au jour le jour	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6
Total ...	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3
Prêts hypothécaires	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8
Crédit agricole	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2
Total ...	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7
Valeurs échues du portefeuille	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—	—
Divers	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1
Total de l'actif ...	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7
Etablissements publics et autres	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1
Total ...	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8
Dépôts en comptes courants ²	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7
Fonds de développement des universités libres	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4
Divers	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7
Total du passif ...	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite
(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	13,9	} 23,3 ³	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0
Réserves mathématiques ²	9,8	10,3		1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Fonds de réserve	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Total ...	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie
(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Total ...	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2
Fonds de réserve et de répartition	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8
Total ...	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
ACTIF									
IMMOBILISE	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	1,6
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	18,7	19,6	19,8	16,8	18,0	22,1	16,2	41,4	26,6
En-cours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	28,4	30,3	30,8	33,6	36,9	40,8	50,1	59,7	75,7
2. garantis par banques et organismes financiers ...	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2	52,7	50,3
3. dont le risque est à charge de l'Institution	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,2	66,9	66,7	68,0
Crédits commerciaux	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4	5,7	4,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7	9,0	12,9
Autres ¹	1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,0	4,4	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3
2. autres ²	1,9	1,8	1,7	1,6	1,5	1,4	1,6	1,4	1,2
Débiteurs divers	1,1	1,4	1,4	2,2	2,2	2,2	2,5	3,4	3,4
Fonds publics et participations	1,3	1,3	2,7	2,7	2,7	2,7	3,0	3,0	3,0
Divers	1,3	1,9	2,1	2,6	1,5	1,8	1,5	0,9	1,9
Total de l'actif ...	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,2	1,2	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6
EXIGIBLE :									
Obligations	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6	163,5	163,4
Bons de caisse	19,2	18,7	20,4	21,5	22,3	27,4	28,3	32,3	32,4
Dépôts et emprunts divers	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7	26,3	28,3
Effets réescomptés	5,6	4,5	3,9	3,5	3,9	7,4	6,1	5,5	5,7
Créditeurs divers	} 2,5	2,5	3,7	3,4	4,5	4,6	3,9	4,4	5,4
Provisions pour charge et risques divers .....										2,3	2,5	2,8
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,0	4,4	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3
2. Autres ³	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,0	0,9
Divers	7,3	8,8	8,8	8,2	8,0	8,0	8,0	8,9	9,1
Total du passif ...	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1978 30 avril	1979 30 avril	1978 31 mai	1979 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	1,5	1,7	2,3	2,5	1,4	1,6	1,6	1,8
Prêts au jour le jour	1,0	1,3	1,2	0,7	0,9	0,4	1,6	0,4
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	11,9	10,7	8,2	7,4	6,4	8,7	6,2	10,9
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,8	2,1	2,3	2,5	2,6	3,3	2,5	2,8
Effets de commerce et factures	2,1	3,4	4,0	4,3	3,9	4,2	3,9	4,1
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	21,0	30,9	38,3	44,6	40,8	45,1	41,1	45,6
Portefeuille-titres et participations	131,7	151,0	172,3	191,9	181,2	199,6	183,5	198,9
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(1,6)	(1,9)	(0,6)	(1,8)	(1,8)	(2,2)	(1,1)	(1,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(48,9)	(58,1)	(66,7)	(79,9)	(72,4)	(84,2)	(75,7)	(83,7)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(61,8)	(70,2)	(82,9)	(87,5)	(84,5)	(90,0)	(84,3)	(89,9)
c) Obligations de sociétés belges	(13,2)	(14,4)	(15,5)	(15,9)	(16,1)	(16,5)	(16,1)	(16,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(3,1)	(3,3)	(3,8)	(4,5)	(3,9)	(4,4)	(3,9)	(4,5)
e) Autres valeurs	(3,1)	(3,1)	(2,8)	(2,3)	(2,5)	(2,3)	(2,4)	(2,4)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	143,4	166,7	186,2	216,3	194,6	222,2	196,7	224,1
Actionnaires ou sociétaires	2,4	3,1	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Débiteurs divers	1,4	2,0	2,9	3,5	3,0	3,6	3,0	4,1
Divers	1,1	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5
Total du disponible et réalisable ...	319,3	373,5	421,7	477,6	438,7	492,6	444,1	496,6
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	...
Immeubles et terrains	3,0	3,5	4,0	4,7	4,1	4,9	4,1	5,0
Leasing immobilier	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,6	0,9	0,6
Matériel et mobilier	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Leasing mobilier	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total de l'immobilisé ...	4,5	5,1	5,6	6,3	5,7	6,2	5,8	6,3
Comptes transitoires ¹	8,3	9,7	12,0	12,4	11,0	11,9	11,8	12,9
Total de l'actif ...	332,1	388,3	439,3	496,3	455,4	510,7	461,7	515,8
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	306,9	359,8	405,9	460,6	422,3	473,9	427,4	476,8
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	302,6	354,5	399,7	451,5	415,1	464,4	420,5	467,1

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1978 30 avril	1979 30 avril	1978 31 mai	1979 31 mai
Fonds d'épargne :								
Visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	219,8	255,7	282,0	320,5	287,9	322,7	292,3	324,5
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans ...	20,5	24,6	28,3	31,1	29,7	31,9	29,9	31,9
c) de cinq ans ou plus	61,1	71,9	85,3	93,9	90,0	99,7	90,5	100,8
Visés à l'article 23, § 5, de l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967	0,1	—	—	—	—	—	—	—
Total des fonds d'épargne ...	301,5	352,2	395,6	445,5	407,6	454,3	412,7	457,2
Réserves techniques	1,2	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de reconstitution	2,8	3,1	3,4	3,8	3,5	3,9	3,5	3,9
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,5	0,6	0,8	0,8	0,2	0,2	0,2	0,3
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	...	...	...	...	0,2	0,2	—	0,4
b) auprès de la Banque Nationale .....	...	...	...	0,6	...	0,2	0,1	0,2
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	0,2	0,7	1,1	2,0	1,1	1,5	1,1	1,2
Acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Réescompteurs .....	...	...	0,4	0,5	...	1,0	...	0,8
Mobilisation d'Actifs	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Autres engagements à un mois maximum	0,9	1,1	1,4	1,3	0,5	0,6	0,6	0,7
Créditeurs divers	1,2	1,0	1,3	1,3	1,9	1,7	1,8	2,0
Provisions pour charges	1,2	2,5	3,3	4,7	3,4	4,8	3,4	4,9
Divers	1,1	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5
Total de l'exigible ...	311,0	363,0	409,1	462,2	420,2	470,1	425,2	473,3
Fonds propres :								
a) capital	6,5	7,6	8,0	8,5	8,1	8,6	8,2	8,6
b) réserve légale	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8
c) autres réserves	6,6	7,1	7,8	9,1	8,2	9,8	8,7	10,2
Comptes de redressements d'actifs	0,8	1,2	1,9	2,8	1,9	2,8	1,9	2,8
Comptes transitoires ¹	6,7	8,8	11,8	13,0	16,3	18,6	17,0	20,1
Total du passif ...	332,1	388,3	439,3	496,3	455,4	510,7	461,7	515,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Total	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total		Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3	
1976 4 ^e trimestre	22,4	10,1	1,2	3,1	14,4	0,6	16,0	16,6	20,2	272,0	25,1	8,8	30,2	53,7	
1977 1 ^{er} trimestre	20,2	8,8	2,3	3,5	14,6	0,3	14,2	14,5	20,3	276,0	25,7	10,7	31,8	72,8	
2 ^e trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2	
3 ^e trimestre	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8	
4 ^e trimestre	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	26,1	11,0	28,4	68,3	
1978 1 ^{er} trimestre	20,4	10,9	1,6	5,5	18,0	0,6	16,7	17,3	21,1	311,4	27,6	11,0	30,3	86,2	
2 ^e trimestre	21,1	8,2	1,5	2,2	11,9	0,5	10,5	11,0	22,0	.....	29,6	10,6	31,3	75,8
3 ^e trimestre	22,0	9,1	2,4	3,8	15,3	0,5	14,1	14,6	22,7	.....	30,6	10,0	34,5	76,4
4 ^e trimestre	22,7	10,4	2,3	5,3	18,0	2,5	15,9	18,4	22,3	331,0	30,8	13,0	30,4	76,9	
1977 Décembre	20,7	3,7	0,6	1,3	5,6	0,4	5,5	5,9	20,4	303,0	26,1	13,6	25,8	23,7	
1978 Janvier	20,4	3,6	0,5	0,8	4,9	0,1	4,1	4,2	21,1	303,1	25,6	10,7	31,0	38,6	
Février	21,1	3,6	0,6	3,7	7,9	0,2	7,3	7,5	21,5	307,1	25,6	11,2	30,8	22,7	
Mars	21,5	3,7	0,5	1,0	5,2	0,3	5,3	5,6	21,1	311,4	27,6	11,1	29,2	24,9	
Avril	21,1	2,5	0,7	0,8	4,0	0,2	2,7	2,9	22,2	311,5	27,7	8,8	31,4	32,7	
Mai	22,2	2,7	0,4	0,9	4,0	0,2	3,9	4,1	22,1	314,4	28,1	11,9	30,7	26,3	
Juin	22,1	3,0	0,4	0,5	3,9	0,1	3,9	4,0	22,0	.....	29,6	11,0	31,8	16,8
Juillet	22,0	3,5	1,1	1,6	6,2	0,2	6,0	6,2	22,0	318,7	28,3	10,0	38,8	37,9	
Août	22,0	2,2	0,6	1,1	3,9	0,2	4,2	4,4	21,5	.....	31,0	10,7	32,6	20,8
Septembre	21,5	3,4	0,7	1,1	5,2	0,1	3,9	4,0	22,7	.....	30,6	9,2	32,0	17,7
Octobre	22,7	3,7	1,0	1,7	6,4	0,9	5,2	6,1	23,0	324,5	30,9	10,2	31,9	24,6	
Novembre	23,0	3,5	0,7	1,5	5,7	0,8	5,0	5,8	22,9	327,9	29,6	15,3	29,0	28,1	
Décembre	22,9	3,2	0,6	2,1	5,9	0,8	5,7	6,5	22,3	331,0	30,8	13,4	30,4	24,2	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
ACTIF									
Immeubles	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1
Prêts hypothécaires	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3
Prêts sur polices	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	8,2	21,6	23,3	24,5	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1
Titres des organismes parastataux de crédit	8,2								
Titres des autres organismes parastataux	2,5								
Titres des provinces et communes	1,9								
Valeurs étrangères	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6
Obligations de sociétés belges	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7
Actions de sociétés belges	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8
Total des valeurs mobilières ...	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	...	...
Réserves mathématiques ¹	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5

Sociétés étrangères

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
ACTIF									
Immeubles	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6
Prêts hypothécaires	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	5,0	8,4	8,9	9,2	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4
Titres des organismes parastataux de crédit	1,5								
Titres des autres organismes parastataux	1,1								
Titres des provinces et communes	0,4								
Valeurs étrangères	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4
Obligations de sociétés belges	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2
Actions de sociétés belges	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9
Total des valeurs mobilières ...	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	...	...
Réserves mathématiques ¹	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total (6) = (1) + (4) + (5)		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1971	+ 2,7	+ 3,0	...	+ 3,0	+ 2,0	+ 7,7	+ 203,8	+ 211,5
1972	+ 1,3	+ 3,8	...	+ 3,8	+ 1,6	+ 6,7	+ 279,7	+ 286,4
1973	+ 5,8	+ 7,1	...	+ 7,1	+ 2,6	+ 15,5	+ 284,6	+ 300,1
1974	+ 5,6	+ 1,5	- 0,2	+ 1,3	+ 2,3	+ 9,2	+ 299,7	+ 308,9
1975	+ 5,4	- 0,9	+ 0,3	- 0,6	- 0,7	+ 4,1	p+ 382,2	p+ 386,3
1976	+ 8,8	- 1,5	- 0,3	- 1,8	+ 1,8	+ 8,8	p+ 467,0	p+ 475,8
1977	- 1,2	+ 4,4	+ 0,2	+ 4,6	- 0,3	+ 3,1	p+ 467,1	p+ 470,2
1978	+ 6,1	+ 8,0	- 0,1	+ 7,9	- 0,5	+ 13,5	p+ 461,1	p+ 474,6
1977 1 ^{er} trimestre	- 13,5	+ 14,4	+ 0,2	+ 14,6	- 0,1	+ 1,0	p+ 138,8	p+ 139,8
2 ^e trimestre	+ 2,4	+ 0,8	...	+ 0,8	- 0,2	+ 3,0	p+ 136,5	p+ 139,5
3 ^e trimestre	+ 4,2	- 13,3	...	- 13,3	+ 0,2	- 8,9	p+ 85,7	p+ 76,8
4 ^e trimestre	+ 5,7	+ 2,5	...	+ 2,5	- 0,2	+ 8,0	p+ 106,1	p+ 114,1
1978 1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 14,0	- 0,1	+ 13,9	- 0,4	+ 15,7	p+ 135,0	p+ 150,7
2 ^e trimestre	+ 9,6	- 11,2	...	- 11,2	+ 0,2	- 1,4	p+ 171,0	p+ 169,6
3 ^e trimestre	- 0,5	+ 1,2	...	+ 1,2	- 0,2	+ 0,5	p+ 56,4	p+ 56,9
4 ^e trimestre	- 5,2	+ 4,0	...	+ 4,0	- 0,1	- 1,3	p+ 98,7	p+ 97,4
1979 1 ^{er} trimestre .....	...	+ 10,9	- 0,1	+ 10,8	+ 0,7	+ 11,5	p+ 143,3	p+ 154,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁴ Durée à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (⁹) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires ²	Autres actifs à un an au plus ^{3 4}	Actifs à plus d'un an ^{3 5}	Total (⁴) = (1) à (3)	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁶	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷	Total (⁷) = (5) + (6)		
1971	+ 35,8	+ 78,1	+ 68,4	+182,3	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 2,7	+203,8
1972	+ 64,7	+103,6	+ 62,0	+230,3	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 18,3	+279,7
1973	+ 31,9	+139,3	+ 81,3	+252,5	+ 5,5	+ 25,4	+ 30,9	+ 1,2	+284,6
1974	+ 34,4	+141,3	+ 96,7	+272,4	+ 13,1	+ 15,0	+ 28,1	- 0,8	+299,7
1975	+ 91,9	+126,1	p+112,8	p+330,8	+ 8,0	+ 31,8	+ 39,8	p+ 11,6	p+382,2
1976	+ 37,2	+197,8	p+151,5	p+386,5	+ 12,0	+ 14,2	+ 26,2	p+ 54,3	p+467,0
1977	+ 73,2	+113,2	p+227,1	p+413,5	+ 18,9	+ 16,7	+ 35,6	p+ 18,0	p+467,1
1978	+ 48,5	+175,1	p+172,8	p+396,4	- 1,2	+ 17,2	+ 16,0	p+ 48,7	p+461,1
1977 1 ^{er} trimestre	+ 24,8	+ 22,1	p+ 70,5	p+117,4	+ 3,1	+ 2,3	+ 5,4	p+ 16,0	p+138,8
2 ^e trimestre	+ 45,4	+ 4,0	p+ 70,4	p+119,8	- 1,4	+ 6,2	+ 4,8	p+ 11,9	p+136,5
3 ^e trimestre	- 14,5	+ 24,5	p+ 60,4	p+ 70,4	+ 2,2	+ 3,9	+ 6,1	p+ 9,2	p+ 85,7
4 ^e trimestre	+ 17,5	+ 62,6	p+ 25,8	p+105,9	+ 15,0	+ 4,3	+ 19,3	p- 19,1	p+106,1
1978 1 ^{er} trimestre	+ 5,8	+ 66,2	p+ 63,8	p+135,8	- 13,5	+ 3,9	- 9,6	p+ 8,8	p+135,0
2 ^e trimestre	+ 55,1	+ 14,6	p+ 53,2	p+122,9	+ 8,3	+ 2,2	+ 10,5	p+ 37,6	p+171,0
3 ^e trimestre	- 26,1	+ 34,9	p+ 34,1	p+ 42,9	+ 7,1	+ 4,9	+ 12,0	p+ 1,5	p+ 56,4
4 ^e trimestre	+ 13,7	+ 59,4	p+ 21,7	p+ 94,8	- 3,1	+ 6,2	+ 3,1	p+ 0,8	p+ 98,7
1979 1 ^{er} trimestre	+ 3,8	+ 49,6	p+ 54,4	p+107,8	- 0,8	+ 4,6	+ 3,8	p+ 31,7	p+143,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges							En monnaies étrangères			Total général (12) = (8) + (11)	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger (7)	Total (8) = (5) + (7)	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}	A l'étranger (10)	Total (11) = (9) + (10)		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)							dont : Après des organismes principalement monétaires ⁵ (6)
1971	+ 54,2	+ 13,0	+ 10,5	+ 0,5	+ 78,2	+ 27,0	- 0,1	+ 78,1	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,3
1972	+ 88,0	+ 3,9	+ 4,9	+ 1,4	+ 98,2	+ 37,7	+ 5,4	+103,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,4
1973	+ 70,2	+ 48,8	+ 7,6	+ 0,5	+127,1	+ 65,2	+ 12,2	+139,3	+ 2,7	+ 2,8	+ 5,5	+144,8
1974	+ 51,2	+ 42,3	+ 7,0	+ 0,4	+100,9	+ 45,7	+ 40,4	+141,3	+ 5,6	+ 7,5	+ 13,1	+154,4
1975	+136,7	- 3,0	+ 9,7	+ 1,8	+145,2	+ 42,2	- 19,1	+126,1	+ 5,5	+ 2,5	+ 8,0	+134,1
1976	+106,0	+ 69,4	+ 4,6	- 4,2	+175,8	+ 87,8	+ 22,0	+197,8	+ 8,4	+ 3,6	+ 12,0	+209,8
1977	+102,9	- 1,4	+ 5,1	+ 1,1	+107,7	+ 39,1	+ 5,5	+113,2	+ 4,4	+ 14,5	+ 18,9	+132,1
1978	+105,9	+ 31,8	+ 14,5	+ 1,3	+153,5	+ 64,2	+ 21,6	+175,1	- 6,1	+ 4,9	- 1,2	+173,9
1977 1 ^{er} trimestre	+ 2,4	+ 14,4	- 2,4	+ 2,8	+ 17,2	+ 9,0	+ 4,9	+ 22,1	+ 5,7	- 2,6	+ 3,1	+ 25,2
2 ^e trimestre	+ 23,7	- 17,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 7,8	+ 1,6	- 3,8	+ 4,0	- 6,4	+ 5,0	- 1,4	+ 2,6
3 ^e trimestre	+ 15,1	+ 2,7	+ 3,2	- 0,5	+ 20,5	+ 12,5	+ 4,0	+ 24,5	- 1,9	+ 4,1	+ 2,2	+ 26,7
4 ^e trimestre	+ 61,7	- 0,8	+ 3,3	- 2,0	+ 62,2	+ 16,0	+ 0,4	+ 62,6	+ 7,0	+ 8,0	+ 15,0	+ 77,6
1978 1 ^{er} trimestre	+ 17,7	+ 32,0	+ 0,7	+ 4,2	+ 54,6	+ 26,7	+ 11,6	+ 66,2	- 3,5	- 10,0	- 13,5	+ 52,7
2 ^e trimestre	+ 18,7	- 18,7	+ 7,2	- 0,7	+ 6,5	- 1,0	+ 8,1	+ 14,6	- 0,9	+ 9,2	+ 8,3	+ 22,9
3 ^e trimestre	+ 14,7	+ 18,7	- 0,2	+ 2,3	+ 35,5	+ 20,5	- 0,6	+ 34,9	+ 0,7	+ 6,4	+ 7,1	+ 42,0
4 ^e trimestre	+ 54,8	- 0,2	+ 6,8	- 4,5	+ 56,9	+ 18,0	+ 2,5	+ 59,4	- 2,4	- 0,7	- 3,1	+ 56,3
1979 1 ^{er} trimestre	+ 17,1	+ 27,1	- 3,1	+ 5,1	+ 46,2	+ 27,6	+ 3,4	+ 49,6	+ 1,1	- 1,9	- 0,8	+ 48,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XY - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES À UN AN AU PLUS ²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisses et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴ (6)		
1971	332,5	149,0	40,6	3,7	525,8	203,5	9,7	535,5
1972	420,5	152,9	45,5	5,1	624,0	241,2	9,2	633,2
1973	490,7	201,7	53,1	5,6	751,1	306,4	11,9	763,0
1974	541,9	244,0	60,1	6,0	852,0	352,1	17,5	869,5
1975	678,6	241,0	69,8	7,8	997,2	394,3	23,0	1.020,2
1976	784,6	310,4	74,4	3,6	1.173,0	482,1	31,4	1.204,4
1977 Mars	787,0	324,8	72,0	6,4	1.190,2	491,1	37,1	1.227,3
Juin	810,7	307,1	73,0	7,2	1.198,0	492,7	30,7	1.228,7
Septembre	825,8	309,8	76,2	6,7	1.218,5	505,2	28,8	1.247,3
Décembre	887,5	309,0	79,5	4,7	1.280,7	521,2	35,8	1.316,5
1978 Mars	905,2	341,0	80,2	8,9	1.335,3	547,9	32,3	1.367,6
Juin	923,9	322,3	87,4	8,2	1.341,8	546,9	31,4	1.373,2
Septembre	938,6	341,0	87,2	10,5	1.377,3	567,4	32,1	1.409,4
Décembre	993,4	340,8	94,0	6,0	1.434,2	585,4	29,7	1.463,9
1979 Mars	1.010,5	367,9	90,9	11,1	1.480,4	613,0	30,8	1.511,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1971	+ 53,8	+11,2	+ 3,4	+ 68,4	-----	-----	+21,6	+ 90,0
1972	+ 52,9	+ 8,0	+ 1,1	+ 62,0	-----	-----	+33,3	+ 95,3
1973	+ 75,5	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,3	+ 7,1	+18,3	+25,4	+106,7
1974	+ 91,2	- 1,1	+ 6,6	+ 96,7	+13,0	+ 2,0	+15,0	+111,7
1975	p+ 95,5	+12,8	+ 4,5	p+112,8	+22,4	+ 9,4	+31,8	p+144,6
1976	p+146,2	+ 3,1	+ 2,2	p+151,5	+13,5	+ 0,7	+14,2	p+165,7
1977	p+210,0	+ 7,1	+10,0	p+227,1	+17,7	- 1,0	+16,7	p+243,8
1978	p+161,6	+ 0,9	+10,3	p+172,8	+15,6	+ 1,6	+17,2	p+190,0
1977 1 ^{er} trimestre	p+ 64,2	+ 2,7	+ 3,6	p+ 70,5	+ 2,4	- 0,1	+ 2,3	p+ 72,8
2 ^e trimestre	p+ 65,6	- 0,1	+ 4,9	p+ 70,4	+ 6,8	- 0,6	+ 6,2	p+ 76,6
3 ^e trimestre	p+ 57,1	+ 3,3	...	p+ 60,4	+ 4,4	- 0,5	+ 3,9	p+ 64,3
4 ^e trimestre	p+ 23,1	+ 1,2	+ 1,5	p+ 25,8	+ 4,1	+ 0,2	+ 4,3	p+ 30,1
1978 1 ^{er} trimestre	p+ 65,3	- 1,6	+ 0,1	p+ 63,8	+ 3,2	+ 0,7	+ 3,9	p+ 67,7
2 ^e trimestre	p+ 42,0	+ 1,5	+ 9,7	p+ 53,2	+ 1,7	+ 0,5	+ 2,2	p+ 55,4
3 ^e trimestre	p+ 33,5	+ 0,6	...	p+ 34,1	+ 4,7	+ 0,2	+ 4,9	p+ 39,0
4 ^e trimestre	p+ 20,8	+ 0,4	+ 0,5	p+ 21,7	+ 6,0	+ 0,2	+ 6,2	p+ 27,9
1979 1 ^{er} trimestre	p+ 52,5	+ 1,9	...	p+ 54,4	+ 3,4	+ 1,2	+ 4,6	p+ 59,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durés à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

**XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²**

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1)+(2)+(3) +(5)+(7)	(11) = (4)+(6) +(8)+(9)		(12) = (10)+(11)
1971	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,1	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,2	+ 1,2	+112,2	+ 42,4	+154,6
1972	+ 19,5	+ 11,9	+ 66,2	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,5	+ 2,7	+162,5	+ 32,3	+194,8
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,7	+ 6,1	+ 40,9	+ 30,9	+ 24,9	+ 8,0	+ 1,1	+162,3	+ 46,1	+208,4
1974	+ 16,8	+ 2,8	+ 60,0	+ 3,2	+ 39,9	+ 38,0	+ 20,8	+ 9,5	+ 2,6	+140,3	+ 53,3	+193,6
1975	+ 33,1	+ 8,3	+ 87,7	+ 16,8	+ 76,4	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+242,6	+ 65,9	+308,5
1976	+ 16,8	+ 7,2	+107,2	+ 14,1	+ 54,2	+ 46,9	+ 35,8	+ 13,7	+ 3,8	+221,2	+ 78,5	+299,7
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,0	+ 32,1	+ 51,9	+ 86,0	+ 25,1	+ 18,1	- 0,3	+185,4	+135,9	+321,3
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 71,3	+ 18,7	+ 61,6	p+ 35,5	+ 35,9	+ 11,4	p+ 5,4	+195,9	p+ 71,0	p+266,9
1977 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+ 3,8	+ 37,7	+ 15,3	+ 15,5	+ 37,3	- 3,5	+ 5,9	- 3,8	+ 47,7	+ 54,7	+102,4
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 5,7	+ 4,4	+ 5,1	+ 1,8	+ 20,3	+ 8,9	+ 4,7	+ 1,1	+ 46,9	+ 31,2	+ 78,1
3 ^e trimestre	- 4,0	- 4,8	+ 3,9	+ 7,7	+ 4,9	+ 22,7	+ 4,0	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,0	+ 36,7	+ 40,7
4 ^e trimestre	+ 10,6	- 0,2	+ 31,0	+ 4,0	+ 29,7	+ 5,7	+ 15,7	+ 2,4	+ 1,2	+ 86,8	+ 13,3	+100,1
1978 1 ^{er} trimestre	- 6,6	+ 3,3	+ 29,7	+ 4,0	+ 24,8	p+ 12,1	+ 5,8	+ 3,7	p+ 1,6	+ 57,0	p+ 21,4	p+ 78,4
2 ^e trimestre	+ 28,6	- 2,6	+ 16,1	+ 7,8	+ 10,2	p+ 10,7	+ 8,4	+ 3,7	p+ 1,1	+ 60,7	p+ 23,3	p+ 84,0
3 ^e trimestre	- 11,4	- 1,1	+ 11,5	+ 3,5	+ 5,3	p+ 6,9	+ 5,6	+ 2,0	p+ 1,1	+ 9,9	p+ 13,5	p+ 23,4
4 ^e trimestre	+ 10,4	+ 6,5	+ 14,0	+ 3,4	+ 21,3	p+ 5,8	+ 16,1	+ 2,0	p+ 1,6	+ 68,3	p+ 12,8	p+ 81,1
1979 1 ^{er} trimestre	- 3,7	- 3,4	+ 34,3	+ 6,9	+ 19,2	p+ 23,5	+ 3,5	+ 5,2	p+ 1,1	+ 49,9	p+ 36,7	p+ 86,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1)+(2)+(3)+(5)+(7)	(11) = (4)+(6)+(8)+(9)	(12) = (10)+(11)
1971	195,1	58,8	355,6	52,3	238,0	234,8	97,0	58,2	7,1	944,5	352,4	1.296,9
1972	214,6	70,7	421,8	62,5	276,8	249,7	123,1	62,7	9,8	1.107,0	384,7	1.491,7
1973	228,9	72,2	502,5	68,6	317,7	280,6	148,0	70,7	10,9	1.269,3	430,8	1.700,1
1974	245,7	75,0	562,5	71,8	357,6	318,6	168,8	80,2	13,5	1.409,6	484,1	1.893,7
1975	278,8	83,3	650,2	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.652,2	550,0	2.202,2
1976	295,6	90,5	757,4	102,7	488,2	400,5	241,7	106,1	19,2	1.873,4	628,5	2.501,9
1977 Mars	289,8	94,3	795,1	118,0	503,7	437,8	238,2	112,0	15,4	1.921,1	633,2	2.604,3
Juin	315,9	100,0	799,5	123,1	505,5	458,1	247,1	116,7	16,5	1.968,0	714,4	2.682,4
Septembre	311,9	95,2	803,4	130,8	510,4	480,8	251,1	121,8	17,7	1.972,0	751,1	2.723,1
Décembre	322,5	95,0	834,4	134,8	540,1	486,5	266,8	124,2	18,9	2.058,8	764,4	2.823,2
1978 Mars	315,9	98,3	864,1	138,8	564,9	p 498,6	272,6	127,9	p 20,5	2.115,8	p 735,8	p 2.901,6
Juin	344,5	95,7	880,2	146,6	575,1	p 509,3	281,0	131,6	p 21,6	2.176,5	p 809,1	p 2.985,6
Septembre	333,1	94,6	891,7	150,1	580,4	p 516,2	286,6	133,6	p 22,7	2.186,4	p 822,6	p 3.009,0
Décembre	343,5	101,1	905,7	153,5	601,7	p 522,0	302,7	135,6	p 24,3	2.254,7	p 835,4	p 3.090,1
1979 Mars	339,8	97,7	940,0	160,4	620,9	p 545,5	306,2	140,8	p 25,4	2.304,6	p 872,1	p 3.176,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS
DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS**

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	- 3,6	65,8
	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	—	5,4	- 5,4	66,3
	p 1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5
	p 1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	...	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,6	7,3	1,3	- 2,5
	1974	...	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8
	p 1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0
	p 1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	8,0	1,9	6,1	36,7
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	1975	...	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
	1976	...	2,1	- 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4
	p 1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0
	p 1978	2,0	2,0	—	18,3	18,3	15,6	5,9	9,7	28,0
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1
	p 1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	...	1,1	- 1,1	54,9
	p 1978	34,0	16,7	17,3	21,9	39,2	0,7	0,3	0,4	39,6
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0
	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,8	3,8	3,0	18,9
	p 1977	6,0	6,7	- 0,7	—	- 0,7	18,2	2,6	15,6	14,9
	p 1978	23,0	6,9	16,1	—	16,1	9,6	2,2	7,4	23,5
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3
	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5
	p 1977	270,3	81,8	188,5	99,5	288,0	64,0	21,7	42,3	330,3
	p 1978	282,3	105,2	177,1	40,2	217,3	34,0	11,9	22,1	239,4

¹ Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 3,5; en 1975 : 16,9; en 1976 : 53,0; en 1977 : 42,5 et en 1978 48,4 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977 et 1978 : « Intermédiaires financiers publics » : 3,7, 1,0, 0,7, 0,6, 7,0, - 4,6, 2,0 et 2,8 milliards; « Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique » : 4,9, 3,7, 3,7, 4,5, 4,7, 1,9, 2,2 et 8,1 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement pour le porteur ³		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁴	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	—	10,10
						139.500			
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁴	100,00	6 ou 10 ans	42.000	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	—	8,69
						175.100			
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	—	10,24
						196.000			
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.500	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16.500 ⁵	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6.000	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2.000	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4.000	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50.300	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6.000	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61.500	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28.500	—	9,02
	Décembre	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18.000	—	8,98
						270.300			
1978	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63.000	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33.000 ⁶	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63.000	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23.000	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59.000	—	8,93
	Octobre	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5.000	—	8,98
	Octobre	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4.000	—	8,98
	Novembre	27	Fonds des Routes 1978-85	8,75	99,00	7 ans	30.000	—	8,95
						280.000			
1979	Janvier	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65.500	—	9,14
	Février	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10.000	—	9,00
	Mars	21	Fonds des Routes 1979-87-91	8,75 — 9,00 ⁴	99,25	8 ou 12 ans	40.600 ⁷	8,88	8,91
	Mai	17	Etat belge 1979-87	9,00	99,00	8 ans	61.000	—	9,18

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 16.000 millions de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 25.000 millions de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

⁷ Dont 11.000 millions de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ¹	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ¹
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidés	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	total	consolidés ¹	à moyen et court terme	total ¹					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977 Mars	786,8	12,0	187,6	81,0	1.067,4	2,9	...	2,9	1.070,3	95,4	1.165,7	0,1	1.165,8
Juin	826,3	13,4	199,2	83,6	1.122,5	2,7	...	2,7	1.125,2	94,3	1.219,5	0,1	1.219,6
Septembre	876,6	6,9	172,3	80,9	1.136,7	2,6	...	2,6	1.139,3	92,5	1.231,8	0,2	1.232,0
Décembre	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978 Mars	909,7	6,2	218,3	85,7	1.219,9	2,6	...	2,6	1.222,5	125,8	1.348,3	0,1	1.348,4
Juin	949,6	6,2	246,9	88,9	1.291,6	2,4	...	2,4	1.294,0	124,2	1.418,2	0,1	1.418,3
Juillet	946,8	6,2	244,9	85,6	1.283,5	2,3	...	2,3	1.285,8	123,6	1.409,4	0,1	1.409,5
Août	943,2	6,2	262,4	86,6	1.298,4	2,3	...	2,3	1.300,7	122,9	1.423,6	0,1	1.423,7
Septembre	989,3	6,1	232,2	79,0	1.306,6	2,2	7,6	9,8	1.316,4	122,1	1.438,5	0,1	1.438,6
Octobre	985,0	5,9	219,8	81,8	1.292,5	2,1	12,6	14,6	1.307,1	121,5	1.428,6	0,1	1.428,7
Novembre	980,9	5,9	238,2	78,4	1.303,4	2,1	12,5	14,6	1.318,0	121,1	1.439,1	—	1.439,1
Décembre	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979 Janvier	969,0	5,9	216,5	92,7	1.284,1	2,1	12,0	14,1	1.298,2	150,2	1.448,4	—	1.448,4
Février	1.015,6	6,0	240,4	84,1	1.346,1	2,1	12,0	14,1	1.360,2	149,6	1.509,8	—	1.509,8
Mars	997,3	5,9	315,8	80,8	1.399,8	2,1	12,0	14,1	1.413,9	149,0	1.562,9	—	1.562,9
Avril	989,1	5,9	296,9	93,9	1.385,8	2,0	12,1	14,1	1.399,9	178,0	1.577,9	—	1.577,9
Mai	977,0	5,9	318,1	84,7	1.385,7	1,9	26,7	28,6	1.414,3	176,5	1.590,8	—	1.590,8
Juin	1.030,9	5,9	270,3	86,9	1.394,0	1,9	40,9	42,8	1.436,8	175,5	1.612,3	—	1.612,3

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer			Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor ⁶
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ⁵	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (3) - (4) à (6)	(8)	(9) = (7) - (8)	
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	- 0,3	- 0,1 ⁷	+ 33,8	...	+ 33,8
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	- 0,2	- 0,5 ⁸	+ 63,7	...	+ 63,7
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	- 2,1	+ 2,8 ⁹	+ 51,1	...	+ 51,1
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	—	...	+ 57,4	...	+ 57,4
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	—	...	+ 109,3	...	+ 109,3
1976	+ 130,1	- 0,2	+ 129,9	- 3,2	—	...	+ 133,1	...	+ 133,1
1977	+ 170,1	- 0,1	+ 170,0	+ 2,6	—	...	+ 167,4	...	+ 167,4
1978	+ 198,3	- 0,1	+ 198,2	+ 15,4	—	...	+ 182,8	...	+ 182,8
1978 6 premiers mois	+ 189,6	...	+ 189,6	+ 14,1	—	...	+ 175,5	...	+ 175,5
1979 6 premiers mois	+ 185,4	—	+ 185,4	- 1,3	—	...	+ 186,7	...	+ 186,7

¹ Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

² Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

³ Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

⁴ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

⁵ Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale avaient pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans les chiffres de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

⁶ La colonne (9) correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3.

⁷ B.I.R.D. : + 0,5; réévaluations du franc suisse : + 0,3; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

⁸ B.I.R.D.

⁹ Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 3
	Etat 1	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs 2			

Titres accessibles à tout placeur 4

1970	360,8	43,5	—	62,5	222,3	689,1	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	254,7	803,5	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4	275,3	932,9 ⁴	—
1973	560,5	63,7	—	120,9	308,4	1.053,5 ⁴	—
1974	611,1	71,2	—	124,4	357,7	1.164,4 ⁴	—
1975	705,3	72,1	—	126,9	400,2	1.304,5 ⁴	—
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6 ⁴	—
1977 p	923,8	87,3	—	157,8	593,7	1.762,6 ⁴	—

Titres non accessibles à tout placeur

1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,7	167,9	—
1972	78,1	26,2	2,4	21,4	55,8	183,9	—
1973	76,1	27,1	1,6	23,4	59,8	188,0	—
1974	80,1	30,9	3,2	27,6	62,5	204,3	—
1975	77,8	35,4	4,1	29,6	74,7	221,6	—
1976	72,5	38,5	11,2	30,8	81,0	234,0	—
1977 p	65,4	54,1	15,3	47,9	93,7	276,4	—

Total

1970	431,7	62,9	3,3	79,8	262,0	839,7	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	302,4	971,4	10,3
1972	576,3	84,2	2,4	122,8	331,1	1.116,8 ⁴	—
1973	636,6	90,8	1,6	144,3	368,2	1.241,5 ⁴	—
1974	691,2	102,1	3,2	152,0	420,2	1.368,7 ⁴	—
1975	783,1	107,5	4,1	156,5	474,9	1.526,1 ⁴	—
1976	861,2	126,5	11,2	169,8	539,9	1.708,6 ⁴	—
1977 p	989,2	141,4	15,3	205,7	687,4	2.039,0 ⁴	—

1 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

2 A partir de 1972, y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

3 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

4 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC ¹**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particulières, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

Titres accessibles à tout placeur ⁴

1970	359,1	4,7	2,9	8,9	127,4	6,0	68,9	92,8	18,4	689,1
1971	395,3	5,1	2,6	11,2	169,6	8,2	85,3	96,0	30,2	803,5
1972	434,2	6,2	2,7	12,7	210,2	15,2	110,7	102,9	38,1	932,9
1973	477,6	6,6	3,0	14,7	253,8	15,7	129,3	111,4	41,4	1.053,5
1974	529,3	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,4	49,6	1.164,4
1975	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977 p	837,1	8,7	6,6	14,8	418,5	17,5	238,1	153,1	68,2	1.762,6

Titres non accessibles à tout placeur

1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,1	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	167,9
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	78,8	—	48,4	32,5	11,9	183,9
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	79,9	—	51,8	32,7	11,6	188,0
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,0	204,3
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	10,6	0,3	0,2	3,0	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977 p	10,9	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	31,0	276,4

Total

1970	368,5	5,1	3,2	11,3	195,2	6,0	99,9	127,1	23,4	839,7
1971	404,4	5,4	2,9	14,0	242,1	8,2	125,5	129,8	39,1	971,4
1972	443,2	6,5	2,9	15,5	289,0	15,2	159,1	135,4	50,0	1.116,8
1973	486,0	6,8	3,2	17,9	333,7	15,7	181,1	144,1	53,0	1.241,5
1974	538,0	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,3	58,6	1.368,7
1975	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977 p	848,0	9,0	6,8	17,5	529,1	17,5	329,4	182,5	99,2	2.039,0

¹ A partir de 1972, y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

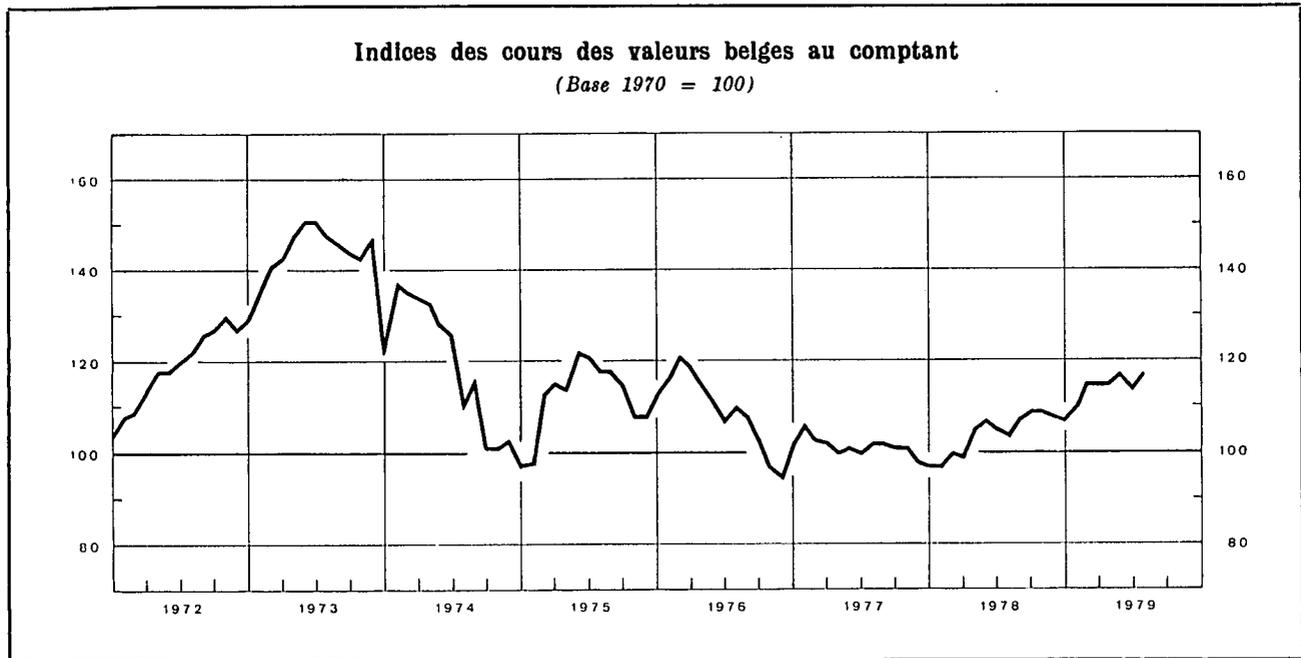
⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL^e année, vol. I,

n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges					Valeurs étrangères 5			
	Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1 2	Indices des cours 3			Taux de rendement des actions 4		Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 3	
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles		Au comptant	A terme
		Ensemble	Sociétés industrielles						
(Base 1970 = 100)					(p.e.)		(Base 1970 = 100)		
1971		109	111	104	5,2	5,9		104	102
1972		121	125	118	4,1	3,9		113	110
1973		143	148	142	3,8	3,7		117	111
1974	105	118	119	122	5,3	5,4	80	98	96
1975	100	114	114	115	5,8 ⁶	5,8 ⁶	105	100	96
1976	102	109	105	107	5,5	4,9	128	102	97
1977	89	101	97	92	5,9	5,4	77	92	89
1978	93	105	99	91	6,0	5,8	73	96	89
1977 2 ^e trimestre	101	100	97	94	5,8	5,1	84	92	89
3 ^e trimestre	78	102	97	92	6,0	5,6	66	93	89
4 ^e trimestre	85	98	94	85	6,2	6,0	68	91	87
1978 1 ^{er} trimestre	76	99	94	82	6,2	6,1	51	86	81
2 ^e trimestre	109	106	101	90	6,0	5,8	75	92	87
3 ^e trimestre	88	107	101	96	5,9	5,6	89	104	97
4 ^e trimestre	100	108	100	96	6,0	5,8	75	100	92
1979 1 ^{er} trimestre	105	114	106	101	5,6	5,5	73	101	95
2 ^e trimestre	148	115	109	104	5,7	5,2	108	113	108
1978 Juillet	75	104	99	91	6,0	5,8	75	95	89
Août	85	107	100	94	5,8	5,5	101	106	99
Septembre	104	109	103	100	5,8	5,4	91	109	103
Octobre	117	109	103	100	6,1	5,9	91	109	102
Novembre	90	108	100	95	5,9	5,7	68	97	88
Décembre	92	107	98	94	5,9	5,8	67	98	90
1979 Janvier	88	110	103	97	5,6	5,8	71	98	91
Février	119	115	107	101	5,7	5,5	73	100	93
Mars	107	115	107	102	5,6	5,3	76	103	97
Avril	131	115	108	103	5,6	5,2	96	109	103
Mai	163	117	110	105	5,6	5,1	124	111	105
Juin	149	114	107	104	5,8	5,4	103	116	112
Juillet		117	112	104	5,9	5,3	81	115	112

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

2 Obligations de sociétés et actions uniquement.

3 Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Chiffres annuels et trimestriels : moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois; chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois.

4 Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

5 Y compris les valeurs zairoises.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantômes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	...	2,5	0,1	47,1	2,6

Sociétés financières et immobilières ⁵

1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4

Industries des fabrications métalliques

1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4

Métallurgie du fer

1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1

Industrie textile

1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Perdes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
Industrie chimique									
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
Electricité									
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	...	4,5	0,1	43,0	2,6
Industrie du charbon									
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	...	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	2,1
	6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	4,3
	9 premiers mois	15.782	395,3	236,7	58,0	10,0	6,4
	12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	9,7
1974	1 ^{er} mois	206	5,4	2,4	0,9	0,4	0,7
	2 premiers mois	489	18,8	14,7	4,8	0,7	1,5
	3 premiers mois	2.174	55,7	38,9	12,5	1,3	2,4
	4 premiers mois	5.571	132,4	82,2	25,3	3,6	3,2
	5 premiers mois	10.851	294,9	174,5	50,6	7,4	4,2
	6 premiers mois	15.049	389,3	242,3	67,7	9,6	5,0
	7 premiers mois	15.903	405,0	250,8	69,8	10,4	6,0
	8 premiers mois	16.188	408,2	253,3	70,9	10,5	6,5
	9 premiers mois	16.701	413,4	258,6	72,1	10,9	7,3
	10 premiers mois	17.253	422,1	268,0	74,4	11,2	8,1
	11 premiers mois	17.634	429,2	274,3	75,9	11,4	8,9
	12 mois	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	11,3

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 3 premiers mois	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
6 premiers mois	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
9 premiers mois	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
12 mois	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974 1 ^{er} mois	6	0,8	1,4	...	0,6	...	...
2 premiers mois	8	0,8	1,4	...	0,6	...	0,2
3 premiers mois	18	1,0	1,6	...	0,7	...	0,2
4 premiers mois	32	1,3	1,9	0,1	0,7	0,1	0,2
5 premiers mois	77	29,0	22,5	6,3	0,8	3,7	0,3
6 premiers mois	142	36,5	28,8	7,3	1,1	4,2	0,3
7 premiers mois	161	39,4	30,5	7,4	1,2	4,3	0,3
8 premiers mois	163	39,8	30,9	7,5	1,2	4,3	0,3
9 premiers mois	167	39,9	30,9	7,5	1,2	4,3	0,3
10 premiers mois	178	41,1	31,5	7,6	1,2	4,4	0,3
11 premiers mois	183	41,4	32,0	7,6	1,2	4,4	0,3
12 mois	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3

C. — Total général ⁴

1970	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 3 premiers mois	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
6 premiers mois	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
9 premiers mois	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
12 mois	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974 1 ^{er} mois	212	6,2	3,8	0,9	1,0	0,3	0,7
2 premiers mois	497	19,6	16,1	4,8	1,3	2,0	1,7
3 premiers mois	2.192	56,7	40,5	12,5	2,0	5,9	2,6
4 premiers mois	5.603	133,7	84,1	25,4	4,3	11,5	3,4
5 premiers mois	10.928	323,9	197,0	56,9	8,2	28,4	4,5
6 premiers mois	15.191	425,8	271,1	75,0	10,7	36,5	5,3
7 premiers mois	16.064	444,4	281,3	77,2	11,6	37,4	6,3
8 premiers mois	16.351	448,0	284,2	78,4	11,7	37,7	6,8
9 premiers mois	16.868	453,3	289,5	79,6	12,1	38,1	7,6
10 premiers mois	17.431	463,2	299,5	82,0	12,4	38,9	8,4
11 premiers mois	17.817	470,6	306,3	83,5	12,6	39,4	9,2
12 mois	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	p 36,6	39,1
1974	49,5	p 22,3	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	p 41,1	44,8
1975	39,4	p 20,7	p 26,8	p 4,7	p 22,1	p 9,0	p 31,1	p 51,8	p 58,1

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	...	0,1	-0,1	...	-0,1	p 0,2	0,2
1974	0,6	p 0,2	...	0,1	-0,1	...	-0,1	p 0,1	0,1
1975	0,2	p ...	p 1,9	p 0,1	p 1,8	p ...	p 1,8	p 1,8	p 1,8

C. — Total général

1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	p 36,8	39,3
1974	50,1	p 22,5	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	p 41,2	44,9
1975	39,6	p 20,7	p 28,7	p 4,8	p 23,9	p 9,0	p 32,9	p 53,6	p 59,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4)=(2)+(3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8)=(6)+(7)
1975	39,6	17,7	p 26,8	p 44,5	...	...	p 1,9	p 1,9
1976 p	50,1	21,2	11,8	33,0	1,2	...	...	...
1977 3 premiers mois ... p	14,7	6,5	1,2	7,7	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	35,8	18,2	1,3	19,5	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	53,7	32,8	2,6	35,4	...	...	...	...
12 mois p	91,9	50,5	8,4	58,9	...	...	...	...
1978 3 premiers mois ... p	11,8	6,7	3,7	10,4	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	27,1	16,8	4,0	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	43,5	28,8	4,4	33,2	0,3	0,3	...	0,3
12 mois p	64,3	37,2	6,6	43,8	0,3	0,3	...	0,3
1979 3 premiers mois ... p	14,2	5,8	2,0	7,8	...	...	...	...
1978 Avril p	4,3	2,9	0,2	3,1	...	...	...	...
Mai p	6,6	4,9	...	4,9	...	...	...	...
Juin p	4,4	2,3	0,1	2,4	...	...	...	...
Juillet p	7,6	6,4	0,4	6,8	0,3	0,3	...	0,3
Août p	3,7	3,0	...	3,0	...	...	...	...
Septembre p	5,1	2,6	...	2,6	...	...	...	...
Octobre p	4,0	1,5	0,2	1,7	...	...	...	...
Novembre p	3,4	1,7	...	1,7	...	...	...	...
Décembre p	13,4	5,2	2,0	7,2	...	...	...	...
1979 Janvier p	1,7	0,9	...	0,9	...	...	...	...
Février p	4,0	2,9	...	2,9	...	...	...	...
Mars p	8,5	2,0	2,0	4,0	...	...	...	...
Avril p	4,0	2,8	...	2,8	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1971	3,7	...	279,4	283,1	184,4	71,0	120,8	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972 ⁵	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	232,8	220,0	1,8	897,2	1.513,8	69,6
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	346,4	153,9	261,0	247,3	1,6	1.010,2	1.737,8	85,3
1978 ⁵	1,0	0,3	801,8	803,1	389,8	179,3	294,6	284,8	2,0	1.150,5	1.953,6	97,1
1977 Mars	1,3	0,4	623,9	625,6	319,1	135,1	240,3	225,3	1,4	921,2	1.546,8	70,2
Juin	1,3	0,4	656,3	658,0	328,5	142,5	247,1	233,7	1,1	952,9	1.610,9	75,7
Septembre ..	0,6	0,3	672,9	673,8	337,5	149,1	254,1	241,4	1,2	983,3	1.667,1	81,5
Décembre ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	346,4	153,9	261,0	247,3	1,6	1.010,2	1.737,8	85,3
1978 Mars	1,1	0,3	711,8	713,2	356,3	159,6	269,5	254,1	1,2	1.040,7	1.753,9	89,8
Juin ... p	0,8	0,5	753,5	754,8	366,5	167,7	281,3	266,4	1,3	1.083,2	1.838,0	99,8
Sept. ⁵ . p	1,0	0,5	772,2	773,7	374,4	174,1	286,1	274,0	1,9	1.110,5	1.884,2	99,8
Déc. ⁵ . p	1,0	0,5	802,2	803,7	388,1	179,3	294,6	284,8	2,0	1.148,8	1.952,5	102,8
1979 Mars ⁵ .. p	0,8	0,5	801,2	802,5	397,7	183,8	300,9	290,5	2,0	1.174,9	1.977,4	106,2

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

	Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1971		5,6
1972		7,4
1973		10,1
1974		10,4
1975		9,7
1976		14,7
1977		16,2
1978		19,9
1977 2 ^o trimestre		15,7
3 ^o trimestre		16,5
4 ^o trimestre		18,3
1978 1 ^{er} trimestre		18,7
2 ^o trimestre		19,3
3 ^o trimestre		19,8
4 ^o trimestre		21,7
1979 1 ^{er} trimestre		20,0
2 ^o trimestre		21,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.o. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, no 5, mai 1978. —

Indices et Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS ¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL ² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts			Encours utilisés		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	14,1	17,5	21,0	12,3	13,8	17,1
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	10,6	9,5	8,2	5,1	5,4	4,3
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :						
Alimentation, boissons et tabac	99,5	116,3	128,4	56,0	62,0	67,9
Textile, habillement et cuir	66,0	72,1	73,5	38,6	40,9	42,1
Industrie chimique ⁴	144,1	153,7	157,7	71,5	75,7	74,4
Métallurgie de base	138,1	149,6	163,1	91,9	101,0	118,3
Fabrications métalliques	230,6	254,0	283,9	118,6	132,5	143,0
Produits minéraux non métalliques et bois	66,1	71,9	81,6	41,0	46,1	51,0
Papier, carton et imprimerie	30,6	31,1	31,9	18,3	19,7	20,9
Pétrole	59,6	62,6	57,9	25,9	29,1	23,0
Diamant et orfèvrerie	19,7	26,0	36,2	13,5	18,1	25,8
Autres	1,4	1,5	1,8	0,9	1,1	1,2
Construction et affaires immobilières, travaux de génie civil ...	74,6	84,9	104,4	42,7	49,1	63,8
Production et distribution d'énergie et d'eau	31,8	31,9	48,2	20,9	21,3	27,1
Autres services :						
Commerce de gros non spécialisé	38,4	41,2	45,0	19,2	19,5	17,8
Commerce de détail	43,2	50,2	62,4	24,1	29,1	36,7
Transports, entrepôts et communications	55,2	65,9	72,6	40,0	43,5	46,1
Services financiers ⁵	68,7	77,9	91,3	33,1	36,0	34,7
Autres services aux entreprises ⁶	28,4	29,6	31,4	17,7	18,6	19,0
Autres services aux particuliers ⁷	49,5	69,9	99,1	39,0	50,1	74,2
Total ...	1.270,2	1.417,3	1.599,6	730,3	812,6	908,4

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel, l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises

et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts			Encours utilisés		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Communauté Economique Européenne	95,8	120,2	144,7	53,3	65,0	71,4
Royaume-Uni	21,7	32,4	36,3	14,5	19,7	16,8
République Fédérale d'Allemagne	20,4	30,5	36,0	9,7	15,7	18,3
France	18,1	21,2	31,0	7,1	7,9	12,7
Pays-Bas	17,2	18,3	19,2	8,6	8,3	9,7
Italie	7,5	6,6	7,4	6,8	5,3	6,3
Luxembourg	5,3	5,0	7,8	2,7	2,8	3,2
Danemark	3,9	4,8	6,5	2,9	3,9	4,1
Irlande	1,7	1,4	0,5	1,0	1,4	0,3
Autres pays d'Europe	53,4	64,3	64,3	36,4	48,1	45,4
dont : Espagne	12,8	14,2	16,9	11,3	13,0	15,1
Suisse	12,6	13,6	15,4	3,6	5,9	6,7
Norvège	10,8	9,5	7,8	8,6	7,5	6,1
Suède	9,7	15,3	12,2	7,2	12,6	8,5
Etats-Unis et Canada	22,2	22,1	30,2	9,7	6,9	10,7
Pays exportateurs de pétrole	17,0	26,3	51,0	9,5	17,3	25,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental	46,7	53,2	64,2	37,7	41,7	51,3
dont : Brésil	23,3	26,2	33,3	20,3	22,8	28,7
Mexique	10,3	11,6	12,4	8,2	9,5	9,7
Autres pays d'Afrique	28,4	33,6	36,0	19,4	22,1	23,4
dont : Afrique du Sud	8,7	7,2	5,1	7,3	6,0	4,0
République du Zaïre	7,5	6,9	8,4	4,4	5,3	5,5
Australie et Nouvelle Zélande	4,6	7,7	7,8	3,5	3,7	2,9
Autres pays d'Asie	5,8	9,1	8,7	3,1	5,3	4,7
Total ...	273,9	336,5	406,9	172,6	210,3	234,8

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur des non-résidents et remises à l'escompte par un

résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non dans le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1977 2 ^e trimestre	6,8	0,2	3,6	4,4	3,3	1,8	1,1	10,6
3 ^e trimestre	6,6	0,4	3,4	4,9	0,1	4,0	1,4	10,4
4 ^e trimestre	7,4	2,5	4,0	5,2	1,0	6,3	1,4	13,9
1978 1 ^{er} trimestre	7,4	1,7	3,6	5,3	...	6,0	1,4	12,7
2 ^e trimestre	6,9	1,6	3,7	5,1	0,3	5,2	1,6	12,2
3 ^e trimestre	6,6	...	3,8	4,8	...	3,7	1,9	10,4
4 ^e trimestre	6,7	0,1	4,0	5,2	...	3,8	1,8	10,8
1979 1 ^{er} trimestre	7,7	0,3	2,9	5,0	...	4,6	1,3	10,9
2 ^e trimestre	9,4	...	3,8	5,0	0,4	5,9	1,9	13,2
1978 Juillet	8,1	...	4,8	4,8	...	5,5	2,6	12,9
Août	5,6	0,1	2,8	5,0	0,1	1,8	1,6	8,5
Septembre	6,0	...	3,8	4,5	...	3,9	1,4	9,8
Octobre	5,8	...	2,9	4,6	...	1,4	2,7	8,7
Novembre	6,0	0,3	4,4	5,1	...	4,3	1,3	10,7
Décembre	8,2	...	4,7	5,8	...	5,8	1,3	12,9
1979 Janvier	8,2	...	3,0	4,3	...	5,5	1,4	11,2
Février	6,3	1,0	2,9	6,3	...	3,1	0,8	10,2
Mars	8,6	...	2,8	4,5	...	5,1	1,8	11,4
Avril	9,6	...	2,6	4,4	...	5,5	2,3	12,2
Mai	10,3	...	5,0	4,6	0,5	8,8	1,4	15,3
Juin	8,2	0,1	3,9	6,0	0,9	3,3	2,0	12,2
Juillet	6,5	...	3,0	5,5	...	2,2	1,8	9,5

* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I. et le Crédit Communal de Belgique.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts	à l'I.R.G. ³	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (8)	à la B.N.B. ⁴	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1977 1 ^{er} trimestre	196,2	7,2	35,1	28,3	266,8
2 ^e trimestre	210,4	2,5	37,6	25,7	276,2
3 ^e trimestre	203,0	3,7	38,0	32,3	277,0
4 ^e trimestre	193,8	6,3	41,4	42,4	283,9
1978 1 ^{er} trimestre	209,6	5,0	42,8	39,7	297,1
2 ^e trimestre	214,2	6,6	45,9	33,2	299,9
3 ^e trimestre	207,6	7,4	40,2	44,1	299,3
4 ^e trimestre	201,3	6,8	37,1	64,8	310,0
1979 1 ^{er} trimestre	213,7	3,7	39,8	58,1	315,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paracétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**XVIII - 3a. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES
EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur jusqu'au 1er novembre 1977)										Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (7)
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)			Encours imputés 2			Marges disponibles (6) = (2) - (5)			
					Effets visés (3)	Effets non visés réescomptés (4)	Total (5) = (3) + (4)				
(milliards de francs)											
1970	9,00	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971	9,00	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972	8,00	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973	5,50	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
1974 Juin	4,50	32,1			2,6	25,6	28,2	3,9			—
		Sous-plafond A 3 (2a)	Sous-plafond B 3 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 3 (3a)	Sous-plafond B 3 (3b)	Total (3) = (3a) + (3b)	Sous-plafond A 3 (4a) = (2a) - (3a)	Sous-plafond B 3 (4b) = (2b) - (3b)	Total (4) = (4a) + (4b) = (2) - (3)	
1974	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4,25	24,1	10,3	34,4	14,8	6,3	21,1	9,3	4,0	13,3	21,2
Juin	4,75	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,2
Septembre	5,25	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Décembre	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Mars	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Juin	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Septembre	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Décembre	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Mars	5,25	—	—	59,9	—	—	29,5	—	—	30,4	29,8
Juin	5,25	—	—	59,8	—	—	35,7	—	—	24,1	30,3
Septembre	5,25	—	—	59,5	—	—	36,4	—	—	23,1	31,9
Octobre	5,25	—	—	59,5	—	—	43,3	—	—	16,2	31,9

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Les encours imputés comprennent les effets réescomptables effectivement mobilisés dans le cadre des plafonds auprès de la B.N.B. ou à l'entremise de l'I.R.G. Ils comprennent également, jusqu'au 7 juillet 1974, les effets visés, réescomptés ou non, ayant maximum deux ans à courir (y compris les effets visés ou certifiés Creditexport, dont les conditions d'imputation ont été modifiées à diverses reprises).

3 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 23 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A) ;

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 30 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1er avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafond A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir ;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

XVIII - 3b. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 ¹)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	
1977 Décembre	—	—	64,1	—	—	50,9	—	—	13,2	31,9
1978 Mars	—	—	66,6	—	—	33,7	—	—	32,9	33,1
Juin	—	—	67,8	—	—	31,1	—	—	36,7	33,6
Juillet	—	—	67,8	—	—	42,2	—	—	25,6	33,6
Août	—	—	67,8	—	—	48,5	—	—	19,3	33,6
Septembre ...	—	—	69,9	—	—	52,5	—	—	17,4	34,3
Octobre	52,4	17,5	69,9	47,9	14,1	62,0	4,5	3,4	7,9	34,3
Novembre	52,5	17,5	70,0	46,5	14,3	60,8	6,0	3,2	9,2	34,3
Décembre	54,2	18,0	72,2	49,6	14,3	63,9	4,6	3,7	8,3	34,9
1979 Janvier	54,2	18,1	72,3	47,7	6,8	54,5	6,5	11,3	17,8	34,9
Février	54,2	18,1	72,3	45,6	5,9	51,5	8,6	12,2	20,8	34,9
Mars	55,7	18,5	74,2	44,4	5,9	50,3	11,3	12,6	23,9	34,9
Avril	55,7	18,5	74,2	48,6	8,3	56,9	7,1	10,2	17,3	34,9
Mai	—	—	74,2	—	—	66,8	—	—	7,4	34,9
Juin	25,5	50,9	76,4	24,5	41,9	66,4	1,0	9,0	10,0	34,9
Juillet	25,4	50,8	76,2	24,3	37,2	61,5	1,1	13,6	14,7	34,8

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se

terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération pour la détermination des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles			données trimestrielles	
2 novembre 1977 ...	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² a) du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979, le plafond de chaque intermédiaire financier était utilisable à concurrence de :
— 75 p.c. pour le réescompte, soit auprès de la B.N.B. au taux d'escompte officiel de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets certifiés, d'effets visés « Creditexport » ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et échéant dans les 120 jours (sous-plafond A);
— 25 p.c. pour le réescompte auprès de l'I.R.G., au taux fixé par cette institution, d'effets des mêmes catégories qui ne seraient plus impu-

tables sur le sous-plafond A, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours à maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 3 mai 1979 au 28 juin 1979, la subdivision du plafond des facilités de réescompte en deux tranches A et B a été supprimée.

c) à partir du 29 juin 1979, le plafond de chaque intermédiaire financier est scindé en un sous-plafond A s'élevant à un tiers du plafond total et un sous-plafond B à concurrence du montant restant.

XVIII - 3c. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT ET DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 1)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	

I. INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

1977 Décembre	—	—	9,5	—	—	2,3	—	—	7,2	29,6
1978 Mars	—	—	10,0	—	—	1,0	—	—	9,0	31,0
Juin	—	—	10,2	—	—	0,8	—	—	9,4	31,8
Juillet	—	—	10,2	—	—	2,1	—	—	8,1	31,8
Août	—	—	10,2	—	—	1,9	—	—	8,3	31,8
Septembre	—	—	8,6	—	—	0,5	—	—	8,1	32,6
Octobre	7,8	2,6	10,4	2,3	0,5	2,8	5,5	2,1	7,6	32,6
Novembre	7,8	2,6	10,4	3,1	0,8	3,9	4,7	1,8	6,5	32,6
Décembre	8,1	2,7	10,8	3,4	0,9	4,3	4,7	1,8	6,5	33,1
1979 Janvier	8,1	2,7	10,8	4,0	0,7	4,7	4,1	2,0	6,1	33,1
Février	8,1	2,7	10,8	3,8	0,4	4,2	4,3	2,3	6,6	33,2
Mars	8,4	2,8	11,2	3,8	0,4	4,2	4,6	2,4	7,0	33,2
Avril	8,4	2,8	11,2	3,7	0,3	4,0	4,7	2,5	7,2	33,2
Mai	—	—	11,2	—	—	3,4	—	—	7,8	33,2
Juin	3,8	7,7	11,5	1,8	1,8	3,6	2,0	5,9	7,9	33,2
Juillet	3,8	7,7	11,5	1,5	2,1	3,6	2,3	5,6	7,9	33,2

II. CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

1977 Décembre	—	—	3,8	—	—	0,4	—	—	3,4	12,7
1978 Mars	—	—	3,9	—	—	0,1	—	—	3,8	13,4
Juin	—	—	4,1	—	—	...	—	—	4,1	13,8
Juillet	—	—	4,1	—	—	...	—	—	4,1	13,8
Août	—	—	4,1	—	—	0,1	—	—	4,0	13,8
Septembre	—	—	4,3	—	—	0,6	—	—	3,7	14,2
Octobre	3,2	1,1	4,3	0,5	...	0,5	2,7	1,1	3,8	14,2
Novembre	3,2	1,1	4,3	0,5	...	0,5	2,7	1,1	3,8	14,2
Décembre	3,4	1,1	4,5	0,5	...	0,5	2,9	1,1	4,0	14,6
1979 Janvier	3,4	1,1	4,5	0,8	...	0,8	2,6	1,1	3,7	14,6
Février	3,4	1,1	4,5	1,0	...	1,0	2,4	1,1	3,5	14,6
Mars	3,4	1,2	4,6	0,9	...	0,9	2,5	1,2	3,7	14,6
Avril	3,4	1,2	4,6	1,0	...	1,0	2,4	1,2	3,6	14,6
Mai	—	—	4,6	—	—	0,8	—	—	3,8	14,6
Juin	1,6	3,2	4,8	0,5	...	0,5	1,1	3,2	4,3	14,6
Juillet	1,6	3,2	4,8	0,9	...	0,9	0,7	3,2	3,9	14,6

1 Voir note 1 du tableau XVIII-3b.

2 Voir note 2 du tableau XVIII-3b.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, no 1,

janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique », XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le année, tome I, no 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, no 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, no 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, no 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AYANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹		Avances en compte courant et prêts ³
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ² ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	
1974 8 juillet	8,75	9,50	9,50
1975 30 janvier	8,25	9,00	9,00
13 mars	7,50	8,00	8,00
24 avril	7,00	7,50	7,50
29 mai		6,50	6,50
21 août		6,00	6,00
1976 18 mars		7,00	7,00
23 juillet		8,00	8,00
13 août		9,00	9,00
1 ^{er} octobre		9,00	12,50
20 octobre		9,00	12,00
18 novembre		9,00	11,00
9 décembre		9,00	10,00
1977 6 janvier		8,00	8,00
17 février		7,00	7,00
5 mai		6,50	6,50
23 juin		6,00	6,00
2 décembre		7,00	7,00
14 décembre		9,00	9,00
1978 5 janvier		8,50	8,50
19 janvier		7,50	7,50
2 février		6,50	6,50
16 mars		6,00	6,00
30 mars		5,50	5,50
27 juillet		6,00	6,00
12 octobre		6,00	8,50
1979 18 janvier		6,00	8,00
1 ^{er} février		6,00	7,50
8 mars		6,00	7,00
3 mai		7,00	7,00
31 mai		8,00	8,00
14 juin		9,00	9,00
29 juin		9,00	11,00

¹ Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 10 juin 1976, du 23 juillet au 19 décembre 1976, du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et à partir du 20 juin 1979 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-B).
² Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

³ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes : 95 p.c.; autres effets publics : 80 p.c. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE
DE LA BANQUE NATIONALE
DE BELGIQUE¹**

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1976 ...	—	10,50	1974 Août	9,11
1977 6 janvier	—	8,50	Septembre	9,14
17 février	—	7,25	Octobre	9,07
5 mai	—	6,75	Novembre	9,12
23 juin	—	6,25	Décembre	9,18
2 décembre	—	7,25	1975 Janvier	8,66
14 décembre	—	9,25	Février	8,26
1978 5 janvier	—	8,75	Mars	7,54
19 janvier	—	7,75	Avril	7,01
2 février	—	6,75	Mai	6,51
16 mars	—	6,25	Juin	6,50
30 mars	—	5,75	Juillet	6,50
27 juillet	—	6,25	Août	6,00
12 octobre	8,50	9,30	Septembre	5,64
13 octobre	8,50	9,55	Octobre	6,00
16 octobre	8,50	9,30	Novembre	6,00
17 octobre	8,50	9,45	Décembre	5,73
18 octobre	8,50	9,70	1976 Janvier	6,01
19 octobre	8,50	10,10	Février	6,05
20 octobre	8,50	10,30	Mars	7,80
23 octobre	8,50	10,35	Avril	7,67
24 octobre	8,50	10,25	Mai	7,19
25 octobre	8,50	10,40	Juin	7,09
26 octobre	8,50	11,05	Juillet	7,77
27 octobre	8,50	10,70	Août	10,16
2 novembre	8,50	10,25	Septembre	10,42
3 novembre	8,50	10,20	Octobre	11,02
6 novembre	8,50	9,95	Novembre	9,77
7 novembre	8,50	9,75	Décembre	9,06
8 novembre	8,50	9,45	1977 Janvier	8,00
9 novembre	8,50	9,35	Février	7,00
10 novembre	8,50	9,25	Mars	7,00
13 novembre	8,50	9,00	Avril	7,03
14 novembre	8,50	8,85	Mai	6,51
15 novembre	8,50	8,70	Juin	6,03
17 novembre	8,50	8,90	Juillet	6,00
20 novembre	8,50	8,95	Août	6,01
21 novembre	8,50	9,55	Septembre	6,01
23 novembre	8,50	9,60	Octobre	5,75
24 novembre	8,50	9,50	Novembre	6,00
28 novembre	8,50	9,60	Décembre	7,73
29 novembre	8,50	9,70	1978 Janvier	7,27
30 novembre	8,50	9,55	Février	6,46
4 décembre	8,50	9,60	Mars	5,51
5 décembre	8,50	9,75	Avril	5,50
6 décembre	8,50	9,50	Mai	5,50
1979 18 janvier	8,00	8,50	Juin	5,50
1 ^{er} février	7,50	8,00	Juillet	5,69
8 mars	7,00	7,00	Août	5,95
3 mai	—	7,00	Septembre	6,02
31 mai	—	8,00	Octobre	7,00
14 juin	—	9,00	Novembre	6,44
29 juin	11,00	12,00	Décembre	6,89
			1979 Janvier	6,34
			Février	6,23
			Mars	6,15
			Avril	6,15
			Mai	6,47
			Juin	7,31
			Juillet	8,80

¹ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents

taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1970	6,00 ⁴	—	—	1970	6,50	6,75	7,00
1971 Septembre 24	4,30 ⁴	—	—	1971 Septembre 24	4,10	4,50	4,70
1971	4,45 ⁴	—	—	1971	5,65	5,65	5,65
1972 Mars 14	3,20 ⁴	—	—	1972 Mars 27	2,95	3,20	3,40
1972	4,90 ⁴	—	—	1972	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6	4,70 ⁴	—	—	1973 Janvier 15	5,90	5,90	5,90
1973	7,65	—	—	Avril 9	4,90	5,20	5,40
1974	8,65	10,00	—	1973	9,50	9,50	9,50
1975	5,25	—	5,75	1974 Juillet 8	13,75	13,75	13,75
1976 Février 13	5,90	8,10	—	1974	10,00	10,50	10,90
Mars 5		6,75	—	1975	*	5,70	5,80
Mars	6,90	9,10	6,70	1976 Février 12	*	8,10	8,10
Juin	6,90	6,90	6,70	Mars 4	7,00	7,00	7,00
Septembre	8,90	11,75	8,75	Mars	*	11,25	*
Octobre 4		13,50	—	Juin	8,25	8,60	8,80
Décembre	8,90	—	8,75	Septembre	13,40	13,40	13,10
1977 Mars	6,75	—	6,75	Octobre 15	15,55	*	15,00
Juin	5,75	—	5,75	Décembre	9,60	9,65	9,65
Septembre	5,75	—	5,75	1977 Mars	6,50	6,80	7,00
Octobre 12	5,55	—	5,55	Juin	6,00	6,25	6,35
Décembre	8,75	—	8,75	Septembre	5,70	5,80	5,90
1978 Mars	5,25 ⁵	—	5,25	Novembre 15	6,50	6,75	6,75
Juin	5,25 ⁵	—	5,25	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
Juillet	5,75 ⁵	—	5,75	Décembre	9,50	9,50	9,50
Août	5,75 ⁵	—	5,75	1978 Mars	5,15	5,35	5,60
Septembre	5,75 ⁵	—	5,75	Juin	5,10	5,30	5,60
Octobre	5,90	8,50	5,90	Juillet	5,60	5,90	6,10
Novembre	5,90	8,50	5,90	Août	6,40	6,60	6,80
Décembre	5,90	8,50	5,90	Septembre	6,65	6,85	7,00
1979 Janvier	5,90	7,75	5,90	Octobre	10,20	10,20	10,10
Février	5,90	7,25	5,90	Novembre	9,00	9,00	9,30
Mars	5,90	6,75	5,90	Décembre	9,50	9,50	9,50
Avril	5,90	6,75	5,90	1979 Janvier	7,70	8,00	8,15
Mai	6,90	—	6,90	Février	7,25	7,50	7,60
Juin	8,90	11,00	8,75	Mars	6,90	7,25	7,30
Juillet	8,90	11,00	8,75	Avril	7,10	7,40	7,45
				Mai	8,15	8,50	8,70
				Juin	9,00	9,40	9,40
				Juillet	11,35	11,40	11,40

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-B).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

⁵ Taux pour les opérations de 31 à 120 jours.

* Pas d'opérations.

**XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Période	Moyennes 1
1971	3,70
1972	2,48
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1977	5,58
1978	5,17
1977 2 ^e trimestre	5,97
3 ^e trimestre	4,75
4 ^e trimestre	5,04
1978 1 ^{er} trimestre	5,32
2 ^e trimestre	3,89
3 ^e trimestre	4,54
4 ^e trimestre	6,89
1979 1 ^{er} trimestre	6,00
2 ^e trimestre	5,89
1978 Juillet	3,85
Août	5,06
Septembre	4,93
Octobre	7,41
Novembre	6,96
Décembre	6,45
1979 Janvier	6,33
Février	6,40
Mars	5,37
Avril	5,25
Mai	4,81
Juin	7,64
Juillet	9,59

**XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats du Fonds des Rentes 3 (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,86	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 10 déc.	*	*	*
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 déc.	6,75	*	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 déc.	10,75	*	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 14 juin	7,65	7,75	8,00
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	13 sept.	6,75	7,00	7,25
1977 2 ^e trim.	6,25	6,50	6,75	7,00	7,51	13 déc.	7,75	*	*
3 ^e trim.	5,75	6,00	6,25	6,25	6,62	1978 14 mars	7,25	7,50	7,75
4 ^e trim.	8,75	9,00	9,25	9,50	7,06	13 juin	6,25	*	*
1978 1 ^{er} trim.	5,25	5,50	5,75	6,50	7,69	11 juill.	6,50	*	*
2 ^e trim.	5,25	5,50	5,75	6,00	5,84	8 août	*	*	*
3 ^e trim.	7,00	7,25	7,50	7,50	6,78	12 sept.	7,40	7,55	7,70
4 ^e trim.	9,50	9,50	9,25	9,25	9,26	10 oct.	7,90	*	8,00
1979 1 ^{er} trim.	7,50	7,75	7,90	8,05	8,48	14 nov.	8,50	8,50	*
2 ^e trim.	10,75	11,00	11,25	9,75	8,72	12 déc.	*	*	*
1978 Juillet ..	5,90	6,15	6,35	6,25	6,25	1979 9 janv.	*	*	*
Août ..	6,75	6,90	7,00	7,10	7,12	13 févr.	8,35	*	*
Sept. ..	7,00	7,25	7,50	7,50	7,27	13 mars	8,00	*	*
Oct. ...	10,25	10,25	10,00	9,75	9,34	10 avril	8,00	*	*
Nov. ...	9,25	9,00	8,75	8,75	9,12	8 mai	*	*	*
Déc. ...	9,50	9,50	9,25	9,25	9,25	12 juin	9,40	*	9,45
1979 Janv. .	8,00	8,25	8,50	8,75	8,99	10 juill.	*	*	*
Févr. .	7,50	7,75	7,90	8,10	8,44	14 août	*	*	*
Mars .	7,50	7,75	7,90	8,05	8,06				
Avril .	7,50	7,75	7,90	8,05	8,05				
Mai ...	8,50	8,75	9,00	9,15	8,50				
Juin ..	10,75	11,00	11,25	9,75	9,56				
Juillet ..	12,00	12,00	12,00	12,00	11,66				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués

étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1973	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1974 1 ^{er} janvier	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 ^{er} janvier	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00

¹ Taux alloué sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1977 Avril	9,14	9,04	9,06	9,21	10,82	9,11
Juillet	8,77	8,52	8,61	8,98	10,13	8,72
Octobre	8,65	8,42	8,42	8,75	9,56	8,53
1978 Janvier	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
Avril	8,29	8,22	8,30	8,58	9,26	8,33
Juillet	8,33	8,23	8,22	8,45	9,16	8,29
Août	8,40	8,22	8,25	8,51	9,34	8,33
Septembre	8,64	8,47	8,45	8,78	9,59	8,56
Octobre	8,63	8,40	8,40	8,77	9,68	8,54
Novembre	8,77	8,53	8,62	8,96	9,79	8,70
Décembre	8,66	8,55	8,69	8,94	9,89	8,70
1979 Janvier	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
Février	8,68	8,66	9,05	9,08	9,34	8,84
Mars	8,50	8,50	8,83	8,89	9,47	8,64
Avril	8,54	8,48	8,90	8,91	9,38	8,67
Mai	8,67	8,55	8,99	9,01	9,70	8,78
Juin	8,96	8,92	9,21	9,27	9,82	9,06
Juillet	9,23	9,15	9,42	9,45	10,13	9,30

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre .	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre .	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre .	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41	9,25	99,00	9,36

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1976 .		3,50		5,25		10,50		14,25		18,00		6,00		8,50		2,00
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		
Mars							10	11,00								
Mars							18	10,50								
Mars							31	9,50								
Avril							7	9,25								
Avril							15	9,00			18	4,50				
Avril							22	8,75								
Avril							29	8,25								
Mai							13	8,00			6	3,50	9	7,50		
Juin									13	16,00						
Juillet															15	1,50
Août							5	7,50								
Août			31	5,75	31	9,50	12	7,00	29	14,50						
Septembre .							9	6,50								
Septembre .							16	6,00								
Octobre ...							7	5,50								
Octobre ...			26	6,00			14	5,00								
Novembre .							25	7,00			11	4,50				
Décembre ..	16	3,00														
1978 Janvier ...			9	6,50			6	6,50								
Février ...															27	1,00
Mars												9	8,00			
Avril							11	7,50			17	4,00	4	8,50		
Mai			11	7,00			5	8,75								
Mai							12	9,00								
Juin							8	10,00								
Juillet			3	7,25							26	4,50	26	9,00		
Août			21	7,75												
Septembre .			22	8,00					4	13,50	26	5,50	12	9,50		
Septembre .			16	8,50							13	6,50	16	10,25		
Octobre ...			31	9,50												
Octobre ...							9	12,50						6	10,75	
Novembre ..														3	11,25	
1979 Janvier ...							8	14,00								
Février ...							1	13,00								
Mars ...	30	4,00					5	12,00								
Avril																
Mai											31	7,00				
Juin							13	14,00								
Juillet											6	7,50				
Juillet	13	5,00	20	10,00							13	8,00 ⁶	23	11,75		
Août			17	10,50												

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au r'escompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au r'escompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 8,50 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1978 8 juin	1979 7 juin	1978 6 juillet	1979 5 juillet
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	100.098	92.854	110.255	135.542	113.317	139.410	120.008	157.031
Or	63.168	63.661	78.842	93.671	78.842	74.932	83.619	92.100
Disponibilités à vue à l'étranger	31.898	20.176	20.600	33.026	26.324	30.525	28.245	31.570
Ecus	—	—	—	—	—	26.644	—	26.859
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}	4.856	8.973	10.813	8.845	8.151	7.309	8.144	6.502
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	176	44	—	—	—	—	—	—
Créances sur le Trésor	10.697	13.382	12.189	14.704	21.292	23.784	21.297	21.230
Monnaies divisionnaires	71	171	17	3	155	75	404	395
Comptes courants postaux	43	487	521	595	223	200	177	199
Concours au Trésor Public ³	9.650	11.495	10.050	12.140	19.215	21.409	18.950	18.464
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁴	933	1.229	1.601	1.966	1.699	2.100	1.766	2.172
Créances provenant d'opérations de refi- nancement	68.745	80.872	84.059	114.187	67.479	70.850	68.921	82.202
Effets escomptés ⁵	18.262	26.059	34.086	41.369	38.147	45.301	39.353	46.291
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁵	38.035	36.926	29.601	50.482	19.836	12.112	20.773	23.976
Avances sur titres	40	46	48	47	50	48	49	49
Effets en cours de recouvrement	12.408	17.841	20.324	22.289	9.446	13.389	8.746	11.886
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	—	—	—	—	—	25.676	—	30.120
Divers	3.304	4.165	3.958	4.580	3.618	3.960	4.081	4.388
Total ...	182.844	191.273	210.461	269.013	205.706	263.680	214.307	294.971

PASSIF

Billets en circulation	106.742	115.405	121.002	130.333	122.645	132.377	127.635	137.076
Comptes créditeurs extérieurs	6.814	7.522	5.090	6.167	5.327	6.174	5.334	6.686
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	922	513	792	2.241	1.095	1.160	1.228	1.590
Compte spécial du Fonds de Stabilisa- tion des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé- ciaux	2.540	2.794	2.773	2.643	2.773	3.731	2.721	3.786
Dépôts en devises des banques et insti- tutions étrangères	3.352	4.215	1.525	1.283	1.459	1.283	1.385	1.310
Compte courant du Trésor public	4.719	1	5.252	27.872	...	1	1	1
Comptes créditeurs des agents économi- ques et financiers	12.767	15.435	12.154	20.838	12.262	15.359	9.814	17.912
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	10.175	12.783	9.862	17.839	10.401	13.210	7.844	15.385
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.592	2.652	2.292	3.000	1.861	2.149	1.970	2.527
Ecus à livrer au FECOM	—	—	—	—	—	26.604	—	26.798
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	43.553	43.997	59.053	73.822	59.053	73.822	63.831	95.289
Capital et fonds de réserve	1.243	1.368	1.444	1.538	1.538	1.634	1.538	1.634
Divers	7.006	7.545	6.466	8.443	4.881	7.709	6.154	9.575
Total ...	182.844	191.273	210.461	269.013	205.706	263.680	214.307	294.971

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire	3.348	4.945	4.312	2.594	8.227	2.587	2.973	2.623
Acquisition de droits de tirage spéciaux ..	1.280	1.306	1.335	1.561	1.355	3.116	1.929	3.236
Autres opérations	228	2.722	5.166	4.690	3.569	1.600	3.842	643

³ Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

Montant maximum du concours au Trésor public	26.350	21.350	20.050	22.140	21.070	24.950	21.070	24.950
dont : non rémunérés	16.350	11.350	10.050	12.140	11.070	14.950	11.070	14.950

⁴ Loi du 27 décembre 1974.

⁵ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	20.328	26.812	16.960	22.998	8.658	10.352	12.026	16.611
Obligations	15	14	9	8	5	3	5	8
Bons à moyen terme	699	1.203	1.771	117	288	1.674	695	1.900
Crédits à moyen terme	22.208	29.284	31.951	41.473	98.442	45.384	39.544	46.374
— Prêts spéciaux à la construction ..	26	68	88	16	66	16	66	16
— Crédits à l'exportation	18.262	26.059	31.086	41.369	98.147	45.301	39.353	46.291
— Autres crédits	3.920	3.156	797	88	229	67	125	67
Crédits à court terme	13.047	5.673	9.996	27.265	10.595	—	8.150	5.873
— Crédits à l'exportation	4.005	1.642	5.131	13.567	8.456	—	2.775	2.528
— Autres crédits	9.042	4.181	4.865	13.698	7.139	—	5.375	2.845

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(*millions of £*)

	1975 February 28	1976 February 29	1977 February 28	1978 February 28	1978 June 7	1979 June 6	1978 July 5	1979 July 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	4.625	5.284	5.540	6.814	7.066	7.984	7.269	8.045
Other Securities	739	805	1.224	975	1.098	1.230	1.070	1.269
Total ...	5.375	6.050	6.775	7.800	8.175	9.225	8.350	9.325

Notes Issued :								
In Circulation	5.355	6.042	6.758	7.776	8.151	9.221	8.334	9.306
In Banking Department	20	8	17	24	24	4	16	19
Total ...	5.375	6.050	6.775	7.800	8.175	9.225	8.350	9.325

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	1.017	1.243	833	1.903	1.923	1.437	1.478	1.115
Advances and Other Accounts	452	274	641	227	189	160	193	398
Premises, Equipment and Other Securities	132	157	257	328	229	219	211	285
Notes	20	8	17	25	24	4	16	19
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	1.621	1.682	1.748	2.483	2.365	1.820	1.898	1.817

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	64	85	112	123	23	25	23	26
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	936	980	712	1.229	1.294	719	875	741
Bankers Deposits	217	228	372	408	419	391	438	476
Reserves and Other Accounts	389	374	537	708	614	670	547	559
Total ...	1.621	1.682	1.748	2.483	2.365	1.820	1.898	1.817

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1975 December 31	1976 December 31	1977 December 31	1978 December 31	1978 June 7	1979 June 6	1978 July 5	1979 July 4
ASSETS								
Gold certificate account	11.599	11.598	11.718	11.671	11.718	11.325	11.706	11.321
Special Drawing Rights certificate account	500	1.200	1.250	1.300	1.250	1.800	1.250	1.800
Coin	347	364	282	274	281	396	263	358
Loans and securities	95.461	105.109	112.493	120.352	107.852	110.916	110.203	117.326
<i>Discounts and advances</i>	211	25	265	1.174	553	1.582	647	2.434
<i>Acceptances</i>	1.126	991	954	587	...	43	784	682
<i>Federal agency obligations</i>	6.190	7.072	8.455	8.029	7.895	7.528	8.762	8.028
<i>U.S. Government securities</i>	87.934	97.021	102.819	110.562	99.404	101.763	100.010	106.182
Cash items in process of collection	9.133	7.835	9.617	12.926	12.870	14.539	12.927	14.294
Other assets	3.312	3.178	2.442	4.543	2.513	6.581	4.775	5.684
Total assets ...	120.402	129.284	137.802	151.066	136.484	145.557	141.124	150.783

LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS

Federal Reserve notes	77.159	83.727	93.153	103.325	95.020	104.421	96.497	106.112
Deposits	34.780	37.260	35.550	36.972	31.011	29.991	35.336	31.880
<i>Member bank reserves</i>	26.052	25.158	26.870	31.152	25.147	24.402	24.632	27.488
<i>U.S. Treasurer-general account</i>	7.285	10.393	7.114	4.196	4.989	4.762	9.591	3.436
<i>Foreign deposits</i>	353	352	379	368	281	295	298	315
<i>Other</i>	1.090	1.357	1.187	1.256	594	532	815	641
Deferred availability cash items	5.495	5.234	5.807	6.494	6.725	7.151	5.590	8.604
Other liabilities	1.110	1.097	1.234	2.119	1.484	1.601	1.465	1.843
Capital accounts	1.858	1.966	2.058	2.156	2.244	2.393	2.236	2.344
Total liabilities and capital accounts ...	120.402	129.284	137.802	151.066	136.484	145.557	141.124	150.783

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1975 dicembre	1976 dicembre	1977 dicembre	1978 dicembre	1978 febbraio	1979 febbraio	1978 marzo	1979 marzo
ATTIVO								
Oro	1.804	6.429	7.697	9.304	7.697	9.304	8.604	12.173
Cassa ¹	255	441	333	874	242	553	311	537
Portafoglio	13	17	23	34	26	65	35	75
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	1.216	1.259	1.309	1.369	1.325	1.389	1.326	1.388
Anticipazioni ³	769	1.018	988	286	1.032	862	415	1.768
Attività verso l'estero in valuta	3	4	13	13	5	4	4	6.494
Ufficio italiano dei cambi	9.538	9.744	13.222	17.277	12.911	17.911	12.523	16.631
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	18.226	28.027	25.435	27.743	24.669	23.007	25.605	22.234
Certificati di credito del Tesoro	40	17	432	166	337	144	288	139
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵	682	825	985	1.184	972	1.168	972	1.170
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	...	...	...	...	...	...
C/c servizio tesoreria	3.522	5.216	4.796	6.706	6.211	7.292	7.492	6.944
Servizi diversi per conto dello Stato	64	92	71	60	68	57	69	57
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	515	1.240	3.500	4.157	3.014	5.068	2.871	1.969
Spese	1.061	1.808	...	...	36	42	62	72
Totale attivo ...	38.047	56.476	58.804	69.173	58.545	66.866	60.577	71.651
PASSIVO								
Passività verso l'estero in valuta	—	—	—	—	—	—	—	4.793
Circolazione dei biglietti ⁶	12.921	14.590	16.508	19.551	15.599	17.599	15.746	17.695
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷ ...	134	89	106	191	84	164	87	158
Conti correnti liberi ⁸	2.040	718	876	1.932	335	527	1.707	174
Conti correnti vincolati	11.682	16.748	20.412	25.488	22.743	27.896	22.949	28.066
Conti speciali	51	50	867	390	691	330	614	319
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	7.825	9.439	7.737	4.863	7.555	4.158	6.802	3.928
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	...	42	...	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato	116	917	611	1.262	176	283	327	297
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	145	130	412	951	19	48	22	35
Fondi accantonati	1.179	6.342	7.895	10.704	7.895	10.704	8.252	13.574
Partite varie	758	5.438	3.180	3.539	3.204	4.865	3.797	2.286
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	49	60	74	92	74	92	74	92
Fondo di riserva straordinario	47	60	76	95	76	95	76	95
Rendite	1.100	1.853	50	...	44	50	74	84
Utile netto da ripartire	—	—	—	55	50	55	50	55
Totale passivo e patrimonio ...	38.047	56.476	58.804	69.173	58.545	66.866	60.577	71.651
Depositanti di titoli e valori	18.222	86.119	31.382	43.393	32.992	46.447	28.618	48.236
¹ Di cui : biglietti e moneta di Stato	22	35	28	35	35	43	36	44
² » aziende di credito	757	784	815	853	825	865	825	—
istituti speciali	459	475	494	516	500	524	501	—
³ » aziende di credito	746	1.011	699	283	864	611	413	—
istituti speciali	18	7	10	3	2	1	2	—
altri .....	...	...	...	...	...	...	...	—
anticipazioni a scadenza fissa	5	...	279	...	166	250	...	891
⁴ » titoli di stato e ob- } BOT e titoli bligaz. p/c Tesoro } a breve ...	9.915	17.648	8.066	4.372	5.038	2.282	5.778	—
altri	7.971	10.056	17.068	23.120	19.799	20.475	19.526	—
⁵ » titoli di stato e oblig. p/c Tesoro ...	443	535	701	859	692	840	683	—
⁶ » biglietti presso il Tesoro	13	15	16	20	16	18	16	—
⁷ » vaglia cambiari	75	89	106	191	84	165	87	158
⁸ » aziende di credito	1.380	293	850	1.954	307	510	1.680	—
istituti speciali	638	399	15	8	19	6	15	—
⁹ » depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di : aziende di credito	239	306	283	270	277	210	277	—
istituti speciali	3.241	3.839	3.310	2.492	3.220	1.857	3.195	—
altri enti non statali	102	88	...	...	...	...	...	—

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1975 31. Dez.	1976 31. Dez.	1977 31. Dez.	1978 31. Dez.	1978 7. Juni	1979 7. Juni	1978 7. Juli	1979 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	74.614	76.656	80.970	102.814	83.688	95.795	87.075	99.510
Gold	14.002	14.002	14.065	17.083	14.065	13.666	14.065	13.666
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	9.309	10.650	8.595	11.147	7.251	10.513	7.151	10.462
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenar- beit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	25.048	—	25.436
Devisen und Sorten	51.303	52.004	58.310	74.584	62.372	46.568	65.859	49.946
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	11.804	11.848	9.256	4.397	7.773	4.271	5.393	4.246
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	8.521	19.517	19.588	24.252	22.275	35.355	24.446	47.951
Inlandswechsel	5.910	12.185	12.400	16.402	15.779	25.749	19.729	26.600
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	3.986	...	...	7.568
Auslandswechsel	903	1.223	1.629	1.685	1.589	2.544	1.760	2.420
Lombardforderungen	1.703	6.109	5.559	6.165	901	7.062	2.957	11.863
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9.044	10.479	9.588	8.839	9.028	11.398	8.888	8.683
Kassenkredite (Buchkredite)	361	1.796	905	156	345	2.715	205	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Wertpapiere	7.953	1.419	693	4.218	1.598	3.789	2.383	3.722
Deutsche Scheidemünzen	946	720	810	698	742	725	762	731
Postcheckguthaben	358	271	999	1.214	185	218	178	222
Sonstige Aktiva	8.139	4.546	6.518	10.121	5.053	7.100	3.134	5.514
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Währungsreserven und sonstiger Fremd- währungsposition	8.931	7.489	10.925	14.184	6.598	9.553	6.598	9.553
Ingesamt ...	130.310	132.945	139.347	170.737	136.940	168.204	138.857	180.132
PASSIVA								
Banknotenumlauf	55.143	59.038	65.567	74.799	67.303	74.763	70.740	76.786
Einlagen von Kreditinstituten	44.591	51.298	52.491	59.366	45.557	57.026	41.885	63.622
auf Girokonten	44.563	51.270	52.464	59.338	45.518	56.998	41.852	63.595
sonstige	28	28	27	28	39	28	33	27
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	8.256	2.939	2.120	4.631	5.446	3.909	7.237	9.552
Bund	2.291	272	296	2.384	1.845	89	2.352	3.771
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	358	304	150	163	220	413	486	456
Länder	2.106	2.094	1.630	2.027	3.353	3.379	4.364	5.282
Andere öffentliche Einleger	46	59	44	57	28	28	35	43
Sondereinlagen	3.455	210	—	—	—	—	—	—
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.502	2.588	3.905	4.087	2.474	3.661	1.775	2.621
Bundesbahn	5	4	7	7	4	5	6	7
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	1.962	2.070	3.419	3.515	1.987	3.084	1.239	2.052
Sonstiger Einleger	535	514	479	565	483	572	530	562
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	256	58	—	—	—	—	—	—
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren	4.173	6.476	5.366	13.205	9.414	8.363	9.723	7.654
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	840	1.097	489	4.544	691	6.743	970	4.259
Einlagen ausländischer Einleger	828	779	475	4.531	675	6.735	953	4.175
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	306	...	...	...	—	...	—
Sonstige	12	12	14	13	16	8	17	84
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	1.665	1.489	1.387	1.292	1.387	1.826	1.387	1.826
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewertung des in den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusam- menarbeit vorläufig eingebrachten Gol- des	—	—	—	—	—	6.429	—	7.683
Sonstige Passiva	12.884	7.962	8.022	8.813	4.668	5.484	5.140	6.129
Ingesamt ...	130.310	132.945	139.347	170.737	136.940	168.204	138.857	180.132

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1978 7 juin	1979 7 juin	1978 7 juillet	1979 6 juillet
ACTIF								
Encaisse or	11.893	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904
Devises	14.706	20.426	20.514	28.982	19.009	22.447	19.340	24.706
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	5.403	5.222	3.949	2.029	3.150	...	3.010	...
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	1.712	926	1.252	236	267	268	271	269
Bons du Trésor de la Confédération ...	227	375	267	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	200	157	198	50	36	96	43	24
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	...	...	...	2	1	21	1	21
autres	3	64	559	346	311	714	313	846
Correspondants en Suisse	136	160	172	186	42	47	53	73
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	622	—	—	—	—	—	—	—
Pertes sur les réserves de devises au 31-12-1978	—	—	—	2.593	—	2.593	—	2.593
Autres postes de l'actif	64	65	106	93	104	170	111	194
Total ...	34.966	39.299	38.921	46.421	34.824	38.260	35.046	40.630

PASSIF

Fonds propres	67	68	69	70	70	70	70	70
Billets en circulation	19.128	19.731	20.397	22.499	19.386	20.969	19.679	21.188
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	11.479	12.644	13.623	15.584	6.410	7.890	5.812	9.684
Autres engagements à vue	1.817	4.005	2.707	4.479	3.439	4.542	3.903	4.820
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	...	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	165	246	...	...	...	...	...	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	380	955	772	2.893	3.741	2.873	3.741	2.767
Comptes spéciaux ¹ .....	...	...	...	...	...	—	...	—
Autres postes du passif	1.930	1.650	1.353	896	1.778	1.916	1.841	2.101
Total ...	34.966	39.299	38.921	46.421	34.824	38.260	35.046	40.630

¹ Dépassement du taux d'accroissement des crédits.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1978 31 mai	1979 31 mai	1978 30 juin	1979 30 juin
I. Or	5.045	4.886	5.050	5.037	5.002	5.031
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	98	61	172	78	53	13
III. Bons du Trésor	280	1.294	292	1.672	285	394
IV. Dépôts à terme et avances	50.625	55.359	50.219	62.851	52.477	13.957
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	...	3	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois .....	...	...	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	35.667	40.014	35.883	44.153	38.082	10.438
b) à plus de 3 mois	14.958	15.342	14.336	18.698	14.395	3.519
V. Titres à terme	2.481	3.644	2.392	22.995	2.376	4.693
a) à 3 mois au maximum	2.130	3.152	2.123	22.316	2.172	4.632
b) à plus de 3 mois	351	492	269	679	204	61
VI. Divers	946	1.058	887	1.129	838	6
<i>Total de l'actif</i> ...	59.475	66.302	59.012	93.762	61.031	24.094

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1978. 31 mai	1979 31 mai	1978 30 juin	1979 30 juin
I. Capital :						
Actions libérées de 25 p.c.	301	301	301	301	301	296
II. Réserves	1.072	1.192	1.072	1.192	1.192	558
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	472	520	472	520	520	384
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	16
4. Fonds de Réserve Libre	495	567	495	567	567	128
III. Dépôts (or)	3.824	3.834	3.960	4.068	3.938	4.064
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.464	3.738	3.676	3.978	3.739	3.974
b) à 3 mois au maximum	241	63	160	33	75	41
c) à plus de 3 mois	86	—	91	24	91	16
2. Autres déposants :						
a) à vue	33	33	33	33	33	33
IV. Dépôts (monnaies)	53.541	60.083	52.836	86.952	54.847	18.878
1. Banques centrales :						
a) à vue	508	668	759	814	663	200
b) à 3 mois au maximum	41.601	47.682	40.771	72.923	44.361	15.800
c) à plus de 3 mois	10.731	9.863	10.765	10.882	9.280	2.355
2. Autres déposants :						
a) à vue	60	91	37	45	37	10
b) à 3 mois au maximum	615	683	430	1.164	402	237
c) à plus de 3 mois	26	1.096	74	1.124	104	276
V. Divers	721	881	823	1.249	733	298
VI. Provisions	16	11	20	—	20	—
Total du passif ...	59.475	66.302	59.012	93.762	61.031	24.094

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours des mois de juin et juillet 1979.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture et pêche; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 7 juin 1979

portant exécution de l'article 8 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 17 juillet 1979, p. 8024). (Voir aussi rubrique 3.)

Loi du 5 juillet 1979

modifiant la loi du 1^{er} août 1974 créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107 quater de la Constitution, modifiée par la loi du 19 juillet 1977 (Moniteur du 10 juillet 1979, p. 7779).

Arrêté royal du 5 juillet 1979

prorogeant l'aide régionale complémentaire (Moniteur du 17 juillet 1979, p. 8013).

Article 1^{er}. — L'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, *b*, de la loi du 30 décembre 1970 et par l'article 1, *c*, de la loi du 4 août 1978, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1979.

.....

Arrêté royal du 6 juillet 1979

portant organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions (Moniteur du 10 juillet 1979, p. 7781).

Arrêté royal du 6 juillet 1979

délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie (Moniteur du 10 juillet 1979, p. 7788). (Voir aussi rubrique 5.)

Article 1^{er}. — Sans préjudice des limitations prévues dans le présent arrêté, les Comités ministériels des Régions sont, en application de l'article 2, 2^o et 9^o, de la loi du 1^{er} août 1974 créant des institutions communautaires et régionales provisoires, modifiée par la loi du 19 juillet 1977 et par la loi du 5 juillet 1979, compétents pour :

1^o l'élaboration de toute disposition légale ou réglementaire dont l'application se limite à la région, une partie de la région ou une institution établie dans la région;

2^o l'exécution de ces dispositions légales et réglementaires, en ce compris l'intervention de l'Etat dans les subsides.

Art. 2. — § 1^{er}. Sauf pour les matières réservées aux Régions, l'article 1^{er} du présent arrêté n'est pas applicable pour la politique nationale économique, conjoncturelle, industrielle, énergétique, agricole, la politique des prix et les conditions d'accès à la profession.

§ 2. Le Gouvernement assure le respect des traités instaurant les Communautés Européennes et des directives et recommandations émanant de celles-ci et maintient le cadre normatif dans lequel s'exercent l'activité économique et la concurrence.

Art. 3. — § 1. En matière de politique industrielle, l'article 1^{er} du présent arrêté est applicable pour les aspects régionaux, notamment pour les matières énumérées ci-après :

1^o l'initiative industrielle publique, en ce compris :

- a)* la création de sociétés commerciales ou la prise de participations dans leur capital;
- b)* la création d'établissements publics ou la prise de participations dans le capital de ces établissements ou d'autres formes de personnes morales à objet économique;
- c)* la reconversion ou la restructuration d'entreprises en difficultés, en ce compris l'organisation de la gestion assistée.

Le 1^o ne peut toutefois porter préjudice aux possibilités d'action de la Société nationale d'Investissement et de la Caisse nationale de Crédit professionnel sur l'ensemble du territoire national, seules ou en collaboration avec une société régionale d'investissement;

2^o la planification régionale, en ce compris la concertation entre la section régionale et la section nationale du Bureau du Plan, ainsi que la concertation interrégionale;

3^o l'implantation et l'équipement, en ce compris :

- a)* la création, l'aménagement et l'équipement des zones industrielles, artisanales et de services ainsi que des équipements collectifs à caractère économique;

b) l'assainissement des sites désaffectés;

c) la fixation des conditions particulières d'exploitation, de même que les avis, la délivrance des autorisations d'exploitation, les surveillances et les examens de recours des établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes;

4° la prospection et la recherche d'investisseurs, en ce compris les moyens énoncés ci-après dans le cadre de l'expansion économique régionale :

— l'aide aux installations pilotes, produits nouveaux ou nouveaux procédés de fabrication, la recherche de brevets, l'aide à la transposition industrielle des résultats de la recherche et les fonctions de promotion industrielle décrites dans l'article 8 de la loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique;

— la réglementation et l'octroi d'une aide complémentaire ou supplétive à la recherche appliquée et aux prototypes et installations pilotes;

5° l'aide aux entreprises ou unités d'exploitation de la Région dans le cadre des lois d'expansion, en ce compris :

a) l'aide aux entreprises industrielles et de service en difficulté;

b) l'aide aux petites et moyennes entreprises industrielles et de service et l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation de l'expansion économique des petites et moyennes entreprises, le Fonds de garantie excepté;

c) l'octroi de subventions aux métiers d'art, à l'exclusion du subside à la Commission nationale des métiers d'art;

d) l'aide à l'industrie du tourisme;

6° l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation concernant l'expansion économique régionale. Les décisions concernant l'octroi de la garantie de l'Etat sont prises par le Ministre des Finances. Elles sont soumises au Comité ministériel de coordination économique et sociale lorsqu'elles concernent des montants supérieurs à 200.000.000 F;

7° les directives d'application relatives à la législation et à la réglementation de l'expansion économique régionale.

Toutefois :

a) la durée maximum de l'aide de même que les maxima des aides conjoncturelles sont fixés par le Comité ministériel de coordination économique et sociale; l'application est assurée par le Comité ministériel des Régions compétent;

b) toute modification aux directives d'octroi des avantages fiscaux est arrêtée de commun accord entre le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires économiques et le Comité ministériel des Régions compétent;

c) les directives et les décisions relatives aux dossiers sectoriels concernant les charbonnages, la construction et la réparation navales, le textile et la sidérurgie, y compris les transports de minerais et de coke, sont prises par le ministre national compétent après avis des Comités ministériels des Régions.

Avec l'accord des Comités ministériels des Régions et sur proposition du ministre compétent, l'énumération des secteurs repris à l'alinéa précédent peut être modifiée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;

8° les directives d'application relatives à la législation et à la réglementation de l'expansion économique des petites et moyennes entreprises, sous réserve :

a) que les maxima des aides conjoncturelles sont fixés par le Comité ministériel de coordination économique et sociale; l'application est assurée par le Comité ministériel des Régions compétent;

b) que toute modification aux directives d'octroi des avantages fiscaux soit arrêtée de commun accord entre le Ministre des Classes moyennes, le Ministre des Finances et le Comité ministériel des Régions compétent.

§ 2. En matière de politique industrielle, les questions de coordination industrielle dépassant les limites d'une Région ou d'aide à une entreprise implantée dans plus d'une Région, feront l'objet d'une concertation associant les Comités ministériels des Régions concernées et le ministre compétent.

.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 30 mai 1979

destinant une deuxième tranche supplémentaire de trois milliards de francs à la dotation du « Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes », dont le montant global s'élève ainsi à vingt-trois milliards de francs (Moniteur du 5 juillet 1979, p. 7597).

Arrêté ministériel du 14 juin 1979

portant à soixante milliards le montant nominal des bons d'épargne que la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite est autorisée à émettre en vertu de l'arrêté ministériel du 28 novembre 1967 (Moniteur du 16 juin 1979, p. 6975).

Arrêté royal du 18 juin 1979

relatif au total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat (Moniteur du 10 juillet 1979, p. 7814). (Voir aussi rubrique 8.)

Article 1^{er}. — En application de l'article 8 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939, le total des garanties prévues à l'article 3, § 2, 2° et octroyées par l'Office national du Ducroire est porté, par quatre tranches de cinq milliards de francs chacune, à maximum septante milliards de francs.

Loi du 18 juin 1979

relative à la souscription de la Belgique à l'augmentation du capital de la Banque asiatique de Développement (Moniteur du 26 juillet 1979, p. 8315).

Article unique. — La souscription de la Belgique au capital de la Banque asiatique de Développement est augmentée de 135 p.c. et portée de 12,50 à 29,37 millions de dollars des Etats-Unis, conformément à la Résolution n° 104 adoptée par le Conseil des Gouverneurs de la Banque le 29 octobre 1976.

Arrêté royal du 20 juin 1979

portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (Moniteur du 12 juillet 1979, p. 7896).

Article 1^{er}. — Le montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre et des dépôts de fonds à accepter par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est porté de deux cent quarante milliards de francs à deux cent cinquante milliards de francs, par libération d'une première tranche de 10 milliards de francs.

Arrêté ministériel du 28 juin 1979

modifiant les arrêtés ministériels des 4 janvier, 30 janvier et 30 mars 1979 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1979 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 10 juillet 1979, p. 7813).

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 5,25 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4,25 p.c.

Les sommes, qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruitier et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906), bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 7,25 p.c.

.....

Arrêté ministériel du 5 juillet 1979

portant approbation de l'arrêté de la Commission bancaire du 21 mai 1979 modifiant le règlement I du 11 septembre 1975 relatif aux proportions imposées à certaines catégories de placements autorisés (Moniteur du 20 juillet 1979, pp. 8184 et 8188).

Article unique. — Est approuvé l'arrêté de la Commission bancaire du 21 mai 1979 ci-annexé, modifiant le règlement I du 11 septembre 1975 relatif aux proportions imposées à certaines catégories de placements autorisés.

*
**

**Arrêté de la Commission bancaire du 21 mai 1979
modifiant le règlement I du 11 septembre 1975
relatif aux proportions imposées à certaines catégories de placements autorisés.**

Article 1^{er}. — Est abrogé l'article 2 du règlement I du 11 septembre 1975 de l'Office Central de la Petite Epargne relatif aux proportions imposées à certaines catégories de placements autorisés.

.....

Arrêté royal du 16 juillet 1979

relatif à la démonétisation de la pièce de 100 francs en argent (Moniteur du 27 juillet 1979, p. 8409).

Article 1^{er}. — Les pièces de 100 francs frappées au titre de 835 millièmes d'argent en exécution de l'arrêté du Régent du 15 octobre 1948, cesseront d'avoir cours légal à partir du 3 septembre 1979.

Art. 2. — Jusqu'au 30 septembre 1980 inclus, les pièces visées à l'article 1^{er} pourront être échangées contre des monnaies coursables, aux guichets de la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Elles seront acceptées jusqu'au 15 septembre 1980 inclus, par les percepteurs des postes, les receveurs des contributions, de l'enregistrement et des douanes et accises.

A partir du 1^{er} octobre 1980 elles seront définitivement sans valeur.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 20 février 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1975 pour l'Education nationale, régime français (Moniteur du 20 juin 1979, p. 7050).

Arrêté royal du 3 avril 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1976 du budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle française, secteur Communications (dépenses de capital) (Moniteur du 26 juin 1979, p. 7272).

Arrêté royal du 3 avril 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1977 du budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise, secteur Communications (dépenses de capital) (Moniteur du 27 juin 1979, p. 7316).

Arrêté royal du 3 avril 1979

fixant les chiffres correspondant aux critères de répartition de la somme globale réservée aux dépenses de la politique régionale pour 1979 (Moniteur du 11 juillet 1979, p. 7845).

Article 1^{er}. — Pour l'application, pour l'année budgétaire 1979, de l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1974 créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107 *quater* de la Constitution, modifiée par la loi du 19 juillet 1977, sont fixés les chiffres ci-après :

	Flandre	Wallonie	Bruxelles
Population au 31 décembre 1977	5.584.847	3.223.594	1.028.972
Superficie, en ha, au 31 décembre 1970	1.350.964	1.684.251	16.178
Rendement, en millions de francs, de l'impôt des personnes physiques pour l'exercice 1976, arrêté au 30 avril 1978 .	145.742	81.503	42.094
.....			

Arrêté royal du 30 mai 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1977 du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones (dépenses de capital) (Moniteur du 7 juillet 1979, p. 7752).

Loi du 31 mai 1979

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1979, et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juin et juillet 1979 (Moniteur du 6 juin 1979, p. 6644).

Arrêté royal du 7 juin 1979

portant exécution de l'article 8 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 17 juillet 1979, p. 8024). (Voir aussi rubrique 1.)

Loi du 18 juin 1979

contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 19 juillet 1979, p. 8091).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère de l'Agriculture afférentes à l'année budgétaire 1979, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	8.198,8	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	1.470,7	574,8	553,9
Total ...	9.669,5	574,8	553,9

.....

Loi du 18 juin 1979

ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 20 juillet 1979, p. 8154).

Arrêté royal du 27 juin 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année budgétaire 1977 du budget du Ministère de la Justice (Moniteur du 20 juillet 1979, p. 8168).

Arrêté royal du 28 juin 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1977 (dépenses de capital), du budget du Ministère des Communications (Moniteur du 20 juillet 1979, p. 8176).

Loi du 2 juillet 1979

contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 31 juillet 1979, p. 8482).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de la Dette publique afférentes à l'année budgétaire 1979, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	99.867,6	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	392,2	—	—
Total ...	100.259,8	—	—
Amortissements de la dette publique (Titre III)	61.771,9	—	—
Total ...	162.031,7	—	—

Loi du 5 juillet 1979

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1979, et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juin et juillet 1979 (Moniteur du 11 juillet 1979, p. 7843).

Loi du 9 juillet 1979

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1979, et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juin et juillet 1979 (Moniteur du 19 juillet 1979, p. 8116).

Loi du 16 juillet 1979

contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 27 juillet 1979, p. 8362).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Famille afférentes à l'année budgétaire 1979, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	32.266,5	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	4.348,5	1.355,2	670,3
Total ...	36.615,0	1.355,2	670,3

4. — AGRICULTURE ET PECHE

Arrêté royal du 8 mai 1979

prescrivant le recensement agricole et horticole (Moniteur du 7 juillet 1979, p. 7677).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 6 juillet 1979

délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie (Moniteur du 10 juillet 1979, p. 7788). (Voir texte rubrique 1.)

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 18 juin 1979

relatif au total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat (Moniteur du 10 juillet 1979, p. 7814). (Voir texte rubrique 2.)

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 28 mai 1979

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 1^{er} juin 1979, p. 6517).

Arrêté ministériel du 6 juin 1979

portant modification de l'arrêté ministériel du 8 septembre 1961 réglementant les prix du gaz fourni par la distribution publique (Moniteur du 21 juin 1979, p. 7104).

Arrêté ministériel du 15 juin 1979

réglementant les prix des limonades et des eaux minérales, minéralisées, de source et de table (Moniteur du 21 juin 1979, p. 7105).

Arrêté ministériel du 26 juin 1979

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 28 juin 1979, p. 7365).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juin 1979. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

312.1

331.31 - 336.834.

POLLAIN, J.

Aperçu de la politique de l'immigration menée en Belgique en 1978.

(In : *Fondation André Renard, Liège, n° 96, mars 1979, pp. 27-42.*)

BELG. 17

Vingt ans de législation sur l'expansion économique en Belgique 1959-1979.

(In : *Paribas — Notes économiques, Bruxelles, n° 25, mai 1979, pp. 2-8.*)

BELG. 64 D

321.2

332.11 - 338.755.6 - 338.752.0

VAN MIERT, K.

Overheid en bedrijfsleven.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1979, blz. 213-217.*)

BELG. 48

KLEIN-BEAUPAIN, Th.

Deux systèmes de relations industrielles en Belgique; textile et fabrications métalliques.

Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1979, 335 p.

330.3 - 333.405.

332.621.4 - 332.621.5

d'ALCANTARA, G. and POLLEFLIET, E.

The Monetary and Financial Submodel of the Serena Model for the Belgian Plan.

(Vith International Conference of Applied Econometrics, 7-10 February, Banca d'Italia, Roma.)

Brussel, Planbureau, 1979, 30 blz.

PRADES, F.G.

Les composantes structurelle et conjoncturelle du chômage en Belgique.

(In : *Institut de Recherches Economiques — Service de Conjoncture, Louvain-la-Neuve, avril 1979, pp. 1-10.*)

BELG. 87

330.3 - 382.22 - 339.0

332.691.

DOMBRECHT, M.

Financial Markets, Employment and Prices in Open Economies; an Empirical Investigation for Belgium, 1954-1976.

Leuven, Acco, 1979, 182 blz.

RENDERS, J.

Overzicht van de arbeidsmarkt in 1978.

(In : *Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 5, mei 1979, blz. 452-460.*)

BELG. 71

CAYMAX, L.

L'extension relative du travail par équipes en Belgique et sa répartition par secteur et par région.

(In : *Revue du Travail, Bruxelles, n° 1, janvier 1979, pp. 1-28.*)

BELG. 153

de la GENIERE, R.

Une politique monétaire à moyen terme.

(In : *Banque, Paris, n° 383, avril 1979, pp. 423-432.*)

FR. 6

333.106. - 333.109.

HENRY, M.H.

Fonds propres, rentabilité et risque dans les banques. Analyse par la méthode des ratios.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 2, 1979, pp. 271-283.*)

BELG. 134

333.110. - 333.403. - 333.70

La politique monétaire à l'aide d'agrégats quantifiés.

(In : *Cahiers de la Revue de la Banque, Bruxelles, n° 2, avril 1979, pp. 93-163.*)

BELG. 133

333.106.

MASSET, T.

A propos de « Où va l'argent que gagnent les banques ».

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 2, 1979, pp. 286-290.*)

BELG. 134

333.110. - 333.403. - 333.70

SIAENS, A.

Malentendus à l'encontre du monétarisme.

(In : *Cahiers de la Revue de la Banque, Bruxelles, n° 2, avril 1979, pp. 110-129.*)

BELG. 133

333.110. - 333.403. - 333.70

BAUDEWYNS, J.

La fixation d'objectifs pour les agrégats monétaires : l'opinion d'un non-monétariste.

(In : *Cahiers de la Revue de la Banque, Bruxelles, n° 2, avril 1979, pp. 103-109.*)

BELG. 133

333.110. - 333.403. - 333.70

TAVERNIER, K.

De monetaristische analyse en het monetair beleid in België.

(In : *Cahiers Bank- en Financiewezen, Brussel, n° 2, april 1979, blz. 130-142.*)

BELG. 133

VUCHELEN, J.

Een geldgroeinorm in België : mogelijkheden en moeilijkheden.

(In : *Cahiers Bank- en Financiewezen*, Brussel, n° 2, april 1979, blz. 143-163.)

BELG. 133

TOURNEUR, F. et LEMPEREUR, Cl.

La Centrale des Bilans.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 2, 1979, pp. 201-212.)

BELG. 134

333.111.42

333.403.

DEALTRY, M.G.

Die monetäre Rolle des Goldes.

(In : *Kredit und Kapital*, Berlin, Nr 1, März 1979, S. 83-98.)

DEUTSCHL. 16 F

VANE, H.R. en THOMPSON, J.L.

Monetarism : Theory, Evidence and Policy.

Oxford, Martin Robertson, 1979, VIII+200 p.

333.130.2 - 333.823.

333.451.0 - 333.432.8

LAUFENBERG, D.E.

Optimal Reserve Requirement Ratios Against Bank Deposits for Short-Run Monetary Control.

(In : *Journal of Money, Credit and Banking*, Columbus, No. 1, February 1979, pp. 99-105.)

USA 29 D

WILLIAMSON, J.

The Failure of Global Fixity.

(In : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles*, n° 4, avril 1979, pp. 19-40.)

BELG. 16

333.154. - 333.426. - 333.427.

333.451.1

De la monnaie métallique à la monnaie électronique.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles*, n° 22, 1^{er} juin 1979, pp. 1-5.)

BELG. 33

Effective Exchange Rates Compared.

(In : *World Financial Markets, New York*, April 1979, pp. 6-23.)

USA 30 E

333.451.1

333.611.

GIRARD, J.

Essai de prévision de la valeur des taux de change des principales monnaies à la fin de 1979.

(In : *Banque, Paris*, n° 383, avril 1979, pp. 510-517.)

FR. 6

De controle op de effectenmarkten in de Europese Gemeenschap.

(Studies, serie concurrentie — Harmonisatie van wetgeving, 31.)

Luxemburg, Bureau voor Officiële Publikaties der Europese Gemeenschappen, 1978, 214 blz.

333.451.6 - 333.432.8

333.733. - 336.207.

LAMFALUSSY, A.

The Failure of Global Flexibility ?

(In : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles*, n° 4, avril 1979, pp. 41-50.)

BELG. 16

SOCIETE GENERALE DE BANQUE.

Implications fiscales du prêt hypothécaire.

Bruxelles, Société Générale de Banque, 1979, 20 p.

333.451.7

333.820. - 333.111.0 - 333.403.

La couverture des risques de change.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles*, n° 21, 25 mai 1979, pp. 1-8.)

BELG. 33

ENGELS, W.

Notenbanktechnik; Instrumente und Verfahren der monetären Stabilitätspolitik.

Frankfurt/Main, Campus Verlag, 1979, 127 S.

333.453.

333.820. - 333.403. - 333.841.

ROSE, H.

The Future of the Dollar as a Reserve Currency.

(In : *Barclays Review, London*, No. 1, February 1979, pp. 4-7.)

G.B. 6

SIJBEN, J.J.

Rationele verwachtingen en de monetaire politiek.

Leiden, Stenfert Kroese, 1979, X+120 blz.

333.825. - 382.257.

333.846. - 382.242.4

HOLDEN, P. and HOLDEN, M.

Exchange Rate Policy and the Demand for International Reserves.

(In : *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali*, Padova, N. 3, Marzo 1979, pp. 232-246.)

IT. 22 B

FÜHRMANN, W.

Das heimische Geld- und Kreditangebot einer Euro-Währung.

(In : *Kredit und Kapital*, Berlin, Nr 1, März 1979, S. 56-72.)

DEUTSCHL. 16 F

333.831.1 - 333.831.3

333.846.0 - 333.403.

DE SMET, M. en MARTIN, G.

Samenhang tussen de korte en lange termijn rentetarieven.

(In : *Bank- en Financieuzen*, Brussel, n^o 2, 1979, blz. 215-226.)

BELG. 134

TANNER, J.E.

Are the Lags in the Effects of Monetary Policy Variable ?

(In : *Journal of Monetary Economics*, Amsterdam, No. 1, January 1979, pp. 105-121.)

GEN. 10 C

333.841. - 332.630. - 332.621.4

334.150.0

OULES, F.

L'inflation structurelle et les remèdes nouveaux pour la maîtriser.

Bruxelles, Bruylant, 1979, 141 p.

FELD, W.J.

Les effets des tensions économiques sur le mouvement d'intégration européenne.

(In : *Revue d'Intégration Européenne*, Montréal, n^o 2, janvier 1979, pp. 183-201.)

CAN. 7

333.845. - 333.110. - 333.846.0

334.151.25 - 334.151.27

PASCALLON, P.

Stagflation et politique monétaire.

(In : *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, Liège, n^o 1, janvier-mars 1979, pp. 65-86.)

GEN. 1 A

MANGE, E.A.

Waardebepaling van de Europese Rekeneenheid en de Europese Valuta-eenheid.

(In : *Economisch Statistische Berichten*, Rotterdam, n^o 3201, 25 april 1979, blz. 405-407.)

NED. 10

VANDEN ABEELE, M.

L'Ecu, une monnaie politique ?

(Conférence inaugurale du cours de « Structures financières européennes », le 30 janvier 1979.)

Bruxelles, Institut d'Etudes Européennes de l'Université Libre de Bruxelles, 1979, 24 p.

Le système monétaire européen. Structure et modalités de fonctionnement.

(In : *Rapports mensuels de la Deutsche Bundesbank, Francfort/Main*, n° 3, mars 1979, pp. 19-32.)

DEUTSCHL. 18 C

334.151.27

334.151.27

« The Emerging European Monetary System ». Papers and Proceedings of the First International Seminar on the EMS held at Louvain-la-Neuve, 24-25 March 1979.

(In : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles*, n° 4, avril 1979, pp. 3-186.)

BELG. 16

Le système monétaire européen.

(In : *Banque de France - Bulletin trimestriel, Paris*, n° 30, mars 1979, pp. 27-33.)

FR. 6 A

334.151.27

334.151.27 - 334.151.22

MANGE, E.A.

De doelstellingen van het Europees Monetair Systeem.

(In : *Economisch Statistische Berichten, Rotterdam*, n° 3206, 30 mei 1979, blz. 536-537.)

NED. 10

THYGESEN, N.

The Emerging European Monetary System : Precursors, First Steps and Policy Options.

(In : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles*, n° 4, avril 1979, pp. 87-125.)

BELG. 16

334.151.27

334.151.27

Système monétaire européen; textes du Conseil européen des 4 et 5 décembre 1978.

(In : *Economie Européenne, Luxembourg*, n° 2, mars 1979, pp. 5-10.)

C.E. 3

van YPERSELE de STRIHOU, J.

Le nouveau système monétaire européen.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 2, 1979, pp. 247-268.)

BELG. 134

334.151.50

DELPEREE, A.

Une politique sociale pour l'Europe 1980.

(In : *Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, n° 2, février 1979, pp. 71-97.*)

BELG. 141

336.400. - 336.401. - 336.41
336.450. - 336.300. - 336.440.

ERAUW, F. e.a.

Droit budgétaire, comptabilité publique, crédit public.

Bruxelles, Bruylant, 1979, 751 p.

334.152.0

VAN DEN WIJNGAERT, M. e.a.

België en de Europese integratie 1945-1955.

Een overzicht van de onuitgegeven bronnen.

(In : *Res Publica, Brussel, n° 1, maart 1979, blz. 163-168.*)

BELG. 131

336.453.

VAN DE VOORDE, A.

Etendue de la mission d'information de la Cour des Comptes à l'égard du Parlement.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 4, avril 1979, pp. 29-43.*)

BELG. 99

334.153.0 - 334.150.0

AYBERK, U.

Le mécanisme de la prise des décisions communautaires en matière de relations internationales.

Bruxelles, Bruylant, 1978, 580 p.

336.61 - 336.401.

MINGUET, A.

Assainissement des finances publiques ou abandon de la politique budgétaire ? Le cas de la Belgique.

(In : *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative, Liège, n° 1, janvier-mars 1979, pp. 87-115.*)

GEN. 1 A

336.206.

Les aspects principaux des conventions préventives de la double imposition.

(In : *Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, n° 4, avril 1979, pp. 74-82.*)

BELG. 140

338.012. - 338.753.0

POTEMANS, M.

Energiecrisis, energieschaarste : spookbeeld of werkelijkheid ?

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1979, blz. 223-228.*)

BELG. 48

338.041.

338.754.10

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGI-
QUE.

Le profit et le progrès social; pourquoi ? Combien ?
Pour qui ?

Bruxelles, Edit. de la F.E.B., 1979, s.p.

L'industrie chimique à cœur ouvert.

*(In : Agence Economique et Financière, Bruxelles, n° 6,
mai 1979, 84 p.)*

BELG. 3

338.046.2

338.755.6

MEDART, O.

Les nouvelles aides du Secrétariat d'Etat à l'Econo-
mie Régionale Wallonne.

*(In : Etudes et Expansion, Liège, n° 279, janvier-février-
mars 1979, pp. 169-174.)*

BELG. 157

De kleding- en confectienijverheid in Limburg.

*(In : Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, maart 1979,
blz. 3-26.)*

BELG. 93

338.340. - 338.8

339.0 - 339.312.3

BAECK, L.

De derde wereld in ontwikkeling.

Leuven, Davidsfonds, 1979, 237 blz.

L'endettement des entreprises belges.

*(In : Bulletin hebdomadaire - Kredietbank, Bruxelles,
n° 11, 16 mars 1979, pp. 1-4+9-10.)*

BELG. 33

338.43

339.21

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Programmes de développement régional - Grand-
Duché de Luxembourg.

(Série politique régionale, 11.)

*Bruxelles, Office des Publications officielles des Com-
munautés Européennes, 1978, 68 p.*

VERENIGING VOOR ECONOMIE.

Inkomens- en vermogensverdeling; referaten.

*(14de Vlaams Wetenschappelijk Economisch Con-
gres, Brussel, 30 en 31 maart 1979.)*

*Brussel, Centrum voor Econometrie en Management
Sciences van de Vrije Universiteit Brussel, 1979,
versch. blz.*

LUKACS, E.

Enige aspecten van de huidige juridische bescherming van de consument.

(In : *Tijdschrift voor Europees en Economisch Recht, Antwerpen, n° 4, april 1979, blz. 198-217.*)

BENOIT, M.

Les contrats de travail d'ouvrier et d'employé. Les modifications apportées par la loi du 3 juillet 1978.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 2, 1979, pp. 227-244.*)

BELG. 134

339.325.0 - 339.324.

347.766. - 333.734. - 347.27
368.611.

POELMANS, J.

L'Europe et les consommateurs.

Paris, Fernand Nathan, 1978, 172 p.

Recht der Kreditsicherheiten in europäischen Ländern. 3. Belgien.

(Untersuchungen über das Spar-, Giro- und Kreditwesen, 18.)

Berlin, Duncker und Humblot, 1979, XXXIX+634 S.

347.720.0

368.01

VAN BRUYSTEGEM, B.

Recente ontwikkelingen in het vennootschapsrecht.

(In : *Driemaandelijks Vlaams Tijdschrift voor Accountants en Boekhouders, Antwerpen, n° 1, januari-februari-maart 1979, blz. 26-38.*)

Le secteur des assurances en Belgique.

(In : *Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 17, 11 mai 1979, pp. 1-6.*)

BELG. 34 A

347.721.0 - 382.43

368.40 - 336.024.

DUBISSON, M.

Les groupements d'entreprises pour les marchés internationaux.

Paris, Fondation pour l'Etude du Droit et des Usages du Commerce International, 1979, VI+343 p.

BOELAERT, R.

Modes alternatifs du financement de la sécurité sociale : une analyse de différentes propositions.

(In : *Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, n° 2, février 1979, pp. 117-133.*)

BELG. 141

Cycles de vie et stratégie de l'entreprise.

(In : *Bulletin hebdomadaire - Kredietbank, Bruxelles*, n° 19, 11 mai 1979, pp. 1-6.)

BÉLG. 33

LITTLE, J.S.

Liquidity Creation by Euro-banks : 1973-1978.

(In : *New England Economic Review, Boston, January-February 1979*, pp. 62-72.)

USA 34 A

382.11

382.51

NEUMAN, H.

L'interdépendance croissante des économies. Quelques voies et conditions d'un nouvel ordre social et économique mondial.

(In : *Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles*, n° 3, septembre 1978, pp. 263-274.)

BELG. 145

L'évolution récente du commerce européen.

(In : *Bulletin économique pour l'Europe, Genève*, n° 1, pp. 1-91.)

ONU 3 B

382.242.4 - 333.432.8

657.33 - 347.728.1

ELLSASSER, Fr.

Les euro-marchés constituent-ils un mécanisme du S.M.I. ?

(In : *Chroniques d'actualité de la S.E.D.E.I.S., Paris*, n° 10, 15 mai 1979, pp. 295-300.)

FR. 10 B

WATERBLEY, A.

De voorstelling van de balans, de resultatenrekening en toelichting volgens het Belgisch KB, de Europese boekhoudrichtlijnen en de accountantsorganisaties.

(In : *Driemaandelijks Vlaams Tijdschrift voor Accountants en Boekhouders, Antwerpen*, n° 1, januari-februari-maart 1979, blz. 44-72.)

382.242.4

93

The Euromarket, Inflation and Instability.

(In : *International Currency Review, London*, No. 2, March-April 1979, pp. 7-28.)

G.B. 26 D

Principaux faits économiques dans le domaine international. (1^{er} avril 1978 - 31 mars 1979.)

(In : *Ministère des Affaires économiques - Aperçu de l'évolution économique, Bruxelles*, n° 5, avril 1979, 48 p.)

BELG. 98 C

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
